

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROCÉDURE SOMMAIRE

DEVANT

Les Tribunaux Civils

DE

PREMIÈRE INSTANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 23 Décembre 1904

Devant la Faculté de Droit de Caen

PAR

André DESCLÈS

« A peu de chose, peu de plaid. »

LOYSEL.

LE MANS

IMPRIMERIE CH. BLANCHET, 6, RUE GAMBETTA

1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA
PROCÉDURE SOMMAIRE

Devant les Tribunaux Civils

DE PREMIÈRE INSTANCE

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

DE LA PROCÉDURE SOMMAIRE

DEVANT

Les Tribunaux Civils

DE

PREMIÈRE INSTANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 23 Décembre 1904

Devant la Faculté de Droit de Caen

PAR

André DESCLÉS

« A peu de chose, peu de plaid. »
LOYSEL.



LE MANS

IMPRIMERIE CH. BLANCHET, 6, RUE GAMBETTA

1904

VIII

MM. BIVILLE (A. ) , professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.

DEBRAY (A. ) , professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire de Droit français*,

LE FUR, professeur de *Droit adminisiratif* et chargé du cours d'*Éléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes*.

DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

MM. GÉNESTAL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français*, d'*Histoire du Droit public français*, et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat), d'*Histoire des Doctrines économiques*, et de *Législation financière*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ) , secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN :

MM. BIVILLE, *Professeur, Président de la thèse.*

LAISNÉ DES HAYES, *Professeur.*

LEBRET, *Professeur.*

- BERRIAT-SAINT-PRIX. Cours de Procédure civile et criminelle, 7^e édit., 3 vol. in-8°. Paris, 1856.
- BIOCHE Dictionnaire de procédure civile et commerciale, 5^e édit., 6 vol. in-8°. Paris, 1867.
- BOITARD, COLMET - D'AGE et GLASSON Leçons de Procédure civile, 2 vol. in-8°. Paris, Pichon, 1885.
- BONCENNE et BOURBEAU Théorie de la Procédure civile, 2^e édit., 6 vol., in-8°. Paris, 1837-1847.
- BONFILS Traité élémentaire d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure en matière civile et commerciale, 2^e édit., in-8°. Paris, Rousseau, 1892.
- BONJAN Traité des actions (Droit Romain), 2 vol. in-8°. Paris, 1845.
- BONNESŒUR Nouveau manuel théorique et pratique de la taxe en matière civile, 2^e édit., in-8°. Paris, Marchal et Billard, 1864.
- BONNIER Eléments de procédure civile. 1 vol. in-8°. Paris, 1853.
- BONNIER Traité des preuves en matière civile et commerciale, 5^e édit., in-8°. Paris, 1883.
- BORDEAUX Philosophie de la Procédure civile. Mémoire sur la réformation de la justice, in-8°. Evreux, Hérissey, 1857.
- BORNIER Conférences des nouvelles ordonnances de Louis XIV pour la réformation de la justice, 2 vol. in-4°. Paris, 1760.

- BOUCHER D'ARGIS ... Nouveau dictionnaire raisonné de la taxe en matière civile, 3^e édit., in-8°. Paris, Marchal, 1882.
- BOURIGNON..... Les Frais de justice. Thèse pour le doctorat. Bordeaux, 1902.
- BOUTARIC..... Explication de l'ordonnance de Louis XIV sur les matières civiles et sur les matières criminelles, 3 vol. in 4°. Toulouse, 1743.
- BOUTEILLER..... Somme rural ou le grand coutumier général de pratique civil et canon. (Edit. Charondas Le Caron), in-4°. Paris, Macé, 1603.
- CAMPENON..... De la Révision du Code de procédure, in-8°. Paris, Duchemin, 1867.
- CARRÉ et CHAUVÉAU. Lois de la Procédure civile et commerciale, et supplément alphabétique et analytique, par Dutruc, 5^e édit., 13 vol. in-8°. Paris, Marchal, 1880, 1883.
- CARRÉ (de Tours) .. La Taxe en matière civile avec supplément, par Tripiér, in-8°. Paris, Duchemin, 1851.
- CHAUVÉAU..... Dictionnaire général de Procédure civile.
- CHAUVÉAU et GODOFFRE Commentaire du tarif en matière civile, 2^e édit., 2 vol. in-8°. Paris, 1895.
- CHAUVÉAU et GLANDAZ Formulaire général ou Traité pratique de la Procédure civile et commerciale, 9^e édit., 2 vol. in-8°. Paris, Marchal, 1904.
- COIN-DELISLE De la limite législative des causes

- sommaire. Revue critique de
Législation et Jurisprudence,
t. IX, 1857.
- CUCU Les Institutions juridiques des Ro-
mains. Paris, 1891.
- DALLOZ Répertoire méthodique et alpha-
bétique de législation, de doc-
trine et de jurisprudence, 44 vol.
in-4°. Paris, 1845-1870.
- Supplément au Répertoire, 19 vol.
in-4°. Paris, 1887-1897.
- Recueil périodique et critique de
jurisprudence, de législation et de
doctrine depuis 1845, in-4°. Paris.
- Tables alphabétiques décennales,
3 vol., 1867-1877, 1877-1887, 1887-
1897.
- Code de procédure civile annoté,
in-4°. Paris, 1876.
- Supplément au Code de procédure,
in-4°. Paris, 1893.
- DEMIAU-CROUZILLAC. Explication sommaire du Code de
procédure, in-8°. Paris, Maresq,
1828.
- DURAND..... Condamnation aux dépens en ma-
tière civile. Thèse. Paris, 1896.
- DUTRUC Bulletin de la taxe des frais et
dépens.
- Recueil mensuel. Traité abrégé
des frais et dépens, in-8°. Paris,
Marchal, 1897.
- FAVARD DE LANGLADE Répertoire de la nouvelle législa-
tion civile, commerciale et admi-
nistrative, 5 vol. in-4°. Paris,
Didot, 1823-1824.

- FOURNIER..... Les officialités au moyen-âge, in-8°. Paris, 1880.
- FONS Les tarifs en matière civile, in-8°, Paris, Maresq, 1842.
- FRANQUEVILLE Le système judiciaire de la Grande-Bretagne. Paris, Rostchild, 1893, 2 vol. in-8°.
- FUSIER - HERMAN - SIREY..... Répertoire général alphabétique du Droit Français, en cours de publication, 32 vol. parus, in-8°. Paris.
- Code civil annoté, 4 vol. gr. in-8°, 1885-1895. Paris.
- R. DE LA GRASSERIE. Etude critique sur le projet de revision du Code de procédure présenté en 1898. Paris, Larose, 1902, in-8°.
- GARSONNET..... Traité théorique et pratique de procédure, 2^e édit., 8 vol. in-8°. Paris, Larose, 1899-1904.
- GAZETTE DU PALAIS. Recueil de jurisprudence et de législation. Supplément au journal judiciaire quotidien, 23 rec. in-8° depuis 1880.
- Tables quinquennales, 4 vol., 1882-1902. Paris.
- GIRARD..... Manuel de Droit romain, 2^e édit., in-8°. Paris. Rousseau, 1898.
- GIRODON..... Des dépens en matières civile, thèse. Châteauroux, 1887.
- GLASSON Histoire du Droit et des Institutions de la France, 8 vol. in-8°. Paris, Pichon, 1887-1902.
- Sources de la Procédure civile française, in-8°. Paris, Larose, 1882.

- GLASSON Précis théorique et pratique de
Procédure civile, avec le con-
cours de Colmet d'Aage, 2 vol.
in-8°. Paris, Pichon, 1902.
- La réforme de la Procédure civile
en France, in-8°. Paris, 1887.
- GLASSON — LEDERLIN Code de procédure civile pour l'Em-
et DARESTE pire d'Allemagne. Paris, Imp.
Nationale, 1887, 1 vol. in-8°.
- GUILHIERMOZ Enquêtes et procès. Etude sur la
Procédure et le fonctionnement
du Parlement au xiv^e siècle, in-8°.
Paris, Picard, 1892.
- ISAMBERT Recueil général des anciennes lois
françaises depuis l'an 420 jusqu'à
la Révolution de 1789, 29 vol.
in-8°. Paris, 1822.
- HUC Etudes historiques sur la Procé-
dure civile. Article Revue cri-
tique, t. IX, p. 19.
- ISAURE-TOULOUZE Traité formulaire de Procédure
pratique, 4^e édit., in-8°. Paris,
Giard et Brière, 1895.
- JOURNAL DES AVOUÉS. Recueil critique de législation. de
jurisprudence et de doctrine en
matière de procédure civile, com-
merciale et administrative, de
tarifs, discipline et offices, fon-
dé par Chauveau et continué
par Dutruc, périodique. Origine
1825 à 1903, 92 vol. in-8°.
- JOURNAL OFFICIEL Documents parlementaires. Cham-
bre et Sénat, 1890-1903.
- JOUSSE Nouveau commentaire de l'ordon-
nance civile du mois d'avril 1667,
2 vol. in-12. Paris, 1767.

- J. KAPNIST..... Code d'organisation judiciaire de l'Empire de Russie de 1864. Paris, Imp. Nat., 1893, 1 vol. in-8°.
- KELLER..... De la Procédure civile et des actions chez les Romains, in-8°. Paris, Thorin, 1870.
- KÖNIGSWARTER.... Sources et monuments du Droit français antérieurs au xv^e siècle ou Bibliothèque de l'ancien droit, in-12. Paris, Pédone, 1853.
- LAVIEILLE..... Etude sur la Procédure. Nécessité de réviser le Code de 1806, in-8°. Paris, 1862.
- LEBOUCHER..... Du mandat *ad litem* de l'avoué, thèse, in-8°. Caen, 1901.
- LEMIÈRE..... Recouvrement des frais dus aux avoués, thèse. Caen, 1900.
- LOCRE..... La législation civile, commerciale et criminelle de la France, 31 vol. in-8°. Paris, 1827-1832. Spécialement les tomes 21-22-23. Procès-verbaux du Conseil d'Etat, t. 21.
- Esprit du Code de procédure civile. Paris, 1826.
- LOYSEL..... Institutes coutumières (Dupin et Laboulaye), 2 vol. in-12. Paris. 1846.
- MANCELLE..... Réforme théorique et pratique de la Procédure, in-8°. Tours, 1895.
- MERLIN..... Recueil alphabétique des questions de droit, 3^e édit., 6 vol. in-4°. Paris, 1819-1820.
- Répertoire universel et raisonné de jurisprudence, Paris, 1842.
- MOURLON..... Répétitions écrites sur le Code de

- procédure, 5^e édit., in-8°. Paris, Maresq, 1885.
- PACAUD Lenteurs et frais de justice civile, in-8°. Paris, Larose, 1899.
- PANDECTES FRANÇAISES Recueil de jurisprudence et de législation depuis 1886, in-4°. Paris.
- Nouveau répertoire de doctrine, de législation et de jurisprudence, tome 37, in-4°. Paris, 1902.
- PIGEAU - Commentaire sur le Code de procédure civile, revu et publié par Poncelet et Lucas Championnière, 2 vol. in-4°. Paris, 1827.
- POTHIER Traité de la Procédure civile et criminelle, in-8°. Paris, 1821.
- RAUTER Cours de Procédure civile, in-8°. Paris et Strasbourg, 1834.
- RAVIART Le tarif en matière civile appliqué d'après la jurisprudence et la doctrine. 4^e édit. Paris, Marchal et Billard, 1892.
- Le nouveau tarif des avoués de première instance et d'appel, commenté et appliqué, in-8°. Paris, Lois nouvelles, 1903.
- Recueil de Caen et de Rouen.
- Revue de Droit international.
- Recueil des Sommaires de la jurisprudence française, 8 vol. in-8°, depuis 1894.
- RIVOIRE Dictionnaire raisonné du tarif des frais et dépens en matière civile, 5^e édit. in-8°. Paris, Duchemin, 1844.

- RODIER Questions sur l'ordonnance de Louis XIV du mois d'avril 1667, in-4°. Paris, 1777.
- RODIÈRE Traité de compétence et de procédure en matière civile, 5° édit., 2 vol. in-8°. Paris, Durand, 1878.
- ROLLAND Projet de revision du Code de procédure civile de Monaco. Paris, Chevalier-Maresq, 1893-1895.
- ROUSSEAU et LAISNEY Dictionnaire théorique et pratique de procédure civile, commerciale, criminelle et administrative, 8 vol. in-8°. — Supplément alphabétique, par Roland, 2 vol. in-8°. Paris, Rousseau, 1896.
- Recueil périodique de législation et de jurisprudence sur la Procédure civile. Origine, 1880 à 1903, 23 vol. in-4°. Paris.
- ROUSSEAU (de Luxembourg) Code des frais de justice, in-8°. Esch sur Alzette. J. Origer, 1904.
- SELIGMAN Quelles sont au point de vue juridique et au point de vue philosophique les réformes dont notre Code de procédure civile est susceptible, in-8°. Reims, Regnier, s. d., 1856, probable.
- SIREY Recueil des lois et arrêts depuis 1791, in-4°. Paris.
- Tables générales (1791-1890), 8 vol. in-4°. Paris.
- Code de procédure annoté, 3° édit. et appendice, gr. in-8°. Paris, 1901.
- SABLEMONT Les Taxes judiciaires. Exemple

- d'une fausse réforme. Etudes
fiscales publiées dans la Réforme
sociale. Année 1898 (1^{er} février).
- SUDRAUD-DESIRES... Manuel du Juge taxateur, in-8°.
Paris, 1827.
- TANON..... L'Ordre du procès civil du xiv^e siècle
au Châtelet de Paris, in-8°.
Paris, Larose, 1886.
- TARDIF..... La Procédure civile et criminelle
aux xiii^e et xiv^e siècles, in-8°.
Paris, Picard, 1885.
- THOMINE-DESMAZURES..... Commentaire sur le Code de pro-
cédure civile, 2 vol. in-4°. Paris,
1832.
- A. TISSIER et DARRAS Code de procédure civile annoté,
2 vol. gr. in-8°. Paris, Larose,
1901-1904.
- VAN WETTER..... Cours de Droit Romain, 3^e édit.,
2 vol. in-8°. Paris, Maresq, 1893.
- VIOLLET..... Les Etablissements de Saint-Louis,
4 vol. in-8°. Paris, Renouard,
1881-1886.



INTRODUCTION

Depuis longtemps les esprits sont préoccupés des réformes à introduire dans la procédure française. Le besoin s'en fait en effet sentir toujours plus impérieux, à mesure qu'on recule la réalisation de cette grande idée ou de cette grande utopie peut-être, qui hante certains législateurs et qui tend à rendre l'accès de la justice moins dispendieux par l'extrême simplification de la procédure.

Cette œuvre paraît, de fait, insurmontable si l'on s'arrête à considérer les obstacles très sérieux qui se dressent contre son accomplissement, et dont les principaux consistent dans les intérêts multiples que contrarieraient les réformes, qui s'opposent ou du moins paraissent s'opposer entre eux sur le terrain de l'administration de la justice.

La Réforme du Code de 1807 n'est elle-même, en effet, qu'un des côtés de la question générale sur la justice qui préoccupe les cerveaux avides de réaliser l'idéal social ; elle est voisine et connexe de la grande question des frais de justice qui agite à l'heure actuelle les assemblées législatives ; — elle entraîne encore ou est susceptible d'entraîner l'examen de l'organisme

judiciaire tout entier, de la détermination des juridictions, du recrutement du personnel judiciaire, de la question des auxiliaires de la justice, encore pour n'envisager que l'administration de la justice civile ou commerciale.

Et comme il s'agit ici d'un édifice qui se tient et qu'on risque d'ébranler quand on veut toucher à l'un de ses points d'appui, on comprend combien il est délicat de détacher de cet ensemble de problèmes connexes, un seul d'entre eux pour l'étudier et le résoudre séparément.

C'est pourtant à ce problème qu'on semble s'être attaché d'abord, à notre époque, en l'attaquant sur tous les points à la fois. Le vieux Code de 1807, et les tarifs qui l'ont complété, l'organisme judiciaire, et tout l'ensemble des institutions de la justice en France dont nous avait doté la première République et l'Empire, tout cela paraît aujourd'hui suranné ; on veut en conséquence donner à ce corps ancien des allures nouvelles, et l'adapter aux nécessités et aux conceptions modernes.

En 1807, on fit le Code d'abord puis les autres réformes suivirent peu à peu. Aujourd'hui, c'est par la réforme du Code qu'on paraît vouloir finir et pour préparer cette réforme et la faciliter, on résout d'abord les questions qui l'avoisinent : frais de justice, — organisation de la magistrature — extension et délimitation des compétences — situation des officiers ministériels.

Il nous est donné maintenant d'assister aux efforts

tentés dans cette voie ; un premier pas paraissait déjà accompli dans la réforme définitive du tarif des avoués mais ce qu'on croyait définitif n'est devenu, en réalité qu'une tentative, une expérience dont les résultats, s'il faut en croire ce qui a été dit et écrit, sont loin d'avoir donné la satisfaction qu'on attendait.

Une autre réforme, à peine sortie encore du domaine de l'étude et qui paraît en bonne voie législative, est aussi destinée à hâter la réalisation de l'œuvre entreprise : c'est la réforme des Justices de Paix. De celle-là qui n'est pas même entrée dans la voie expérimentale, il y aurait certes beaucoup d'intéressants détails à donner ; en effet, ses détracteurs sont nombreux, plus nombreux encore ses partisans. L'avenir seul dira, sans doute, ce qu'il en est, malheureusement au détriment des justiciables, si cette expérience doit être aussi désastreuse pour eux qu'on prétend que le fut celle du récent tarif de 1903.

Ces deux réformes ont mis en question un point tout particulier dont on s'est d'ailleurs peu préoccupé : c'est le problème de la dualité des formes de procéder. Il y a lieu de se demander en effet s'il importe de maintenir à côté de la procédure de droit commun dite procédure ordinaire, une autre forme de procéder plus simple et moins coûteuse, créée pour les procès de peu d'importance : la procédure sommaire.

Cette question se résout aujourd'hui dans presque tous les projets de lois, soumis aux Chambres sur la réforme judiciaire, par la suppression pure et simple de toute distinction entre les affaires et les procédures.

La procédure ordinaire tend ainsi à disparaître pour faire place à la forme sommaire qui devient alors la procédure de droit commun.

Mais cette réforme elle-même heurte les mêmes intérêts et rencontre les mêmes obstacles que toutes les autres réformes que nous signalons plus haut ; comme ces dernières, elle mériterait un examen sérieux et les honneurs d'une discussion approfondie. C'est ce point de vue qui nous a frappé et qui a inspiré cette étude. La question se pose donc encore aujourd'hui de savoir, s'il convient de maintenir à côté de la procédure ordinaire ou de droit commun, la procédure exceptionnelle dite procédure sommaire ou s'il ne convient pas plutôt d'unifier la procédure sur un mode unique, en prenant pour procédure de droit commun, la procédure sommaire, telle qu'elle existe.

Enfin il faut se demander si, en s'arrêtant à cette dernière solution, il n'est pas nécessaire d'introduire des simplifications ou modifications, à cette procédure elle-même.

C'est ce triple problème dont l'étude nous a semblé intéressante, qui forme le sujet de notre travail. Celui-ci d'ailleurs n'a d'autre prétention, que de donner un aperçu, de la procédure sommaire, dans l'état actuel de la procédure ; de faire connaître dans une mesure suffisante l'ensemble de la jurisprudence sur les matières et la procédure sommaire. Enfin, d'indiquer d'une façon rapide et aussi abrégée que possible les questions qui se rattachent à cette matière et, notamment, dans la mesure où elles la concerne, les grandes questions

de la réforme de la procédure et de celle des frais de justice.

Vouloir les résoudre serait insensé et peut être prématuré, puisque les Chambres ont été et restent depuis plus de cinquante ans, saisies de nombreux projets de réforme dont la plupart sont fortement étudiés et appuyés sur des considérations très sérieuses. Et depuis cinquante ans et plus, on cherche, on étudie, on dépose des projets de loi, on a même un peu discuté, très peu, mais la question n'a pas fait un pas dans le domaine des réalisations pratiques, ou bien les législateurs voyant l'extrême difficulté de ces réformes, les ajournent jusqu'à plus ample informé et malgré de nobles efforts, n'aboutissent à rien de ce qu'il serait souhaitable de voir aboutir.

Néanmoins, nous le répétons, la tendance bien marquée se manifeste dans tous les projets de loi qui ont été déposés, de supprimer toute distinction entre les affaires et entre les procédures.

Ainsi disparaîtrait la très vieille distinction entre les causes ordinaires et sommaires, disparaîtrait aussi la dualité de procédure, et se généraliserait la très ancienne forme sommaire, qui se retrouve dans les principales phases de l'histoire de la procédure.

C'est en effet jusqu'à Justinien qu'il faut remonter, pour trouver les premières traces certaines d'une procédure sommaire à Rome. Les *Novelles* nous retracent le tableau d'une telle procédure, recommandée et instituée par le prince pour les petites causes, ou pour les petits plaideurs. La modicité du litige et la

basse condition des plaideurs, sont les deux seules causes qui caractérisent cette procédure sommaire romaine ; celle-ci devait se faire dans la forme exclusivement orale *sine scripto*, les frais, d'autre part, en étaient limités par le décret impérial. Dans le texte des Novelles, il est bien recommandé au magistrat d'instruire ces causes avec une grande équité, pour qu'il n'y ait point lieu à un recours au prince dans l'intérêt duquel ce texte a été très probablement décrété (*nobis molestum esse*) à côté de l'intérêt invoqué des plaideurs de basse condition et des causes d'un chiffre modique (1).

L'ancienne procédure française, dès le temps de Saint-Louis nous offre aussi l'exemple d'une procédure sommaire. Les établissements de 1270 organisent une procédure nouvelle destinée à remplacer le combat judiciaire aboli et reposant sur l'enquête. Elle avait lieu dans toutes les actions personnelles ou réelles. Cette procédure essentiellement orale et rapide était destinée à se substituer peu à peu au formalisme étroit et primitif de la procédure féodale et à faire disparaître ses modes de preuve barbares et ridicules (2). Beaumanoir s'inquiétait également dans son baillage du

(1) Nov. 17, cap. III. Authent., coll. III, t. IV. Nov. XVII. Ut breviores et viliores causæ sine scripto decidantur et spertularum modus servetur. — Voy. aussi : Code, l. VII. tit. XLIV in fine, et Nov. 83. Auth., coll. VI, tit. 12, praef. ut clerici... — Benjean. *Traité des actions*, t. I, p. 525, — Van Wetter. *Cours élémentaire de Droit romain*, t. II, p. 558.

(2) Établissements de Saint Louis, L. I^{er}, ch. 1^{er}. *De l'office au prévost*, Isambert, t. II, p. 363.

sort des petites causes et institua à la même époque une procédure simple de serment et d'enquête dans les petites querèles (1). Comme dans la procédure romaine, le droit canonique fit de la basse condition des plaideurs et de la modicité du litige, les causes d'une procédure de faveur, on retrouve, en effet, dans la procédure ecclésiastique les éléments d'une procédure sommaire toute formée, les recueils des Décrétales donnent de nombreux exemples de causes sommaires dans lesquelles il devait être procédé *simpliciter et de plano et sine strepitu et figura judicii* (2).

Avec l'influence qu'exerça la procédure canonique sur la formation de notre procédure française, on pourrait croire que ces principes ont été rapidement adoptés dans toutes les juridictions laïques. Le pouvoir royal s'inspirant des mêmes considérations, voulut également hâter l'éclosion de cette procédure dans les juridictions du royaume. Mais la fréquence des ordonnances royales à cet égard démontre combien étaient vives les résistances intéressées des hommes de loi.

Successivement les ordonnances de Charles VIII (1490)(3), Louis XII (1498)(4), de Charles IX (1560)(5),

(1) Coutume de Beauvoisis, *Détail de la procédure en cour laïque*, ch. VI, n. 15, édit Beugnot, I, p. 107-109.

(2) Clémentine, L. II, t. I, ch. II et L. V, t. XI, ch. II. — G. Durand, L. I, p. 4, *De advocato*, § 1. — L. I, p. 1. *De libellarum conceptione*, § 9, n° 3. — Boehmer, *Principia iuris canonici*, § 660.

(3) *Ordonnances des Rois de France*, édit. Louvre, t. XX, p. 262.

(4) Isambert, *rec. cit.*, XXI, p. 193-194.

(5) *Ibid.*, XIV, p. 79.

de Henri III (1579) (1) puis celles de Blois en 1629 (2) parmi les principales, essayèrent sans y parvenir de simplifier la procédure pour « relever le peuple des « grans frais, coust et taxations qui exigent plusieurs « grandes sommes de deniers de procès qui se font de « petites choses tellement que souventes fois les frais « montent plus que le principal » (Préambule de l'ordonnance de Moulins 1490). Ces ordonnances modifièrent d'ailleurs souvent le taux des matières sommaires. C'est ainsi que ce taux fut porté successivement à trois livres tournois, puis à 25 livres tournois, à vingt livres et à trois écus un tiers. En avril 1667, il restait encore à établir presque complètement cette procédure.

La célèbre ordonnance de Colbert sur la reformation de la justice (3) qui entreprit la codification complète de la procédure contient, en effet, dans son titre 18^e, l'énumération des affaires sommaires et l'organisation de la procédure qui leur était propre. C'est là que les législateurs de 1807 devaient puiser les éléments de la procédure exceptionnelle qui régit actuellement les causes sommaires et qui formera l'objet de cette étude.

La Convention nationale, fidèle à son principe qui était de tout abattre, tout abroger pour tout reconstruire et tout refaire sur de nouvelles bases et de nou-

(1) *Ibid.*, XIV, p. 417.

(2) *Ibid.*, XIV, p. 151,

(3) *Ibid.*, 1667, XVIII, p. 103.

veaux principes, procéda en matière de procédure, comme pour la plupart des autres institutions, d'une façon radicale. Croyant abolir les procès, elle abolit la procédure et supprima toute distinction entre toutes les affaires, réduisit le nombre des tribunaux et ramena les formalités judiciaires à leur plus simple expression. Comme les procureurs constituaient (les abus de la période précédente l'avaient bien démontré) l'obstacle le plus sérieux à l'aboutissement de toute réforme pour la simplification des procès et la réduction des frais, une loi du 3 Brumaire an II les supprima purement et simplement ; le prétoire ouvert à tous, la justice gratuite sans procédure et sans formalités d'aucune sorte, telle fut l'utopie qu'on se flattait de réaliser avec fruit. Utopie, en effet, car l'expérience qui dura six années produisit les plus déplorables et scandaleux effets ; si nous consultons les mémoires, discours et écrits du temps, nous serons frappé du touchant ensemble de récriminations et de plaintes contre cet état de choses. Les auteurs et écrivains contemporains sont unanimes à déplorer les abus d'un nouveau genre, les injustices, le révoltant résultat de la procédure créée par la loi de Brumaire, et à réclamer le rétablissement des avoués. Voici le triste tableau qu'ils nous ont laissé de ces désordres :

Les juges perdaient un temps précieux à chercher les points litigieux, il n'y avait personne de capable ni de responsable ; plus d'agents instruits de leurs devoirs et soumis à une discipline sévère, pour arrêter les plaideurs de mauvaise foi dans leurs procès sans scru-

pules. Ce fut le triomphe d'agents d'affaires véreux qui envahirent les prétoires pour s'y poser en maîtres ; remplissant à la fois le double rôle d'avoué et d'avocat, ils se firent redoutables parce qu'ils s'imposèrent. Nul n'osait se présenter seul devant les tribunaux ; tout le monde eut recours à leurs services, les uns par crainte, d'autres par timidité, le plus grand nombre par ignorance. Ils ne tardèrent pas ainsi à constituer une corporation puissante, inattaquable et exclurent de la barre quiconque ne pactisait pas avec eux. Les frais de justice légalement tarifés furent remplacés par ces pactes innommés, à l'aide desquels l'intermédiaire officieux partage avec son client tous les bénéfices des procès lucratifs.

Ce tableau nous est aussi dépeint par Boncenne, le savant professeur de Poitiers, qui vécut cette époque et nous retrace dans son ouvrage sur la procédure les désordres des basses justices : « Des gens, dit-il, « étrangers à toutes sortes d'études et de préparation, « guidés par un méprisable intérêt, accoururent pour « fonder leur fortune sur les débris de celles dont une « aveugle confiance les rendait dépositaires. Tantôt ils « se moquaient des règles que leurs maîtres avaient été « obligés de conserver ; tantôt ils en faisaient une application burlesque. Toutes les garanties étaient méprisées, violées. Le frein des taxes n'existait plus. « Jamais la justice ne fut plus chère ; jamais la procédure ne fut plus perfide et plus hideuse que dans cet état de nudité où ils l'avaient mise. »

De même un autre contemporain plus violent disait

au Conseil des Cinq Cents, le 4 Brumaire an VI : « Il
« est constant que la chicane qui semblait abattue sous
« les coups de la Révolution, s'est relevée plus active,
« plus rusée et plus avide qu'auparavant ; que l'impro-
« bité, l'ignorance et le charlatanisme occupent les ave-
« nues de tous les tribunaux, et que, ne connaissant
« plus ni tarif dans les vacations, ni pudeur dans les
« honoraires, ces sangsues impunies mettent chaque
« jours les citoyens à contribution... Autrefois, on avait
« une garantie authentique de la probité, de la bonne
« conduite et de la capacité de ceux qui étaient chargés
« de l'instruction des affaires ou de la défense des
« parties ; aujourd'hui, l'ignorance s'assied à côté du
« légiste habile et l'inexpérience présomptueuse et cupide
« rivalise le talent éprouvé par l'étude » .

Aussi, sous la poussée de l'opinion publique les légis-
lateurs s'émurent. Poullain de Grand Pré, dès l'an VI,
suppliait le Conseil des Cinq Cents de : « faire cesser
« le scandale qu'a offert pendant près de deux ans la
« France entière par le désordre des tribunaux (11 Bru-
« maire an VI) ». La période la plus troublée de la
Révolution étant passée, il fallut revenir sur l'ancienne
proscription et rétablir les avoués et la procédure.
Dans l'exposé des motifs de la loi du 27 Ventôse de
l'an VIII, le rapporteur proclamait cette nécessité :
« Tous les hommes qui sont, disait-il, instruits de la
« procédure demandent le rétablissement des avoués ;
« sans cette institution, la procédure ne peut être régu-
« lière ; c'est l'unique moyen de prévenir d'immenses
« abus et ce qui ne pourrait surprendre que ceux qui

« n'ont aucune expérience dans cette partie; de diminuer
« beaucoup les dépenses à la charge des plaideurs ».

Code de 1807. — Les avoués furent donc rétablis par la loi du 27 Ventôse an VIII, et avec eux la procédure, car l'arrêté consulaire du 28 Fructidor an VIII Remit en vigueur l'ordonnance de 1667 ; — mais il fallait faire revivre en un Code plus complet les anciennes procédures abandonnées ainsi depuis quelque temps ou mal comprises. Cette œuvre de refonte générale de la procédure fut la seconde production législative du premier Consul et parut en 1807 sur le cadre rajeuni de l'ancienne ordonnance de 1667.

Le nouveau législateur eut particulièrement en vue la simplification et l'abréviation des formes de procéder. Treilhard, dans l'exposé des motifs, a reconnu la nécessité actuelle de maintenir la distinction des affaires en ordinaires et sommaires. « Il est, dit également le rapport de M. Perrin (1), des contesta-
« tions qui sont peu susceptibles des formalités
« qu'exige le cours ordinaire de la justice, dont l'objet
« serait bientôt absorbé par les frais qu'elle entraîne
« et pour lesquelles l'observation des délais dégéné-
« rerait en un véritable déni de justice, c'est ce qu'on
« appelle les matières sommaires ».

Mais on procéda d'une façon toute différente de celle employée par les législateurs de 1667. Au lieu d'essayer une nomenclature de toutes les affaires sommaires, les rédacteurs du Code nouveau préférèrent une

(1) Séance du 14 avril 1806.

désignation plus abrégée, mais plus complète, ayant l'avantage de marquer les traits caractéristiques des affaires qui sont classées dans la catégorie des matières sommaires. — Le Code répute enfin d'une façon générale comme sommaires, toutes les affaires provisoires et qui requièrent célérité. C'est laisser largement à l'appréciation des juges le soin de reconnaître si telle ou telle affaire, à raison de sa nature, peut être considérée et par conséquent instruite et jugée comme sommaire.

Cependant, il n'en existe pas moins, dans les désignations que fait le Code dans l'art. 404, des incertitudes nombreuses qui ont donné lieu à des difficultés que nous examinerons en leur temps. Du reste, on le prévoyait bien en 1807. « Si l'art. 404, disait le rapport « Perrin, laisse exister quelques incertitudes sur ce qu'il « appelle les demandes provisoires ou qui requièrent « célérité, c'est qu'il est impossible de prévoir tous « les cas ; c'est que, d'ailleurs, les juges ne peuvent « se méprendre sur ce qui exige la prompte interven- « tion de la justice ».

Pour les affaires sommaires, on a abrégé les formes dans une très large mesure ; le Code les bannit presque toutes, pas de procédure écrite, tout se passe à l'audience sur simple mémoire. « La nature de ces « sortes d'affaires, disait Treilhard, presque toujours « d'une solution facile, a permis ici de supprimer « toutes formes, toute instruction écrite ; « elles sont « portées à l'audience sur simple acte ».

Pourquoi n'a-t-on pas étendu cette procédure simple

et rapide à toutes les contestations? Les rédacteurs du Code de 1807 semblent y avoir pensé, mais ne pas avoir reconnu possible cette extension sur laquelle on discute aujourd'hui et que l'on inscrit dans tous les projets de revision du Code de procédure : « Que n'a-t-il
« été possible ajoutait Treilhard, d'appliquer ces
« règles à toutes les autres affaires » ; et le même Perrin, rapporteur, dont nous avons cité des extraits, de dire à ce sujet :

« En s'occupant de l'organisation de l'instruction
« dans ces matières, il est difficile de ne pas former
« des vœux pour qu'elle puisse s'adapter à toutes les
« contestations ; mais s'il était quelqu'un qui n'aperçut
« aucune difficulté à réaliser ce vœu, je lui rappelle-
« rais la fatale expérience que nous en avons faite
« sous le régime de la loi du 3 Brumaire de l'an II ;
« je lui rappellerais tous les abus qui en sont résultés :
« comment les tribunaux furent, par l'empire des
« choses elles-mêmes, entraînés vers l'observation
« des anciennes ordonnances, et comment l'autorité
« législative fut obligée d'intervenir pour leur rendre
« toute leur force. Cette expérience encore récente
« suffit seule pour écarter un plan dont l'exécution
« serait à désirer sans doute, mais dont l'impossibi-
« lité est justifiée depuis trop longtemps. Je ne suis
« guidé ici, messieurs, que par l'intérêt de la justice
« et c'est à lui seul que j'en appelle pour montrer que
« l'idée d'une telle absence de formes, dans l'ins-
« truction de toutes les affaires, ressemble beaucoup
« au rêve de l'abbé de Saint-Pierre ».

Il se félicitait d'ailleurs que le nouveau Code sur les matières sommaires par sa clarté répondait à sa précision.

Il eut été intéressant et précieux pour nous, qui nous posons encore la question de l'opportunité et du maintien de la distinction entre les matières sommaires et ordinaires, de connaître les raisons de cette impossibilité, telles qu'on les concevait à cette époque peut-être ne faut-il y voir que l'appréhension signalée de voir se reproduire les abus qui ont suivi la loi de Brumaire an II. — Encore comprenons-nous mal cette crainte puisqu'ils constatent eux-mêmes que les affaires sommaires forment la grande partie de celles portées devant les tribunaux et que ce sont précisément celles qui peuvent intéresser la classe la plus nombreuse, comme la moins fortunée des citoyens, dont les garanties se trouvent diminuées.

Les rédacteurs du Code de 1807 admirent donc le système de la double procédure. Ils adoptèrent d'ailleurs l'esprit et l'organisation générale de cette procédure telle que l'avaient comprise les auteurs de l'ordonnance de 1667.

C'est cet esprit et cette organisation qu'il nous faut maintenant aborder.

Notre procédure française offre cette particularité que toutes les procédures employées devant les tribunaux d'exceptions ont un caractère uniformément sommaire ; nous laisserons de côté ces procédures exceptionnelles et trop variées pour notre étude dont le champ est délimité aux seules procédures devant

les tribunaux civils. Ainsi restreint, notre cadre ne doit comprendre que la seule procédure sommaire devant les Tribunaux civils; ce qui nous fait écarter la procédure sommaire en Cour d'appel qui n'offrirait que peu d'intérêt.

Dans ce cadre bien déterminé de la procédure sommaire devant les Tribunaux civils de première instance, nous nous proposons d'examiner ce qui constitue la physionomie propre de ce qu'on appelle les matières sommaires, en les comparant autant qu'il sera possible et intéressant, aux matières ordinaires; ainsi, nous nous demanderons quelles sont les affaires qui sont sommaires en vertu du Code, et quelles sont celles que la jurisprudence ou les lois diverses ont fait rentrer dans la classification des matières dites sommaires. Le second terme de cette partie analytique sera compris dans l'exposé de la procédure sommaire, étudié par comparaison avec la procédure ordinaire, ce qui nous conduira à étudier les caractères distinctifs de cette procédure et d'entrer dans des appréciations plus pratiques, notamment sur l'enquête et le tarif des frais. Ce dernier terme forme l'un des traits les plus intéressants de la question brûlante des frais de justice que nous signalions en commençant, et nous fournit l'occasion d'une étude d'une intéressante actualité qui nous a paru mériter un exposé spécial.

Enfin, nous aborderons, pour terminer, le grave problème de l'avenir, qui est réservé à la procédure sommaire dans l'ensemble des projets soumis au Parlement sur la réforme de la procédure. Nous verrons ainsi

comment est proposée l'unification de la procédure et par quels moyens on parle de réduire pour les petits procès, les frais et les longueurs de la procédure. Le but proclamé par tous les rapporteurs est avant tout d'aboutir à une réforme humanitaire et essentiellement démocratique. Ils espèrent parvenir à assurer aux petits plaideurs, si nombreux et si intéressants d'ailleurs, une justice plus simple, plus rapide et partant moins coûteuse, qui est l'un des aboutissements du progrès qui pousse le monde moderne vers un idéal de justice et d'égalité sociales.

PREMIÈRE PARTIE

LES AFFAIRES SOMMAIRES

CHAPITRE PREMIER

DÉTERMINATION GÉNÉRALE

DES AFFAIRES SOMMAIRES, ARTICLE 404

Le titre XXIV^e du Code de procédure est tout entier consacré aux matières sommaires ; énumération et procédure. Ce sont ces dispositions que nous nous proposons maintenant d'exposer.

L'énumération des affaires sommaires est contenue dans l'article 404 qui est ainsi conçu :

Seront réputées matières sommaires et instruits comme tels :

- 1^o Les appels des juges de paix ;
- 2^o Les demandes pures personnelles, à quelque somme qu'elles puissent monter, quand il y a titre, pourvu qu'il ne soit pas contesté ;

3° Les demandes formées sans titre, lorsqu'elles n'excèdent pas 1.000 francs. (1.500 francs, loi du 11 avril 1838);

4° Les demandes provisoires ou qui requièrent célérité;

5° Les demandes en payement de loyers et fermages et arrérages de rentes.

Mais cette énumération n'est pas limitative et l'on retrouve en maints passages, au Code de procédure, dans les autres Codes et dans beaucoup d'autres lois spéciales, le caractère sommaire reconnu à certaines affaires, dans des limites qui peuvent plus ou moins prêter à discussion et que nous aurons à apprécier plus loin.

L'examen de cet article 404 va nous retenir tout d'abord, ensuite nous rechercherons quelles sont les autres affaires qui sont sommaires d'après la jurisprudence ou les lois spéciales.

Les motifs qui déterminent le législateur à classer une affaire parmi les matières sommaires est l'un quelconque des trois suivants.

Il considère l'affaire comme sommaire :

1° Soit à raison de la simplicité du procès;

2° Soit à raison de la modicité du litige;

3° Soit enfin à raison de l'urgence qu'elle peut présenter.

C'est sous cette triple classification que nous allons donc examiner les affaires sommaires déterminées par l'article 404.

SECTION I

Affaires sommaires à raison de la modicité

Cette première classe d'affaires sommaires comprend :

- 1° Les appels de justice de paix ;
- 2° Les demandes au-dessous de 1.500 francs.

1° *Appels de Justice de paix.*

On sait qu'au-dessus de 100 francs en principe, les jugements des juges de paix ne sont rendus qu'en premier ressort. Toutes les causes soumises aux juges de paix sont instruites au moyen d'une procédure sommaire, car devant tous les tribunaux d'exception, la procédure suivie a le caractère sommaire. En principe, ces causes sont d'un intérêt très modique et peu compliquées, aussi pour elles il n'y a ni procédure, ni ministère d'avoué ; les frais en sont réduits à un strict minimum. Il est de toute nécessité que la procédure sommaire leur soit encore appliquée lorsqu'elles sont portées en appel, pour leur éviter des lenteurs et les développements d'une affaire ordinaire.

Tous les appels de justice de paix sont sommaires sans aucune distinction. Peu importe la qualité du titre sur lequel on base la demande, qu'il soit contesté ou non ; enfin, on ne s'attache pas davantage à considérer le montant de la demande. Les complications de la cause ne changent point son caractère ; ainsi l'appel d'une action possessoire est sommaire quand bien

même le tribunal ordonnerait plusieurs mesures d'instructions importantes telle que enquête, expertises ou descentes sur les lieux ; la loi ne distinguant pas.

2° Demandes n'excédant pas 1.500 francs.

Sous cette catégorie, nous envisagerons trois sortes de demandes : 1° Les demandes personnelles et mobilières ; 2° les demandes immobilières ou mixtes ; 3° les demandes reconventionnelles et en dommages-intérêts.

L'article 404 disposait, en effet, que les demandes formées sans titre et n'excédant pas 1.000 francs, seraient sommaires. La question se posait alors de savoir si la procédure sommaire n'avait trait qu'aux demandes mobilières susceptibles d'être jugées en dernier ressort, ou si elle s'appliquait aussi aux demandes immobilières de même importance. Avec la loi de 1838, le doute a cessé. — Cette loi, comme nous l'avons déjà dit, a élevé le taux de la compétence en dernier ressort jusqu'à 1.500 francs, pour les demandes personnelles mobilières, et de plus a étendu cette compétence aux demandes immobilières jusqu'à 60 francs de revenu.

DEMANDES PERSONNELLES ET MOBILIÈRES. — Jusqu'à 1.500 francs de capital, elles sont jugées en dernier ressort et sont affaires sommaires, la loi de 1838 conclut du dernier ressort attribué à une cause, à sa qualité de sommaire : « Toutes ces causes, dit l'article 1, *in fine*, seront instruites et jugées comme « matières sommaires ». Il n'y a plus d'ailleurs à se préoccuper de l'existence ou de la non-existence d'un

titre, ou bien du fait que ce titre est ou n'est pas contesté ; ces distinctions ne subsistent que pour les demandes jugées en premier ressort. Même avant la loi de 1838, pour les demandes formées sans titre, il n'y avait jamais eu de difficultés, mais on discutait encore le point de savoir s'il fallait assimiler à une demande formée sans titre, une demande fondée sur un titre contesté lorsque, d'ailleurs, son chiffre n'excédait pas le taux du dernier ressort, et si par contre une telle demande ne devait pas au contraire être traitée comme ordinaire (1). Cette controverse se trouve maintenant sans intérêt devant l'intention formellement exprimée par le législateur de la loi de 1838 ; en effet, lors de la discussion de la loi, un amendement qui tendait à ne ranger dans les matières sommaires que les actions formées sans titre, fut rejeté.

Actuellement, il n'est donc plus fait de distinction entre les demandes formées sans titre et celles fondées sur un titre contesté ; par conséquent, nous comprendrons dans cette catégorie, d'abord les demandes pures personnelles qui n'excèdent pas 1.500 francs, encore qu'elles soient formées sans titre ou que le titre soit contesté, et les demandes mobilières au même taux.

La seule difficulté ici sera de déterminer le taux ; ainsi, dans certains cas, quoique dépassant 1.500 francs une affaire peut demeurer sommaire ; par exemple, la

(1) Carré et Chauveau, *Lois de la procédure*, t. III, p. 479. — Thomine-Desmazures, *Commentaire*, t. I, p. 627.

demande formée contre plusieurs individus non solidaires, pourvu que chacun d'eux ne soit débiteur ou ne soit actionné, que pour une somme inférieure à 1.500 francs et pour des causes différentes ; de même est sommaire la demande formée par un créancier contre plusieurs débiteurs ou contre un seul débiteur par plusieurs créanciers ayant chacun un intérêt distinct.

DEMANDES IMMOBILIÈRES ET MIXTES. — Pour ces demandes, la loi de 1838 constituait une innovation à l'article 404 : l'ordonnance de 1667, elle-même, avait exclu les actions immobilières des matières sommaires. Cette extension a été vivement critiquée. On s'est effrayé de voir des questions immobilières soustraite à la procédure ordinaire qui, croyait-on, leur eut donné plus de garantie : « Est-ce là, disait M. Benech, couvrir convenablement les droits de la propriété foncière ? » — Nous croyons ces plaintes exagérées ; elles ne sauraient plus, en tous cas, être d'actualité. En effet, les questions complexes de propriété se font de plus en plus rares et, d'autre part, la propriété foncière n'est plus autant qu'autrefois la base de la fortune publique ; la propriété mobilière est actuellement bien autrement importante en valeur ; on recherche plus la propriété d'un titre de rente ou d'une valeur cotée à la Bourse que celle d'un fonds de terre qui est moins négociable et rapporte moins. La fortune mobilière donne lieu ainsi à un bien plus grand nombre de marchés et d'opérations sur lesquelles il s'élève par-

fois de très délicates difficultés (1). On remarquera qu'il y a concordance entre le chiffre du revenu indiqué comme taux des matières sommaires immobilières et celui du dernier ressort pour les affaires personnelles et mobilières. Le revenu de 1.500 francs à 4 % est, en effet, de 60 francs.

Mais comment déterminer ce revenu ? Cette détermination sera faite dans la demande soit en rente soit par prix de bail ; toutefois si la demande ne détermine pas en rente ou par prix de bail, la valeur de l'action immobilière, mais fixe celle-ci à une somme moindre de 1.500 francs, l'affaire sera encore sommaire.

De même enfin, les actions mixtes, en tant qu'elles sont du dernier ressort sont sommaires ; la loi de 1838 a fait disparaître à ce point de vue toute distinction entre les actions personnelles, réelles ou mixtes.

DEMANDES RECONVENTIONNELLES ET EN DOMMAGES-INTÉRÊTS. — Pour ces demandes, c'est l'article 2 de la loi de 1838 complétant l'article 1^{er} qui établit la règle :

(1) Boncenne (*Théorie de la procédure*), t. IV, § 4, fait observer que le principe nouveau est d'une application très rare et que toute controverse sur sa valeur est superflue. Sous l'empire de la loi de 1790 qui avait déjà fixé les limites du premier ressort en matière immobilière à 50 francs de revenu déterminé. « On n'a peut-être jamais vu d'exemple, dit-il, d'un jugement rendu en dernier ressort sur une matière immobilière, « tant il est rare que l'on se trouve dans les conditions exigées « par la loi ». Il prévoyait qu'il en serait de même sous l'empire de la loi de 1838. On avait proposé de prendre un autre élément d'appréciation en prenant pour base l'impôt foncier jusqu'à un chiffre déterminé mais plus élevé. C'eût été, en effet, un moyen de rendre la loi plus efficace.

« Lorsqu'une demande reconventionnelle ou en compensation a été formée dans les limites de la compétence des tribunaux civils de première instance, en dernier ressort, il est statué sur le tout sans qu'il y ait lieu à l'appel. Si l'une des deux demandes s'élève au-dessus des limites ci-dessus indiquées, le tribunal ne prononce sur toutes les deux qu'en premier ressort. Néanmoins, il est statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles sont fondées sur la demande elle-même ».

Il en résulte qu'une demande sommaire à l'origine ne peut devenir ordinaire par le fait d'une autre demande reconventionnelle ou en compensation qui est également sommaire, bien que la valeur des deux demandes réunies excède les limites du dernier ressort.

Au contraire, si la demande reconventionnelle excède par son chiffre le taux du dernier ressort, l'affaire devient toute entière ordinaire. Elle reste ordinaire également si la demande principale excédant 1.500 francs, la demande reconventionnelle est du dernier ressort; car ainsi que fait encore observer M. Benech « dans le conflit de l'ordinaire et du sommaire, c'est l'ordinaire qui doit absorber le sommaire, parce que l'ordinaire est la règle et le sommaire l'exception ». Néanmoins, le juge ne devra pas s'arrêter seulement aux chiffres des deux demandes prises séparément, mais bien considérer la portée de la demande et de la défense. Si la demande et la défense soumettent en réalité au tribunal une contestation d'un chiffre supé-

rieur à 1.500 francs, le jugement sera en premier ressort et l'affaire ordinaire (1). Enfin bien que le tribunal n'ait pas la faculté de distinguer entre les demandes reconventionnelles qui sont sérieuses et celles qui ne le sont pas, et que les unes et les autres doivent être jugées à charge d'appel si elles sont régulièrement formées; néanmoins, l'affaire restera sommaire notwithstanding la demande reconventionnelle supérieure à 1.500 francs, si le défendeur n'a présenté sous la forme de reconvention qu'un simple moyen de défense sans base et sans portée (2). En effet, ce n'est là qu'une simple exception et non une demande reconventionnelle et l'exception liée à la demande principale en doit suivre le même sort. C'est d'ailleurs par l'ensemble des conclusions du défendeur que le juge pourra rechercher le caractère de moyen de défense ou de prétention reconventionnelle. Mais il faut, pour que la demande reconventionnelle puisse avoir une influence sur le taux du ressort, qu'elle ne soit pas une exception et que, d'autre côté, elle s'adapte à la demande principale tout en ayant une existence effective à côté de la demande originale.

Le même article 2 de la loi de 1838 contient une disposition spéciale aux demandes en dommages et intérêts exclusivement basées sur la demande principale. Ces demandes sont sans influence sur la détermi-

(1) Cass., 6 août 1890. D. 91.1.304. S. et P. 93.1.124. 28 avril 1893. S. et P. 94.1.310.

(2) Cass., 30 nov. 1891, P. 1892, I. 13. 30 mai 1892, D. 93.1.347. Lyon, 6 juin 1895, *Gaz. Pal.*, 7 mars 1896.

nation du ressort; elles sont toujours jugées en dernier ressort à quelque titre qu'elles s'élèvent, par conséquent, elles ne sauraient faire attribuer à une cause sommaire le caractère ordinaire. Mais c'est à condition qu'elles soient basées exclusivement sur le fait de l'action principale. Et pour apprécier si la demande reconventionnelle en dommages-intérêts est exclusivement basée sur la demande principale, il faut avoir égard aux termes mêmes des conclusions (1), sans qu'il y ait lieu en outre d'examiner si la cause des dommages-intérêts sollicités est fondée ou ne l'est pas; il n'y a là qu'une question de compétence, étrangère au fond. Une difficulté pourrait s'élever en ce qui concerne les demandes reconventionnelles indéterminées.

Lorsqu'une telle demande est indéterminée, il y a lieu de se demander si le taux du ressort en sera affecté, et si l'affaire restera néanmoins sommaire, lorsque d'autre côté, bien entendu, la demande principale est elle-même sommaire. Il y a lieu ici de distinguer : si la demande reconventionnelle est indéterminée par sa nature, parce qu'elle est inappréciable en argent, par exemple une question d'Etat; dans ce cas, l'affaire deviendra ordinaire, car la demande reconventionnelle rend l'affaire susceptible d'appel. Si, au contraire, le défaut de détermination de la demande ne provient que des parties elles-mêmes, on doit rechercher si l'on

(1) Cass., 5 juillet 1897, P. 1898.1.37. Voy. aussi Chambéry, 16 mai 1899, *Gaz. des trib.*, 20 juin 1899.

n'a pas dans la cause des éléments d'évaluation et faire cette évaluation; si elle dépasse le taux du dernier ressort, l'affaire sera ordinaire. Dans les autres cas, lorsqu'on ne peut faire cette évaluation parce que par exemple, on conclut à la nullité d'un testament ou d'une sentence arbitrale, ou bien à la restitution d'un titre, etc., l'affaire devient susceptible d'appel et la cause est encore ordinaire (1).

Le même article 2 de la loi de 1838 mentionne aussi les demandes en compensation. Ces demandes, si elles rentrent dans la demande principale (par exemple lorsqu'on invoque un paiement opéré par compensation), ne constituent pas une demande reconventionnelle mais une simple exception de paiement. Au contraire, lorsqu'elles tendent à la compensation de sommes jusqu'à concurrence de celles réclamées, elles suivent le sort de la demande principale. Enfin, lorsque le défendeur conclut, en outre, à une condamnation pour le surplus, excédant ainsi le taux du ressort, la cause toute entière devient ordinaire.

(1) Cass., 6 août 1890, P. 1893.1.124. 3 janvier 1898, G. P. 1898.1.152. 15 déc. 1886, G. P. 1886.1.461. Dalloz, Répertoire supplément. V^o Degré de juridiction, n^o 148 et suiv.

SECTION II

Affaires sommaires à raison de la simplicité

Nous pourrions faire rentrer dans cette classe les demandes qui ont fait l'objet de la précédente section.

Ces demandes, en effet, sont sommaires au double titre de la modicité et de la simplicité.

Mais nous étudions plus particulièrement sous cette rubrique les demandes visées par le paragraphe 3 de l'article 404, c'est-à-dire les demandes pures personnelles à quelque somme qu'elles puissent s'élever lorsqu'il y a titre, pourvu qu'il ne soit pas contesté.

La loi de 1838, à ce point de vue que nous envisageons, est sans influence sur l'application du § 2 de l'art. 404.

Cependant, Carré (1) a prétendu : « que la loi du
« 11 avril 1838 n'est qu'une loi de compétence, que
« la seule modification qu'elle a entendu apporter à
« l'article 404 a été de substituer, dans le § 3 de cet
« article, le chiffre de 1.500 francs, taux actuel du der-
« nier ressort, au chiffre de 1.000 francs, taux ancien
« du dernier ressort et que si l'on admet le sens qu'on
« veut donner à l'art. 1^{er} de cette loi, il faut en tirer
« cette conséquence qu'il n'y a de sommaires au-
« jourd'hui que les demandes qui n'excèdent pas
« 1.500 francs ; et que toutes celles qui s'élèvent au-
« dessus de cette somme sont ordinaires, lors même
« qu'elles sont fondées sur un titre non contesté ».

1) Carré, *La taxe en matière civile*, p. 25.

Mais on a répondu très justement que la loi du 11 avril 1838 n'est pas seulement une loi de compétence et qu'elle est surtout une loi d'économie; le taux du dernier ressort n'ayant été élevé qu'en vue de diminuer les frais de justice et que c'est dans cet esprit qu'elle a considéré comme sommaire toute demande inférieure à 1.500 francs, sans envisager la nature de l'action et modifiant en cela l'art. 404; sans préjudicier toutefois à l'application de cet article dans les demandes supérieures au chiffre de 1.500 francs (1). Au reste, la loi de 1838 n'a point formellement abrogé le § 2 de l'art. 404 et, d'autre part, ce paragraphe n'est pas incompatible avec l'art. 1^{er} de cette loi; ces deux textes ont leur sphère d'application distincte; — l'art. 1^{er} de la loi de 1838 est applicable, nous l'avons vu, aux demandes inférieures à 1.500 francs et l'art. 404, § 2, aux demandes qui dépassent ce chiffre.

Convient-il d'entendre l'expression « demandes « pures personnelles » dans un sens large et d'y faire rentrer les demandes mobilières, qu'elles soient réelles ou personnelles? Garsonnet l'entend ainsi: « On remarquera d'abord, dit-il, que je remplace la formule de l'art. 404, alinéa 2, les demandes pures « personnelles, par celle-ci: les demandes mobilières « tant réelles que personnelles ». (2). Sans aucun doute, il ne faut pas s'en rapporter textuellement aux

(1) Boucher d'Argis, *Dictionnaire de la taxe*, p. 32.

(2) Garsonnet, *Traité de procédure*, t. II, § 399. Voy. aussi § 129-156 et 157.

termes de l'art. 404. L'action personnelle se distingue de l'action réelle en ce que pour déterminer sa nature, il faut considérer le caractère du droit prétendu, tandis que dans l'action réelle, c'est au caractère de l'objet du droit qu'on s'attache. Or le législateur n'a pas toujours bien établi la distinction, il ne s'est pas rendu compte que les deux divisions des actions en personnelles réelles ou mixtes d'une part et en mobilières et immobilières d'autre part, sont absolument distinctes. Il confond l'une et l'autre en maints endroits et il est regrettable de le voir prendre l'action réelle et l'action immobilière, l'action personnelle et l'action mobilière l'une pour l'autre, mais il assimile l'action personnelle à l'action mobilière.

Ainsi l'art. 2 du Code de procédure civile dispose que le juge de paix du domicile du défendeur est compétent « en matière personnelle et mobilière ». — L'art. 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 emploie les mêmes termes. Or, il est évident qu'ici les actions mobilières sont opposées aux actions immobilières.

L'expression employée équivaut donc dans l'esprit de la loi à celle-ci : en matière mobilière tant réelle que personnelle.

Dans un autre texte du Code de procédure, la même confusion se retrouve. L'art. 59 de ce Code dispose que le défendeur sera assigné « en matière réelle « devant le tribunal de la situation de l'objet litigieux. » Or, par matière réelle, le législateur entend dire « en « matière immobilière » car ces actions sont les seules dont l'objet ait une situation.

Dans cet article, on oppose les actions immobilières aux actions mobilières tant personnelles que réelles.

Enfin, dans la loi du 11 avril 1838, art. 1^{er}, l'intention est encore plus évidente: « Les tribunaux de première instance, dit ce texte, connaîtront en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1.500 francs de principal et des actions immobilières jusqu'à 60 francs de revenu ».

A travers cette confusion des textes législatifs, il est donc aisé de dégager l'intention du législateur, et il convient de comprendre sous les termes : actions purement personnelles, les actions mobilières tant réelles que personnelles.

Garsonnet explique ainsi cette erreur du législateur qui lui fait prendre pour synonymes les adjectifs réel et immobilier, personnel et mobilier.

« Les auteurs du Code de procédure, dit-il, voyant
« au Code civil que les droits réels se transfèrent par
« le seul consentement, en ont conclu que la convention de donner un immeuble confère immédiatement un droit réel au créancier, et que, ne pouvant
« être créancier sans être en même temps investi d'un
« droit réel, son action immobilière est nécessairement
« réelle; donc, ont-ils dit, toute action immobilière,
« est réelle, il n'y a pas d'actions personnelles immobilières, une action réelle et une action immobilière
« c'est tout un. Voyant encore au Code civil qu'en fait
« de meubles possession vaut titre, c'est-à-dire que la
« revendication et les autres actions réelles ne sont
« pas admises contre le possesseur d'un objet mobi-

« lier, ils en ont conclu que les actions mobilières
« sont nécessairement personnelles et qu'on peut dire
« indifféremment action personnelle et action mobilière. L'erreur est certaine, car il y a, malgré l'apparence, des actions personnelles immobilières (1)
« et des actions réelles mobilières (2) ».

D'autre part, que faut-il entendre par titre incontesté ? sur ce point, il y a plus de difficultés.

On est d'abord généralement d'accord pour reconnaître qu'il faut entendre le mot titre dans un sens large. Ce terme comprend non seulement le titre authentique ou l'acte sous seing privé ayant date certaine, mais encore la promesse verbale reconnue ; en effet, l'article 135 du Code de procédure assimile la promesse verbale reconnue au titre authentique pour permettre d'ordonner l'exécution provisoire, — au moins, en est-il ainsi lorsque la promesse verbale a été reconnue antérieurement à l'instance dans un acte extra-judiciaire, par exemple, dans un procès-verbal dressé à la suite d'une tentative de conciliation (3).

(1) Ainsi toutes les conventions qui dérivent de la convention de donner un immeuble dans les trois cas où elle n'est pas translatrice de propriété.

(2) De ce nombre sont : 1° La revendication des meubles perdus ou volés (art. 2279, alin. 2 et 2280) ; 2° celle des meubles garnissant la maison louée ou la ferme, par le bailleur non payé quand ils ont été déplacés sans son consentement.

(3) Boncenne (*Théorie de la procédure*, t. VI, p. 3), décide que la demande pour être réputée sommaire doit se trouver dès le début de l'instance dans les conditions exigées par la loi et que l'instance saisie dès son principe de la qualité d'instance ordinaire ne peut plus perdre cette qualité par le fait ultérieur

Mais, quand le titre sera-t-il considéré comme contesté ?

D'abord, il y aura contestation du titre lorsque l'acte authentique est argué de faux ; lorsque c'est l'existence matérielle du titre qui est en question, ou sa validité. Ceci comprend non seulement l'inscription de faux, mais encore, la dénégation ou la méconnaissance du titre, l'attaque en nullité de formes.

Demiau-Crouzillac propose de considérer une affaire comme sommaire, quand l'acte authentique qui lui sert de base est argué de faux, ou lorsqu'on conclut à la vérification d'écritures de l'acte sous seing privé qui est invoqué comme titre. Il prétendait que dans ces deux hypothèses, il n'y avait pas à proprement parler, contestation du titre, qui ne devrait s'entendre que de ce qui touche à l'essence même de ce titre, comme par exemple, les exceptions de dol, de fraude, de simulation, de la fausse cause, et en général, de toutes les exceptions dirigées soit contre la substance de l'acte, soit contre l'obligation même qu'il contient. Cet auteur n'envisage donc sous le terme de « titre » que l'obligation contenue dans l'acte, ou l'acte juridique qui la renferme, mais non l'instrumentum. Nous croyons que cette manière de voir repose sur une confusion. D'abord cette distinction ne saurait résulter des termes de l'article 404, mais en outre ne voit-

des parties, et que si, en fait, les écritures deviennent inutiles par l'accord des parties et sont rejetées comme frustratoires, la taxe devra néanmoins être faite comme en matière ordinaire.

on pas que si le défendeur réussit à faire tomber le titre authentique, l'acte, l'instrumentum au moyen duquel on l'attaque, son exception tendra à faire repousser l'action même du demandeur, laquelle n'a plus alors de base ? et si l'acte instrumentaire est mis en question, quant à son existence et sa validité, n'est-il pas bien juste de dire que le titre, lui-même, est contesté ? Enfin, s'il est établi que le titre du demandeur est faux, que faudra-t-il penser de son droit ? D'ailleurs, la contestation de l'acte instrumentaire est en elle-même assez difficile pour qu'il soit équitable de lui appliquer les règles de la procédure ordinaire tout aussi bien qu'à la contestation de l'acte juridique qu'il contient. L'opinion de Demiau-Crouzilhac n'a été partagée ni par la doctrine, ni par la jurisprudence (1).

Un titre est encore contesté dans le sens de la loi, lorsque, sans attaquer l'existence matérielle de l'acte ou sa validité, le défendeur prétend que l'obligation qu'il constate n'est que le résultat d'un dol, d'une erreur ou d'une fraude ; lorsqu'en outre, il invoque le défaut de cause ou le caractère illicite de cette cause, ou son incapacité. C'est la validité du titre qui est ici contestée. Dans toutes ces hypothèses, les auteurs s'accordent à reconnaître que le procès devra être instruit et jugé dans la forme ordinaire. Le défendeur s'attaque ici directement au fond du droit. La juris-

(1) Cass., 10 avril 1827. — Chambéry, 12 mars 1883, D. 84.2. 103. Cass., 5 mars 1895, S. 91.1.216.

Voyez en outre *Bibliothèque du Barreau*, 1^{re} partie, t. III, p. 24 et 25.

prudence a plusieurs fois sanctionné cette interprétation (1).

En résumé, le titre est contesté dans le sens de l'article 404 et, par suite, la procédure n'est qu'ordinaire dans tous les cas où l'on prétend qu'il est nul, soit dans sa substance, soit dans ses formes, ou lorsqu'il s'élève dans son application ou son interprétation une difficulté assez sérieuse pour que le tribunal ne puisse pas prononcer l'exécution provisoire, conformément aux dispositions de l'article 135 du Code de procédure. Toutefois, on ne saurait prétendre qu'il y a titre discuté, lorsque la difficulté ne porte que sur l'interprétation de clauses secondaires. Les parties, loin de contester le titre s'y reportent au contraire et l'invoquent mutuellement à l'appui de leurs prétentions dont il est la base commune.

Il n'y aurait pas non plus titre contesté lorsque la demande n'est engagée que sur des faits ultérieurs au titre, et nés de son exécution, et non sur le titre lui-même; néanmoins, il a été jugé par la Cour de Cassation, qu'une demande pure personnelle ne doit pas être considérée comme affaire sommaire dans le sens de l'article 404, quoiqu'elle repose sur un titre non contesté, s'il y a contestation sur les faits ultérieurs nés de l'exécution de ce titre; et qu'ainsi l'instance en reddition de compte d'un mandat doit être qualifiée ordinaire, quand le litige même non engagé sur l'existence du mandat, porte sur les faits de gestion du

(1) Cass., 25 avril 1827, 4 juillet 1827, 4 juin 1828, Dall. Répert. V^o, matières sommaires, n^o 25, notes 1, 2 et 3.

mandataire, parce qu'à l'égard de ces faits, le titre qui constitue le mandat si avéré qu'il soit, est destitué néanmoins de toute force probante (1). Cet arrêt nous paraît avoir été beaucoup trop loin et détourner le sens de l'article 404. D'ailleurs, c'est se méprendre que de dire que le titre n'est pas invoqué dans cette contestation quand c'est au contraire le titre qui est la base de la demande.

Mais, dans tous les cas où le défendeur se borne à repousser l'action du demandeur au moyen d'exceptions qui supposent l'admission du titre, la cause est sommaire, le titre n'est pas contesté, et l'article 404 est applicable. La nature sommaire de l'action principale s'étend à l'exception (2). Ainsi en est-il notamment lorsque, à l'aide d'exceptions tirées soit de quittances, soit de compensation, soit de la prescription, le défendeur qui ne conteste pas le titre veut simplement en repousser l'effet (3). De même, une demande en revendication de meuble ayant fait l'objet d'une saisie lorsque la question de propriété de ces meubles donne lieu à des contestations (4).

Boncenne n'est pas cependant de cet avis (5). « Qu'im-
« porte, dit-il, la subtile distinction entre le titre ou
« l'obligation contestés dans leur existence originaire

(1) Cass., 5 mars 1860, D. 60.1.129.

(2) Cass., 8 nov. 1856, D. 59.1.507.

(3) Voy. en ce sens Boitard, Colmet d'Aage et Glasson. *Leçons de procédure civile*, t. I, p. 637, n° 593. Rousseau et Laisné. *Dictionnaire*, t. VI, Matières sommaires, n° 90. Garsonnet, *op. cit.*, t. II, p. 743.

(4) Chambéry, 12 mars 1883, D. 84.2.103 et Cass., 30 octobre 1888, D. 89.1.61.

(5) *Op. cit.*, t. VI, p. 3 et 4.

« et le titre ou l'obligation contestés dans leur existence actuelle? La défense se résume ainsi dans l'une et l'autre hypothèse, le titre n'existe pas, il est inefficace et ne peut servir de base à la demande. La difficulté que soulève une défense tirée de la compensation, de la novation, de la confusion ou de la prescription, n'exige-t-elle pas une instruction aussi développée et des garanties aussi sérieuses que la défense basée sur une nullité de forme? C'est contester la demande et respecter le titre, objectent ceux qui tiennent pour la distinction! Est-ce donc respecter le titre que de contester son existence actuelle ou sa valeur légale et l'objection n'a-t-elle pas l'apparence d'une équivoque? »

Cette opinion du savant professeur ne saurait être admise parce qu'elle est contraire à l'esprit du texte de l'article 404. Il suffit d'opposer les paragraphes 2 et 3 de cet article pour s'en convaincre, et l'hypothèse prévue rentre bien dans le texte, puisqu'elle suppose l'existence du titre et la reconnaissance de ce titre par le défendeur, qui ne peut repousser la demande dirigée contre lui que par des exceptions. Il faut se garder de confondre, comme le fait cette opinion, la contestation du titre et la contestation de la demande. Nous nous empressons d'ajouter que cette opinion n'a été sanctionnée par aucune décision de jurisprudence et qu'elle est restée isolée dans la doctrine (1).

(1) Jurispr., Rennes, 20 nov. 1812. — Cass. 30 janv. 1827, 18 mars 1829 (Répert. Dalloz, V^o Matières sommaires, n^o 26). Voy. aussi Orléans, 5 janvier 1844, D. 53.5. V^o Degré de juridiction.

SECTION III

Affaires sommaires à raison de l'urgence

Dans cette classe, il faut comprendre :

1° Les demandes provisoires ou qui requièrent célérité ;

2° Les demandes en paiement de loyers, fermages ou arrérages de rentes.

1° Demandes provisoires ou qui requièrent célérité

Ces demandes se trouvent réunies, à cause de leur caractère commun d'urgence.

Les demandes provisoires, par leur nature même, requièrent célérité ; elles tendent, en effet, à faire ordonner des mesures préalables, afin de garantir des intérêts en souffrance jusqu'au jugement sur le fond, et elles ne préjudicient point sur ce fond.

Il est presque impossible de dresser un tableau de toutes les demandes qui requièrent célérité. — Pour beaucoup d'entre elles, le législateur s'est prononcé formellement dans des textes, dont le nombre est trop considérable, pour que nous essayions d'en faire le relevé. Pour ces affaires, l'urgence est de droit. — Mais, l'énumération est loin d'en être ainsi limitativement déterminée. Pour la plupart des causes célèbres, l'urgence est laissée à l'appréciation des juges.

URGENCE DE DROIT. — Sont urgentes de droit d'abord toutes les demandes provisoires. Le Code

l'indique formellement ; puis les demandes en paiement de loyers et fermages ou arrérages de rentes que nous réservons.

Il y a en outre, toutes celles dont l'urgence apparaît dans les textes mêmes du Code ; l'énumération en a été tentée dans le répertoire de Dalloz auquel nous renvoyons à ce sujet. (V^r Matières sommaires, n^{os} 37 et suivants.)

D'ailleurs, les articles 49 et 135 du Code de procédure, servent d'indications à cet égard ; les demandes qui y sont indiquées, sont dispensées du préliminaire de conciliation, ou bénéficient de l'exécution provisoire précisément à raison de leur caractère d'urgence ; enfin de très nombreuses demandes incidentes, sont désignées par les textes comme sommaires, à raison de l'urgence. De ce nombre, par exemple, sont : les demandes en renvoi (1), cela résulte de l'art. 172. C. pr. civ., qui leur reconnaît implicitement ce caractère ; les demandes à fin de récusation (art. 387 et 391) ; en péremption d'instance ; — les demandes à fin de compulsoire, la contestation sur la réception de caution, et bien d'autres., etc. (2).

URGENCE SOUMISE A L'APPRÉCIATION DES JUGES. — On peut se demander d'abord à quels caractères on reconnaîtra l'urgence ; les juges ont une entière faculté d'appréciation à cet égard, mais ils devront

(1) Grenoble, 20 mai 1817 et 6 mars 1821 (S. et P. chr.), Cass., 25 juin 1866, D. 66.1.317. — Chambéry, 13 mai 1896 (S. et P. 97, II, 110).

(2) V. l'énumération, Dall., Rep. V^o cit., n^{os} 39 et 40.

tenir compte, dans cette appréciation, de la nature même de la demande. Il serait ainsi insuffisant de ne se baser que sur un motif d'urgence accidentel, comme par exemple, en matière de vente immobilière sur la nécessité d'une prompte solution à raison de l'approche des récoltes (1). Du reste, il leur faut indiquer les motifs de leur décision (2). Mais, qui sera juge de l'urgence? C'est le tribunal tout entier. Et l'ordonnance du président permettant d'assigner à bref délai, ne préjudicie rien à cet égard et n'établit qu'une simple présomption d'urgence (3), et le caractère d'urgence ne saurait produire d'effet au-delà de la dispense du préliminaire de conciliation ; cependant si les parties ne contestent point l'urgence déclarée par l'ordonnance abrégative de délai, elles seraient ensuite mal venues à se plaindre de n'avoir pas été jugées dans la forme ordinaire (4). Notamment, elles ne peuvent soulever la question, pour la première fois, devant la Cour de Cassation, mais cette dernière peut connaître d'une décision où la qualification de sommaire est donnée à une cause sans que les juges aient fait connaître les raisons de droit ou les circonstances

(1 et 2) Douai, 7 déc. 1825. Cass., 14 fév. 1890, D. 90.1.368 et 3 juin 1890, D. 90.1.368.

(3) Trib. civ. Tarbes, 2 juillet 1894. *Gaz. Pal. Rec.* 1894, p. 412.

(4) Cass., 14 mars 1882, D. 82.1.241. Pau, 19 mai 1890, D. 91.2.100. Cass., 13 mars 1878, D. 79.1.38. 3 juin 1890, S. 91.1.224. Trib. civ. Béthune, 23 mars 1899, *Nord judiciaire*, 1899, p. 185. Voy. Labori, Répert. V^o, Matières sommaires, n^o 22.— *Contra*, Rouen, 23 janvier 1874, *Rec. Caen et Rouen*, t. 38, p. 124, Chambéry, 3 juillet 1878, D. 78.2.219.

de fait qui justifient cette qualification. (1) Car, bien que ce soit là une question de fait entièrement et exclusivement livrée aux juges du fond, la Cour suprême peut exercer son contrôle sur le caractère d'urgence d'une affaire ; et l'arrêt qui l'admet la procédure, doit être motivé, avec une précision suffisante, pour que la Cour de Cassation puisse vérifier si l'urgence était de nature à autoriser cette décision ; seule l'urgence, tenant à la nature de l'affaire, pouvant donner lieu à l'application de la procédure sommaire (2). L'appréciation de l'urgence n'a donc pas été laissée au président seul ; autrement, il eut été trop facile à une partie de changer le caractère de la cause en obtenant une autorisation d'assigner à bref délai.

Telles sont d'une façon générale les affaires urgentes auxquelles doit s'appliquer la procédure sommaire ; mais il en est quelques-unes qui souffrent difficulté :

Ainsi, les auteurs ne s'accordent pas au sujet du caractère des demandes de provision alimentaire ; Carré, Chauveau et Rivière ont soutenu que ces demandes n'étaient sommaires qu'autant qu'elles n'excédaient pas 150 francs, qui au denier 10, pris comme terme moyen, représentent 1,500 francs de capital. Au delà de ce chiffre, elles deviennent ordinaires, comme toutes les demandes formées sans titre, lorsqu'elles excèdent 1,500 francs. Ces auteurs invoquent les termes de

(1) Cass., 19 mars 1878, D. 79.1.38. Pau, 19 mai 1890, précité.

(2) Cass., 14 février 1888 et 3 juin 1890, précités.

l'article 135, C. proc. civ. qui ne parle que des demandes en provision alimentaire et non de demandes en pension. Ils ajoutent que ces demandes n'ont aucun caractère urgent, que si le tribunal constatait cette urgence, il pourrait, au début du procès, accorder une provision pour pourvoir aux premiers besoins du demandeur, et, qu'au contraire, ces sortes de demandes exigeaient une instruction souvent assez étendue pour établir les besoins et les ressources des deux parties et qui nécessitait l'emploi d'écritures et de requêtes. Un arrêt de la Cour de Cassation (1) a même décidé en ce sens que les demandes de pension alimentaire, à la différence des demandes en provision, ne sont pas rangées au nombre des matières sommaires, comme requérant célérité; que, par suite, l'enquête ordonnée sur cette demande est régulièrement faite en la forme ordinaire, c'est-à-dire non à l'audience comme en matière sommaire, mais devant un juge-commissaire.

La majorité des auteurs admet la théorie contraire d'après laquelle ces demandes requièrent célérité. Comme ces auteurs, nous pensons que le législateur envisage ces demandes comme sommaires; en dehors de l'article 135 C. proc. et de l'article 66 du décret du 30 mars 1808. où cette intention n'est pas, il est vrai, assez clairement exprimée, nous en trouvons la trace dans la loi de 1838 (25 mai). L'article 6, § 4, confère aux juges de paix la connaissance des demandes en pension alimentaire n'excédant pas 150 francs;

(1) Voy. en ce sens, Cass, 26 juillet 1865, D. 65.1.495.

n'est-ce pas reconnaître de fait l'urgence de ces demandes et la nécessité de les instruire avec le moins de frais possible; il n'y a pas de raison pour que ces demandes ne soient pas aussi urgentes quand elles sont portées devant le Tribunal civil, soit parce qu'elles excèdent 150 francs, soit parce qu'elles sont formées entre époux. D'un autre côté, en fait, l'urgence apparaît à tous les yeux; la justice ne saurait retarder par une instruction longue et inutile l'attribution de ces pensions à titre d'aliment à ceux qui en manquent. Il est vrai que le tribunal, avant de juger sur le fond, peut provisoirement allouer une provision; mais, comme l'ont fait remarquer Boucher d'Argis et Sorel (1) le tribunal peut refuser cette allocation provisoire, surtout lorsque le principe même du droit aux aliments est contesté.

Enfin, en quoi ces demandes feraient-elles naître des questions assez difficiles pour rendre nécessaire une procédure écrite, en dehors toutefois des questions d'État qu'elle peut, il est vrai, provoquer? Si les défendeurs contestent le titre de la demande, une question d'État peut naître, et la demande devrait être instruite et jugée comme ordinaire; mais, s'ils ne contestent pas le titre à la pension, nous nous rapprochons de l'hypothèse prévue au § 3 de l'article 404, et, par analogie, la procédure doit être sommaire. Au reste, la Cour de

(1) Boucher d'Argis et Sorel, *Nouveau dictionnaire raisonné de la taxe en matière civile*, V^e affaire sommaire, p. 61, n^o 20.

Cassation dans l'arrêt précité de 1865, tout en décidant que les demandes en pension alimentaire doivent être considérées comme affaires ordinaires, parce qu'elles ne requèrent pas célérité, ajoute qu'en tous cas, si ces demandes peuvent parfois être déclarées sommaires, à raison de l'urgence, un tel caractère ne peut être attribué à une telle demande quand elle a soulevé incidemment une question d'État, par exemple une question de filiation.

Les auteurs admettent également le caractère sommaire des demandes en main-levée de saisie-arrêt; comme, en général, de tous les incidents de saisie, au moins lorsque le titre n'est pas contesté : l'urgence découle de l'intérêt qu'il y a à rendre le plus tôt possible au débiteur l'usage de son patrimoine. Néanmoins, certains auteurs ont soutenu le contraire, en se basant sur une disposition du tarif se rapportant à des droits accordés à l'avoué du tiers saisi pour faire et signifier la déclaration affirmative. Mais, nous croyons avec Boncenne que c'est là une confusion et que cette disposition du tarif est sans influence en l'espèce, puisque l'instance en validité ne met en jeu que les intérêts du saisissant et ceux du saisi, et qu'elle est nécessairement antérieure à l'instance en déclaration affirmative, à moins que la saisie n'ait été pratiquée en vertu d'un titre; l'urgence n'existe plus dans cette dernière instance, aussi la loi n'impose-t-elle plus des délais courts, comme elle le fait pour l'instance en validité. Il faudrait, d'ailleurs, décider de même pour les demandes en validité de saisie-gagerie, de saisie sur

débiteur forain et de saisie-revendication. Les auteurs et la jurisprudence sont divisés sur ce dernier point ; pour beaucoup, ces demandes ne sont sommaires qu'autant qu'elles n'excèdent pas 1,500 francs, ou bien que, dépassant ce chiffre, elles sont fondées sur un titre non contesté ; de même les demandes en nullité de commandement avec dommages-intérêts, la demande en nullité ou en validité d'une surenchère (1).

Nous ne pouvons énumérer toutes les demandes sommaires, parce qu'elles requièrent célérité, nous renvoyons aux auteurs, à cet effet (2), comme aussi il est inutile de rassembler toutes les dispositions des lois ou des Codes qui ont attribué le caractère sommaire aux demandes urgentes. Les incidents sont aussi généralement réputés matières sommaires, à raison de l'urgence (3), et spécialement les demandes en renvoi pour incompétence (4), mais beaucoup d'auteurs décident que la demande incidente doit suivre le mode d'instruction de la demande principale.

(1) Voy. en ce sens, Bordeaux, 23 mars 1827, *Journ. des Av.*, t. 32, p. 262. *Contra*, Cass., 10 août 1829, D. 29.1.327 ; 30 octobre 1888, D. 89.1-61. Chambéry, 12 mars 1883, D. 84.2.103. Rousseau et Laisné, *op. cit.*, v^o cit. p. 74, n^o 48.

(2) Dall. Répert. V^o, cit. § 3, p. 520 et suiv., Suppl. eod. verb., § 3, p. 493.

(3) Dall. Répert. V^o, cit., n^{os} 39 et 40 et Suppl., n^{os} 36 et suivants.

(4) Cass., 25 juin 1866, D. 66.1.317. Chambéry, 13 mai 1896, D. 96.2.443.

2) *Demandes en paiement de loyers et fermages, ou arrérages de rentes.*

Ces affaires revêtent un caractère d'urgence ; presque toujours elles rentrent même parmi les demandes qui requièrent célérité ; le Code a cru devoir leur consacrer une disposition spéciale dans l'article 404. Elles ne font pas naître, d'ailleurs, de difficultés bien sérieuses.

Toutefois, on reconnaît qu'elles cesseraient d'être sommaires si la demande faisait naître de sérieuses complications nécessitant la procédure ordinaire ; par exemple, si le locataire conteste le mode de fixation du prix ; s'il prétend qu'il y a lieu à diminution de ce prix, à raison d'une privation de jouissance dont il a souffert ou à des réparations qu'il a effectuées pour le compte du propriétaire ; de même, aussi la demande cesse d'être sommaire si elle est accompagnée d'une demande de résiliation de bail ou expulsion de lieux (1), à moins d'urgence constatée par les tribunaux ; et, en général, toutes les fois qu'il y a contestation du titre, à moins qu'il ne s'agisse de baux au-dessous de 60 francs. En fait, toutes ces demandes accessoires emprunteront, dans la plus grande partie des cas, leur caractère d'urgence à la demande principale. La distinction paraît donc sans grand intérêt. Pour les demandes en paiement d'arrérages de rentes, il en va de même ; ces demandes seront sommaires lorsqu'elles

(1) Bordeaux, 21 mai 1886. *Réc.* Bordeaux, 1886, 1.367.

excéderont le taux du dernier ressort tant que le titre constitutif de la rente ne sera pas contesté. Cependant, la Cour de cassation, a autrefois, jugé le contraire dans cette dernière hypothèse, en se basant sur ce que l'article 404 n'établit aucune distinction relative au titre. Il nous semble également que l'urgence existe tout aussi bien sur cette contestation de titre que sur le simple paiement des arrérages et que le caractère sommaire devrait être maintenu.



CHAPITRE II

AFFAIRES SOMMAIRES

EN DEHORS DE L'ARTICLE 404

On vient de voir combien est large déjà l'énumération générale des affaires sommaire faite par l'article 404, et combien nombreuses les causes qui y sont comprises. Mais cette énumération n'est pas limitative et, dans un grand nombre de textes, la loi attribue et précise encore le caractère sommaire pour un grand nombre d'affaires. Malheureusement, les termes employés dans ces textes sont loin d'être uniformes et clairs ; en effet, le législateur s'est servi d'expressions très diverses pour désigner dans les codes et dans les lois les causes sommaires, et l'on a été amené à discuter l'étendue et la portée des expressions employées.

SECTION I

Question préliminaire.

Faut-il ajouter à l'énumération de l'article 404 les affaires pour lesquelles la loi emploie les expressions très diverses, telles que : « seront jugées sommairement » ou « seront réglées sommairement » ou « seront jugées sommairement sans écriture, ni « requête, sans instruction, ni procédure », ou comme « affaires sommaires », « comme matières sommaires ». ou bien encore « seront instruites et jugées « comme en matière sommaire », etc. (1).

Dans toutes ces affaires, devrait-on s'en tenir strictement aux termes employés par les textes ; et, d'une part la procédure, d'autre part le jugement et la taxe devront-ils être réglés comme pour les causes énumérées aux articles 404 et suivants ? En d'autres termes, l'intention du législateur est-elle d'assimiler les unes et les autres ? Cette question a été longtemps discutée par les auteurs et la jurisprudence a été amenée souvent à se prononcer ; nous croyons qu'il est intéressant de l'exposer ici.

Suivant une première opinion très bien exprimée et motivée dans un arrêt de la Cour de Limoges (Chambres réunies, du 9 février 1819), il ne faudrait pas prendre l'expression « sommairement », dans le sens

(1) Voy. Garsonnet, *op. cit.*, t. II, p. 745 et 746, notes 1 à 5 (*Énumération*).

de matière sommaire (1). La Cour de Limoges avait, en effet, à se prononcer sur le point de savoir si les affaires dont le Code disait qu'elles devaient être jugées sommairement devaient être taxées comme en matière sommaire; elle se prononça pour la négative en s'appuyant sur ce que le Code n'avait pas défini, mais énuméré dans l'article 404 les affaires sommaires et que, dans l'article 406, il leur avait assigné une forme de procéder spéciale; que parmi les matières ordinaires, il en était que le législateur jugeait urgentes; et qu'il voulait que ces affaires soient jugées sommairement, c'est-à-dire promptement, avec une courte instruction et en abrégant les délais; mais que son intention était qu'elles restent néanmoins ordinaires, puisque le législateur, en établissant les catégories de matières sommaires, ne les a pas comprises. L'arrêt de la Cour de Limoges se basait encore sur les dispositions du tarif qui n'alloue qu'un droit fixe pour les matières sommaires, d'où il faudrait nécessairement conclure que lorsqu'il accorde un droit particulier pour les affaires dont le Code de procédure dit qu'elles seront jugées sommairement, il reconnaît que ces affaires ne doivent pas être taxées comme matières sommaires; et, sur ce fait enfin, que chaque fois que ce Code et le tarif ont voulu que ces affaires fussent taxées comme matières sommaires, ils l'ont formellement dit,

(1) Dall. Répert. V^o, Matières sommaires, p. 511, n^o 8, note 2. Carré, *op. cit.*, t. III, n^o 1475, p. 485.

Contra, Grenoble, 20 mai 1817, *Journ. des Av.*, t. IX, p. 256 et 6 mars 1821, *Journ. des Av.*, t. 16, p. 738.

comme par exemple, dans les articles 457, 458 et 459 du C. pr. civ., complétés par les articles 148 et 149 du tarif de 1807 ; si le législateur eut entendu que, lorsqu'il est dit dans le Code que l'affaire doit être jugée sommairement, les frais devaient être liquidés comme en matière sommaire, il n'eut pas eu besoin de le dire spécialement dans le tarif aux articles 148 et 149. La Cour de Limoges conclut « qu'il n'y a que les affaires « dont le Code de Procédure ou le tarif disent qu'elles « seront jugées et taxées comme en matière sommaire, « qui doivent être soumises à cette taxe fixe ; mais que « les affaires dont le Code dit seulement qu'elles seront « jugées sommairement, à bref délai, sans aucune « instruction, ne peuvent pas être taxées comme en « matière sommaire » (1). Deux autres opinions ont spécialement en vue le jugement des exceptions ou incidents, qui s'élèvent à l'occasion des procès et pour lesquels la loi se sert des expressions que nous avons signalées. D'après la première de ces deux opinions, ces causes suivent le sort de l'action principale, pour être tantôt sommaires et tantôt ordinaires (2) ; dans la seconde, elles doivent toujours être rangées parmi les matières ordinaires (3).

(1) Cet arrêt contient en outre la double énumération faite avec beaucoup de soin : 1^o des causes qui doivent être instruites et taxées comme matières sommaires ; 2^o de celles qui doivent, quoique étant jugées sommairement, rester ordinaires tant pour l'instruction que pour la taxe.

(2) Aix, 24 janvier 1834. Bruxelles, 15 juin 1822, Dall. Rép. V^o cit. n^o 9 et notes.

(3) Douai, 17 août 1839. Cass., 4 avril 1837, Dall. Rép. V^o cit. n^o 9 et notes.— Voy. aussi Rousseau et Laisney, t. 6, V^o cit. n^o 8 et suiv. p. 68.

Suivant une dernière opinion plus généralement suivie par les auteurs, les expressions employées par le Code, et que nous avons citées plus haut, seraient synonymes de celle « affaire sommaire ». Il y aurait donc identité entre une cause sommaire et une cause qui doit être jugée sommairement, et l'intention du législateur serait, dans ce cas, non pas seulement d'ordonner au juge de juger avec plus de célérité, mais encore de supprimer les écritures des affaires ordinaires et les taxes qu'elles entraînent. Mais, M. Garsonnet, qui adopte cette opinion, fait très justement observer que l'intérêt de la question diminue ici sensiblement, si l'on remarque qu'elle se pose presque toujours à l'occasion d'affaires qui requièrent célérité, et qui seraient sommaires en l'absence de toute disposition spéciale et par le seul effet de l'art. 404.

« Il est impossible d'admettre, dit-il, que les formules variées, qu'on rencontre dans le Code de procédure ou dans les textes complémentaires, aient pour effet de restreindre la portée de l'art 404, et que ces demandes soient moins complètement sommaires que si le législateur, au lieu de les déclarer telles, avait laissé ce soin à l'interprétation des auteurs et des tribunaux. C'est un premier motif pour décider que les affaires désignées par ces formules sont, à tous égards, sommaires dans le cas même où elles ne requièreraient pas célérité, car si les locutions : jugées sommairement, et autres équivalentes, n'entraînent pas l'emploi des formes et de la taxe sommaire, dans les affaires qui

« requièrent célérité, il n'en peut être autrement
« dans les affaires, où l'usage de cette procédure se
« justifie par leur grande simplicité, ou par la modi-
« cité de l'intérêt litigieux ».

D'après cette opinion, enfin les distinctions que l'on veut introduire sont sans base et une pure subtilité, alors que souvent, pour des demandes identiques, la loi emploie des expressions différentes. Le tarif ne saurait être un obstacle et un argument sérieux. Rien n'empêche, en effet, que des taxes, se rapportant à des affaires ordinaires, ne soient exceptionnellement attribuées à des matières sommaires. Suivant l'opinion générale, il résulterait donc que toutes ces affaires, aux termes mêmes de la loi, requièrent célérité, et qu'à ce titre, elles doivent rentrer dans les matières sommaires ; qu'en second lieu, les incidents pour lesquels la loi ne s'explique pas, participent de la demande principale. Qu'au contraire, lorsque le Code spécifie qu'un litige devra être jugé sommairement, ou sur simple acte, etc., il sera uniformément rangé parmi les affaires sommaires et taxé comme elles, malgré le caractère différent, que peut avoir l'instance principale, et bien que, dans ce cas, il soit passé en taxe des droits plus étendus que dans les autres affaires sommaires, pour les actes désignés spécialement au tarif par le législateur (1).

(1) Amiens, 9 juin 1864, D. 64. 5.243. Cass., 25 juin 1866, D. 66. 1.317. Grenoble, 20 mai 1817 et 6 mars 1821, Dall. Rép. V^o frais, n^o 180. Douai, 17 août 1839, Dall. Rép. V^o, mat. som. n^o 9.

Garsonnet, *Cours de procéd.*, t. II, p. 747. Boitard, Colmet

En résumé, pour déterminer quelles affaires sont sommaires, il faut se rattacher aux principes suivants : — D'abord, c'est d'après l'objet de la demande que se détermine le caractère ordinaire ou sommaire de ces causes. On tiendra compte ici de ce fait que l'utilité du caractère ordinaire ou sommaire tient à la simplicité, la modicité ou l'urgence de la demande. Nous avons vu, qu'à ce point de vue, les termes de la loi sont des plus larges. — En second lieu, s'il y a doute sur le caractère qu'il faut attribuer à une cause, c'est le caractère ordinaire qui doit être attribué, car il ne faut pas perdre de vue que la procédure sommaire est exceptionnelle, et que, par conséquent, le droit commun s'applique dans tous les cas où il n'y est pas expressément dérogé.

d'Aage et Glasson, *Leçons de procédure civile*, t. I, p. 642, n° 598. Chauveau et Godoffre, *Commentaire du tarif*, t. I, p. 541. n° 2036. Rousseau et Laisné, op. cit. p. 63, note. Bioche, *Dictionnaire*, V° mat. som., n° 58. Bourbeau et Boncenne, *Théorie de la procéd.*, t. VI, p. 48. Rodière, *Traité de la compétence*, t. I, p. 507.

SECTION II

Jurisprudence

La jurisprudence a fait toute une série d'applications des principes que nous venons de voir ; et a complété l'énumération de la loi pour un certain nombre d'affaires que nous allons passer en revue.

Demandes en partage. — La question est née pour ces demandes de savoir quelle interprétation il convenait de donner à l'art. 823 du Code civil, d'après lequel le tribunal doit statuer, comme en matière sommaire, quand un des cohéritiers refuse de procéder au partage, ou lorsqu'il s'élève des contestations, soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de le terminer. — Il s'est formé, sur ce texte, trois opinions différentes.

Un premier système, longtemps suivi en jurisprudence, établit que, nonobstant cet article, les demandes en partage sont toutes ordinaires, mais que seulement quelques incidents, qui sont ceux prévus par l'art. 823, sont sommaires. — Le principe de l'ancien droit, dit cette opinion, était que les demandes en partage étaient ordinaires. Ces demandes, en effet, ne figurent pas dans l'énumération du titre 17 de l'ordonnance de 1667 et les commentateurs considéraient cette énumération comme limitative ; bien mieux, Jousse, dans son commentaire de cette ordonnance, les rangeait explicitement parmi les affaires ordinaires. — S'appuyant

ainsi sur l'autorité de l'ancien Droit, les auteurs de cette opinion ajoutent que les rédacteurs du Code, maintenant l'ancienne distinction, n'ont pas cependant spécifié ces demandes au nombre des matières sommaires, entendant ainsi consacrer les règles antérieurement établies sur ce point, et que le fait de ne pas spécifier prouve suffisamment qu'ils ont eu l'intention de référer ces demandes au droit commun, à la procédure ordinaire. — On ne peut, en effet, trouver dans les textes du Code de procédure la preuve que ces demandes sont sommaires, et si l'art. 969 se réfère à l'art. 823, cette référence ne saurait s'appliquer qu'à la dernière partie de ce dernier texte relative à la nomination d'un juge rapporteur.

Enfin, en prétend tirer du tarif la preuve du caractère ordinaire de ces affaires ; dans ce tarif, les actes de procédure, en matière de partage, sont compris sous la rubrique : « Des Matières ordinaires » et, de plus, le caractère ordinaire résulte absolument des droits qui leur sont afférents, droits différents de ceux des matières sommaires. On explique, en outre, dans cette opinion, l'art. 823 en disant qu'il ne vise que certains incidents qui peuvent s'élever au cours de l'instance et après son introduction, comme les contestations sur le mode d'y procéder ou sur la manière de le terminer, ou sur le refus d'un cohéritier d'y procéder ; de l'expression employée par ce texte : « l'un des cohéritiers », on déduit qu'il ne saurait s'appliquer au cas où les qualités des cohéritiers seraient contestées, et en tout cas, dit-on, ce texte,

rédigé antérieurement au Code de procédure et sous la réserve des questions de forme, à un moment où on ne savait pas encore si la distinction entre les affaires ordinaires et les affaires sommaires serait maintenue, ne saurait prévaloir sur l'ensemble des règles définitivement et postérieurement tracées par les auteurs du Code de procédure civile ; il ne saurait, par conséquent, s'appliquer à l'action en partage en elle-même et lui enlever son véritable caractère (1).

Le second système part d'un point de vue opposé. Les demandes en partage sont toujours sommaires, même lorsque les contestations s'élèvent sur le fond du droit sans distinction.

On s'appuie sur les travaux législatifs, dont il résulte : qu'on a voulu dans l'art. 823, « simplifier la « décision des difficultés qui peuvent naître dans les « partages, en les soumettant à un jugement sommaire, en faisant présider les partages, s'il y a lieu, « par un juge, qui souvent sera un médiateur, et qui, « en tous cas, mettra le tribunal, à la portée de prononcer promptement et équitablement » (Rapport du tribun Siméon, sur l'art. 823. Séance du 29 Germinal an II). Les termes de l'art. 823 sont donc assez généraux, pour qu'on doive y faire rentrer tous les cas.

(1) Chauveau et Godoffre, *Commentaire du tarif*, t. I, p. 2426.

Voy. Nantes, 9 déc. 1843, *J. des Av.* 72-175. Blois, 11 janv. 1848, *J. des Av.* 73-248. Metz, 12 avril 1850, *J. des Av.* 77. 11. Caen, 30 déc. 1856, *J. des Av.*, 82, p. 322. Nîmes, 11 mars 1862. Trib. civ. de Lyon, 4 juin 1887, D. 89.3.7 et les considérants de ce jugement qui contiennent l'exposé de cette théorie.

Mais, on ne peut s'appuyer sur cette unique observation, car le Tribunal a, au contraire, bien établi la distinction, entre la nature des contestations qui s'élèvent sur une instance en partage : « Il est deux
« cas, disait-on, ou l'un des héritiers peut refuser de
« consentir au partage, et ces deux cas ne doivent
« pas être confondus. Le premier est lorsque dans
« une succession, il se trouve plusieurs héritiers,
« cette qualité est contestée à un tiers qui se présente et prétend y prendre part ; le second, lorsque
« la qualité d'héritier est reconnue et jugée à l'égard
« des prétendants ; dans le premier cas, avant d'être
« obligé de consentir au partage, il faut que la justice
« ait prononcé sur la qualité contestée, c'est l'objet
« d'une action principale ; — dans le deuxième cas,
« le refus de consentir au partage ne peut être fondé
« que sur des prétentions susceptibles d'être jugées
« sommairement, puisqu'il n'y a pas de contestation
« sur la qualité. Ce dernier cas est celui de l'article
« et doit être spécifié pour faire éviter toute méprise ».

(V. Conférence Code Napoléon, t. 4., p. 78. — Cette explication donne une idée très nette des intentions des rédacteurs de l'art. 823 ; elle ruine absolument ce deuxième système, qui a pourtant été adopté par deux arrêts de la Cour de Cassation et par quelques auteurs (1).

(1) Cass., 9 mai 1827 et 24 avril 1854, D. 54.1.159.
Boncenne et Bourbeau, *op. cit.*, t. VI, p. 62. Boucher d'Argis,
Dictionnaire de taxe, V^o mat. som., note 3.

C'est un troisième système qui a triomphé en jurisprudence, et qui est généralement admis par les auteurs. La Cour de Cassation distingue le cas où il s'élève une contestation du droit de celui où la contestation ne porte que sur la forme et la manière de procéder au partage. On interprète ici l'article 823 dans le sens indiqué par le Tribunal, que nous venons de citer, et que fortifient encore les explications fournies en 1804 par Malleville (1), expliquant ce texte : « Ce serait en con-
« séquence abuser, dit-il, de la disposition de cet
« article, que d'en conclure que toutes les contesta-
« tions, dont un partage peut être l'occasion, sont
« par cela seuls sommaires. Il ne faut ranger, dans
« cette classe, que celles qui tiennent immédiatement
« à l'opération elle-même. C'est aussi ce que cet
« article indique très clairement par ses termes. Il
« en résulte que les contestations sommaires sont
« celles qui s'élèvent sur le fait même du partage,
« c'est-à-dire sur la question de savoir s'il doit ou
« non être fait, ou sur le mode d'y procéder, ou enfin
« sur la manière de le terminer ». — Il ressort, dès
lors, bien nettement, des travaux législatifs qu'on a
voulu déroger à l'ancien principe, d'après lequel les
demandes en partage étaient considérées comme ma-
tière sommaire. « Au moment où ils ont préparé le
« titre des successions, dit M. Glasson (2), les rédac-
« teurs du Code ignoraient encore quelle serait la

(1) *Pandectes françaises*, 1804, t. 8, p. 100, n° 350,

(2) *Note sous Lyon*, 4 juin 1887, précité, page 69.

« procédure de l'avenir ; seulement, ils ont voulu, « d'ores et déjà, donner à l'action en partage le caractère d'affaire sommaire, toutes les fois que d'autres « difficultés, notamment des questions de rapport, de « réduction ne viendraient s'y joindre ». D'ailleurs, l'explication de Malleville, que nous venons de reproduire, est accompagnée d'une note très intéressante qui révèle bien, à ce point de vue, l'idée du législateur de 1804. Nous la reproduisons, à cause de son intérêt : « Il y a lieu, dit cette note, de croire que le « Code judiciaire contiendra les règles de la procédure, « qu'il faudra observer dans les matières sommaires. « Jusqu'à présent, il n'y en a point ; toutes les affaires « sont indistinctement portées aux mêmes audiences. « Il n'y en a point qui soient affectées aux causes sommaires, il n'y a plus, comme autrefois, aucune « distinction, entre les placets, les rôles et les mémoires ». — De plus, cette disposition de l'art. 823 est une disposition spéciale, que le Code de procédure, en dépit de ce que soutient le premier système, n'a pas pu abroger et « Suivant un principe élémentaire, dit encore M. Glasson, une loi spéciale antérieure n'est jamais abrogée tacitement par une loi « générale postérieure » ; d'ailleurs, cet article n'est nullement en contradiction avec les dispositions du Code de procédure ainsi que le soutiennent les partisans du premier système.

Comment, d'autre part, prétendre que cet article ne vise que les incidents du partage ; puisque c'est directement l'action principale et introductive d'ins-

tance qui est visée par les premiers mots de ce texte : « Si l'un des cohéritiers refuse de procéder au partage ». Enfin, ne faut-il pas tenir compte de la préoccupation du législateur, de diminuer les frais dans ces instances, préoccupation révélée encore par la loi du 2 juin 1841, modifiant l'art. 976 C. pr. civ., exigeant que la désignation du notaire soit prononcée dans le jugement même de partage.

Donc la distinction admise par les auteurs et la jurisprudence actuelle est conforme aux intentions des législateurs et se justifie en fait comme en droit. On ne peut qu'y souscrire. Par conséquent, on doit classer parmi les affaires sommaires, les demandes en partage ; mais toutes les fois qu'il s'élèvera une difficulté sur le fond du droit (1), par exemple : une question de rapport, ou une contestation sur la qualité de l'héritier, ou encore une contestation entre époux séparés de corps, sur la liquidation des reprises, dans la forme des articles 837 C. civ. et 977 C. pr. civ. (2), la demande sera ordinaire.

Au contraire, si la contestation porte seulement sur le mode de procéder, on procédera sommairement (3). Ainsi, lorsque le demandeur, en partage, réclame une expertise, et que les autres héritiers, qui ont acquiescé à la demande, se bornent à contester la nécessité de

(1) Bayeux, 10 mai 1883, D. 85.3.120. Paris, 23 février 1849, D. 49.2.230. Bourges, 6 avril 1881, D. 82.1.658. Cass. 5 août 1868, S. 69.1.23.

(2) Nancy, 17 déc. 1872, D. 74.5.335.

(3) Paris, 23 août 1851, D. 52.5.405.

l'expertise (1). La jurisprudence a fait de ces principes de très nombreuses applications, entre autres : à la demande en partage d'une succession, si l'un des cohéritiers plaide la nullité du testament (2) ; — à la demande formée incidemment dans une instance en partage de communauté tendant à faire réintégrer dans la communauté, des valeurs recélées par l'un des époux, pour être exclusivement attribuées à son conjoint (3) ; — à la contestation relative à un partage de succession sur la validité d'avantages faits par le défunt à l'un des enfants, et au rapport à la succession, de la quotité disponible (4) ; — à la difficulté s'élevant incidemment à une action en partage, sur la validité et les effets de plusieurs actes authentiques, ou sur la nullité de contrats de vente, comme contenant un avantage indirect au profit de l'un des cohéritiers (5). Dans toutes ces décisions, qui sont d'ailleurs assez anciennes, la Cour suprême reconnaît que ces instances ne sauraient être considérées comme sommaires.

Demandes en validité de saisie-arrêt. — Pour ces demandes, il s'est encore élevé une difficulté. Comme le fait justement remarquer Boncenne (6), la question

(1) Cass., 27 mai 1889, D. 90.1.376. Trib. Nîmes, 23 déc. 1861. *Journ. des Av.*, t. 87, p. 228.

(2) Cass., 18 mars 1828, *Bull. Cass. Civ.* 1828, p. 81.

(3) Cass., 5 août 1868. D. 68.1.407.

(4) Cass., 30 juillet 1827, D. 27.1.328. 21 juillet 1830, D. 1830, 1.457.

(5) Cass., 31 mars 1829, *Journ. des Av.*, t. XL, p. 515. 15 déc. 1829, *Bull. Cass. Civ.*, 1829, p. 266.

(6) Boncenne, *Op. cit.*, t. VI, p. 11.

de savoir si ces demandes sont sommaires, ne se pose que si elles dépassent 1.500 francs, ou que si elles sont formées sans titre, ou en vertu d'un titre contesté, en dehors enfin de toute hypothèse d'urgence, en ne se préoccupant, en outre, que de l'influence s'exerçant sur l'instruction du procès, par cette circonstance qu'une saisie-arrêt est pendante au moment où l'instruction est commencée.

Pour faire attribuer à ces demandes le caractère sommaire, on raisonne en disant qu'elles sont forcément urgentes, car l'urgence résulterait suffisamment de la nécessité de rendre le plus tôt possible au saisi, la libre disposition de son patrimoine; que la brièveté des délais impartis au saisissant pour assigner, est une indication de l'urgence faite par le législateur lui-même, indication complétée dans l'article 49, qui dispense du préliminaire de conciliation, toutes les demandes sur les saisies en général. La Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 23 mars 1827, adoptait cette opinion. « Attendu, disait-elle, que la saisie-arrêt est
« une mesure provisoire et purement conservatoire,
« quand elle n'est pas accompagnée d'une demande
« en main-levée; que l'article 404 C. proc. civ., classe
« au rang des matières sommaires, les demandes provisoires ou qui requièrent célérité; qu'il importe
« peu que le titre soit contesté, puisque le législateur
« n'a pas répété dans le paragraphe relatif aux
« demandes provisoires la disposition qui classe au
« rang des matières ordinaires, les demandes pures

« personnelles, quand le titre est contesté » (1). Quelques rares auteurs, au nombre desquels Carré, opposent à cette théorie un argument puisé dans le tarif ; en effet, l'article 92, § 26 du tarif, alloue à l'avoué une vacation, pour faire au greffe une déclaration affirmative. « Certes, disent-ils, si le législateur accorde ainsi de « pareils émoluments pour cet objet, c'est qu'il considère « déraît ces demandes comme ordinaires ». On a très justement répondu que c'est commettre une confusion entre l'instance en validité et l'instance en déclaration affirmative ; dans cette dernière, le créancier saisissant ne fait qu'exercer les droits de son débiteur, dans lesquels il se trouve subrogé par la validation de la saisie-arrêt, en contestant la déclaration du tiers saisi. Cette seconde instance est indépendante de la première et n'a pas, comme elle, le caractère d'urgence entraînant de courts délais ; les dispositions du tarif seraient donc ici sans portée.

Cependant, contrairement à ce qu'avait jugé la Cour de Bordeaux, la Cour de Cassation (2) a décidé que le caractère d'urgence n'était pas nécessairement attaché à toute demande en validité de saisie-arrêt : que les juges avaient sur ce point un souverain pouvoir d'appréciation. Mais, nous pensons que le système de la Cour de Bordeaux est plus juste et plus en rapport avec le caractère de ces demandes qui doivent, en conséquence, et suivant la nature de l'instance princi-

(1) Bordeaux, 23 mars 1827, *Journ. des Av.*, t. XXIII, p. 262.

(2) Cass., 10 août 1829, D. 29.1.327. 30 octobre 1888, D. 89.1.61.

pale, dont elles ne sont que l'accessoire, être considérées tantôt comme affaires ordinaires et tantôt comme affaires sommaires. Il faut étendre ces principes aux autres demandes incidentes des saisies (foraine, exécution, conversion, etc.). Enfin, il faut assimiler à ces demandes, celles en nullité de commandement avec dommages-intérêts, lorsque la somme, pour le payement de laquelle il a été pratiqué saisie, n'excède pas 1,500 francs, et bien que le titre ne soit pas contesté. On n'a pas égard ici à la demande en dommages-intérêts, qui n'est qu'un accessoire et un incident de la saisie(1).

Incidents de saisie immobilière. — L'article 718, C. pr. civ., attribue le caractère sommaire à toute demande incidente de saisie immobilière. La jurisprudence a toujours appliqué les dispositions de ce texte dans le sens le plus large ; pour elle, toutes les contestations sur saisie immobilière et, en général, tout ce qui s'y rattache a un caractère sommaire et rentre dans notre classification, la taxe doit, en conséquence, être faite comme en matière sommaire. L'ordonnance du 10 octobre 1841 est venue confirmer cette théorie, en décidant « que tous actes et procédures « relatifs aux incidents des ventes immobilières et qui « ne sont pas l'objet de dispositions spéciales dans « l'ordonnance, seront taxés comme actes et procédés « dures en matières sommaires » (art. 17). Les appli-

(1) Orléans, 28 juin 1843. Chambéry, 12 mars 1883, D. 84.2.103. Cass., 5 mars 1895, D. 95.1.238.

cations les plus intéressantes sont les suivantes : l'appel d'un jugement d'adjudication est considéré comme incident de saisie immobilière et jugé sommairement, alors même qu'il tendrait à faire annuler les poursuites, par exemple, si l'on invoque la nullité du titre du poursuivant ou l'extinction de la créance (1). De même, la demande en validité ou en nullité de surenchère ; avant l'ordonnance de 1841 et en présence seulement des articles 832 et 838, la question était sujette à contestation, car le Code n'était pas très explicite sur la nature de ces demandes ; depuis, les auteurs ne discutent plus à ce sujet (2).

De même encore, il y a lieu de considérer comme incident de saisie immobilière, l'action intentée pendant le cours d'une poursuite sur cette saisie, bien qu'elle soit motivée sur le défaut de titre de la part du poursuivant (3), et la demande en validité de consignation et en radiation de transcription d'une saisie, introduite contre le poursuivant par l'acquéreur d'un immeuble saisi qui se prévaut des dispositions de l'article 687, C. proc. civ. ; même en cas d'intervention au procès d'un autre acquéreur du même immeuble qui poursuit la nullité de la vente consentie au demandeur (4).

(1) Cass., 14 mai 1839, Dall. Répert. V^o cit., p. 526, note 1,

(2) Rousseau et Laisné, *Op. cit.*, t. VI, V^o mat. som., p. 87, n^o 120. *Contra* : Orléans, 14 mai 1850, D. 50.2.161.

(3) Liège, 20 nov. 1843, Dall. Rép. V^o, Vente publ. d'imm. n^o 998.

(4) Cass., 22 juillet 1872, D. 72.1.337.

Instances d'ordre et de contribution. — Un doute s'est élevé pour ces demandes. Certains auteurs, et pendant un certain temps la Jurisprudence se basant sur les dispositions du tarif, art. 100, § 3, qui déclare que les frais de ces incidents seront taxés suivant leur nature sommaire ou ordinaire, ont enseigné que les instances d'ordre ou de contribution n'avaient pas nécessairement un caractère sommaire (1). Mais on ne saurait prendre ainsi à la lettre les termes du tarif, en présence des textes du Code de procédure qui indiquent suffisamment qu'ils sont sommaires. L'article 761 décide, en effet, que l'audience est poursuivie à la diligence de l'avoué, commis sur un simple acte, contenant avenir pour l'audience fixée conformément à l'article 758. L'affaire est jugée comme sommaire sans autre procédure que des conclusions motivées de la part des contestés, et le jugement contient liquidation des frais.

L'article 666 du même Code n'est pas moins explicite en ce qui concerne les incidents de contribution. « S'il s'élève des difficultés, dit ce texte, le juge-commissaire renverra à l'audience; elle sera poursuivie par la partie la plus diligente sur un simple acte d'avoué à avoué, sans autre procédure ». En elles-mêmes, ces sortes d'instances revêtent, d'ailleurs, un caractère d'urgence évident; enfin, s'il en est dont les frais doivent être réduits, ce sont bien ces instances. Il

(1) Paris, 1^{er} avril 1811 et Lyon 19 mai 1826, Dall. Rép. V^o mat. som., n^o 45.

y a donc toutes raison de décider qu'elles sont sommaires. La jurisprudence est, nous l'avons dit, fixée en ce sens. Il a été jugé, à maintes reprises, que les instances d'ordre sont classées par la loi, parmi les matières sommaires, et doivent être taxées comme telles, quelle que soit la gravité des contestations, ou encore, bien qu'elles portent sur la validité d'un titre de créance (1). Cependant, il ne saurait en être toujours de même, et, d'après certains arrêts, il faudrait apporter à ces principes certains tempéraments. Ainsi, il a été décidé, que l'incident à ordre, qui a donné lieu à un interrogatoire sur faits et articles, ou à un jugement ordonnant la communication des registres, ou à de longs débats sur la validité du titre contesté, doit être réputé de nature ordinaire, et taxé comme tel (2) ; enfin, la Cour de Cassation a jugé, en 1894, que la procédure sommaire ne s'applique, en cette matière, qu'aux actions personnelles, et non à celles qui ont leur source dans un droit hypothécaire. Qu'ainsi, la demande dirigée par le créancier contre le tiers détenteur de l'immeuble hypothéqué, ayant sa source dans un droit hypothécaire, constitue une action hypothécaire soumise, comme telle, aux règles de la procédure ordinaire, et non une action personnelle, laquelle, lors-

(1) Orléans, 28 août 1829, et Bourges, 20 février 1841, Dall. Rép. V^o, cit. n^o 46, p. 527. Cass. 4 avril 1837. Dall. Rép. V^o, *Régl^t de Juges*, n^o 44-3^o. — 1^{er} mars 1841, Dall. Rép. V^o, frais, n^o 193. — 8 février 1843, Dall. Rép. V^o, *Mat. sommaires*, n^o 46. — Orléans, 12 mai 1846, D., 47. 2.99.

(2) Bourges, 21 août 1839, Dall. Rép. V^o, cit. n^o 45.

qu'elle est fondée sur un titre non contesté, constitue une matière sommaire (1). Cet arrêt semble faire l'application du principe d'après lequel toutes les affaires, autres que celles énumérées par l'article 404, C. pr. civ., ou qualifiées sommaires par un texte de loi spécial, doivent être instruites et jugées, suivant les règles propres aux matières ordinaires. C'est aller trop loin, à notre avis, que de décider ainsi, car on oublie les termes précis des textes cités, qui ont précisément pour but de faire, de ces instances, des affaires sommaires, et qui, d'ailleurs, ne distinguent pas, suivant la nature des contestations qui peuvent s'élever en pareille matière (2).

Demandes en pension alimentaire. — Nous avons déjà examiné plus haut, la question controversée, de savoir si ces demandes sont sommaires. Nous y renvoyons (3).

Demandes en mainlevée d'inscription hypothécaire. — On a soutenu que ces contestations portaient indirectement sur l'étendue du droit hypothécaire; que d'ailleurs, dans le cas où l'inscription avait été provisoirement prise pour une somme moindre de 1.500 francs, rien n'empêchait le créancier de l'élever

(1) Cass., 21 mars 1894, D. 94.1.455, et Orléans, 18 juillet 1860, S. 61.2.154. *Contra* : Grenoble, 24 juillet 1862. S. 63.1.441. — Rennes, 4 juin 1863. S. 64.2.267.

(2) Rousseau et Laisné, *Dict.*, t. VI, p. 87, n° 119.

(3) Voy. *Supra*, p. 63.

à une somme plus forte ; qu'ainsi, l'action était, à son égard, tout à la fois réelle et indéterminée, et ne pourrait, par conséquent, être jugée par les tribunaux d'arrondissement, qu'à la charge d'appel et qu'à titre d'affaire sommaire.

Cette opinion a été, à bon droit, repoussée par de nombreux arrêts (1). Le débat s'engage, en effet, entre le débiteur et le créancier, non sur l'immeuble hypothéqué, ni sur une somme indéterminée, mais sur la dette pour la sûreté de laquelle l'inscription a été prise. La demande en mainlevée d'inscription est donc purement personnelle et a un objet parfaitement déterminé ; elle aura le caractère sommaire dès que le montant de l'inscription n'excèdera pas 1.500 francs.

Actions en règlement de frais. — La question de savoir si la demande en condamnation de frais, exposés par un avoué contre sa partie, est sommaire ou ordinaire, a soulevé parmi les auteurs quelques difficultés. Bonnesœur, Chauveau et Godoffre (2) ont soutenu que ces affaires sont sommaires.

Ils se basent sur l'art. 147, § 2 du tarif de 1807, qui semble bien assimiler ces demandes aux matières sommaires. Cet article n'alloue en effet aux avoués

(1) Caen, 27 mai 1836. S. 40.2.26. — 13 mai 1839, P. 40.664. — Orléans, 13 novembre 1839, P. 44, 218. — Bordeaux, 5 janvier et 6 février 1844 — *Contra* : Cass., 21 mars 1894, D. 94.1.455.

(2) Bonnesœur : *Nouveau Manuel de la taxe des frais en matière civile*, p. 411, note. — Chauveau et Godoffre, *Commentaire du tarif civil*, t. I, n° 2,701.

d'appel dans ces sortes d'affaires que la moitié du droit fixé pour les matières ordinaires.

Nous croyons, comme ces auteurs, qu'elles sont sommaires, bien qu'aucun article du Code de procédure ne les déclare telles, et en présence de cette seule disposition du tarif, par le motif que ces demandes revêtent le plus souvent le caractère d'urgence, et qu'au surplus, elles sont en général d'une grande simplicité.

Cependant la Cour de Cassation a décidé, dans un arrêt de 1892 (1), que lorsqu'il s'agit d'une action en règlement de frais exposés par un avoué ayant agi en qualité de mandataire *ad negotia*, l'affaire devient ordinaire, parce qu'elle revêt alors le caractère d'une action en reddition de compte et qu'aucun texte de loi n'assigne aux demandes en reddition de compte, le caractère de matière sommaire. En dehors de ce cas spécial, il y a donc lieu de considérer les demandes des avoués en paiement de frais comme sommaires.

Autres demandes considérées comme ordinaires par la jurisprudence.—Un certain nombre de demandes, bien qu'elles soient urgentes en elles-mêmes, sont considérées néanmoins comme ordinaires par la jurisprudence, qui est suivie par la plupart des auteurs. La tierce opposition peut être une action ordinaire, bien que le jugement attaqué ait été rendu sommairement. Ainsi, il a été jugé (2) que la tierce opposition,

(1) Cass., 30 novembre 1892. S. 93.1.133.

(2) Cass., 16 et 17 mars 1830. — Dall. Rép. V^o, cit. n^o 58, p. 531.

formée à un jugement qui prononce l'adjudication définitive de biens expropriés, n'est pas une affaire sommaire, parce qu'elle ne constitue pas un incident de saisie immobilière ; si elle tend à la revendication d'un immeuble, elle est réelle, et si on la considère comme action personnelle, il y a titre contesté ; — dans l'un et l'autre cas, l'affaire rentre dans la catégorie des affaires ordinaires.

Il en est de même de l'instance sur requête civile, encore que le jugement attaqué ait été rendu sommairement (1), et de la demande en désaveu. Ces demandes sont ordinaires à raison de leur gravité et de leur caractère spécial et indéterminé et sans qu'on ait à faire l'application de l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838; que la demande soit formée par action principale, ou incidemment.

Enfin, la demande en cession de biens est considérée comme ordinaire : les auteurs l'admettent à raison de ce qu'elle peut donner lieu à des questions de dol et de fraude, qu'on ne pourrait instruire sommairement malgré l'urgence. Mais, depuis la suppression de la contrainte par corps en matière civile, tout l'intérêt de la question a maintenant disparu.

Nous n'avons pu mentionner toutes les décisions de jurisprudence, formant extension de la liste des matières sommaires ; nous nous sommes borné à indiquer les plus saillantes et les plus intéressantes pour cette étude.

(1) Paris, 6 avril 1867. S. 68.2.147.

SECTION III

Lois spéciales

Nous n'avons pas non plus ici la prétention de procéder par voie d'énumération, nous nous contentons d'exposer quelques-unes des plus intéressantes extensions apportées par les lois postérieures à la détermination faite dans l'art. 404 (1).

Ainsi, les demandes en expropriation pour cause d'utilité publique sont sommaires. Sous l'empire de la loi du 8 mars 1810, ces demandes étaient considérées comme sommaires, en effet, l'article 26 décidait que la procédure devait s'instruire sommairement. Mais les lois des 7 juillet 1833 et 3 mai 1841 n'ont plus eu à employer les même termes; elles ont établi pour ces demandes une procédure spéciale très rapide et moins coûteuse avec un tarif spécial sommaire; du reste, le ministère des avoués n'y est pas obligatoire.

Les actions civiles relatives aux chemins vicinaux, intentées par ou contre les communes, sont également sommaires d'après la loi du 21 mai 1836 (art. 20), complétée par la loi du 20 août 1881 (art. 17). Il en est ainsi, soit qu'il s'agisse de la propriété des chemins, soit qu'il s'agisse seulement de leur redressement ou ouverture — la loi ne distinguant pas.

Les demandes en nullité de ventes d'animaux

(1) Voyez une énumération plus complète.—Dall. Rép.V^o, cit. nos 51 à 62 et supp. au Rép. éod. verb., n^o 49.

domestiques, pour vices redhibitoires, est, dit l'art. 9 de la loi du 2 août 1884, instruite et jugée comme matière sommaire. Il n'eut pas été besoin de le spécifier ; aucune action ne paraît pouvoir être plus urgente que celle-ci, et d'ailleurs, l'abréviation extrême des délais impartis dans cette loi, indiquait suffisamment que le législateur les considérait comme sommaires.

Le décret du 28 février 1852, sur les sociétés de Crédit Foncier, dans les articles 31 et 32, indique que les contestations sur le compte du séquestre, ou sur la mise en vente de l'immeuble hypothéqué, sont jugées comme en matière sommaire.

De même, d'après l'article 5 de la loi du 30 juin 1854, les contestations, auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice de la servitude créée par l'écoulement des eaux provenant du drainage, qui ont été portées en premier ressort devant le juge de paix, sont sommaires en appel devant les tribunaux civils. C'est une application pure et simple de l'art. 404, § 1.

« Les actions civiles relatives aux marques de
« fabrique sont portées devant les tribunaux civils et
« jugées comme matières sommaires » dispose l'art. 16 de la loi du 23 juin 1857.

La loi du 5 avril 1884, sur l'organisation municipale, dispose dans son article 154 que sont affaires sommaires les oppositions aux poursuites en payement des recettes municipales, lorsque la matière est de la compétence des tribunaux ordinaires.

Signalons pour terminer, la loi du 9 avril 1898 sur

les accidents du travail, dont l'article 16 dispose *in fine* que si l'accord n'a pas lieu sur la fixation amiable de l'indemnité devant le président, l'affaire est renvoyée devant le tribunal qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre XXIV du livre II du Code de procédure civile.

DEUXIÈME PARTIE

LA PROCÉDURE SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES GÉNÉRAUX

DE LA PROCÉDURE SOMMAIRE

« Il y a dans l'instruction d'un procès, dit Boncenne,
« un double écueil à éviter : la précipitation qui enlève
« aux parties le moyen de se défendre, les lenteurs
« qui altèrent les bienfaits de la justice. « Sage est le
« juge qui écoute et tard juge, disait Loysel, car de
« fol juge brève sentence, et qui veut bien juger
« écoute parties ». Le chancelier Bacon mettait, au
« contraire, en première ligne la célérité du juge-
« ment : — « Si, l'injustice de la sentence la rend
« amère, elle s'aigrit par les délais : *injustitia illud*
« *reddit amarum. mora acidum* ». — L'inflexibilité
« d'un principe unique ne pouvait donner satisfaction

« à des exigences opposées. Il fallait discerner les
« hypothèses dans lesquelles la justice risquerait
« de s'égarer en précipitant sa marche, et celle où la
« rapidité de l'instruction en rapport avec la simpli-
« cité, l'urgence ou la modicité de la demande, don-
« nerait aux parties un avantage de plus sans les
« priver d'aucune garantie. En réglant la procédure
« ordinaire, le législateur a pris un moyen terme
« entre la sage lenteur préconisée par Loysel et la
« célérité que préférerait Bacon. Mais, il n'a pas cru
« devoir poser un principe absolu; la règle est envi-
« ronnée d'un cortège d'exceptions. Les unes ont pour
« objet de substituer aux impressions rapides et fugi-
« tives de la parole, les allures plus sûres et plus
« lentes de l'instruction écrite; les autres, de faire
« prédominer la rapidité dans la marche du procès,
« en supprimant les écritures pour s'en tenir à l'ins-
« truction orale ».

Le savant professeur auquel nous avons tenu à emprunter ces lignes, ne pouvait plus parfaitement donner une idée de la procédure sommaire, et mieux faire connaître à quels besoins elle répond, et par suite quels caractères on doit lui distinguer.

Il résulte bien, en effet, de ce qu'on vient de lire qu'il faut reconnaître à la procédure sommaire les trois caractères suivants :

Elle est rapide — orale — exceptionnelle — La procédure sommaire est rapide, parce que les causes auxquelles elle s'applique exigent, en général, une solution prompte, soit à raison de l'urgence de la

cause, soit à raison de la simplicité de l'affaire à juger, soit enfin à raison de la modicité des intérêts en litige, et parce que les petites affaires méritent d'être examinées avec célérité, pour qu'une longue et forcément coûteuse instruction ne puisse absorber ou rendre inutiles les avantages matériels qui ressortiront définitivement de la sentence.

De plus, elle est essentiellement orale. Les écritures sont réduites, dans l'instruction de ces affaires, au strict nécessaire. Cette instruction ne comporte, en réalité, que très peu d'actes écrits, elle s'instruit seulement sur l'ajournement et se fait toute entière à l'audience, l'enquête elle-même a lieu devant les juges, et c'est grâce à ce caractère oral que la procédure peut être menée plus rapidement; en effet, l'échange des requêtes et des défenses dans la procédure ordinaire allonge les délais, retarde l'audience. Le caractère oral de la procédure sommaire entraîne une autre conséquence; c'est l'économie de frais qui résulte de la suppression de ces écrits dont nous parlons.

Cette procédure économise des frais, et active la marche des procès, c'est le plus appréciable des résultats qu'elle opère. Dans l'ancienne procédure française, c'était bien l'intention des législateurs de réserver à l'instruction des petites querelles, une procédure exclusivement orale, et nous avons vu à quelles difficultés ils se sont heurtés pour l'obtenir. Les obstacles sont nés surtout de la résistance des hommes de loi, qui affectionnaient à ce point la procédure écrite, qu'ils multiplièrent à plaisir les actes et écrits au

risque d'embrouiller les affaires, et souvent même sans autre intention que de les embrouiller, afin d'en tirer meilleur profit. L'ordonnance de 1667 elle-même, nous le savons, ne fut pas plus respectée sur ce point, que les actes des précédents législateurs. La pratique, au moyen de ce qu'on appelait alors l'appointement à mettre, parvint à enlever à cette procédure, son caractère exclusivement oral, caractère qui constitue sa raison d'être et sa supériorité (1). De nos jours encore,

(1) « Il y avait, en effet, certaines clauses classées au nombre
« des matières sommaires et dont la procédure n'était qu'une
« instruction écrite, plus prompte et moins coûteuse. Cette
« spécialité de l'instruction, par écrit, c'était l'appointement à
« mettre.—Les parties devaient, dans les trois jours de l'appoin-
« tement à mettre, ordonné à l'audience et signifié à la requête
« de la partie la plus diligente, produire leurs pièces au greffe
« à l'appui de leurs conclusions. — Cette production était
« accompagnée d'un inventaire ou pièce d'écriture dans
« laquelle, après avoir transcrit ses conclusions, on énonçait
« les actes employés ou produits; puis la sentence définitive
« était rendue sur le rapport d'un des juges ou conseillers. —
« L'appointement à mettre était en usage, notamment lorsqu'il
« s'agissait de prononcer sur des demandes en provision, sur
« les demandes à fin de séquestre et généralement dans les
« affaires provisoires, bien qu'elles rentrassent dans l'énumé-
« ration des affaires sommaires, aux termes de l'art. 5, titre 17,
« de l'ordonnance. — Il est vrai que ces matières n'étaient
« réputées sommaires que lorsqu'elles n'excédaient pas mille
« livres; mais, comme nous l'apprend Rodier, « On ne fait de
« clause sommaire (appointement à mettre) que lorsque
« l'objet de la contestation est au-dessous de mille livres et
« qu'il ne s'agit d'aucun droit perpétuel, ni de matières de
« règlement. — On en use de même dans la plupart des
« sénéchaussées et autres juridictions inférieures.. » — Toute-
« fois, la règle qui voulait que les causes sommaires fussent
« jugées à l'audience et sans procédure était la plus générale-
« ment appliquée, et les auteurs, qui s'attachaient plus au

il ne faudrait pas trop se hâter de croire que la procédure des affaires sommaires, conserve toujours ce caractère oral ; et l'on peut constater que maints procès en matière sommaire n'ont pas donné lieu à moins d'actes et d'écritures que les affaires ordinaires. Seules les prescriptions du tarif, ainsi que les formalités de l'enquête à l'audience, sont uniformément observées, et seules, elles semblent actuellement justifier la raison d'être de la distinction entre les deux procédures.

Enfin, la procédure sommaire est exceptionnelle. Dans les tribunaux de droit commun, la procédure ordinaire, qui est le juste accord d'une instruction écrite, et d'une instruction orale, est la règle. Le législateur a voulu établir une exception en faveur de certaines affaires. Il en résulte que cette exception doit être restreinte aux cas pour lesquels elle est créée, et nous avons vu dans le titre précédent, quel vaste champ d'application est encore laissé à cette procédure d'exception. En fait, l'exception paraît être d'une plus fréquente application que la règle elle-même ; car les petites affaires, les affaires simples et les causes modiques sont de beaucoup les plus nombreuses des instances qui garnissent les rôles des tribunaux civils, et bien que nous ne puissions apporter ici aucune statistique, il n'est peut-être pas téméraire d'avancer que

« texte de la loi qu'aux hardiesses de la pratique, enseignaient
« que ces sortes de causes ne devaient jamais être soumises à
« l'appointement. » Boncenne, *Op. cit.* p. 15.

ces affaires occupent une plus grande place au rôle que les matières ordinaires.

Il ne faut pas, néanmoins, perdre de vue le caractère exceptionnel de cette procédure; et, bien qu'il y ait aujourd'hui une tendance marquée à étendre cette procédure à un plus grand nombre d'affaires, il ne faut pas oublier que c'est seulement en présence de la volonté formellement exprimée par le législateur, qu'il faut faire usage de cette procédure pour les affaires déterminées. D'ailleurs, nous avons déjà exprimé cette conséquence, lorsque nous avons examiné l'extension qui a été faite par la jurisprudence et la loi, à l'énumération de l'article 404, et comment il convient d'interpréter les différentes formules qui ont été employées par le législateur à cet égard. Nous n'y reviendrons point (1). Le principe est certain et reconnu; il a été consacré formellement par la jurisprudence (2). Par suite, toutes les affaires autres que celles énumérées en l'article 404 ou qualifiées sommaires par un texte de loi spécial, doivent être instruites et jugées suivant les règles propres aux matières ordinaires.

Si l'application de la procédure sommaire est exceptionnelle, il n'en va pas complètement de même des formalités qui constituent les éléments de cette procédure. Parmi ces formalités, il en existe un certain nombre qui sont, il est vrai, spéciales à cette forme de procéder et qui tendent à la simplification de l'ins-

(1) Voy. *Supra*, 1^{re} partie, chap. II, Sect. 4, p. 72.

(2) Nancy, 17 décembre 1872, S. 74.5,335.

truction ; celles-là constituent bien évidemment une exception aux règles de la procédure ordinaire ; il en est ainsi, par exemple, de la forme de l'enquête, de la liquidation des dépens dans le jugement et du mode de remunération de l'avoué ; de la possibilité de juger ces affaires dans le délai des vacations ; — mais, pour le surplus, les formes de la procédure ordinaire s'appliquent en tant qu'elles sont conformes à l'esprit de cette procédure sommaire et à son double caractère de procédure rapide et de procédure orale. Il se produit ainsi une simplification des formes de l'information ordinaire, mais cette information subsiste.

Telle est la physionomie générale de la procédure dite sommaire, qu'il était utile de préciser, avant d'entrer dans les détails de l'exposé des formalités de cette procédure, dans lesquels nous retrouverons les reflets de ce triple caractère.

CHAPITRE II

INTERVERSION DE PROCÉDURE

La question se pose d'abord, tout naturellement, de savoir si l'emploi des formes ordinaires ou sommaires, dans les cas spécifiés par la loi, s'impose tellement aux parties ou aux juges qu'il ne leur soit pas permis d'y déroger dans des conventions particulières? En d'autres termes, lorsque la loi attribue à une affaire le caractère sommaire, les parties peuvent-elles recourir à l'emploi de certaines formalités de la procédure ordinaire; ou bien inversement, si l'affaire est ordinaire, peuvent-elles convenir qu'elle sera instruite dans les formes de la procédure sommaire? La question ainsi posée, il semble que pour la résoudre, on doive s'inspirer du but poursuivi dans l'une et l'autre procédure. Si la procédure sommaire nous semble une garantie, un privilège accordé au profit de certaines causes intéressantes, pour leur éviter une procédure longue et coûteuse, les parties ne pourraient-elles pas étendre cette facilité aux autres causes? Ce point semble difficile à admettre, en raison du caractère exceptionnel de la procédure sommaire. Souvenons-nous, en effet, que nous avons posé en principe qu'en notre matière l'application est restreinte aux seules affaires sommaires, et qu'on doit observer les règles générales

de la procédure ordinaire toutes les fois qu'il n'y a pas dérogation expresse. Permettre aux parties de se soustraire à l'application des formes légales, ce serait, dans beaucoup de cas, faire dépendre de ces parties, l'attribution du caractère sommaire ou ordinaire de leur procès ; autant dire, dans ce cas, que l'arbitraire ou la volonté des parties sont au-dessus de la loi.

Cette interversion de procédure n'est donc pas possible ; et les conventions des parties ne peuvent rien sur le champ d'application de la procédure sommaire.

Mais, nous pouvons supposer que dans une cause sommaire, les parties s'entendent pour renoncer aux avantages qui leur sont offerts, et se replacer d'elles-mêmes sous l'application des formalités de la procédure ordinaire, ce cas paraît assez improbable venant des parties qui considéreront toujours suffisantes les formes sommaires. Néanmoins, nous pouvons nous demander si cette nouvelle convention serait valable ? Nous croyons qu'il y a la même raison de décider que cette convention ne saurait être admise en principe. En effet, les dispositions législatives, eu égard à la détermination des affaires ordinaires et des affaires sommaires, sont d'ordre public. La forme de procéder, qui est tracée, pour chaque affaire, a été jugée la meilleure par le législateur, dans l'intérêt des plaideurs dans chaque espèce et dans l'intérêt général de la bonne administration de la justice : or, les plaideurs pourraient, si la forme de procéder était à leur choix, compromettre à la fois et leurs propres intérêts, et

les intérêts de la justice. Nous le répétons, ce résultat n'est pas admissible.

Nous admettrons la même solution, en ce qui concerne l'interversion de procédure qui selon l'expression de Boncenne est le « fait du juge » : si les parties doivent rester strictement dans les termes de la loi, combien plus forte est pour le juge l'obligation de s'y maintenir. Les raisons de décider sont d'ailleurs encore ici les mêmes, et les auteurs approuvent cette doctrine consacrée dans son principe par une jurisprudence constante (1).

Toutefois, il ne faudrait pas exagérer le principe dans ses applications : ainsi, par exemple, dans une affaire ordinaire, il est bien juste que les parties aient la faculté de renoncer, d'un commun accord, à la forme des requêtes permises par les articles 77 et 78 du Code, et de s'en tenir à la signification de simples conclusions, dans toutes ces formalités d'un intérêt minime, les parties ont une certaine latitude à laquelle leur intérêt personnel apporte un certain tempérament. Mais, sur les formalités essentielles, distinctives de l'une et l'autre procédure, notre principe reprend tout son empire. C'est ainsi que l'accord des parties reste sans influence sur les délais impartis par les art. 77 et 78 ci-dessus mentionnés, pour la procédure ordinaire, ils s'imposent au juge comme aux parties ; cette abréviation des délais de l'instruction ne peut résulter que de la nature sommaire de la cause. Il en est de même

(1) Voy. notamment Amiens, 12 juin 1841, D. 44.4.216 — Cass., 12 avril 1831, D. 31.1.134. — 2 août 1831, D. 31.1.256.

de la forme de l'enquête dans l'un ou l'autre cas, et surtout du mode de taxation des frais.

La sanction de notre principe sera la nullité de la convention ou du jugement ; sur ce point, pas encore de difficulté.

Mais quel sera le caractère de la nullité ? Si on décide qu'elle est absolue, elle revêtira les trois caractères ordinaires de la nullité absolue : — elle sera applicable de plein droit, — elle pourra être proposée par toute personne, — elle ne pourra être couverte par aucun fait postérieur et sera imprescriptible.

Les conséquences inverses s'appliqueront, si on décide, au contraire, qu'il n'y a là qu'une nullité relative.

Puisque nous avons posé en principe que les dispositions législatives qui concernent la détermination des affaires sommaires et ordinaires sont d'ordre public, il nous semble rationnel de nous prononcer dans le sens de la nullité absolue. Il y a ici un intérêt capital en jeu et qui se trouve aussi au-dessus de tout intérêt particulier, celui d'une régulière administration de la justice. Voit-on quelle perturbation amènerait, par exemple, dans les principes de la taxe, la liberté pour les juges de régler les frais des différentes causes, suivant leurs convenances ou celles des parties, et pourtant, il faudrait aller jusque là avec le système de la nullité relative. La Cour suprême avait d'ailleurs jugé en 1831, (1) d'après ces principes, que c'était là une nullité d'ordre public et que, spécialement et relative-

(1) Voyez arrêt cité, *Supra*, p. 109, note,

ment à la taxe des dépens, il n'était permis ni aux parties ni aux juges, de classer arbitrairement au nombre des matières ordinaires, des causes réputées sommaires par la loi, sous le prétexte que ces causes auraient changé de nature par l'instruction. Toutefois, ce dernier considérant ne saurait être d'une portée absolue, car, il est admis que, dans beaucoup de cas, une cause sommaire dans son principe peut devenir ordinaire par la suite même en appel, si, par exemple, le titre n'est contesté que sur l'instance en opposition ou en appel.

Cette manière de voir n'a pas été cependant admise de tous, et la jurisprudence, de son côté, sanctionne plutôt le principe opposé. Ainsi, Boncenne (1) est d'avis que, si le jugement qui, par exemple, ordonnerait l'audition des témoins à l'audience, dans une matière soumise à l'instruction ordinaire, serait nul, comme violant la plupart des dispositions dont l'observation est prescrite à peine de nullité, néanmoins, l'exécution donnée à ce jugement par les parties, rendrait celles-ci irrecevables à l'attaquer; il ajoute : « Toutefois, je
« n'attribuerais pas la même puissance au consente-
« ment qu'elles auraient donné à l'avance, en deman-
« dant formellement l'application de ce mode de pro-
« cédure. Les parties ne peuvent pas dispenser le juge
« de l'observation de la loi ; mais elles peuvent se sou-
« mettre à la violation qu'il a consommée », et plus loin : « Les juges ont-ils, dans le cours d'une ins-
« tance sommaire, ordonné de procéder à l'enquête

(1) *Op. cit.*, t. VI. p. 13.

« hors de l'audience et devant un juge commis? Leur
« jugement est entaché de nullité, car ils ont violé des
« formes qui touchent à l'ordre public, parce qu'elles
« ont pour objet d'assurer la prompte expédition des
« affaires; mais, comme dans l'hypothèse précédente,
« l'exécution donnée au jugement rendrait les parties
« non recevables à s'en plaindre ». C'est oublier,
nous semble-t-il, que la violation d'une règle intéres-
sant l'ordre public, appelle fatalement la sanction de la
nullité absolue.

Néanmoins, ce système paraît avoir aujourd'hui
prévalu dans la jurisprudence, qui a décidé notamment:
1° Que le moyen tiré de ce que le tribunal aurait à tort,
jugé comme ordinaire, une instance qui aurait dû,
d'après la loi, être jugée comme affaire sommaire, ne
peut être présenté pour la première fois devant la Cour
de Cassation, lorsque cette irrégularité n'a été ni rele-
vée en première instance, ni déférée à l'appréciation
de la Cour d'appel (1), et que c'est d'ailleurs, à la
requête du demandeur, en Cassation, qu'a été suivie la
procédure, de l'irrégularité de laquelle il prétend se
faire un grief (2); — que l'exécution à un jugement irré-
gulier qui a ordonné l'enquête hors de l'audience dans
une affaire sommaire rend les parties non recevables
à l'attaquer (3).

(1) Cass., 2 décembre 1872, S. 74.1.62.

(2) Cass., 19 janvier 1887, D. 87.1.484.

(3) Cass., 1^{er} août 1832, D. 32.1.342. — 13 juillet 1834,
D. 34.1.290. — 27 mai 1839, D. 39.1.226. — En sens contraire,
voy. Nîmes, 6 juillet 1840, D. 41.2.204. — Cass. 29 janvier 1877.
— *Journ. des Av.*, t. 102, p. 320.

CHAPITRE III

FORMALITÉS DE LA PROCÉDURE ORDINAIRE

QUI S'APPLIQUENT

DANS LA PROCÉDURE SOMMAIRE

Comme nous l'avons dit, la procédure en la forme sommaire n'est pas de tous points exceptionnelle et il est certaines formalités de la procédure ordinaire qui s'appliquent ici. Toute formalité qui n'est pas formellement prescrite, dans les articles 405 et suivants, — lesquels énoncent les règles en cette matière — ou qui n'est pas modifiée, s'applique dans l'une comme dans l'autre procédure, parce que le droit commun reprend son empire, et qu'on doit y avoir recours toutes les fois qu'il n'y est pas dérogé.

Il n'entre point dans notre plan de retracer la nomenclature absolument complète des formalités de la procédure, nous nous contentons d'énumérer les principales.

Preliminaire de conciliation et délai de comparution. — Toute cause sommaire n'est pas, en cette qualité, dispensée en principe du préliminaire de conciliation. En fait, beaucoup d'entre elles pourront, par leur nature même, rentrer dans la classification des

causes dispensées de ce préliminaire de conciliation (1).

C'est ainsi qu'exception est faite pour les appels de justice de paix ; la demande en première instance ayant été elle-même précédée de cette formalité. Il en est de même des demandes qui requièrent célérité, mais ici, il faut une dispense du Président du tribunal basée sur l'urgence dont est juge ce magistrat. Remarquons avec Garsonnet, que cette dispense intervient, à raison de l'urgence de ces demandes, et non pas à raison de leur caractère sommaire. Enfin, les demandes en payement de loyers et fermages, et en général, celles visées dans l'article 49 du Code de procédure sont sommaires et dispensées du préliminaire de conciliation.

Mais, toutes les autres demandes en matières sommaires (qui seront, d'ailleurs, assez rares), et qui ne rentrent pas dans ces cas prévus, restent soumises au droit commun et à la règle de l'article 48 C. pr. civ. (2). Il s'ensuit, également, que le délai de comparution est le même qu'en matière ordinaire. Les parties auront huit jours pour comparaître, c'est-à-dire pour consti-

(1) « Il y a souvent concours, disent Boitard, Colmet d'Aage et Glasson (*Op.cit.*, t.I, p. 640, n°596), mais il n'y a pas réciprocité entre ces deux idées : matières dispensées du préliminaire de conciliation et matières sommaires ; il y a des matières sommaires soumises à ce préliminaire, comme le sont, en général, celles des paragraphes 2 et 3 de l'art. 404, et, réciproquement, il y a nombre de matières dispensées du préliminaire de conciliation par l'art. 49 et qui ne sont pas pour cela matières sommaires. »

(2) Carré et Chauveau, *Op. cit.*, tome III, p. 487, n° 1,477.

tuer avoué, et trois jours seulement lorsque la demande est formée en vertu d'une ordonnance du Président qui dispense du préliminaire de conciliation.

Comparution. — Ministère forcé des avoués. —

Nous venons de dire que la comparution s'opérait par les parties en constituant avoué. Le ministère des avoués est, en effet, obligatoire dans l'un et l'autre cas. Il n'en fut pas toujours ainsi dans l'ancien droit. C'est ainsi que, suivant les prescriptions de l'ordonnance de Blois, il était ordonné aux parties de comparaître en personne sur l'assignation qui leur était donnée devant le tribunal, sans être assistées d'avocat ou de procureur (1). L'ordonnance de 1667 se contentait de ne pas imposer aux parties le ministère des avocats ou procureurs en matière sommaire, sauf devant les juridictions supérieures : parlements et sièges présidiaux (2). Le Code de procédure a adopté la règle du ministère forcé, en toutes matières, ressortissant des tribunaux civils. Cette règle est, d'ailleurs, plus propre à assurer la bonne administration de la justice et à garantir l'égalité entre les plaideurs.

Le ministère des avocats est également obligatoire en principe. Le droit de plaider leur est exclusivement réservé en toutes matières. Il n'y a que les incidents qui peuvent être plaidés par les avoués. C'est du moins ce qui résulte des termes de l'ordonnance du 27 février 1822. L'article 5 de cette ordonnance spécifie

(1) Ord. de 1579, art. 153. — Isambert, t. XIV, p. 417.

(2) Ord. de 1667, t. XVII, art. 6, eod. t. XVIII, p. 130.

« qu'il n'est pas dérogé au droit qu'ont les avoués
« de plaider dans les affaires, où ils occupent, devant
« les Cours et tribunaux, les demandes incidentes
« qui sont de nature à être jugées sommairement et
« tous les incidents relatifs à la procédure ».

Si le défendeur ne comparaît pas, la cause suit son cours suivant la procédure normale par défaut. Mais, que décider en notre matière sur l'application de la théorie de l'article 153 du Code de procédure civile sur le défaut profit-joint? Si, nous observons, d'une part, que ce texte est conçu dans les termes les plus absolus, qu'il n'établit aucune distinction; d'autre part, que l'article 405 n'en établit de même aucune dont on puisse tirer argument, et qu'enfin, on ne voit aucune bonne raison pour suppléer à la loi et établir une distinction de cette espèce, l'affirmative ne paraît pas douteuse. Il existe un intérêt majeur, au contraire, à ce que cette théorie s'applique, car elle tend à économiser du temps et des frais, et rentre absolument dans l'esprit de la procédure sommaire. La jurisprudence a été appelée à se prononcer sur ce point et l'a fait dans notre sens, il y a déjà longtemps et les auteurs s'accordent aussi sur cette application. (1)

Communication au ministère public. — Les causes qui intéressent l'ordre public, l'Etat, le domaine, les communes et généralement toutes celles énumérées en l'art. 83 (C. Pr. civ.), sont soumises à la formalité

(1) Cass., 15 janvier 1821, [Dall. Rép. V°, jug^t par défaut. — Rousseau et Laisné, *Op. cit.*, V°, jug^t par défaut, n° 36. — Garsonnet, *Op. cit.*, t. V, p. 374.

de la communication au ministère public. Il n'y a, d'ailleurs, aucune distinction à faire à ce point de vue entre les causes ordinaires et les causes sommaires. Les unes et les autres y sont également soumises dans les cas déterminés par la loi.

Délibéré sur rapport. — Les juges ont-ils la faculté d'ordonner un délibéré sur rapport dans les affaires sommaires? Il semble qu'en présence des termes de l'art. 405, on doive décider la négative. Mais, cet article ne vise que les formes de l'instruction à l'audience et n'empêche en aucune façon les juges d'éclairer leur religion par ce moyen. Cette faculté d'ailleurs qui est consacrée par les articles 93 et 94 C. Proc. civ., n'est, ni par sa nature, ni par ses effets, restreinte aux matières ordinaires. C'est la théorie émise par la Cour de Cassation dans un arrêt de 1839. Carré n'admet point cette théorie (1). Mais il ne saurait en être de même de l'instruction par écrit dont la nature est évidemment incompatible avec le caractère oral qui est essentiel dans la procédure sommaire. D'ailleurs, l'instruction par écrit est elle-même une procédure exceptionnelle établie pour d'autres besoins.

Incidents — Jugements — Exécution provisoire.

— Les règles relatives aux incidents, à la forme et à la nature, à la levée et à la signification des jugements sont identiques dans les deux sortes d'instances; dans les unes comme dans les autres, les incidents,

(1) Cass., 5 juin 1839. — Dall Rép. V°, *Mat. somm.*, n° 74. — Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. I, p. 539. Quest. 448 et t. III, p. 488. Quest. 1, 478 *bis*.

nous l'avons vu, sont vidés dans la forme sommaire. — Néanmoins, l'inscription de faux et la demande en vérification d'écritures qui peuvent s'élever en matière sommaire, par exemple, au cours d'une action en paiement d'une somme de 1.500 francs, s'instruisent dans les formes édictées pour ces incidents, toutes les formalités de la procédure ordinaire s'appliquent ici, car elles constituent des garanties légales et des précautions prises pour que, selon l'expression de Garsonnet (1), la sincérité d'un titre ne soit pas légèrement contestée, ni sa fausseté trop facilement établie, ni le faux en écriture publique ou privée trop facilement soustrait aux poursuites du ministère public. — Et, peu importe alors la modicité du litige, l'urgence ou la simplicité de l'affaire; ces intérêts doivent s'incliner devant les motifs d'ordre supérieur.

Enfin, l'exécution provisoire peut être demandée et obtenue aussi bien en matière sommaire qu'en matière ordinaire. Mais, remarquons encore ici que ce n'est point exclusivement à raison du caractère sommaire de l'affaire que cette mesure de faveur peut être obtenue; il faut se trouver dans l'un des cas prévus et dans les limites de l'article 135, c'est-à-dire s'il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente par jugement dont il n'y ait point d'appel; ou pour les cause urgentes limitativement déterminées par ce même article, avec dans ce cas faculté pour les tribunaux d'exiger caution.

(1) Garsonnet, *Op. cit.*, p. 726, n° 396.

CHAPITRE IV

PARTICULARITÉS DE LA PROCÉDURE SOMMAIRE

AUTRES QUE L'ENQUÊTE

Nous venons de voir que les formalités de la procédure sommaire ne sont pas en tous points exceptionnelles et qu'un grand nombre des formes ordinaires sont communes aux deux procédures, parce qu'en principe la procédure ordinaire est la règle, et que c'est à cette règle qu'on doit se référer toutes les fois qu'il n'y est pas expressément dérogé.

Ce sont ces dérogations qui constituent l'ensemble de la procédure sommaire, qu'il nous faut maintenant préciser. Pour bien comprendre l'esprit de cette procédure, rappelons d'un mot quel est son but : rendre plus simple, et par conséquent, plus prompte et moins coûteuse la solution de certains litiges que nous avons mentionnés dans la première partie.

Pour arriver à ce résultat : simplifier la procédure, il fallait établir une ligne de démarcation entre les formalités de procédure qui, pour employer l'expression consacrée, sont substantielles, de celles qu'on peut retrancher sans risquer de compromettre les sûretés et garanties nécessaires à la bonne administration de la

justice. Le législateur a su indiquer cette ligne de démarcation, en instituant et en précisant les formalités de la procédure sommaire qui constituent une dérogation aux règles ordinaires; ou en modifiant certaines de ces dernières, pour les mieux adapter aux besoins de simplification qu'elles sont destinées à satisfaire. Certaines formalités essentielles sont maintenues telles qu'elles existent dans la procédure ordinaire, certaines autres subissent des modifications dans le sens de la simplicité; enfin, les formes qui ne présentent point un caractère substantiel, et qui constituent une cause de retard et de lenteur dans la procédure, sont retranchées. Tel paraît être, du moins, d'une façon générale, l'esprit de cette procédure pour laquelle, d'ailleurs, le législateur n'a pas multiplié les textes. Toute la théorie se trouve exposée dans neuf articles seulement du titre vingt-quatrième du Code de procédure; encore, faut-il remarquer que sept d'entre eux se réfèrent à l'organisation de la forme spéciale de l'enquête, qui constitue actuellement le seul intérêt vraiment important de la procédure sommaire. Des deux textes qui restent, l'un est consacré au mode de formation des demandes incidentes et en intervention, l'autre se contente d'établir le principe de l'instruction orale et de supprimer les formalités inutiles.

C'est en présence de ces seuls textes que nous devons étudier les formalités de cette procédure, aussi comprend-t-on que sur ce point, c'est la doctrine et la jurisprudence qui ont dû, en se basant sur le principe

consacré par ces textes, comme aussi sur les indications que fournit le tarif, constituer ce que nous appelons la procédure sommaire, et caractériser les formes qui lui sont particulières.

L'intention du législateur qui apparaît dans les textes dont nous parlons paraît être la suivante :

Supprimer les formalités qui ne sont pas essentielles pour le bon ordre et la juste administration de la justice. — Simplifier le mode de formation des demandes incidentes et en interventions. — Etablir un mode spécial d'enquête orale et publique. — Réduire enfin les émoluments du tarif pour abaisser encore le chiffre des frais, afin qu'ils se trouvent en proportion avec la modicité du litige, la simplicité et la réduction des formalités.

Telles sont, en effet, dans leur ensemble, les particularités de la procédure sommaire.

La dernière, qui concerne le tarif sommaire et la liquidation des dépens dans le jugement, ne sera point étudiée dans ce chapitre, elle doit faire l'objet du titre suivant. Quant à l'enquête sommaire, son importance est telle dans cette étude que nous nous proposons d'en faire l'objet du chapitre spécial à la suite de celui-ci, il nous reste donc à étudier les autres particularités de la procédure sommaire.

SECTION I

Simplification des actes d'information.

Il est dans l'esprit de la loi que la procédure d'information soit extrêmement réduite; il suffit de se rappeler l'article 405 : « Les matières sommaires seront « jugées à l'audience, après les délais de la citation « échus, sur un simple acte et sans autres procédures « ni formalités ».

D'abord la procédure a lieu à l'audience. Nous nous sommes déjà expliqué sur ce premier point, en examinant les caractères généraux de la procédure sommaire.

D'autre part, les délais se trouvent abrégés, puisque seul le délai ordinaire de la citation est maintenu; ainsi se trouvent exclus les délais accordés dans la procédure ordinaire par les articles 77 et 78; par suite, le défendeur n'aurait plus, en principe, comme dans la procédure ordinaire, un délai de quinzaine pour signifier ses défenses; de même, le demandeur n'a plus un autre délai de huitaine pour répondre aux défenses.

Le texte porte simplement : après les délais de la citation échus; ce délai sera variable, on le comprend; en effet, si le demandeur a obtenu l'autorisation du président, d'assigner à bref délai, c'est après trois jours francs que le demandeur pourra poursuivre l'audience; dans le cas contraire, c'est au délai de huitaine que le demandeur pourra requérir jugement.

Rien n'est donc changé au point de vue du délai de comparution.

Une autre question naît à propos du même texte : Que faut-il entendre par simple acte ? — Si l'on se réfère à plusieurs textes relatifs à la procédure ordinaire, on voit que ce mot est employé pour désigner l'acte d'avoué à avoué, communément appelé avenir d'audience. Ainsi, l'article 79, C. pr. civ., dispose que : si le défendeur n'a point fourni ses défenses dans le délai de quinzaine, le demandeur poursuivra l'audience sur un simple acte d'avoué à avoué. De même, les articles 80 et 82 emploient cette expression pour désigner l'avenir d'audience. C'est aussi l'avis de la plupart des auteurs (1). Du reste, cette théorie est conforme aux dispositions de l'ancienne ordonnance de 1667, sous l'empire de laquelle les matières sommaires comportaient toujours un avenir.

Boncenne soutient, au contraire (2), que l'avenir est ici parfaitement inutile, et que le mot employé par notre article 405 ne désigne pas autre chose que des conclusions ; car, l'assignation comporte fixation du jour de comparution. Cet auteur s'appuie sur l'article 66 de la loi du 30 mars 1808, aux termes duquel les affaires sommaires seront appelées à l'audience sur

(1) Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, *Op. cit.*, t. I, n° 597, p. 641, — Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. III, art. 405, note 1, p. 486. — Rousseau et Laisné, *Op. cit.*, t. VI, V°. *Mat. somm.*, n° 135. — Bouchet d'Argis, *Op. cit.* V°, *Mat. somm.*, n° 58.

(2) Boncenne, *Op. cit.*, t. VI, p. 85.

simples mémoires ; et les simples mémoires dont il s'agit ici, sont les conclusions signifiées ; il est aisé de répondre d'abord, que l'article 66 de la loi citée n'a pas l'application générale qu'en veut faire Boncenne ; cet article ne vise que les affaires qui requièrent célérité ; c'est donc un cas d'application particulière dont on ne saurait tenir compte ; d'autre part, si la fixation du jour de comparution dans l'exploit rend l'avenir inutile, il pourrait bien en être de même des conclusions généralement contenues avec les moyens dans le même exploit, la même raison s'applique aux deux actes. Cette théorie prétend tirer encore argument de l'article 337, aux termes duquel le simple acte ne désigne que les conclusions ; mais, il est facile de voir que si le mot simple acte est employé dans ce texte avec le sens de conclusions, c'est encore le même sens qu'il faut logiquement lui attribuer, dans l'article 406, qui vise également le cas particulier des demandes incidentes quant à leur mode de formation. Or, ce dernier texte se trouve évidemment dans la pensée du législateur, en opposition avec l'article 405, qui le précède. Et de cette opposition, il ressort ainsi très clairement qu'on ne saurait attribuer « au simple acte » dont il est question dans l'article 405, la même signification que dans l'article 337. L'opinion que nous combattons paraît d'ailleurs isolée, et l'on ne peut l'adopter, car elle paraît contraire à l'esprit du texte, qui a reproduit dans toute cette matière la disposition de l'ordonnance de 1667, laquelle admettait formellement dans son article 7, le « simple acte pour venir

plaider, » expression qui paraît avoir inspiré les législateurs de 1807.

Doit-on cependant suivre Garsonnet dans la distinction qu'il émet à ce propos ? Cet auteur veut, en effet, distinguer suivant que l'assignation a été donnée à jour fixe, ou seulement dans le délai de la loi ; dans le premier cas, d'après lui, l'avenir est inutile, car il n'apprendrait rien au demandeur ni au défendeur, qui savent par l'ajournement donné par l'un et reçu par l'autre quand leur cause sera appelée et, par conséquent, quel jour ils doivent se présenter à l'audience. Dans le second cas, l'avenir est indispensable, car l'ajournement indique seulement le délai fixé par la loi et non pas le jour ou les parties doivent se présenter pour conclure (1). Peut-être cette distinction aurait-elle quelque portée si les cas d'assignation à jour fixe n'étaient pas si rares. Nous objectons ensuite que cette distinction ne résulte nullement des textes. Mais il faut reconnaître que cette théorie a le mérite d'assurer, en certains cas, une plus grande célérité dans la marche de l'affaire, et de faire une juste application du principe que nous posions précédemment que dans la procédure sommaire, on doit se passer de toutes formalités inutiles qui ne sont pas expressément réservées par la loi.

En résumé, il faut donc entendre par simple acte, l'avenir d'audience, l'ancien « avenir pour plaider » de l'ordonnance de 1667. C'est sur ce seul acte que la

(1) Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 730.

cause est appelée et jugée, et c'est le seul qui soit, en principe, passé en taxe ; par contre, se trouve supprimé dans les affaires sommaires, l'usage des requêtes et défenses ordonnées par les art. 77 et suivants du Code de procédure pour les affaires ordinaires, et dont l'échange avant l'audience, suivant l'expression de Garsonnet, est supprimé tant par esprit d'économie que pour supprimer les délais qu'il exige et pour activer la marche du procès.

Par application de ce principe, on a jugé que, si l'article 405, en décidant que les affaires sommaires seront jugées à l'audience sur un simple acte, sans autre procédure ni formalité, exclut ainsi l'échange d'écritures avant l'audience ; il n'en faut pas conclure qu'il exclut aussi l'avenir à comparaître à l'audience, prévu par l'art. 79 du Code de procédure civile, qui est prescrit à peine de nullité en matière ordinaire comme en tout autre matière en principe. Néanmoins, n'exagérons pas les conséquences de ce principe, car il doit être fait exception pour le cas où l'affaire ayant été remise, l'avoué des défendeurs était présent le jour où la remise a été prononcée. En ce sens, il a été jugé qu'un jugement par défaut est régulièrement rendu en matière sommaire, malgré l'absence de tout acte dénonçant l'audience, quand les droits de la défense ont été pleinement sauvegardés. Il ne sera donc pas nécessairement nul, quoique l'avenir n'ait pas été donné conformément à l'article 79. Il en sera ainsi, notamment, si les juges du fond constatent d'après les circonstances que la cause a été l'objet de remises

successives, demandées dans l'intérêt des défendeurs, et suivies de fixations nouvelles, convenues entre les avoués des parties, et qu'à l'audience même où a été rendu ce jugement, l'avoué des défendeurs s'est présenté à la barre pour solliciter un nouveau délai (1).

Nous venons de dire que l'article 405 a pour effet de supprimer les écritures inutiles et notamment les requêtes et défenses ; ce qu'on est convenu d'appeler en pratique les conclusions grossoyées. Le mot grossoyer est en effet un vieux terme de pratique, qui exprime l'action d'écrire en lettres grosses ou allongées, c'est le contraire de minuter (2).

L'acte grossoyé est l'original de signification des requêtes ou défenses, c'est-à-dire les conclusions et moyens, prescrites par les art. 77 et suivants du Code de procédure pour les matières ordinaires. Pour cet acte, l'art. 73 alloue 1 fr. 80 par rôle, contenant 25 lignes à la page et douze syllabes à la ligne, ou évalué sur ces mesures.

On a vu quel parti la pratique a longtemps tiré de cette faculté de grossoyer les conclusions. Destiné à procurer aux avoués un émolument sur chaque acte de procédure soumis à cette forme, le droit de grossoyé est devenu rapidement l'un des plus notables bénéfices des avoués sur les causes ordinaires et pour augmenter ces bénéfices l'usage s'est établi de rôler le plus possible ; les abus ne tardaient pas à se multiplier malgré la surveillance

(1) Cass., 10 janvier 1893. S. et P. 93.1.191.

(2) Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 731.

exercée par les juges taxateurs, presque toujours sévères pour l'admission en taxe. C'est ainsi que l'usage fit dégénérer la rédaction de ces grosses, dans lesquelles on intercalait couramment des copies de notes, discours, plaidoyers ou passages d'auteurs étrangers le plus souvent à l'affaire. Lorsque la cause ne fournissait point assez d'éléments, pour composer une grosse volumineuse, les clerks d'avoués ne craignaient pas de l'augmenter au moyen de fragments copiés dans des volumes de droit, de dissertations de littérature, voir même de pièces de poésie. Telle affaire comportait cinquante rôles, on s'y prenait de façon à couvrir les cinquante rôles d'écriture ; les premiers et derniers rôles constituaient seuls l'élément utile, le reste constituait le « talon ». C'était là bien évidemment fausser le vœu de la loi ; mais la pratique avait pu par ce moyen, se ménager des émoluments proportionnels à l'importance de l'affaire.

C'était là, en effet, la seule utilité pratique de ces actès. A tout prendre, il ne faut pas se hâter d'en blâmer les avoués qui étaient obligés par ce moyen de remédier à l'insuffisance des émoluments qui leur étaient attribués par le tarif ; le droit de conseil, celui d'obtention de jugement et quelques vacations, tous droits fixes calculés suivant l'état des besoins et des nécessités de l'époque où fut décrété le tarif de 1807, constituaient les seuls émoluments des avoués. Ces émoluments devinrent vite insuffisants, mais grâce à ce jeu des grossoyers, les avoués purent obtenir une rémunération plus équitable. Il était facile d'en abuser

et, malgré les précautions prises, d'exiger que chaque rôle fut coté et parafé ; qu'on y indiquât en tête, le nombre des rôles, ce mode de rédaction fut toujours l'objet de critiques fort vives ; — combien plus simple, le principe d'une rémunération proportionnelle, dont la substitution fut souvent proposée.

Il semblait qu'on y était enfin parvenu, quand fut décrété le tarif nouveau de 1903. On a pu croire que les grossoyers avaient vécu ; mais il avait fallu remanier le tarif, et changer complètement le principe de la rémunération des avoués en substituant à la multiplicité des droits fixes, un droit proportionnel sur l'évaluation du litige.

Avec cette réforme qui n'était cependant pas absolument parfaite, l'usage des grossoyers est tombé de lui-même puisqu'il n'était plus rien passé en taxe en dehors de ce droit proportionnel joint aux déboursés.

Nous croyons très juste de déclarer que cet usage n'eut été regretté par personne. Après un essai infructueux, il a fallu remettre en vigueur l'ancien tarif et les anciens usages. Quoiqu'il en soit, sous l'empire du tarif de 1807 remis en vigueur, ce n'est qu'en matière ordinaire, que les requêtes grossoyées sont admises en taxe. L'art. 405 en retranche l'usage en matière sommaire « sur simple acte, sans procédure ni « formalités » ; l'art. 67 du tarif de 1807, fortifiait encore ce principe « au moyen de la fixation ci-dessus « (dr. d'obtention de jugement et de rédaction des qualifications), il ne sera passé aucun honoraire pour aucun acte « et sous aucun prétexte ; il ne sera alloué en outre, que

« les simples déboursés » (1). — Ces sages dispositions comportent une économie réelle sur ces sortes d'affaires, en même temps qu'elles ont pour but d'abrèger la procédure par la suppression du délai de quinzaine imparti pour la signification de ces requêtes par l'article 77 du Code de procédure.

On pourrait se demander si, dans ces conditions, il est néanmoins possible de signifier des conclusions dans les causes sommaires. La plupart des auteurs et la jurisprudence n'ont jamais hésité à reconnaître ce droit. Il est d'ailleurs facile de le justifier. Ce n'est pas à l'audience, en effet, que peuvent se faire brièvement et utilement l'étude et l'instruction de l'affaire ; et si les questions ne sont pas bien et clairement posées devant le juge, les débats n'en sont que plus longs, plus confus, les solutions moins préparées, moins sûres et moins justes. Si l'instruction se fait néanmoins à l'audience dans ces mauvaises conditions, la célérité n'y gagnera rien ; ce n'est pas sous les yeux du juge que se feront rapidement le classement, le dépouillement, l'examen des pièces, le dégagement des questions de fait ou de droit qui en dérivent, et que comportent aussi bien les causes sommaires que les causes ordinaires.

Le titre XXIV du Code de procédure, dans son article 405, voulait réduire la procédure, et sous l'em-

(1) Cass., 13 mars 1878. D. 79.1.38. — Boitard, Colmet d'Aage et Glasson, *Op. cit.*, t. I, p. 641, n° 597. — Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 730.

pire de cet article, les procès ne s'instruisirent plus qu'à l'audience, par des plaidoiries sans fin, l'avoué qui se présentait ne savait rien de ce que lui dirait ou demanderait son adversaire, et les juges se trouvaient souvent embarrassés pour démêler, après plusieurs audiences employées à une même affaire, les traits les plus intéressants à retenir, pour rendre leur jugement. On vit de suite que le Code décrété le 13 avril 1806, ne réalisait pas, sur ce point, un progrès et qu'il laissait encore beaucoup trop à désirer. Alors, sans attendre une loi nouvelle modifiant le Code de procédure, et dans les dispositions relatives à l'organisation judiciaire, le décret du 30 mars 1808 vint prescrire aux avoués (art. 70) « de signifier
« leurs conclusions trois jours au moins avant de se
« présenter à l'audience, soit pour plaider, soit pour
« poser des qualités », et par l'article 71 : « de ne
« pouvoir être admis à plaider contradictoirement, ou
« à prendre leurs conclusions, qu'après que les conclu-
« sions respectivement prises, signées des avoués, ont
« été remises au greffier » et ce texte précise que cette disposition est générale et s'applique « en toutes causes », expression déjà employée par l'article 33 du même décret.

Enfin, est-ce la peine de rappeler ce qu'on oublie quelquefois : que souvent les affaires où il n'y a d'engagé qu'un intérêt de 500, 1.000 ou 1.500 francs, sont plus compliquées et plus difficiles à juger que celles atteignant un chiffre beaucoup plus considérable. En effet, lorsque le procès roule sur un gros chiffre, les

parties ont presque toujours des titres ou des documents probants qui faciliteront la solution. Lorsqu'au contraire, le litige est peu important, si la solution est difficile, c'est que l'intérêt modique a fait négliger toute précaution, et que la confiance réciproque a seule présidé aux conventions des parties entre elles. On se tromperait donc en croyant que la justice expéditive et exempte des formes compliquées de la procédure, présente toujours un grand avantage pour les justiciables, et qu'il faille, par conséquent, dans les causes sommaires, négliger l'élément d'information le plus utile, même le plus nécessaire : l'acte des conclusions. « La faute ou mauvais jugement qui survient en la « définitive, se peut bien réparer en cause d'appel, « disait Loyseau, mais celle qui se fait en l'instruction est ordinairement irréparable ; et d'ailleurs, il « est assez aisé de bien juger un procès bien instruit, « mais il est presque impossible de bien juger un procès mal instruit ».

Il est donc de toute évidence que les parties, selon la remarque de Demiau-Crouzilhac, peuvent avoir un grand intérêt à consigner leurs conclusions ou leurs moyens principaux, dans un acte de procédure « soit « pour changer ou modifier les conclusions de la demande primitive, soit pour s'assurer qu'on y aura « égard dans le jugement, soit enfin pour se ménager un moyen de justifier, en cas d'appel, l'erreur « ou le mal jugé ».

Aussi, le principe ne souffre difficulté, ni en doctrine, ni en jurisprudence ; mais si l'on est d'accord pour

admettre que les parties ont le droit, en cause sommaire, de prendre et signifier des conclusions motivées, ce qui constitue un droit de la défense ; on est loin de s'entendre sur le point de savoir si ces écritures peuvent être admises en taxe. Un certain nombre d'auteurs, parmi lesquels Carré (1), tout en reconnaissant la possibilité de signifier ces conclusions, ont professé qu'aucun émolument ne saurait être passé pour cette signification et ce dépôt de conclusions (2). Pour soutenir cette opinion, ces auteurs ne peuvent se baser que sur les dispositions de l'art. 67 du tarif, aux termes duquel aucunes autres écritures que celles fixées, ne sont passées en taxe ; qu'au contraire, ils soutiennent que ce serait aller contre l'intention du législateur, qui veut alléger les frais en matière sommaire de tout ce qui est inutile, en n'attribuant que le strict nécessaire des déboursés.

Mais il est facile de répondre, comme l'a fait la jurisprudence, que le dépôt et la signification de conclusions motivées, ont été prescrites par le décret du 30 mars 1808 (art. 33, 70, 71 et 72), de la manière la plus générale, et dans « toutes les causes » que c'est là une innovation postérieure à la rédaction du Code de procédure, et même à la rédaction du tarif ; et qu'on ne saurait donc s'armer du silence de ces documents législatifs pour soutenir qu'il ne peut être

(1) Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. III, n° 1478, p. 147.

(2) Pigeau, *Op. cit.*, t. I, p. 391 et 397. — Carré, *Op. cit.*, n° 1,479. — Thomines-Desmazures, *Op. cit.*, t. I, p. 628, n° 457.

signifié de conclusions motivées dans les affaires sommaires. Ces principes ont été également consacrés dans de nombreux arrêts (1).

La jurisprudence a elle-même ensuite complété ces principes en décidant : qu'aux termes des art. 30, 70 et 71 du décret du 30 mars 1808, les avoués doivent, en tout état de cause, signifier des conclusions motivées, et ne sont admis à conclure à l'audience qu'après que ces conclusions signées d'eux, ont été remises au greffier ; que ces prescriptions se trouvent reproduites par l'art. 12 du règlement d'ordre intérieur pour la Cour suprême de justice du 4 mars 1885, et que l'art. 8 du même règlement ordonne que le rôle soit accompagné de l'expédition ou d'une copie du jugement attaqué ; qu'ainsi, ces dispositions contiennent une innovation modificative de l'art. 67 du tarif du 16 février 1807, de sorte qu'en matière sommaire, la copie au rôle du jugement dont est appel, de même que les conclusions signifiées en cause, doivent passer en taxe, et sont par une analogie évidente à tarifier aux droits fixes pour les matières ordinaires (2).

(1) Bordeaux, 19 juin 1855, S. 57.2.355. — Orléans, 15 décembre 1858, S. 59.2.513. — Nancy, 19 mai 1859, *Journ. des Av.*, t. 85, p. 239. — Cass., 13 novembre 1861. — Eod., t. 86, n° 471.

(2) Cass., 16 décembre 1857, S. 58.1.191. — Paris, 1^{er} juillet 1859, S. 59.2.558. — Cass., 5 avril 1870, S. 72.1.173. — 22 novembre 1859, S. 60.1.992. — Cass., 15 janvier 1874, S. 74.1.249. — 23 mars 1875, S. 75.1.145. — Cass. Belgique, 5 mai 1898, *Journ. des Av.* 98, n° 488. — Bordeaux, 30 mars 1898, *Journ. des Av.* 98, n° 491. — Cour supérieure de Justice, Luxembourg, Appel, 16 novembre 1900. — *Pasicrisie Luxembourgeoise* 1900, n° 407.

Enfin, la jurisprudence a décidé qu'il n'y avait pas lieu de faire, en matière sommaire, une stricte application des art. 30, 70 et 71 du décret de 1808 précité, dans toutes ses prescriptions ; qu'il importait, en effet, que la signification des conclusions ne put apporter aucun retard à l'instruction de l'affaire qui doit conserver ses caractères de simplicité et de célérité ; que, par conséquent, le délai de trois jours, avant le dépôt et la signification des dites conclusions, ne devait pas nécessairement être respecté en matière sommaire ; qu'ainsi les conclusions dans ces matières sont utilement signifiées le jour même de l'audience ; que, par suite, les juges ne peuvent refuser d'y statuer sous le prétexte qu'aux termes de l'art. 70 du décret du 30 mars 1808, les conclusions doivent être signifiées trois jours au moins avant l'audience indiquée pour plaider (1), qu'enfin l'art. 77 du Code de procédure civile, donnant un délai de quinzaine au défendeur pour faire signifier ses défenses au demandeur, est applicable aux affaires sommaires (2). A tous ces points

(1) Garsonnet (*Op. cit.*, t. II, § 396, p. 728) fait observer que la règle, qui permet, en matière sommaire, de signifier les conclusions le jour même de l'audience, n'est pas spéciale à notre matière et qu'elle est admise en matière ordinaire. Nous n'en disconvenons pas, mais à la différence des matières ordinaires en matière sommaire c'est la règle. (Cass., 13 mars 1878) précité,

(2) Cass., 22 novembre 1859. D. 60.1.315. — Cass., 13 novembre 1861. S. 61.1.937. — Caen, 14 avril 1866, S. 66.2.321. — Cass., 5 avril 1870, S. 72.1.173. — 13 mars 1878, S. 79.1.320. — Paris, 28 juin 1872. D. 73.2.55.

de vue, la question ne fait donc plus aujourd'hui aucun doute ni en doctrine ni en jurisprudence.

Sauf cet acte de conclusions, aucune autre écriture, relative à l'information du procès, n'est admise en taxe.

Il nous reste à dire quelques mots des demandes incidentes et en intervention et de leur procédure en matière sommaire. Un texte les vise, c'est l'art. 406 ainsi conçu : « Les demandes incidentes et en intervention seront formées par requête d'avoué, qui ne pourra contenir que des conclusions motivées ». La loi veut que ces demandes soient introduites et instruites dans une forme sommaire ; au fond, cette forme ne diffère que très peu de celle prescrite en matière ordinaire, dans les art. 337 et 339 du Code de procédure civile ; qui veulent aussi que ces demandes incidentes soient formées par un simple acte « contenant les moyens et conclusions ». On peut rapprocher les termes de ces articles de l'art. 406, ci-dessus précité, pour se rendre compte qu'il n'y a qu'une très légère différence dans les termes, car les conclusions motivées, dont il est question dans l'art. 406, contiennent, elles aussi, les moyens et conclusions qu'exigent les art. 337 et 339. Ce que la loi veut seulement, c'est que le demandeur, à l'incident ou à l'intervention, se borne à indiquer ses moyens, l'objet et les motifs de sa demande, sans pouvoir entrer dans les développements. Pour l'intervention spécialement, il est bon de remarquer qu'elle devra contenir, en outre, une constitution ; enfin, pour l'une et pour l'autre

demande, la requête, dont il est question, doit contenir, pour éviter un avenir spécial, une sommation de comparaître à l'audience à jour fixe. Un seul point pouvait souffrir difficulté ; il a été mis en lumière par Carré, dans son ouvrage sur la procédure, c'est celui de savoir si en matière sommaire le défendeur, à la demande incidente, peut y répondre par des conclusions motivées, ainsi que l'art. 537, § 2, lui en donne le droit en matière ordinaire. Demiau-Crouzillac admettait l'affirmative, Pigeau, au contraire, n'admettait pas ce droit de réponse, disant que, suivant l'art. 405, on n'aurait pas eu ce droit pour la demande principale. Carré, qui cite ces opinions, ajoute : « Il est vrai que l'art. 75 du tarif taxe une requête en « réponse à celle dont nous parlons ; mais cet article « ne se rapporte évidemment qu'aux matières ordi- « naires ; ainsi, l'on doit s'en tenir, dans notre opinion, « à celles de Pigeau et Hautefeuille, mais en remar- « quant, comme nous l'avons fait sur la question « 1478, que la réponse n'est interdite qu'en ce sens « qu'elle ne passe point en taxe et qu'elle ne peut « retarder la procédure » (1). Dalloz (2) admet le même système, et après avoir posé en principe que l'exception apportée par l'art. 406, après les art. 337 et 339, est indispensable, puisque, pour pouvoir dis-

(1) Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. III, Quest. 1,479, p. 489. — Pigeau, *Comm^{re}*, t. I, p. 701. — Voir aussi les autres réformes indiquées en Chauveau, cit.

(2) Dall. Rép. V°, *Matières somm.*, n° 67 et les références y indiquées.

cuter l'incident et y statuer, il faut bien qu'il soit connu de la partie adverse, il ajoute : « Toutefois, « le défendeur, à ces sortes de demandes incidentes, « n'a pas le droit de répondre par de semblables « conclusions, si ce n'est dans les cas déterminés par « la loi ». Ce point nous semble également hors de toute discussion, en présence du texte précis de l'art. 406, qui ne saurait constituer la répétition de l'art. 337 ; mais, au contraire, dans lequel nous voyons que le législateur omet intentionnellement de répéter les termes qui constituent le deuxième paragraphe de ce dernier texte. La réponse à ces conclusions motivées, sera faite dans la plaidoirie, ainsi que le conclut Hautefeuille, cité par Carré.

SECTION II

Accélération de la marche du procès.

Il est essentiel que la procédure sommaire soit conduite plus rapidement que la procédure ordinaire. C'est à ce résultat qu'aboutit déjà la simplification des formalités que nous venons d'étudier dans la section précédente. Et nous avons posé en principe que la célérité de cette procédure est l'un de ses caractères les plus fondamentaux. C'est ainsi qu'il est assez juste de dire qu'elle est l'abrégé de celle que le législateur a établi pour les matières ordinaires.

La suppression de l'usage des requêtes en défense, et des délais qui les accompagnent abrège aussi en principe et d'une façon notable la procédure; en outre, cette célérité est, ou devrait être assurée, au moyen de mesures intérieures qui sont, d'ailleurs, prescrites par la loi : — La première, le bénéfice de dispense du tour de rôle ; — la seconde, la faculté pour ces affaires d'être jugées pendant le temps des vacances.

La dispense du tour de rôle est écrite implicitement dans l'article 24 du décret du 30 mars 1808, qui disposait : qu'une heure serait employée dans chaque audience ordinaire pour l'expédition des affaires sommaires. Ce texte est encore fortifié par l'article 66, qui énumère un certain nombre de causes sommaires à raison de l'urgence, qui sont formellement dispensées du rôle : « Les causes introduites par assignation à bref délai, celles pour déclinatoires, exceptions et

« règlements de procédure qui ne tiennent pas au fond,
« celles renvoyées à l'audience en état de référé, celles
« à fin de mise en liberté, de provision alimentaire, ou
« toutes autres de pareille urgence, seront appelées
« sur simples mémoires, pour être plaidées et jugées
« sans remise et sans tour de rôle ». Les auteurs
s'accordaient, en principe, pour attribuer cette dispense d'une façon générale à toutes les matières sommaires. Mais, dans la pratique, il en est différemment, et pour la plupart des tribunaux, ces prescriptions ne sont où ne peuvent être observées. Les affaires sommaires, en effet, composent la majeure partie du rôle; il est impossible d'en former un rôle à part, et surtout de leur réserver la première heure de l'audience, vu leur nombre, sous peine de voir reculer indéfiniment les causes ordinaires prêtes à être plaidées. On préfère, dans la pratique, dispenser toutes les causes sommaires du tour de rôle, sauf à les reporter à une date ultérieure, soit à la demande des parties, si celles-ci ne sont pas prêtes à conclure, soit d'office; de telle sorte que les affaires commencées, qu'elles soient ordinaires ou sommaires, et qui ont été reportées à une audience ultérieure, puissent avoir la priorité sur toutes les autres causes sommaires qui ne viennent pas encore en ordre de plaidoirie.

Ainsi, on doit reconnaître, comme le fait d'ailleurs Boncenne (1), que les prescriptions de l'article 24 du décret de 1808 sont devenues presque partout lettres

(1) Boncenne, *Op. cit.*, t. VI, p. 85.

mortes. Sauf en ce qui concerne les causes d'une extrême urgence, comme celles énumérées en l'art. 66 du même décret ; pour ces causes, elles doivent être jugées à l'audience où elles sont appelées, on les qualifie du nom d'expéditions ; il n'y peut être accordé de remise que dans des cas exceptionnels, encore ces remises ne peuvent être renouvelées. C'est le seul cas où la loi est à peu près respectée.

Pour les autres causes qui n'ont pas le caractère d'urgence, les tribunaux, le jour où elles sont appelées après le délai de citation échu, en prononcent la remise à une audience déterminée, pour laisser au défendeur, la faculté de prendre et signifier des conclusions ; elles sont susceptibles de subir ainsi plusieurs remises. D'ailleurs, cette réglementation du rôle des affaires sommaires est loin d'être uniforme ; elle varie suivant chaque tribunal. Ce qu'il importe de remarquer simplement, c'est qu'une cause sommaire, urgente ou non, lorsqu'elle se présente en état d'être plaidée, n'est pas soumise au tour de rôle et que si des remises sont accordées, elles ne doivent l'être qu'à jour fixe. (1).

Le second moyen d'accélération, c'est la possibilité d'être jugées pendant vacations. On appelle ainsi le temps des vacances judiciaires. Pendant cette période, le rôle des affaires ordinaires est suspendu, mais l'expédition des causes sommaires continue, — c'est à cause de ces affaires, quelles qu'elles soient, urgentes

(1) Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 730, n° 397.

ou non, que la chambre des vacations est constituée :
« La chambre des vacations est uniquement chargée
« des matières sommaires et de celles qui requièrent
« célérité », dit l'art. 44 du décret du 30 mars 1808.

Il en résulte que cette chambre des vacations est incompétente pour connaître de toute contestation non sommaire ; il a été jugé que cette incompétence est absolue et ne peut être couverte par les parties (1). Garsonnet fait observer en outre, que ces chambres de vacations ne sont incompétentes que *ratione personae*, à l'égard des affaires qui ne sont pas sommaires (2).

Il y avait autrefois, à ce point de vue, une importance plus grande encore à distinguer les matières sommaires en raison des dispositions du décret du 6 juillet 1810, art. 11, qui donnait au premier président, le pouvoir de faire un rôle des affaires sommaires et de les renvoyer à la chambre des appels correctionnels, laquelle était tenue de donner, pour leur expédition, au moins deux audiences par semaine, et pouvait en connaître au nombre de cinq juges, aux termes d'un avis du Conseil d'Etat du 10 janvier 1813. — Mais une ordonnance du 24 septembre 1828 a tari la source de difficultés nombreuses, en décidant (art. 1), que les chambres des appels de police correctionnelle pourraient connaître des causes civiles, tant

(1) Cass., 14 juillet 1830. — D. 31.1.15, et Nancy, 27 juillet 1838. D. 38.2.185.

(2) Garsonnet, *Op. et loc. cit.*

ordinaires que sommaires, et ne pourraient prononcer qu'au nombre de sept juges.

Telles sont les mesures d'ordre intérieur, qui accélèrent la marche de la procédure et permettent d'arriver plus vite au jugement ; il faut se rappeler d'autre part, la forme simplifiée des demandes incidentes, la faculté pour les avoués de plaider les incidents, les formes de l'enquête plus simple et plus rapide à l'étude de laquelle nous arrivons et l'on comprendra qu'on peut ainsi réaliser la célérité que comporte nécessairement l'instruction et l'information des causes sommaires.

CHAPITRE V

L'ENQUÊTE SOMMAIRE

Nous avons réservé pour être traitée dans un chapitre spécial, l'étude de l'enquête sommaire ; d'abord parce que l'enquête constitue le trait le plus caractéristique de cette procédure ; en second lieu, surtout, parce qu'elle détermine l'intérêt presque unique de la distinction entre les affaires sommaires et ordinaires :

Nous n'avons pas l'intention d'exagérer les différences qui existent entre l'enquête ordinaire et l'enquête sommaire : d'un mot, il est facile de caractériser l'une et l'autre ; nous dirons de l'enquête sommaire qu'elle est essentiellement orale, et qu'elle a lieu à l'audience même devant le tribunal entier, qu'ainsi elle revêt la même physionomie et les mêmes caractères que la procédure sommaire, dont elle est une des phases importantes ; tandis que l'enquête en matière ordinaire est une phase de l'instruction qui est exécutée hors de la présence du tribunal, devant un juge spécialement commis pour y procéder en la chambre des enquêtes, et en dresser un procès-verbal sur les termes duquel les plaideurs et les juges discuteront et jugeront à l'audience.

Pour présenter de la procédure de l'enquête sommaire un aperçu suffisant, nous ne pouvons, croyons-nous, mieux faire que de rappeler d'abord, dans une section préparatoire, les notions générales de l'enquête judiciaire, puis dans les sections suivantes, d'indiquer les caractères spéciaux de l'enquête sommaire, et la procédure qui lui est propre ; d'apprécier enfin, très rapidement la valeur intrinsèque de cette forme d'instruction.

SECTION I

Notions générales sur l'enquête judiciaire.

Pris au sens judiciaire, le mot enquête désigne l'instruction d'une affaire à l'aide de témoignages ; c'est le mode d'administrer en justice, la preuve par témoins, pour l'éclaircissement ou l'établissement d'un fait de nature à servir de base à une décision de justice. Elle a lieu en toutes matières, et devant toutes les juridictions, suivant des formes et des conditions que la loi détermine. Dans ce sens général, on l'oppose à l'enquête administrative qui est un moyen d'information, la recherche ordonnée ou pratiquée par les soins de l'autorité administrative, ou par une assemblée législative, dans un but d'intérêt général, économique ou social, politique ou parlementaire. C'est l'idée de ce rapport qu'exprime très bien Bonnier (1) en disant que « l'enquête est un moyen d'administrer une preuve par des témoignages réunis, ou d'obtenir des renseignements sur un point déterminé ».

L'enquête judiciaire a lieu, dans toutes les juridictions, soit criminelle, pour établir un crime, un délit, ou une contravention : c'est l'enquête pénale ; ou bien civile, pour établir des faits relatifs à la vie juridique des particuliers envisagés dans leurs rapports, soit entre eux, soit vis-à-vis des administrations de l'Etat : sous cette dernière face, l'enquête est dite civile, com-

(1) Bonnier, *Traité des Preuves*, n° 135.

merciale ou administrative, suivant les juridictions où elle est usitée. Nous laissons toutes ces variétés de côté et n'envisageons que l'enquête devant les tribunaux civils de première instance.

Si l'enquête est usitée devant toutes les juridictions et spécialement devant la juridiction de droit commun, elle n'est possible que dans les conditions et formes établies par la loi.

La première condition de possibilité de l'enquête, est la dénégation par l'adversaire des faits qu'on demande à prouver ; de plus, cette possibilité est encore subordonnée à celle de la preuve testimoniale elle-même ; elle ne peut avoir lieu que dans les cas où la loi autorise la preuve par témoins. La loi a quelquefois, en effet, juste sujet de proscrire ce mode d'information lorsque, par exemple, elle veut obliger les parties contractantes à passer un acte écrit de leurs conventions (c'est ainsi qu'en matière personnelle, la preuve par témoins n'est admise que jusqu'à 150 francs) ou lorsqu'elle veut attribuer à un acte juridique un caractère d'authenticité absolue. Le principe en est posé par l'article 1.341 du Code civil, et les exceptions dans les articles 1.347 et 1.348 du même Code. L'admissibilité de la preuve testimoniale, voilà la première condition.

A côté de cette condition relative à la nature des actes juridiques admis en preuve, il en existe une autre relative aux caractères spéciaux que doivent réunir les faits dont on demande à faire la preuve.

A ce titre, la demande d'enquête n'est recevable

qu'autant que les faits à prouver réunissent les deux conditions suivantes : qu'ils soient pertinents et concluants.

Qu'ils soient pertinents, c'est-à-dire, qu'ils aient un rapport direct et précis avec l'affaire en litige ; — concluants, c'est-à-dire de nature à justifier s'ils sont établis, le bien fondé de la demande ou du moyen de défense.

On comprend que ces conditions dépendent de l'appréciation des magistrats sollicités d'ordonner l'enquête. Leur pouvoir à ce point de vue est absolu, et s'ils reconnaissent que, parmi les faits articulés, aucun n'est susceptible de justifier la demande, ils sont souverains pour rejeter l'enquête sollicitée ; enfin, comme c'est là une question de pur fait, leur décision n'est pas susceptible d'un recours en cassation (1). Leur pouvoir discrétionnaire, en matière d'enquête, va même plus loin, et ils sont libres d'ordonner cette information même d'office aux termes de l'art. 254, sous la seule condition de se conformer à la loi. Enfin, si les faits invoqués lui paraissent manquer de vraisemblance, le tribunal est encore libre de rejeter purement et simplement la demande d'enquête, encore qu'elle réunisse toutes les conditions requises par l'art. 253, et il en est de même s'il estime que les éléments de la cause sont suffisants pour éclairer sa religion (2).

(1) Rousseau et Laisné, *Op. cit.*, t. IV, V^o, enquête nos 12 et 13 (à moins, toutefois, que la décision ne soit basée sur des motifs de droit).

(2) Rousseau et Laisné, *Op. et loc. cit.*, nos 23 et suivants.

La loi n'établit pas seulement des règles relativement à l'admission de la preuve par voie d'enquête ; elle subordonne encore le mode même de procéder à certaines conditions et formes, qui s'imposent devant toutes les juridictions et en toutes matières. Ces conditions ont trait en premier lieu, à la personne auteur du témoignage : au témoin. Ce dernier doit réunir certains éléments de crédibilité : une capacité. La loi n'admet pas le témoignage de n'importe quelle personne ; — ainsi, sont incapables de témoigner en justice, tous ceux dont le témoignage est à bon droit suspect : les indignes, à raison de condamnations correctionnelles ; les incapables, à raison de l'âge, tels que mineurs au-dessous de 15 ans, l'incapacité à raison de la parenté ou alliance.

De plus, il est un certain nombre de témoins qui sont capables de témoigner, mais dont le témoignage est écarté ou reproché : soit à raison des relations qui existent entre la partie et le témoin (parents ou alliés ou héritier présomptif, maîtres et serviteurs), soit à raison de condamnation pour vol ou d'inculpation criminelle. En exigeant que le témoin ne soit ni incapable, ni reprochable, la loi assure à l'enquête une garantie raisonnable et, par contre, une plus grande valeur morale.

Elle exige, en outre, le respect de certaines formes et garanties qu'elle apporte à la réception du témoignage oral. C'est ainsi qu'elle assure la liberté du témoignage, sa spontanéité, des garanties de sincérité par la prestation du serment ; qu'elle exige la présence

des parties ; qu'elle veut que l'audition des témoins n'ait lieu que successivement et séparément ; qu'elle proclame enfin, et suppose la possibilité de la contre enquête.

Quant à la réalité des formes, nous l'avons déjà signalée : le témoignage oral est reçu en deux formes différentes : 1^o dans une forme exclusivement orale et publique qui est l'enquête sommaire ; 2^o dans une forme secrète et constatée par écrit, qui est l'enquête ordinaire.

La loi exige en outre, que la preuve testimoniale soit demandée, administrée et constatée dans des formes précises et déterminées ; elle assure cette précision au moyen de formalités et de délais, dont l'accomplissement est sanctionné par des nullités, et qui constituent toute une procédure : la procédure de l'enquête. Cette procédure revêt ainsi un caractère et des formes différentes, suivant qu'elle a lieu en matière ordinaire ou en matière sommaire.

Malgré ces conditions de recevabilité de la preuve testimoniale, malgré ces formes et garanties dont l'entoure la loi, ce mode de preuve est loin d'être parfait, et le législateur lui-même ne l'a pas considéré comme absolument sûr. La valeur morale du témoignage en général, considéré comme élément de certitude, est toute relative ; car il est fragile, émanant des hommes, c'est-à-dire, d'êtres exposés aux incertitudes, aux erreurs, aux fluctuations des circonstances et aux influences des passions humaines. Un législateur soucieux de fournir à la justice des moyens d'information

solides, ne saurait donc trop tabler sur ce mode imparfait et incertain qu'est la preuve par le témoignage; il a juste sujet, au contraire, de le considérer comme dangereux et de n'en recommander l'usage que dans des formes restreintes et raisonnables. Toutefois, on est bien obligé de reconnaître que l'application en est des plus courantes, et que c'est le mode d'information auquel on a le plus fréquemment recours, justement parce qu'il est plus à la portée de tous. C'est pourtant avec le sentiment que nous venons d'exprimer, que le législateur le considère; il n'admet la preuve testimoniale qu'avec une certaine défiance, qui explique la minutie des détails que l'on relève dans la procédure de l'enquête; c'est ce qui explique encore tout le système de reproches et d'incapacités édictées contre nombre de témoins; c'est ce qui explique enfin la limitation à une certaine quantité de cas restreints dans leur nombre et leur importance, de l'applicabilité de ce mode de preuve.

Ces principes donnés vont éclairer le reste de notre étude sur l'enquête sommaire, sa physionomie générale, les caractères de cette forme d'enquête et sa procédure.

SECTION II

Caractère spécial de l'enquête sommaire.

Les notions générales, sur l'enquête judiciaire que nous venons d'examiner brièvement, reçoivent leur application aussi bien en matière sommaire qu'en matière ordinaire ; par conséquent, les conditions d'admissibilité de la preuve par témoins, et les garanties apportées par la loi dans la manifestation du témoignage se retrouvent toujours ici. Et si la loi, dans l'une et l'autre espèce, exige l'accomplissement de formalités déterminées sous une sanction sévère, la différence n'apparaît entre les unes et les autres affaires qu'au point de vue de la nature de ces formes.

C'est à ce point de vue, que se pose pour nous la nécessité d'indiquer quels sont les caractères propres de l'enquête sommaire.

A la différence de l'enquête ordinaire, qui est reçue par les soins d'un juge unique, commis par le tribunal à cet effet, et qui a lieu à huis clos, l'enquête sommaire a lieu au grand jour de l'audience publique, devant même le tribunal tout entier. Ce mode d'enquête, on le voit, est essentiellement différent du mode usité en matière ordinaire. En effet, le tribunal voit et entend, *proprio sensibus*, le témoin qui dépose, recueille ses expressions, a sous les yeux les attitudes, la physionomie générale et les gestes, tout ce qui constitue la

personnalité extérieure du témoin ; le tribunal est encore à même de se rendre un compte absolument exact des paroles du témoin, des réticences, et même des sentiments qui peuvent animer sa déposition ; il possède ainsi les éléments du témoignage dans leur intégralité, et peut en apprécier le degré de sincérité, la valeur intrinsèque.

Au contraire, dans l'enquête ordinaire, le tribunal ne voit ni n'entend le témoin, il ne connaît son témoignage qu'à travers le procès-verbal qui en a été rédigé en la salle des enquêtes par le greffier sur la dictée du juge commissaire. Ce procès-verbal donne bien, il est vrai, le sens général, la physionomie, l'essentiel du témoignage produit, mais il est bien rare qu'il reproduise strictement les paroles mêmes employées par le témoin ; en tous les cas, ce qu'il ne reflète point, c'est l'impression qui ressort de l'audition même de ce témoin.

Une conséquence de ce caractère essentiel de l'enquête sommaire, c'est de ne pas exiger en principe la rédaction d'un procès-verbal, et c'est peut-être bien là la véritable cause de la différence des formes entre les deux modes d'enquête, car en exigeant que les témoins viennent déposer à l'audience devant le tribunal entier, qui va statuer tout de suite après l'enquête, et comme sous l'impression encore des témoignages fournis, le législateur a bien eu en vue, une économie de frais réalisée par la suppression du procès-verbal d'enquête : toutefois, il ne faut pas absolument compter sur cette raison, car il est des cas où la

loi exige même d'une enquête à l'audience, la rédaction d'un procès-verbal. C'est lorsque l'affaire est susceptible d'être portée en appel, car ici, il est de toute nécessité que les juges du second degré puissent se prononcer en connaissance de cause, c'est-à-dire d'après les données de l'enquête.

Néanmoins, sous réserve de ce cas particulier, motivé par un intérêt supérieur ; il nous paraît juste d'affirmer que la loi prescrit ce mode spécial d'information à l'audience dans le but d'éviter aux parties, les frais de rédaction du procès-verbal. Ainsi entendue, cette particularité de l'enquête sommaire, la rendrait moins coûteuse.

Le principe d'après lequel l'enquête a lieu à l'audience, entraîne encore deux autres conséquences d'un caractère plus particulier.

La première, c'est la nécessité pour le tribunal de ne pas procéder à l'audition d'un témoin qui fait l'objet d'un reproche de la part d'une des parties ; sous peine de violer la règle posée dans l'article 291. Cet article défend, en effet, de lire à l'audience les dépositions des témoins dont le reproche est admis. Cette règle se justifie assez de l'inconvénient qu'il y aurait à ce que le tribunal en eut connaissance et put être influencé par ce témoignage reproché. En matière d'enquête, hors l'audience, la déposition du témoin reproché est provisoirement reçue pour servir en cas de besoin et après qu'il aura été statué sur le motif de reproche, mais ici, le tribunal ne peut user de la même facilité, car la raison n'est plus la même de le

faire, puisque c'est lui qui doit statuer sur le reproche avant l'audition. (1).

La seconde conséquence ne se produit également que dans un cas particulier ; celui où la composition du tribunal est modifiée au cours des opérations de l'enquête ou avant le jugement définitif ; par exemple, lorsqu'un des juges se trouve dans l'impossibilité d'assister à la fin de l'enquête, ou lorsque l'affaire ayant été remise à une audience ultérieure pour être plaidée, il est obligé de se faire remplacer par un collègue. Il est de principe qu'en pareille occurrence, on se trouve dans la nécessité de recommencer l'enquête, pour le juge commis en remplacement de celui qui est empêché, lorsque, d'ailleurs, il n'a pas assisté à la première audition des témoins. C'est encore la stricte application de la règle qui veut que les juges appelés à statuer aient entièrement assisté à l'instruction et aux débats de l'instance, afin de pouvoir juger en pleine connaissance de cause.

Nous devons signaler en passant un cas dans lequel, par dérogation à notre principe, l'enquête sommaire n'a pas lieu à l'audience ; c'est le cas où soit un, soit plusieurs témoins se trouvent trop éloignés ou dans l'impossibilité d'être entendus à l'audience ; dans ce cas particulier, le tribunal envoie commission rogatoire au tribunal de leur résidence ; celui-ci nomme un des juges du siège pour recevoir les dépositions de ces témoins et en dresser procès-verbal ; — remar-

(1) Cass., 24 juillet 1853. — D. 53.1.31.

quons cependant que ce n'est là qu'une exception dont l'application, par suite, doit être restreinte au seul cas où les juges sont dans la nécessité de l'ordonner et qu'autant que les conditions et circonstances qui permettent d'en faire emploi sont constatées. Et ce sera un devoir pour le tribunal de l'exprimer formellement (1). Il ne peut pas être possible, en effet, par ce moyen, d'éluder l'application du principe et d'arriver à ce résultat que ce n'est plus une enquête sommaire, mais une véritable enquête ordinaire, hors l'audience, qui est pratiquée. Ainsi, il n'y a plus d'enquête sur les lieux litigieux par devant un juge commissaire (2). Mais ce mode de procédure n'est pas interdit au tribunal lui-même, sous la condition que tous ses membres seront présents à l'enquête et que les lieux litigieux [seront compris dans les limites de la compétence territoriale.

Le principe de l'article 407 s'impose absolument et doit comporter une sanction ; mais quelle sanction ? Il est bon de remarquer d'abord le silence de la loi sur ce point. Si l'art. 407 est conçu en termes impératifs, il n'en est pas moins vrai qu'aucune nullité n'est formellement prononcée. Doit-on néanmoins décider qu'un jugement qui y a contrevenu, est entaché de nullité ? C'est l'opinion généralement admise en

(1) Cass., 4 juillet 1893. — D. 94.1.37.

(2) Cass., 13 juin 1834. S. 34.1.421. — 29 décembre 1851. D. 52.1.154. — 14 décembre 1881. D. 84.5.212. — 30 Mars 1885, S. 86.1.159, et D. 88.1.211.

doctrine que nous nous trouvons ici en présence d'une règle supérieure qui tient à l'ordre même des juridictions et qui appelle nécessairement la sanction de la nullité ; Carre estime cependant « que cette nullité n'étant point contenue dans les termes de l'art. 407, il faudrait pour qu'on put suppléer cette peine que l'audition des témoins devant un juge commissaire eut causé un préjudice aux parties sur le fond même de l'affaire ; or, peuvent-elles, ajoute cet auteur, se plaindre sous ce rapport ? Évidemment non ! Chacune d'elles aura joui d'un mode de procéder, qui lui aura plus garanti ses droits que la marche exceptionnelle autorisée pour les enquêtes sommaires, ce sera bien le cas de dire : *quod abundat non vitiat*. Une augmentation de frais en résultera il est vrai ; mais cet inconvénient ne touchera pas au fond même de leur contestation, et ne nous paraît pas susceptible de vicier le jugement qui la terminera ».

Cette appréciation ne nous paraît pas admissible, car, d'une part, il n'est pas incontestable que la forme ordinaire assure plus de garantie aux plaideurs ; et, d'autre part, décider que l'augmentation des frais importe peu, c'est méconnaître, croyons-nous, l'intention du législateur dans l'établissement de ce mode spécial, mesure de faveur destinée surtout, nous l'avons dit, à diminuer la charge des frais dans les instances sommaires.

La jurisprudence, n'a cependant consacré que le système d'une nullité relative, susceptible d'être cou-

verte par le fait des parties. La Cour suprême et la jurisprudence des cours, ont ainsi jugé : qu'il y avait nullité du jugement (1) lorsqu'au lieu d'ordonner l'enquête à l'audience, le tribunal, l'avait renvoyée devant un juge commissaire spécialement commis, même pour enquête sur les lieux litigieux (2) ; mais, qu'en tous cas, la partie qui n'a pas attaqué le jugement nommant un juge commissaire est non recevable, à demander pour la première fois en Cassation la nullité de l'enquête, sous prétexte quelle aurait dû être faite à l'audience (3) ; et de même l'exécution volontaire, sans protestation ni réserve, d'un jugement interlocutoire ordonnant une enquête non à l'audience, mais devant un juge commissaire, dans la forme d'enquête ordinaire, rend la partie non recevable à en demander la Cassation (4) ; enfin, cette exécution volontaire qui couvre la nullité résulte suffisamment de ce que les parties ont fait entendre des témoins ou assisté à leur audition ; et dans ce dernier cas, il n'importe que des réserves d'appel sans précision d'aucun motif ou grief

(1) Cass., 1^{er} décembre 1880. D. 81.1.121. — 13 avril 1886. D. 86.1.192. — Cass., 4 juillet 1893. D. 94.1.37. — Limoges, 24 février 1894. *Gaz. Pal.*, 94.1.739. — Cass., 29 décembre 1897, — Pand, chron., 98.1.128.

(2) Cass., 30 mars 1885. cité p. 157, note 2.

(3) Bruxelles, 1^{er} juillet, 1835. Pasierisie belge, 1835, p. 267. — Cass., 27 mai 1839. D. 39.1.226.

(4) Cass., 30 mars 1885. D. 86.1.211. — Lyon, 19 mai, 1886. — Rousseau et Laisné, Rec. 1887, p. 512. — Bordeaux, 21 mai 1886. *Journ. de Bordeaux*, 1886, 1.367. — Cass., 3 mai 1887. D. 87.1.491.

aient été formulées au cours de l'enquête par le défendeur qui a produit ses témoins et reproché ceux de son adversaire (1) ; tout au contraire, la nullité sera couverte par la comparution de la partie si cette partie avait fait des réserves formelles avant d'assister à l'enquête (2).

Ajoutons que l'enquête sommaire présente ce caractère que les juges y ont une certaine latitude. En effet, les articles 407 et suivants ne reproduisent pas les dispositions relatives aux délais dans lesquels l'enquête ordinaire doit être commencée et terminée ; et l'observation de ces délais serait d'ailleurs incompatible avec les formes libres de l'enquête sommaire. Le tribunal ne doit entendre que des témoins capables et exempts de reproches, mais il les entend comme il veut et dans les conditions qu'il juge les meilleures pour faire prompte et bonne justice ; il fixe lui-même le jour où les témoins seront entendus ; si les parties demandent un jour plus éloigné, il a un pouvoir discrétionnaire pour accueillir la demande ou la rejeter ; il peut même réouvrir d'office l'enquête, si cette mesure lui paraît susceptible d'amener une manifestation plus complète de la vérité.

(1) Cass., 29 décembre 1881. D. 81.1.122 (note). — 2 février 1885. D. 85.1.439.

(2) Cass., 29 décembre 1881, précité. — 27 avril 1864, S. 64.1.352. — 3 mai 1887. D. 87.1.491.

SECTION III

Procédure de l'enquête sommaire.

Il nous reste à faire connaître les détails de la procédure de l'enquête. Cette procédure se divise en trois phases principales : la première aboutit au jugement qui ordonne l'enquête ; la seconde est une période de préparation de l'enquête, elle se place entre le jugement interlocutoire qui l'ordonne, et l'audition des témoins ; la troisième phase est celle de l'enquête proprement dite : l'audition des témoins ; nous faisons de ces trois phases l'objet de trois paragraphes. Nous y ajouterons un quatrième paragraphe sur la prorogation d'enquête, ce qui complétera l'ensemble de cet exposé.

§ 1. — *Demande d'enquête.*

L'enquête n'a pas lieu de plein droit ; c'est-à-dire, il est nécessaire qu'elle soit ordonnée par un jugement. Les tribunaux ordonnent cette mesure d'instruction dans deux cas : 1^o lorsque les parties la sollicitent, et à condition que les faits allégués soient pertinents et concluants, et 2^o d'office, lorsqu'ils jugent que leur religion est insuffisamment éclairée, et qu'il leur paraît utile d'obtenir la preuve des faits qui semblent concluants, sauf dans les cas où la loi interdit la preuve par témoins.

En matière ordinaire comme en matière sommaire, cette demande est contenue dans l'acte des conclu-

sions ; l'offre de preuve doit être appuyé d'une articulation précise ; en matière ordinaire la même articulation doit être reproduite dans le jugement qui ordonne l'enquête ; au contraire en matière sommaire, il n'est pas nécessaire que cette articulation soit ainsi contenue dans le jugement.

ARTICULATION. — Ici, c'est le principe de l'article 252 qui domine la matière ; les faits doivent être articulés, dit ce texte, et cette articulation s'entend de l'énonciation en termes précis, des faits l'un après l'autre, article par article ; la précision devient une nécessité absolue, car la preuve contraire étant de droit réservée à l'autre partie, cette preuve contraire n'est possible qu'en face d'une précision absolue de l'articulation. Aussi le tribunal doit-il refuser l'enquête sollicitée, lorsque le manque de précision des faits articulés met le défendeur dans l'impossibilité de faire la preuve contraire ; on l'a jugé à différentes reprises (1).

On ne peut mieux préciser qu'en exposant les faits avec les circonstances qui en fixent l'époque, le lieu et les principaux détails. A cette règle, il n'y a d'exception que dans le cas où l'on se trouve, à raison des circonstances, dans l'impossibilité de préciser, soit que le fait en lui-même est de nature à ne pouvoir être précisé, soit que par la faute ou le fait de l'adversaire cette précision est devenue impossible à faire.

Le second caractère que doit revêtir l'articulation

(1) Toulouse, 27 août 1883. — *Gaz. Pal.*, 83.2.453, 2^e partie. — Lyon, 10 décembre 1893. D. 93.2.197. — Besançon, 2 décembre 1896. D. 97.2.25.

exigée par l'article 252, c'est d'être succincte; le fait est précisé et présenté sans commentaire, sans appréciation, ni développement, il ne faut donc pas l'entourer d'une argumentation ou d'un raisonnement; en un mot, le fait articulé doit se présenter dégagé du moyen de droit qui en sera tiré.

L'articulation des faits à prouver, ainsi comprise, ne supporte d'ailleurs aucune limitation quant au nombre des faits allégués; les parties sont ainsi juges du sens à donner à la demande d'articulation et des proportions à donner à l'enquête à ce point de vue. Les juges ont seulement le pouvoir d'examiner la valeur probante de cette articulation, et de la rejeter si elle leur paraît encore insuffisamment précisée.

Nous avons dit, tout à l'heure, que la preuve contraire est de droit réservée à l'autre partie, il en résulte que l'articulation n'a pas besoin d'en être présentée, puisque les faits qui composent la contre-enquête sont contraires à ceux de l'enquête; il en résulte encore que la contre-enquête ne peut s'étendre de plein droit aux faits qui sont complètement différents de ceux ordonnés dans l'enquête et que, dans ce second cas, l'articulation des faits de la contre-enquête redevient nécessaire.

L'articulation dont nous parlons n'a pas lieu lorsque le tribunal ordonne l'enquête d'office, et nous avons dit qu'il jouit, à ce point de vue, d'un pouvoir discrétionnaire, tant que les faits sont admissibles, et que la loi n'en défend pas la constatation; cette mesure est possible, même pour compléter une enquête déjà sollicitée par les parties.

En matière sommaire, les parties sont dispensées de faire l'articulation dont nous parlons ; l'article 407 déclare en effet, en parlant des faits de l'enquête, qu'il « n'est pas besoin de les articuler préalablement », il est bon de préciser ce qu'entend la loi par cette dispense. Ce dont les parties sont dispensées, c'est à proprement parler de la précision des faits articulés, telle qu'elle est exigée ; nous venons de le voir en matière ordinaire ; — mais il est clair qu'on ne peut dispenser les parties d'en faire tout au moins l'indication pour qu'on sache sur quoi doit porter l'enquête. De plus, cette dispense signifie qu'il n'est pas nécessaire, au cas où la partie ferait quand même une articulation, que celle-ci soit contenue dans un acte de conclusions, comme il est prescrit à l'article 252 : en matière sommaire, l'articulation peut être faite seulement à l'audience, au moyen de conclusions verbales ou écrites, et l'avversaire n'est pas tenu de les dénier par un acte semblable, dans le délai de trois jours imparti en matière ordinaire, et sous les peines édictées par l'article 252. Mais naturellement, même dans cette hypothèse, les juges ont le même pouvoir d'appréciation ; il suffit qu'ils soient à même de se rendre compte de la question de savoir si les faits sont admissibles, pertinents et concluants.

JUGEMENT ORDONNANT ENQUÊTE. — Le même article 407 décide que l'articulation ne devra pas être nécessairement reproduite dans le jugement. Les juges auront encore un pouvoir très étendu ; il pourront comme en matière ordinaire ordonner l'enquête d'office

et, par là même, il pourront faire porter l'enquête sur des faits qui n'auront pas été articulés par les parties.

La question se pose alors de savoir ce que doit contenir le jugement ordonnant l'enquête en matière sommaire ? Il doit contenir d'abord l'indication des faits sans les articuler, car il faut qu'ils soient portés à la connaissance de la partie qui est appelée à les dénier et à en fournir la preuve contraire (1) et cette indication est prescrite à peine de nullité.

Il a été ainsi jugé que l'offre de fournir une preuve, faite lors des plaidoiries, peut, surtout en matière sommaire, n'être pas signifiée par écrit ou acte déposé, il suffit que le jugement énonce le fait invoqué et contienne une décision sur le mérite de la preuve offerte (2) ; il a été jugé encore que cette énonciation est d'autant plus nécessaire que l'articulation peut avoir été faite verbalement et que cette énonciation des faits doit se trouver dans le motif ou le dispositif du jugement (3). En outre, le jugement qui ordonne l'enquête doit fixer l'audience à laquelle doit avoir lieu l'audition des témoins, c'est-à-dire les jours et heures où le tribunal entendra leur déposition.

L'omission de cette disposition du jugement entraînerait-elle alors forcément, la nullité du jugement ? Non, sans doute, il suffirait de faire ordonner cette fixation par un second jugement — et les juges

(1) Cass., 25 avril 1876. D. 76.1.256.

(2) Cass., 5 juillet 1843. D. 44.1.409.

(3) Orléans, 23 novembre 1881. D. 82.2.241.

ont toute liberté d'opérer cette fixation comme ils l'entendent, quitte à pouvoir prolonger ces délais et l'enquête elle-même en cas de besoin, ou fixer à nouveau une date par un second jugement soit à la demande des parties, soit même d'office en dehors de toute prorogation.

§ II — Préparation de l'enquête

Le premier acte de préparation de l'enquête, paraît être la signification du jugement qui l'ordonne; mais, cette règle qui est absolue pour les matières ordinaires et si nécessaire, que la date de cette formalité sert de point de départ des autres délais, est-elle encore aussi absolue en principe dans les matières sommaires? Les auteurs sont d'accord pour reconnaître que cette signification sera nécessaire, lorsque le jugement aura été rendu par défaut; mais, en matière de jugements contradictoires, cet accord cesse d'être aussi unanime.

Un certain nombre d'auteurs prétendent que cette signification n'est pas nécessaire lorsque le jugement est contradictoire. Carré et Chauveau soutiennent notamment cette opinion empruntée à Pigeau, et à une certaine jurisprudence (1). Ils s'appuient sur ce motif qu'une pareille signification serait contraire à l'esprit du titre des matières sommaires; par cette autre raison encore, que l'article 413 n'établit aucune distinction à

(1) Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. III, tit. XXIV, quest. 1, 481 bis, p. 491. — Pigeau, *Comm^{re}*, t. I, p. 702. — Bioche, *Op. cit.*, V^o, *Matières sommaires*, n^o 654.

cet égard et ne range pas cette formalité aux nombres de celles énumérées, comme devant être respectées et accomplies même en matière sommaire; enfin, par cette dernière raison qu'elle est inutile, eu égard à ce fait que le jugement fixant lui-même la date de l'enquête, le délai court naturellement à partir de sa prononciation et non de sa signification. La jurisprudence s'est également fréquemment prononcée dans ce sens; un arrêt de Bordeaux du 11 février 1859, reprend ainsi dans une de ses dispositions la même argumentation :

« Attendu que de la combinaison des articles 407 et
« 413 C. pr. civ., il résulte que le jugement qui ordonne
« l'enquête en matière sommaire et de commerce, ne
« doit pas être signifié comme en matière ordinaire ;
« que la loi ne fait aucune mention de l'accomplisse-
« ment préalable de cette formalité, et qu'elle la rem-
« place, au contraire, par la fixation des jour et heure
« où les témoins doivent être entendus à l'audience,
« faite dans le jugement lui-même ; que cette suppres-
« sion de la signification, devenue ainsi inutile,
« s'explique par le double motif de la célérité dans la
« marche, de l'économie dans les frais, et que ce qui
« lève tout espèce de doute à cet égard, c'est l'omis-
« sion de la signification du jugement qui a ordonné
« l'enquête, parmi les dispositions que l'article 413 a
« limitativement rendues communes aux enquêtes
« sommaires et aux enquêtes ordinaires » (1).

(1) Cass., 22 décembre 1840. D. 41.1.55. — Bordeaux, 11 février 1859, S. 59.2.421.

Il est cependant d'autres cours, notamment celle de Caen, dans un arrêt de la même époque (3 septembre 1859), qui enseignent au contraire, la nécessité de la signification préalable du jugement d'enquête, comme constituant la mise en demeure nécessaire pour faire courir le délai de l'enquête, et de fait, ce jugement est ordinairement signifié; d'après la Cour de Caen, cette formalité serait prescrite à peine de nullité.

La seconde formalité à remplir préalablement à l'enquête, c'est l'assignation aux témoins. On se reporte pour cette formalité, purement et simplement, à ce qui est ordonné pour les matières ordinaires. Il suffit donc de se reporter aux formes et conditions édictées pour les matières ordinaires. Ainsi, l'assignation sera délivrée par exploit, à personne ou à domicile. Mais l'article 408 prescrit que les témoins seront assignés un jour au moins avant celui de leur audition. La question du délai de l'enquête et du délai d'assignation des témoins présente donc ici un certain intérêt.

En premier lieu, disons que la fixation du délai de l'enquête appartient à la souveraine appréciation des juges, qui ne sont pas obligés de respecter les règles portées par le Code de procédure en matière ordinaire dans la fixation du délai, soit pour commencer, soit pour parachever l'enquête. Ce délai partira donc en principe du jour du jugement. On n'est pas tenu de commencer et de finir l'enquête dans les délais fixés par les articles 257 et 278.

On remarquera, en second lieu, que le délai imparti au témoin pour comparaître est assez restreint; il importe que le témoin soit assigné au dernier moment afin qu'il ait le moins de temps possible pour préparer sa déposition; on espère obtenir ainsi de lui une réponse plus spontanée, non préparée, et par conséquent, plus sincère. Observons même, en passant, avec Garsonnet, que cette sincérité eut été encore mieux garantie, en ne délivrant point au témoin, en tête de la copie d'assignation qui lui est laissée, l'extrait du dispositif du jugement qui contient l'appointé de preuve, ainsi que cela se pratique en matière ordinaire; lui indiquer les faits à prouver semble en effet dangereux car, ajoute l'éminent auteur, « il peut s'en servir pour préparer
« des dépositions tendancieuses, et le Tribunal était
« dans le vrai en demandant la suppression » (1).

Il reste à préciser une autre difficulté qui a été bien mise en lumière par Carré et Chauveau, et qui est ainsi exprimée dans la question 1482 de l'ouvrage (2). La disposition de l'article 408, qui prescrit d'assigner les témoins au moins un jour avant leur audition, est-elle édictée à peine de nullité; et d'autre part, le jour dont il est question est-il franc, et ne peut-il être augmenté à raison des distances. Nous pensons, disent ces auteurs, que le législateur a entendu prescrire, à peine de nullité, l'observation de l'article dont s'agit; autrement, l'enquête pourrait n'avoir pas lieu au jour

(1) Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 735.

(2) *Op. cit.*, t. III, p. 491.

fixé par le jugement : or, elle ne peut être faite un autre jour qu'autant que le tribunal aurait accordé une prorogation. Ils ajoutent : il faut remarquer, en outre, que le jour dont il est parlé en cet article est franc, en sorte que les témoins doivent être assignés la veille de l'audition au plus tard, et non pas la veille seulement. Les assigner la veille ne serait pas les assigner un jour avant leur audition, comme le veut l'article 408 (1). Il est évident aussi, que si les témoins sont domiciliés à une distance de plus de trois myriamètres, il faudra suivre les dispositions de l'article 260 et leur accorder l'augmentation de délai que cet article détermine. Cette opinion est également adoptée par la majorité des auteurs (2).

Enfin, on peut se demander s'il est nécessaire encore ici de faire au défendeur la dénonciation du nom des témoins, avec sommation d'assister si bon lui semble à leur audition. Cette formalité n'est pas au nombre de celles énumérées en l'art. 413; et ni l'art. 407 ni les suivants ne reproduisent l'art. 261, qui prescrit à peine de nullité en matière ordinaire, d'assigner ainsi le défendeur à l'enquête, à l'effet de s'y présenter. Les auteurs estiment en général que cette assignation n'est pas exigée, mais que, néanmoins il est nécessaire de signifier à l'adversaire les noms des témoins qui seront entendus contre lui avec un avertissement dans une forme quelconque, destiné à

(1) Cass., 25 juin 1839. Dall. Rép. V^o, enquête, n^o 613.

(2) Rousseau et Laisné, *Op. cit.*, V^o, cit. n^{os} 464, 465, p. 179. — Pigeau, *Comm^{re}*, t. I, p. 285. — Garsonnet, *Op. cit.*, t. II, p. 734.

lui faire connaître les jours et heures de l'audition, afin qu'il puisse y assister si bon lui semble ; et ce droit d'assister à l'audition des témoins est évident, car s'il existe en matière d'enquête secrète, combien il apparaît plus justifié dans une enquête publique (1).

§ III — *Audition des témoins. — Rédaction
du procès-verbal*

L'enquête sommaire, l'audition des témoins a lieu, nous l'avons déjà dit, à l'audience et devant tout le tribunal. Il n'est plus nécessaire de revenir sur les explications déjà fournies et relatives à cette particularité de la procédure sommaire ; il nous reste à indiquer les principales formes de la réception du témoignage à l'audience (audition proprement dite des témoins) et le mode de constatation de leurs dépositions.

A. — AUDITION DES TÉMOINS. — Les formes extérieures de l'audition des témoins ne sont pas différentes de celles usitées en matière ordinaire.

Les conditions intrinsèques à remplir chez le témoin sont les mêmes que dans les autres enquêtes hors l'audience. — Les témoins doivent remplir les mêmes conditions de capacité et sont soumis aux mêmes causes de reproche (2). Sur ce point, pas de distinction à établir.

(1) Trib. civ. de Rochechouart, 30 mars 1900. — *Gaz. Pal.*, 1900.1.675.

(2) Angers, 12 décembre 1882. *Dall. Rép.* V^o, enquête n^o 180, note 1. — Cass., 5 novembre 1878. S. 79.1.468.

Rappelons toutefois cette différence, que si la matière n'est pas sujette à l'appel, le témoin reproché ne doit pas être entendu, certains auteurs et certains arrêts ont même décidé qu'il ne serait jamais entendu avant qu'il ait été statué sur le reproche, dans le cas où l'affaire serait susceptible d'appel (1), question déjà étudiée (2).

Les témoins doivent être entendus séparément. Il y a là une formalité suffisamment justifiée par l'intérêt de l'enquête. Il importe que les témoins ne puissent parvenir à établir un concert entre eux, au sujet de leurs dépositions, ou à s'influencer les uns les autres. La clarté, la simplicité, la rapidité et surtout la sincérité de leurs dépositions dépendent de cette formalité indispensable. Les tribunaux se sont conformés à cette condition, qui n'est formellement exigée que dans l'art. 36 du Code de procédure, pour les enquêtes qui ont lieu devant le juge de paix ; en l'absence de texte l'étendant à toutes les autres juridictions, l'accomplissement de cette formalité reste donc sans sanction. Cette sanction serait la nullité et sans texte on ne peut l'appliquer.

Nous retrouvons aussi en cette matière, comme dans toute enquête judiciaire, la nécessité de la prestation du serment préalablement à l'audition. Et le serment est d'autant plus utile ici qu'il revêtira une

(1) Voy. Bonnier, *Traité des Preuves*, n° 851, et Cass., 8 novembre 1880, S. 81.1.52.

(2) *Supra*, p. 155.

forme plus solennelle, étant prêté à la face du tribunal, au milieu de l'apparat judiciaire. Cette formalité est si essentielle que sans elle, le juge ne peut fonder nulle confiance sur la déposition. La Cour de Cassation a plusieurs fois annulé des jugements de tribunaux et notamment de tribunaux de commerce, fondés sur des dépositions faites sans serment (1).

De même, en matière sommaire, le témoin doit déposer oralement sans faire usage de projet écrit. Le président l'interroge et doit lui faire préciser tous les points utiles, il peut également confronter plusieurs témoins pour arriver à une plus complète manifestation de la vérité.

Les parties qui assistent à l'enquête, dans la personne de leurs mandataires ou représentants, ont la faculté de faire interpellier les témoins par le président, de faire poser des questions ; dans ce cas, le président reste juge de l'opportunité des questions et c'est lui qui a, en tous cas, la direction de l'enquête, c'est lui qui en a également la police et qui statue sur les amendes dont sont passibles les témoins défaillants, — car cette particularité reste ici applicable aux termes de l'article 413 ; enfin, c'est encore le président qui est juge des demandes de taxes faites par les témoins et du montant à allouer, dans les termes du tarif. — On voit qu'en cette matière les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire appréciable : « Le tribunal, » dit M. Garsonnet, entend les témoins comme il le

(1) Voy. notamment Cass., 15 juillet 1901. D. 1901, 1.328.

« veut et dans les conditions qu'il juge les meilleures
« pour faire prompte et bonne justice ».

Les incidents de procédure soulevés au cours d'une enquête sommaire ne sont assujettis, d'ailleurs, à aucune forme particulière et peuvent être soulevés oralement ou par conclusions déposées.

B. — CONSTATATION DES DÉPOSITIONS. — Nous avons à expliquer ici les deux textes formels relatifs au mode de constatation des dépositions des témoins : les articles 410 et 411 qui prévoient deux cas différents.

1^{er} CAS. — Le jugement ou l'affaire n'est pas susceptible d'appel ; c'est le cas d'application de l'article 410 : « Lorsque le jugement ne sera pas suscep-
« tible d'appel, il ne sera point dressé procès-verbal
« de l'enquête ; il sera seulement fait mention dans le
« jugement des noms des témoins, et du résultat de
« leurs dépositions ».

Dans ce premier cas, il n'y a donc pas lieu de rédiger un procès-verbal complet des dépositions des témoins, ainsi que cela se pratique en matière ordinaire.

Toutefois, il est un cas à signaler où, même dans l'hypothèse où nous nous trouvons, la rédaction du procès-verbal est nécessaire ; c'est l'hypothèse visée par l'art. 412, lorsqu'en vertu d'une commission rogatoire dont nous avons vu plus haut la possibilité en notre matière, un témoin n'a pu être entendu à l'audience par suite d'une impossibilité constatée ; car il est nécessaire pour que le tribunal puisse se faire une idée aussi exacte que possible de la déposition du témoin.

La loi remplace ici le procès-verbal par de simples mentions faites dans le jugement définitif et portant sur l'accomplissement des formalités et sur la déposition des témoins.

Mais il reste à se demander d'abord si ces mentions constituent une formalité substantielle dont l'inobservation entraînera la nullité du jugement. Énumérons d'abord les mentions prescrites par l'article 410. Ce texte prescrit, en premier lieu, l'énonciation des noms des témoins ; il faut entendre sous ce terme une désignation suffisante de la personne. Beaucoup d'auteurs exigent aussi, malgré le silence du texte, que le jugement mentionne la déclaration des témoins relativement à leur âge, profession et demeure, s'ils sont parents ou serviteurs des parties, enfin la mention de la prestation de serment. Ces mentions sont incontestablement très utiles, mais ne paraissent pas essentielles ; sauf celle de la prestation de serment. — Le texte demande encore dans le jugement définitif une mention du résultat des dépositions des témoins. Ces termes signifient que le jugement doit contenir l'ensemble des faits qui se dégagent des déclarations des témoins et une analyse raisonnée de chaque déposition.

Ces mentions sont-elles prescrites à peine de nullité ? Le texte n'est point conçu dans des termes qui puissent faire supposer cette conséquence. Aussi la jurisprudence admet-elle, en principe, que la mention de ces formalités n'est pas substantielle et que son omission n'entraîne pas nécessairement l'importante sanction de la nullité. Ainsi, il a été, à maintes reprises, jugé que

la mention dans le jugement du nom des témoins, n'est point une formalité substantielle dont l'omission rende une partie recevable à attaquer de nullité le jugement (1).

D'un autre côté, la jurisprudence a souvent décidé que la mention du résultat des dépositions dans le jugement n'était pas une formalité substantielle prescrite à peine de nullité (2). Aussi, il a été jugé qu'un arrêt fait suffisamment connaître le résultat des dépositions des témoins en déclarant dans ses motifs qu'il résulte de l'enquête que telle chose a lieu (3). Toutefois, la jurisprudence admet une solution contraire relativement à la mention de prestation de serment. Non seulement, elle exige que le jugement contienne cette mention nécessaire, mais encore elle décide que son omission constitue une cause de nullité du jugement ; la prestation de serment étant elle-même exigée à peine de nullité. Ainsi, il ne suffirait pas que le jugement déclare que les témoins ont été entendus en la forme accoutumée : cette formule vague ou équivoque ne permettant pas d'affirmer que le serment a été réellement prêté (4). La mention de la prestation du

(1) Cass., 21 mai 1833, D. 33.1.220. — 30 juillet 1833. D. 33.1.330. — 30 mars 1885. D. 86.1.211.

(2) Cass., 15 février 1832. D. 32.1.336. — 14 décembre 1881. D. 82.1.184. — 22 avril 1898. *Gaz. Pal.*, 18 mai 1898.

(3) Cass., 23 juin 1841. D. 41.1.307.

(4) Cass., 26 juillet 1876, S. 77.1.12. — 29 janvier 1877. *France judiciaire*, 1876-77. 2.308. — 27 février 1878. — 14 janvier 1879, S. 79.1.64. — 28 janvier 1885, S. 85.1.171. — 10 mars 1886. — D. 86.5.382. — 9 juillet 1890, S. 90.1.520. — 21 mars 1893.

serment doit donc être faite dans le jugement; mais il suffit que la constatation de cette formalité substantielle soit contenue dans les qualités qui font partie intégrante du jugement; cette mention eût-elle, d'ailleurs, été rajoutée après coup, au moyen d'un ajouté ordonné par le président, lors du règlement de ces qualités, car ce magistrat est compétent pour décider si cette formalité a été ou non remplie (1).

Disons, enfin, que si, malgré la faculté portée dans l'art. 410, il a été rédigé un procès-verbal, cet acte n'est pas nul, mais fait foi des constatations qu'il contient et au besoin supplée régulièrement au silence des qualités ou du jugement, notamment en ce qui concerne la prestation du serment. Il a été jugé, au contraire, que le même résultat ne saurait être attribué au plumitif rédigé par le greffier, s'il n'est pas signé par le président, car cette constatation n'aurait aucun caractère authentique (2).

2^e Cas. — L'affaire est susceptible d'appel. — L'art. 411 dispose : « Si le jugement est susceptible d'appel, il sera dressé un procès-verbal qui contiendra les serments des témoins, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques

D. 93.1.344. — 28 décembre 1897, S. 98.1.176. — 15 juillet 1889.
D. 89.4.416. — 10 mai 1887. D. 87.1.492. — 15 juillet 1901.
1901. 1.328.

(1) Cass. Luxembourg 5 août 1892. — *Journ. des Av.*, 1892, p. 452. — Cass., 30 octobre 1901. D. 1902.1.522.

(2) Cass., 10 mai 1887. Pand. chron., 87.1.182.

« des parties, les reproches qui auraient été formés
« contre eux et le résultat de leurs dépositions. » —
Les termes de cet article sont absolus, il y a donc
nécessité, dans ce cas, de rédiger un procès-verbal.
On conçoit, en effet, que les éléments de la cause et les
documents doivent fournir aux juges d'appel tous les
moyens de se prononcer en connaissance de cause, les
résultats de l'enquête doivent donc être assez complets
et suffisamment constatés, pour qu'il ne soit pas
besoin de la recommencer à la Cour. Et, dans les
termes qu'indique l'art. 411, cette constatation est
des plus complète. Il résulte de tout cela que la rédac-
tion du procès-verbal devient ici une formalité subs-
tantielle.

En conséquence, il a été fréquemment jugé par la
jurisprudence que l'omission de dresser procès-verbal,
dans le cas qui nous occupe, entraîne la nullité de
l'enquête et, par suite, celle du jugement définitif au-
quel elle aura servi de base. Il faut donc que toutes
les dépositions qui se produisent devant la juridiction
du premier degré soient soumises dans leur intégralité
et en même temps que le jugement à l'appréciation des
juges d'appel ; car il ne peut y être procédé de nou-
veau et d'autre part, les simples mentions qui seraient
contenues dans ce jugement, d'après l'art. 410, sont
certainement insuffisantes pour permettre aux juges
d'appel de statuer en connaissance de cause. Ainsi,
l'art. 411 prescrit-il, pour ce cas, la rédaction d'un
procès-verbal de l'enquête qui a eu lieu à l'audience

et l'inobservation de ces dispositions emporte-t-elle nullité du jugement (1).

Mais *quid*, si aucun procès-verbal d'enquête n'est représenté aux juges d'appel? A notre avis, ce cas doit être assimilé à celui où il n'a pas été dressé, ce qui entraîne la nullité de l'enquête et du jugement. Il a été jugé il est vrai, que la mention dans le jugement attaqué, d'une enquête faite en première instance « est une présomption légale que toutes les formalités ont été remplies, tant que le contraire n'est pas prouvé » (2), mais ce motif n'échappe pas à la critique et nous ne comprenons pas que la Cour d'appel puisse, dans de pareilles circonstances de fait, confirmer ou infirmer un jugement qui n'a pour base que l'enquête dont il ne reste trace que dans les motifs de ce jugement.

Il a été décidé encore que si ce procès-verbal a été levé et signifié, il n'est pas exigé, à peine de nullité du jugement définitif, qu'il soit mis sous les yeux de la Cour, ou que la lecture lui en soit donnée (3). Mais dans ce cas du moins, il y avait certitude pour la Cour, et non pas une simple présomption, qu'un procès-verbal de l'enquête avait été dressé et que, de ce chef, on avait satisfait à la loi.

(1) Aix, 20 juin 1873, *Journ. des Av.*, 1874, p. 108. — Bordeaux, 21 mai 1886, *Journ. Bordeaux*, 1886, 1.367. — Riom, 14 novembre 1892. — *Gaz. Pal.*, 93.1.418. — *Contra* : Nancy, 18 mars 1880. Rec. arr., Nancy, 1880, p. 326.

(2) Caen, 3 mai 1870. D. 71.2.213.

(3) Cass., 5 juillet 1886. D. 89.1.151.

Ajoutons cependant que dans l'un et l'autre cas, la Cour a la faculté de statuer sans nouvelle enquête, lorsque la cause, en l'état où elle lui est soumise, offre, en dehors des témoignages administrés, des éléments de décision suffisants pour éclairer sa religion (1); elle pourrait même recourir aux simples présomptions de l'homme (2).

L'omission du procès-verbal dont nous parlons, dans une instance sommaire, alors qu'en l'état des conclusions des parties au moment de l'enquête, le litige soumis au tribunal rentrait dans la limite de sa compétence en premier et dernier ressort, ne saurait vicier la procédure, et celle-ci conserve toute sa force probante, nonobstant des conclusions reconventionnelles prises ultérieurement par le défendeur et ayant pour effet de changer la compétence du Tribunal en ne lui permettant plus, dans ce nouvel état du litige, d'y statuer qu'en premier ressort et à charge d'appel (3).

L'obligation de rédiger un procès-verbal d'enquête implique celle de procéder dans sa rédaction aux dispositions formulées par les articles 270 et 275 du Code de procédure civile (4).

L'article 411 prescrit en premier lieu la mention de la prestation de serment. C'est la plus essentielle de

(1) Aix, 20 juin 1873, précité. — Lyon, 3 décembre 1881, *Journ. des Av.*, 1882, p. 107. — Cass., 26 juin 1889. D. 90.1.135. — Pau, 2 mars 1895. D. 95.2.383.

(2) Cass., 11 juin 1884. D. 84.1.320. — 26 juin 1889, précité.

(3) Bordeaux, 21 mars 1861, *Journ. des Av.*, 1862, p. 72. — Bastia, 19 juin 1902, *Journ. des Av.*, 1902., p. 285.

(4) Dijon, 6 février 1893. D. 93.2.184.

toutes les mentions édictées. Les auteurs n'hésitent pas, tout au moins pour ce point-là, à décider que le procès-verbal dressé doit contenir cette mention à peine de nullité. La jurisprudence, a depuis longtemps, en effet, dans une suite presque ininterrompue d'arrêts assez récents, consacré cette doctrine(1). Ainsi il a été spécialement jugé qu'il y a nullité du jugement qui constate la déposition d'un témoin sans relater sa prestation de serment et qui fait état de sa déposition, sans dire si les juges lui ont ou non, attribué l'autorité d'une déposition en justice (2).

De plus, le texte exige la mention de la déclaration des témoins s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques; — la mention des reproches élevés contre eux; mais il faut compléter l'énonciation de ces reproches par les explications fournies par les témoins reprochés, et il ne peut être suppléé à l'accomplissement de cette formalité par les mentions insérées au jugement qui a statué en conséquence de l'enquête. Par suite, si le procès-verbal d'enquête n'indique ni les reproches proposés contre les témoins, ni les explications que ceux-ci ont données, la Cour, saisie de l'appel formé par le jugement rendu sur l'enquête, doit annuler ce jugement et renvoyer les parties, conformément

(1) Cass., 2 mai 1883. D. 84.5.444. — 20 juillet 1885. D. 85.5.427. — 10 mars 1886. D. 86.5.382. — 10 mai 1887. D. 87.1.392. — 13 mars 1889. D. 89.5.417. — 2 avril 1890. D. 90.5.445. — 21 avril 1891. S. 91.1.260. — 21 mars 1893. D. 93.1.384. — 6 novembre 1895. D. 96.1.87. — 19 octobre 1896 et 28 décembre 1897. S. 96.1.520.

(2) Cass., 13 mars 1889. D. 89.5.417.

à l'art. 472, C. Pr. civ., devant un autre tribunal pour reprendre la procédure au point où elle a été viciée par l'irrégularité du procès-verbal, renouveler et constater juridiquement devant lui les reproches et en discuter la valeur (1).

Garsonnet exige, en outre, les prénoms, âge et profession des témoins. Cette mention sera, sans doute, utile quoique d'un intérêt moins direct ; pour l'âge, il a été jugé notamment que, dans le silence de l'art. 411, cette mention ne pouvait être exigée dans le procès-verbal (2). De même, que la signature du témoin.

Enfin, le procès-verbal — et ceci est l'important — doit contenir le résultat des dépositions des témoins. On remarquera que la loi emploie la même expression que dans l'art. 410 ; mais il faut ici l'entendre dans un sens plus étroit. Le résultat des dépositions signifie ici l'analyse distincte de chaque déposition et non plus, comme dans le texte précédent, le résumé, la synthèse des dépositions considérées en bloc. Ici, il est nécessaire d'insérer le résultat de chaque déposition, c'est-à-dire, selon l'expression de Chauveau : « L'indication du fait, dont le témoin
« dépose et des circonstances avec lesquelles il les
« présente sans qu'il soit besoin d'écrire, mot à
« mot, la déclaration du témoin, comme dans les
« enquêtes ordinaires. » Il ne faut donc pas, en

(1) Dijon, 6 février 1893, précité.

(2) Chambéry, 5 mars 1880. D. 80.2.248.

cette matière, s'attacher trop au sens grammatical des mots. Chauveau fait observer, par opposition, le sens de ces mêmes mots : résultat des dépositions dans le cas de l'art. 410 où ils signifient : « La conviction qui est résultée, pour le juge, des éléments de l'enquête. Or, il ne suffit pas que cette conviction soit mise sous les yeux des juges d'appel, il faut encore que les éléments eux-mêmes lui soient représentés pour qu'ils puissent remplir leur mission, qui consiste à apprécier si cette conviction a été raisonnablement et justement déduite. »

Et il ajoute : « La différence d'interprétation donnée aux mêmes mots, dans les art. 410 et 411, nous semble justifiée par cette seule réflexion (1). »

La nullité qui résulterait de ces différentes omissions n'est pas, d'ailleurs, d'ordre public et peut être couverte par des défenses au fond ; elle ne peut être proposée, pour la première fois, devant la Cour de Cassation (2).

§ IV. — *Prorogation d'Enquête.*

« Si l'une des parties, dit l'art. 409, demande prorogation, l'incident sera jugé sur le champ ». En édictant ainsi un texte spécial pour la prorogation d'enquête en matière sommaire, le législateur indique suffisamment que ce point ne saurait être l'objet des

(1) Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. III, quest. 1,485, p. 497.

(2) Cass., 9 décembre 1889. D.-90.1.111. — 1^{er} juin 1881. S. 84.1.31.

mêmes règles qu'en matière ordinaire. Tous les auteurs l'admettent d'ailleurs. — D'autre part, comme la fixation de l'enquête, ou du délai dans lequel elle devra être confectionnée, est laissé à la souveraine appréciation du tribunal, il y a raison de décider qu'en cette matière encore, les juges auront un pouvoir assez large. Ce sont ces deux principes qui doivent nous guider dans la question de savoir à quel moment cette prorogation pourra être demandée et obtenue ; puis, il y aura à déterminer le pouvoir du juge à ce point de vue, à fixer les formes de la demande de prorogation et le caractère du jugement qui le prononce. Cette demande de prorogation se produira quand le délai imparti par le jugement se trouve être trop bref, elle évite ainsi un appel — ou lorsqu'un témoin cité par une partie ne se présente pas au jour indiqué ; dans ce second cas, elle ménage aux parties une plus grande facilité de preuve. — Ce fut autrefois une question discutée que celle de savoir à quel moment pouvait être utilement formée une demande de prorogation dans ces conditions. La question n'est pas douteuse, si la demande de prorogation est adressée au tribunal avant la confection de l'enquête ; ce serait donc au jour indiqué par le jugement, pour l'audition des témoins à l'audience, que cette demande devrait être adressée. Mais si elle était formée postérieurement à cette date, pourrait-elle encore être admise ? Demiau-Crouzilhac, Favard de Langlade, après Pigeau, avaient décidé la négative qui fut aussi consacrée par un certain nombre d'arrêts de jurisprudence, par ce

motif qu'aux termes de l'art. 269, elle n'eut plus été recevable en matière ordinaire, et qu'il y avait analogie.

La Cour de Bruxelles, par un arrêt du 24 mars 1835, avait même décidé que la partie admise à la preuve contraire, qui n'a présenté aucun témoin au jour indiqué pour l'enquête, n'est plus recevable à demander un nouveau délai. Décision contraire aux principes admis et, observe Carré (1) « trop sévère puisqu'on ne « peut dire dans ce cas que la demande ait été formée postérieurement au délai ». — Ce système se heurte à la loi d'où il résulte qu'aucun délai fatal n'est indiqué pour les enquêtes au titre des matières sommaires. Le Tribunal fit même observer, lors de la rédaction de l'art. 409 qu'il était impossible d'en fixer un ; c'était proclamer que les règles des matières ordinaires ne pouvaient ici s'appliquer.

Aussi, la jurisprudence est-elle revenue à un système plus juridique qui consiste à laisser aux tribunaux pleins pouvoirs pour accorder ou refuser cette prorogation et en fixer les délais : ils sont ainsi juges de l'opportunité de la demande ; rien ne s'opposera donc à ce que cette demande soit admise même après le délai fixé pour recevoir l'enquête (2).

Ce pouvoir des juges a été d'ailleurs très étendu et forme la règle en cette matière. C'est ainsi qu'il a été

(1) *Op. cit.*, t. III, q. 1483.

(2) Douai, 17 mai 1857. *Journ. des Av.*, 1860, p. 53. — 20 février 1858, Jur. Douai, 1858, p. 216. — 26 février 1861, id. 1861, p. 211.

jugé, que lorsqu'une enquête en matière sommaire n'a pas eu lieu au jour indiqué à l'art. 407, le tribunal peut néanmoins, suivant les circonstances, ne pas déclarer le demandeur forclos et fixer un nouveau jour pour l'audition des témoins (1) ; que de même les juges ont, en présence d'une demande d'enquête, toute faculté de la proroger quelle que soit l'époque à laquelle la prorogation est demandée (2) ; même après le jour indiqué pour y procéder (3). Enfin, il a été admis que cette prorogation peut être ordonnée d'office et que le tribunal peut désigner un autre jour, bien qu'aucune prorogation de délai n'ait été demandée antérieurement à cette époque (4), ce qui fait dire à Garsonnet : (5) « Je crois même que les parties pourraient demander la prorogation de l'enquête après le « jour indiqué pour y procéder, car si le tribunal peut « rouvrir l'enquête d'office, il le peut aussi à la demande « des parties ». Enfin, il a été jugé que l'art. 280 du Code de procédure civile qui, en matière d'enquête ordinaire, interdit aux tribunaux, à peine de nullité, d'accorder plus d'une prorogation, n'est pas applicable aux enquêtes sommaires. Le tribunal jouit, à cet égard, d'une liberté absolue et s'il estime que la partie a fait toutes les diligences voulues pour que ses témoins comparussent à l'audience indiquée pour la première prorogation, il peut en fixer une

(1) Bruxelles, 11 mai 1859, *Journ. des Av.*, 1860, p. 348.

(2) Douai, 14 septembre 1844. S. 45.2.71.

(3 et 4) Cass., 23 juillet 1860. D. 60.1.332.

(5) Garsonnet, *Op. cit.*, t. II. p. 737, § 398, note 34.

autre afin d'entendre les témoins. C'est ce qui a été décidé par la Cour de Gand, dans une enquête où les témoins il est vrai étaient étrangers et où le litige était commercial (1). — La demande de prorogation doit s'introduire, en général, par voie d'incident à l'audience et non par voie de référé, comme le prescrit l'art. 280. Il doit en être ainsi même dans le cas de l'art. 412 ; la demande ne peut être portée à l'audience que sur incident, lequel, en tous cas, est vidé sur le champ aux termes de l'art. 409 précité. — Toutefois, dans le cas de l'art. 412, la mention sur le procès-verbal de l'intention où est la partie de former cette demande suffit à empêcher de courir le délai de déchéance.

Au surplus, le jugement qui ordonne dans ces conditions la prorogation est considéré comme un jugement préparatoire, dès lors, l'appel peut en être interjeté en même temps que celui du jugement définitif (2).

(1) Gand, 9 avril 1887. D. 89.2.286. — Cass., 26 janvier 1896. D. 96.1.233.

(2) Bourges, 8 juin 1887. D. 88.2.195.

SECTION IV

Observations critiques

Telles sont rapidement présentées les particularités qui signalent l'enquête sommaire. Elles aboutissent à une forme d'enquête absolument spéciale et différente en bien des points de celle usitée en matière ordinaire. Elle présente sur l'enquête secrète un double avantage.

D'abord, elle offre, ainsi que nous l'avions déjà fait entrevoir, une plus grande garantie pour la rapidité de la procédure, en laissant aux juges la faculté de fixer le délai où elle doit être faite, avec une large appréciation des circonstances, des distances, et du temps nécessaire à sa préparation. L'enquête secrète, au contraire, prescrit des délais à peine de nullité et enlève ainsi toute appréciation au juge et, par conséquent, tout moyen d'accélérer la procédure. C'était nécessaire, car, pour conserver à la procédure sommaire sa célérité, il fallait que l'enquête put être rapidement menée.

En second lieu, ce système offre un avantage plus considérable encore dans ce fait, également signalé précédemment, que l'audition des témoins a lieu sous les yeux mêmes du juge qui en surprend et constate tous les détails, toutes les circonstances et tous les caractères. C'est donner aux parties une grande garantie que de ménager d'aussi complets moyens d'appréciation aux magistrats.

Le seul reproche qui peut lui être fait est d'un ordre purement extrinsèque ; ces enquêtes prennent plus de

temps aux tribunaux et encombrement le rôle d'une façon plus appréciable que les enquêtes ordinaires. Il est aisé de répondre que cela n'est pas absolument exact, car le temps perdu à l'audition des témoins est regagné dans l'examen de l'affaire : « en effet, dit « Garsonnet, l'expérience prouve que la lecture des « dépositions écrites prend plus de temps au tribunal « que l'interrogatoire des témoins n'en demanderait ». Ce reproche est donc illusoire et, à tout prendre, cette difficulté, si elle était exacte, serait facilement aplanie ; il suffirait aux magistrats de régler la fréquence et la durée des audiences, pour suppléer à la perte de temps que l'on prétend faire résulter de l'audition des témoins à l'audience. Les magistrats disposent encore de bien d'autres moyens de rétablir sur ce point une juste harmonie dans le rôle général qui leur incombe.

Aussi, cette forme d'enquête semble, avec les garanties et les avantages qu'elle comporte, être plus juste, plus équitable que l'enquête secrète, et son extension à toutes matières, même en admettant des tempéraments, s'il est nécessaire, paraît constituer le progrès, la réforme la plus souhaitable qu'on puisse introduire dans nos vieilles formes de procéder. Mais nous voudrions, cependant, que la faculté fut réservée aux juges, dans des affaires graves et dans d'exceptionnelles circonstances, de recourir à l'enquête dans la forme ordinaire ; leur jugement, sur ce point, étant entièrement soumis au contrôle des Cours d'appels.

TROISIÈME PARTIE

LE TARIF DES FRAIS

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

SUR LES FRAIS ET DÉPENS

Nous abordons maintenant une question qui, à elle seule, pourrait fournir le sujet d'une étude des plus vastes et des plus ardues, et qui est aussi une question d'actualité. Nous sommes forcé de n'en faire qu'un résumé et nous ne pouvons en donner qu'un exposé très succinct et restreint aux modestes proportions de notre travail. Néanmoins, il ne nous a pas paru possible de passer sous silence cette question si intéressante par elle-même, mais surtout si nécessaire en notre matière.

Nous aurions pu nous borner à exposer, aussi complètement que possible, le tarif des frais en matière sommaire, et de l'opposer au tarif des matières ordi-

naires : la différence entre ces deux tarifs constituant l'intérêt le plus pratique de la distinction entre les deux classes d'affaires; mais un événement prévu et attendu d'ailleurs, est venu forcément modifier notre plan d'étude. Nous voulons parler du nouveau décret tarif dû à l'initiative de M. le Garde des Sceaux Vallé, portant la date du 15 août 1903, qui n'a été, hélas, qu'un essai malheureux et a dû être retiré à raison de ses graves conséquences. Comme nous le verrons, un des principaux résultats de ce nouveau tarif fut la suppression de toute distinction au point de vue des frais entre les affaires ordinaires et sommaires. Nous nous proposons donc de relater, d'une part, les dispositions de l'ancien tarif intéressant notre matière et, d'autre part, pour compléter ces explications, de faire connaître dans ses grandes lignes le tarif nouveau, et son économie générale ; nous risquerons enfin une courte appréciation de cette réforme.

Avant d'entrer toutefois dans ce double exposé, nous rappelons sommairement les principes qui régissent d'une manière générale la questions des frais et dépens en matière civile : — Que représentent les frais et dépens ? — Quelle est la nature de la condamnation aux dépens ? — Quels sont les caractères de cette condamnation aux dépens et les règles générales en matière de condamnation aux dépens ? — Enfin, comment s'opère le recouvrement des dépens ? — Toutes questions qui vont faire l'objet des courtes sections suivantes.

SECTION I

Que représentent les frais et dépens

Pour le plaideur, les dépens : c'est ce qu'il en coûte de plaider, la note à payer après la condamnation, le résultat fâcheux, souvent désastreux que s'attire celui qui s'est injustement engagé dans un procès et y a succombé. La plupart ignorent ce qu'il y a derrière ce résultat, le plus sensible pour eux et ne cherchent pas à se rendre compte de ce que représentent en réalité ces dépens. — Le voudraient-ils, d'ailleurs, qu'ils ne pourraient que difficilement s'édifier sur ce sujet, d'abord faute de connaissances suffisantes, et de plus parce qu'il faut bien le dire, ces questions restent assez obscures et que les recherches déconcertent celui qui n'y est pas familiarisé par la pratique constante des affaires.

Aussi, le public s'est habitué rapidement à entourer d'un certain discrédit le tarif des avoués et des autres officiers ministériels.

Mais, pour celui qui est au courant des choses judiciaires, il est aisé de voir que les frais et dépens des procès ne profitent point qu'à celui qui doit les réclamer. — Il y a, en effet, deux bénéficiaires des frais et dépens : l'État et les auxiliaires de la justice, qui contribuent à la préparation et à l'instruction de l'affaire et dont la rémunération se décompose en déboursés et émoluments ou honoraires. — D'ailleurs, pour l'un comme pour l'autre, les frais et

dépens représentent la rémunération d'un service rendu.

Le particulier qui a un conflit avec un autre particulier, dont il ne peut obtenir satisfaction, est heureux de trouver une institution de l'État qui met à sa disposition un appareil judiciaire complètement organisé, lequel lui assure toutes garanties dans les hommes qui le composent, comme aussi dans les moyens qui y sont disposés, tant pour l'instruction et le jugement des litiges, que pour l'exécution des sentences. — Le plaideur a-t-il, au contraire, été l'objet d'une attaque de la part d'un autre, il vient encore se mettre sous la protection de la justice, qui aura souci de lui assurer, vis-à-vis de son adversaire, une complète égalité de forces et de moyens, et le respect de son droit de défense. Naturellement, le service de l'administration de la justice est supporté par l'État au moyen des ressources du budget que viennent grossir tous les impôts payés par les contribuables ; mais ce budget de la Justice est, en outre, spécialement alimenté de l'impôt particulier que l'on qualifie impôt judiciaire : cet impôt se compose des taxes imposées sur la consommation du papier timbré, des droits fixes et proportionnels dont est frappé l'enregistrement des actes de procédure et pièces produites en justice. Voilà quelle est, dans l'ensemble des frais, la part qui revient à l'État ; cet impôt judiciaire, on le conçoit alors, est, comme les autres impôts indirects, plus particulièrement à la charge de ceux des contribuables qui ont recours à ce service, dont ils retirent un avantage particulier ; à

ce titre, il est juste de dire que cet impôt constitue la rémunération d'un service rendu aux justiciables par l'État.

Au rapport des auxiliaires de la justice qui émargent aux frais et dépens, ce caractère de rémunération d'un service rendu apparaît encore plus évident. L'officier ministériel met à la disposition du plaideur son activité, son temps, son intelligence et ses connaissances juridiques; l'État garantit aux plaideurs la probité et la capacité professionnelles de ces auxiliaires; ceux-ci, enfin, font pour leurs clients l'avance des frais de timbre et d'enregistrement (ils sont ainsi les meilleurs collecteurs de l'impôt judiciaire); enfin, ils ont à supporter toutes sortes d'autres frais et avances, nécessités par l'exercice de la profession. Pour toutes ces raisons, l'État leur assure, dans les termes d'un tarif imposé, une rémunération proportionnée au service rendu au plaideur. C'est le second terme des frais et dépens. Par un supplément de garantie pour les justiciables, l'État soumet les mandataires des plaideurs à l'application d'un tarif dont nous aurons à examiner la portée et les principes, ainsi que leurs applications, eu égard à la matière qui nous intéresse. Nous n'avons pas besoin, d'ailleurs, d'insister sur la nécessité de l'institution des officiers ministériels (question que nous retrouverons dans la dernière partie de notre étude). Il est presque universellement admis qu'ils sont aussi indispensables que la procédure pour la bonne administration de la justice.

SECTION II

Nature de la Condamnation aux Dépens

« La partie qui succombe est condamnée aux « dépens ». Voilà le principe posé dans l'art. 130 et qui domine toute cette matière. Nous venons de voir en quoi consistent ces frais et dépens; examinons maintenant le caractère de la condamnation aux dépens, dont le principe est ainsi posé dans l'art. 130.

On peut concevoir à ce point de vue différents systèmes.

En se plaçant au point de vue de celui qui est condamné à les payer, doit-on considérer cette condamnation comme la peine infligée au plaideur téméraire qui a succombé dans ses prétentions? Doit-on, au contraire, la considérer comme une indemnité basée sur le principe de l'art. 1382 pour celui qui a triomphé des résistances de son adversaire qui lui sont dommageables? Ne trouve-t-on pas enfin le fondement de l'art. 130 dans les principes du contrat judiciaire? Trois théories qui ont été successivement soutenues par la doctrine et la jurisprudence.

La première et la plus ancienne se traduit dans la vieille formule suivante : « Les dépens sont la juste « peine infligée au plaideur téméraire » empruntée aux Institutes de Justinien (1), et n'a pour elle que l'autorité de la tradition qui l'accepta longtemps sans en péné-

(1) *Ins.*, L. IV, t. XVI, *De poena temere litigant*, § 1 *in fine*.

trer la portée ; elle fut aussi sanctionnée par un certain nombre d'arrêts de Cassation ; aujourd'hui, elle n'est plus soutenue, car elle se heurte à ce principe formulé dans la déclaration des Droits de l'homme, et corroborée par l'art. 4 du Code pénal qu'il n'existe de peines dans notre droit, que celles édictées par le législateur ; et qu'elle choque même la raison. On ne conçoit pas en effet la « témérité » du plaideur qui ne fait que se défendre, croyant de très bonne foi ne soutenir que son droit, acte dont il n'a pu s'abstenir, ou de celui qui ayant gagné son procès devant le tribunal, s'en voit débouté devant la Cour ? L'idée de peine implique l'existence d'une infraction à une disposition légale ; on ne peut considérer comme tel le fait d'user d'un droit indiscutable, celui d'agir en justice ou de s'y défendre.

On a cru pouvoir faire reposer le principe de la condamnation aux dépens sur l'idée d'une indemnité mise à la charge de celui qui succombe envers le gagnant. D'après l'article 1382 du Code civil « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ».

La résistance du défendeur, que le tribunal a considérée intempestive ou mal fondée est une source de dommage pour le demandeur ; en sens inverse l'attaque du demandeur reconnue faite sans droit, et par conséquent vexatoire, est également dommageable pour le défendeur. Il est de toute justice que dans l'un et l'autre cas, l'agression injuste ou la résistance sans

fondement donnent droit à une indemnité pour celui qui en a été victime. Cette théorie est soutenue par plusieurs auteurs et non des moindres (1). Elle se rapproche de la précédente en ce qu'elle appuie la condamnation sur une idée de faute duperdant; avec cette différence que la faute dégénère en un quasi-délit civil. On voit dès lors qu'on peut appliquer à cette théorie la même réponse qu'à la précédente.

Il ne suffit pas qu'un fait soit dommageable pour autrui et imputable à quelqu'un, pour qu'on puisse allouer à ce dernier des dommages-intérêts, il faut surtout la faute de l'auteur du dommage :

« Un fait, même nuisible à autrui, disent MM. Aubry et Rau (2) et imputable à son auteur ne constitue un quasi-délit, qu'autant qu'il y a eu, de la part de ce dernier, soit faute positive, soit tout au moins « négligence ou imprudence ». Nous répétons alors qu'il ne peut être douteux qu'en agissant en justice ou en s'y défendant, le plaideur ne fait qu'user d'un droit légitime proclamé à maintes reprises par la Cour de Cassation, mais que précisément dans ce dernier cas, les tribunaux proclament eux-mêmes le caractère vexatoire de l'action pour baser sur lui des dommages-intérêts spéciaux distincts du reste de la condamnation (3).

(1) Boncenne, *Op. cit.*, t. II, p. 560. — Glasson, sur Boitard et Colmet d'Aage, t. I, p. 273. — Rousseau et Laisné, *Op. cit.* V^o, dépens, n^o 1. — Garsonnet, *Op. cit.*, t. III, § 449, p. 169. — Carré et Chauveau, *Op. cit.*, t. I, n^o 493.

(2) Aubry et Rau, t. IV, § 446, p. 755.

(3) Voy. la *Jurispr.* très complète, Pandect-Rec, Analyt, V^o, frais et dépens, n^o 124.

Il est encore un reproche plus justifié que l'on peut faire à ces deux premières théories : c'est qu'elles n'atteignent pas leur but dans l'état actuel de la procédure. Puisqu'on veut infliger au plaideur qui succombe une peine de tout ce que le procès a occasionné de frais et de préjudice, il sera de toute nécessité que le vainqueur fût totalement indemnisé de toutes les dépenses qu'il a faites à l'occasion du procès, autrement on ne peut pas dire que la peine serait la réparation de ce préjudice dans les termes de l'art. 1382. Or, il est loin d'en être ainsi; et presque toujours le gagnant d'un procès, tous frais taxés restant à la charge de l'adversaire, se trouve encore en perte; il ne peut exiger plus que ce que prononce l'article 130; — les faux frais du procès, les honoraires des conseils restent à sa charge, excepté dans le cas où le tribunal faisant alors application expresse de l'article 1382 les alloue à titre de dommages-intérêts.

C'est ce même reproche qu'on peut adresser encore à une autre théorie d'après laquelle le principe de la condamnation aux dépens tire sa source dans un prétendu contrat judiciaire qui s'établirait entre les parties du fait de se présenter en justice. Cette théorie suppose qu'en dehors du contrat judiciaire par lequel les parties demandent d'un commun accord aux juges de sanctionner les prétentions auxquelles respectivement elles adhèrent, comme par exemple, lorsque l'une d'elles demande qu'il lui soit donné acte d'une déclaration ou d'une reconnaissance passée par l'adversaire; il existe un contrat, une convention constitutive de

droits et d'obligations réciproques du seul fait de se retrouver ensemble devant un juge choisi ou accepté, avec l'intention de lui confier chacun l'appréciation de ses droits et de ses prétentions et de subir sa sentence ; de sorte qu'il y aurait là une espèce d'arbitrage tacitement constitué par les deux plaideurs, convention faisant naître, entre autres obligations, celle de subir éventuellement la charge des frais. Cette théorie a été adoptée et soutenue par certains auteurs, notamment Boitard, Colmet d'Aage et Glasson ; elle a été consacrée par divers arrêts de jurisprudence (1). Elle séduit à première vue mais repose, croyons-nous, sur une confusion. Il n'est pas exact de poser en principe que tout procès suppose l'existence d'un contrat judiciaire. Il est manifeste que dans nombre de procès, on ne rencontre aucun des éléments constitutifs des contrats, par exemple le consentement mutuel et la capacité des parties contractantes. Dans toutes les instances par défaut notamment, on voit qu'il faut exclure l'idée d'un consentement mutuel. Dans ces instances, ou bien il faut supposer qu'il y a absence de consentement, ou bien que ce consentement est tacite ; avec ce système, on enferme le plaideur dans un dilemme dont il ne peut sortir et qui est le suivant : ou bien il comparaît et se défend énergiquement, et dans ce cas il est censé avoir contracté judiciairement par le seul fait de sa comparution en justice ; — ou bien il ne comparaît pas, fait défaut et alors on interprétera son silence comme un consen-

(1) Pandectes françaises, V^o cités n^o 119 et suivants.

tement tacite à la formation du prétendu contrat judiciaire : on aboutit ainsi à un résultat inadmissible. Quoi qu'il fasse, le plaideur n'aura jamais pu se dérober à la formation du contrat judiciaire tel qu'on le comprend dans cette théorie ; son consentement n'est pas libre, ce qui est contraire à toute notion de contrat. Dans cette hypothèse au moins la théorie du contrat judiciaire ne peut recevoir son application. Rien qu'à ce titre on voit déjà qu'elle est insuffisante à créer une base au principe de l'art. 130. On arrive au même résultat, même en prenant l'hypothèse la plus favorable au système : celle d'une instance contradictoire où toutes les parties ont la capacité de contracter ; on ne peut affirmer que dans toutes ces instances se retrouvera toujours le consentement libre, condition *sine qua non* de tout contrat. Il est un certain nombre d'instances, au contraire, où le plaideur qui succombe se trouvera avoir procédé en justice, non seulement sans l'avoir voulu, mais encore sans avoir pu agir autrement. Il en est ainsi notamment dans toutes les instances relatives aux questions d'état, dans lesquelles, à raison de ce que l'ordre public est engagé, les parties ne peuvent valablement acquiescer.

Enfin, plus spécialement, si le contrat judiciaire a été formé par le seul fait de la comparution des parties, pour faire naître l'obligation éventuelle à l'acquittement des frais et dépens, il en résulte que cette obligation est de droit et qu'elle devient d'elle-même une réalité du jour du jugement. Qu'est-il besoin, dans ce cas, d'obliger le juge à la prononcer expres-

sément? On ne conçoit pas cette nécessité. Et dans le cas où le tribunal omet de statuer sur cette question, le jugement ne devrait-il pas, *ipso facto*, réaliser ce résultat? Précisément, c'est un principe admis, au contraire, que le gagnant ne peut contraindre le perdant à acquitter ces frais s'ils n'ont pas été expressément adjugés dans le jugement au principal. Cette conséquence est la condamnation certaine du système que nous discutons. Ajoutons, en outre, pour terminer, que ce système prête aux parties des intentions qu'elles n'ont point; chacun des plaideurs sait qu'en procédant en justice, il s'expose à en supporter les frais, mais son attitude, en cette circonstance, est toute différente; fort de son droit, il est peu disposé d'habitude aux arrangements ou aux conventions préalables, du moins en est-il ainsi dans la grande majorité des cas, et, pour toutes les raisons que nous avons brièvement examinées, il est inexact d'assimiler l'action réciproque en justice à une convention d'arbitrage.

Il nous faut donc, puisque les théories ci-dessus ne donnent point satisfaction, prendre dans le texte seul le principe que nous cherchons et sa raison d'être dans l'unique volonté du législateur. Les frais de justice, comme nous l'avons dit, représentent, pour leur plus grande partie, un impôt qu'il serait, sans doute, à désirer de voir disparaître, mais qui dans l'état de choses actuel est devenu une nécessité; le législateur estime, avec raison, que la justice réclame que cette charge retombe, en définitive, sur celui dont les prétentions n'ont pas été admises, et, qu'au contraire, le

gagnant sorte du procès le plus possible sans s'être diminué. C'est la même pensée qui fait attribuer au perdant la charge des frais exposés par le gagnant et déboursés par son avoué, qui obtient un droit direct contre le perdant, à raison de ces mêmes frais. Il ne faut donc pas, croyons-nous, chercher plus loin la raison d'être de cette disposition légale.

SECTION III

Règles générales en matière de condamnation aux dépens

Ces règles portent sur le principe de l'obligation aux dépens, et sur l'étendue de la condamnation : c'est toujours sur l'application de la règle de l'art. 130 que porte la question.

1^{re} RÈGLE. — Pour qu'il y ait condamnation aux dépens, il faut qu'il y ait d'abord un litige — ce qui suppose forcément un litige, c'est-à-dire une contestation entre les deux parties et, de plus, une décision intervenant sur ce litige et donnant satisfaction à l'une d'elles. — Dans une foule de circonstances, il n'y a pas à proprement parler une contestation, un litige. Ainsi, par exemple, toutes les instances portées devant la juridiction gracieuse de la Chambre du Conseil. Du moment où le tribunal n'a pas à se prononcer entre adversaires, ou bien accorde une simple autorisation, au sujet d'un intérêt individuel ou de famille, il ne peut y avoir de partie succombante. L'absence de contradicteur exclut l'idée d'un perdant ou d'un gagnant ; dès lors, l'application de la règle de l'art. 130 n'est plus possible. Nous n'entrons point dans les applications ou dans le développement de la règle que nous rappelons ; cette étude nous entraînerait trop loin.

2^e RÈGLE. — Il faut être partie au procès pour être passible de la condamnation aux dépens. — D'où il résulte d'abord qu'il faut figurer personnellement au procès soit comme demandeur, soit comme défendeur, soit, enfin, comme intervenant forcé ou volontaire ; mais, dans tous ces cas, pour être réputé partie au procès, il faut se présenter devant les juges en leur demandant de sanctionner soit une prétention, soit une défense ; en un mot, être directement intéressé à la solution qui interviendra sur le litige où l'on a personnellement figuré. On trouve, néanmoins, une exception à cette règle, il est plusieurs cas où celui qui n'a pas été personnellement au procès peut être néanmoins condamné aux dépens : c'est d'abord l'hypothèse prévue dans l'article 132, aux termes duquel les avoués et huissiers qui auront excédé les bornes de leur ministère, les tuteurs, curateurs, héritiers bénéficiaires ou autres administrateurs qui auront compromis les intérêts de leur administration, pourront être condamnés aux dépens en leur nom et sans répétition, même aux dommages-intérêts s'il y a lieu ; — c'est aussi l'hypothèse prévue par l'article 292 qui déroge, pour le cas de l'enquête, à la règle d'après laquelle le juge ne peut être condamné personnellement aux dépens à raison d'actes de son ministère, mais disposant que, néanmoins, l'enquête déclarée nulle par la faute du juge-commissaire sera recommencée à ses frais ; enfin, c'est l'hypothèse de l'article 263, d'après lequel le témoin régulièrement assigné et qui, sans motif légitime, manque à ses obligations de compa-

raître et de déposer, supportera seul les frais de la seconde réassignation, sans préjudice encore de l'amende légale et des dommages-intérêts au bénéfice de la partie; et de l'article 316 qui déclare l'expert responsable de la faute qu'il a commise en ne remplissant pas la mission qu'il a librement acceptée, lorsque cette faute est due à sa négligence ou à un refus non motivé, et pour ce fait dispose qu'il pourra être également condamné aux frais de l'expertise sans préjudice toujours des dommages-intérêts.

3^e RÈGLE. — Il faut succomber au procès pour être condamné aux dépens. Ce qui suppose nécessairement que l'une des parties est gagnante et l'autre perdante, c'est-à-dire succombe dans ses prétentions. Cette règle suppose encore que le perdant ne peut se dérober à la condamnation : c'en est la conséquence logique.

Ce fait, qui paraît simple (perdre son procès), présente une foule de difficultés complexes, principalement lorsqu'une partie perdante ne succombe que sur une partie seulement de ses prétentions, ou lorsque sur l'instance, elle ne s'est pas autrement défendue qu'en s'en rapportant purement et simplement à la justice, ou bien encore lorsqu'elle n'a succombé que sur une question subsidiaire comme, par exemple, sur un incident, lorsqu'elle a fait des offres à l'autre partie, que ces offres aient été ou non suivies de consignation; — lorsqu'enfin on se trouve dans l'hypothèse d'un jugement par défaut, sur lequel on revient par voie d'opposition, ou bien dans celle d'une interven-

tion facultative ou forcée. Dans tous ces cas, la question de savoir qui est réputé succomber et dans quelle mesure doit être prononcée la condamnation, est assez délicate. Nous posons simplement ces questions, qu'il ne nous appartient pas de résoudre ici.

D'autre part, si, en principe, la partie qui succombe ne peut se dérober à la condamnation aux dépens, il y a des exceptions à ce principe. Ainsi :

1° Dans un certain nombre de cas, il arrive que la partie gagnante est passible cependant de la condamnation aux dépens lorsque, par exemple, elle aura commis une faute engageant sa responsabilité, dans les termes de l'article 1382, faute caractérisée et relevée dans le jugement sous forme, soit de négligences ou irrégularités de procédure, soit de frais inutilement exposés par elle ou occasionnés d'une façon dommageable à l'adversaire ; — ou bien encore lorsque le procès n'aura trouvé sa raison d'être que dans son intérêt exclusif ou dans un avantage égal qu'il fallait procurer aux deux parties. Dans ces deux cas, on retrouve l'hypothèse prévue par les articles 646 C. civ. (action en bornage) et 472 (reddition de compte de tutelle) — 193 (reconnaissance d'écritures) C. pr. civ ; enfin il en est fait application en matière d'absence et de partage ou licitation.

2° Inversement, il est des cas où les parties quoique succombantes ne peuvent être condamnées aux dépens, et ici, nous trouvons une exception plus directe au principe de l'art. 130 ; elle découle d'une jurisprudence constante qui fait bénéficier d'une immunité

spéciale les représentants de l'Etat lorsqu'ils agissent devant les tribunaux dans l'intérêt de la puissance publique. L'Etat, dans les cas où il succombe est soustrait à l'application de l'art. 130, et, par contre, est exempté de toute condamnation aux dépens ; il en est ainsi, notamment, toutes les fois que le ministère public agit d'office par voie d'action dans les circonstances que la loi indique, de même lorsque les administrations publiques agissent, non dans un intérêt pécuniaire mais comme représentant l'Etat ; tels sont par exemple : les ministres, les préfets et les maires, en tant qu'ils agissent comme fonctionnaires et magistrats de l'ordre administratif, chargés dans un intérêt d'ordre public, de veiller à l'exécution des lois. Et cette immunité ainsi comprise et délimitée est si absolue qu'elle continue de s'appliquer, encore bien que, ces « parties publiques » aient commis une faute qui rendrait tout autre plaideur passible d'être condamné aux dépens. Lorsqu'au contraire ces personnes agissent dans un intérêt privé, comme exerçant les droits et actions du domaine public, du département, de la commune, elles peuvent être condamnées aux dépens personnellement, à raison de la faute par elles commise, par application du droit commun.

4^e RÈGLE. — Toutes les parties qui succombent au procès sont personnellement et divisément tenues des dépens. C'est un principe absolument admis que la condamnation aux dépens est personnelle et divisible : ce qui exclut en principe l'applica-

tion de la théorie de la solidarité en matière de dépens.

Cette règle ne cesse pas même dans le cas où les parties succombantes ont agi ou se sont défendues en vertu d'un intérêt commun ou collectif; de même qu'elle continue à s'appliquer même dans le cas où les parties s'entendent, se réunissent pour soutenir en commun le procès soit en demandant, soit en défendant, car, d'une part, il est de principe que la solidarité ne se présume pas (art. 1.202 C. civ.) et d'autre part, en fait, cette réunion en commun, cette collectivité n'implique nullement, chez les colitigants, la volonté de s'obliger éventuellement au paiement solidaire des frais de l'instance. Néanmoins cette règle comporte deux exceptions à signaler :

La solidarité s'applique d'abord lorsque l'obligation qui a donné lieu à la condamnation est elle-même solidaire.

Cette première exception n'est pas cependant universellement admise, beaucoup d'auteurs soutiennent, au contraire, que même, en ce cas, la solidarité ne saurait être étendue aux dépens, comme ne pouvant constituer un accessoire véritable de l'obligation, ni l'accessoire du principal de la condamnation. Qu'il nous suffise d'indiquer que la Cour de Cassation a, depuis longtemps, posé en principe que si les dépens sont divisibles, les défendeurs succombants peuvent néanmoins y être solidairement condamnés, dans le cas où la condamnation au principal est elle-même

prononcée solidairement (1). La Cour exige cependant que la solidarité soit prononcée en termes formels, et spécialement relatifs aux dépens (2), sous la condition que le créancier y aura conclu réellement, et qu'elle soit motivée ; toutefois la Cour de Cassation n'a pas toujours décidé ce dernier point (3). Il a été enfin décidé que l'exception dont nous parlons, ne doit pas être étendue au cas d'une obligation indivisible (4).

La solidarité est applicable, en second lieu, lorsque dans une instance qui suppose plusieurs défendeurs, ceux-ci ont été condamnés en des dommages-intérêts envers le demandeur pour la réparation d'un délit ou d'un quasi délit civil commun soit que l'allocation des dépens doive tenir lieu de dommages-intérêts en l'espèce, soit que les dépens alloués doivent être considérés comme le complément de la réparation civile du délit ou quasi délit. On fait ici l'application pure et simple de cette règle constante que les co-auteurs d'un fait dommageable sont solidairement tenus de la réparation civile du dommage, par la raison qu'il est impossible de diviser la part d'action et de responsabilité de chacun dans la faute commune : la

(1) Voy. notamment Cass., 1^{er} février 1893. S. 94.1.86. — 10 décembre 1895. D. 96.1.387. — 13 janvier 1897, Pand. Fr. 97.1.405. — 18 mai 1898, eod. 99.1.1.

(2) Cass., 19 avril 1841. D. 41.1.191. — Garsonnet, *Op. cit.*, t. III, § 457, p. 197.

(3) Cass., 22 mars 1882. D. 82.1.285. — 28 janvier 1885. S. 85.1.480.

(4) Cass., 3 novembre 1886. D. 87.1.157-158. — Boncenne, *Op. cit.*, t. II, p. 529.

solidarité dans l'action entraîne la solidarité dans la réparation dont le payement des frais est un des éléments (1). Mais, bien entendu, cette condamnation solidaire est subordonnée à l'allocation et au caractère des dommages-intérêts ; elle ne s'impose pas plus au juge que ne s'impose à lui l'allocation des dommages-intérêts ; en tous cas, la solidarité des dépens doit encore faire l'objet d'une demande spéciale de la partie gagnante ; et plus particulièrement lorsque la condamnation aux dépens est allouée pour tous dommages-intérêts, il faut en prononçant la solidarité, quant à cette condamnation, que le juge la motive sur une faute constatée et un dommage établi, conformément aux principes admis en matière de dommages-intérêts (2).

Telles sont les deux exceptions que nous avons à signaler à cette règle que la solidarité ne peut avoir lieu en matière de condamnation aux dépens.

5^e RÈGLE. — La condamnation aux dépens s'entend de tous les frais justement motivés par l'instance.

Nous venons dans la règle précédente d'étudier l'étendue de la condamnation aux dépens quant aux personnes qui en sont passibles (point de vue subjectif) ; — dans celle-ci, nous exposons l'étendue de cette condamnation en elle-même (point de vue objectif).

(1) Cass., 13 juillet 1857. D. 58.1.348 — 7 janvier 1861, D. 62.1.96. — 3 mars 1868, D. 68.1.155. — 25 juillet 1870, D. 72.1.25. — 22 mars 1882. — D. 82.1.285. — Rouen, 28 juillet 1890, Rec. Caen et Rouen 1890, 2.139.

(2) Cass., 3 juillet 1883. D. 84.5.344. — 25 mars 1887, Pand. Fr., 1887, 1.277. — 26 mars 1888, eod. 88.1.225. — 21 janvier 1890, eod. 90.1.377. — 28 juin 1892. D. 92.1.383.

A ce point de vue la condamnation aux dépens s'étend :

1° Au coût des différents actes de procédure exigés par le Code pour l'instruction de l'affaire ; et les frais occasionnés par les différentes mesures d'instruction ordonnées par le tribunal dans l'intérêt de la cause ; —

2° Aux émoluments des avoués et autres officiers ministériels, et aux honoraires des avocats suivant la taxe légale.

3° Aux droits de timbre et d'enregistrement perçus par le trésor, soit à l'occasion des actes de procédure qui y sont soumis, soit à l'occasion du jugement sur le montant des condamnations qui y sont prononcées.

4° Les droits de greffe, qui représentent les honoraires du greffier.

5° En certains cas, les frais de voyage de la partie qui justifie les avoir exposés « dans la seule vue du « procès ».

6° Les frais déboursés par les avoués, comprenant les honoraires des experts, taxes de témoins, frais et honoraires des séquestres et autres de même nature.

Nous verrons, toutefois, qu'en matière sommaire l'étendue de la condamnation aux dépens est plus restreinte.

Enfin, le tribunal a la faculté d'y faire rentrer les frais d'actes antérieurs à l'action en justice, ou postérieurs à celle-ci, par exemple : les sommations, procès-verbaux de constat, commandements ou offres réelles ; ou bien encore les frais de levée, de signification ou d'exécution de jugement. Pour ces derniers, la juris-

prudence a une tendance marquée à les comprendre de plein droit dans les dépens (1).

Il y a, cependant, un point qui fait difficulté : c'est celui de savoir si l'on doit comprendre, dans les dépens, les frais ou coûts des actes produits en justice à l'appui des prétentions de l'une ou de l'autre partie et, en particulier, les droits d'enregistrement perçus à l'occasion de pièces d'actes ou de conventions invoqués à l'appui de ces prétentions ? — Sur cette question, la jurisprudence, qui avait été longtemps divisée, est maintenant constante et uniforme. Les arrêts font une distinction entre les droits d'enregistrement dont le procès a été la cause génératrice, c'est-à-dire qui ne sont devenus obligatoires que par le fait de la production des actes en justice, et ceux dont le procès a été seulement la cause occasionnelle, c'est-à-dire ceux afférents à des actes qui auraient dû être enregistrés indépendamment même de toute production en justice (2).

Aussi, bien qu'en principe, la condamnation aux dépens ne comprenne que le coût des actes de procédure prescrits ou autorisés par la loi et hors l'enregistrement des pièces produites en justice, cet enregistrement doit cependant faire partie des dépens si les pièces produites n'étaient pas en elles-mêmes sujettes à cette formalité, et si le procès a été la cause de la

(1) Rouen, 13 août 1869. D. 72.5.261. — Cass., 5 avril 1870. D. 71.1.321. — Rennes, 17 mai 1892. D. 92.2.381.

(2) Cass., 16 août 1860. D. 60.1.495. — Trib. Seine, 2 novembre 1884. journal *La Loi* du 26 décembre 1894.

perception des droits (1) ; tels sont, par exemple, les droits perçus sur le titre sous-seing privé constatant une vente mobilière, sur des lettres missives et des billets à ordre, à l'occasion de leur production en justice, alors que le tribunal en a ordonné l'enregistrement. On ne doit considérer comme faisant partie des dépens, que les frais nécessités par le litige lui-même et non ceux qui auraient dû être faits même en dehors de tout procès (2). A plus forte raison, la condamnation aux dépens ne comprend-elle pas le double droit perçu sur l'acte non présenté à l'enregistrement, dans le délai fixé par la loi.

Toutefois, il faut reconnaître aux juges du fond la faculté de mettre, à titre de supplément de dommages-intérêts, à la charge de la partie qui succombe, le payement des frais d'enregistrement des pièces dont les énonciations du jugement ont révélé l'existence à l'administration, et ont été la cause occasionnelle de la perception. Ces frais, d'après le droit commun, doivent être acquittés par la partie qui en est débitrice. Pour que la règle soit intervertie et que cette partie puisse être exonérée de cette charge, il faut donc que son adversaire ait commis une faute. C'est à titre de dommages-intérêts que celui-ci sera condamné à les payer,

(1) Cass., 12 août 1891. S. 92.1.245. — Dijon, 16 mars 1894. D. 95.2.260. — Cass., 30 avril 1895. D. 95.1.415. — 30 octobre 1895. *Gaz. Pal.*, 1895, 2.570. — 23 novembre 1897. D. 98.1.321. — Rouen, 9 février 1898, *Gaz. Pal.*, 1898, 2.295. — Cass., 22 novembre 1899. *Pand. Franc.*, 1900. 1.148.

(2) Cass., 17 décembre 1872. D. 73.1.154. — Trib. Lyon, 23 mars 1892. *Gaz. Pal.*, 1892, 2.344.

mais alors il sera indispensable que la condamnation précise la faute et le dommage causé (1).

En matière de dépens, les juges ont encore quant à l'étendue de la condamnation une autre faculté; celle de compenser les dépens dans les termes de l'article 131. Cette compensation est totale quand chacune des parties doit payer les frais qu'elle a faits ou avancés; le jugement ne contient pas alors de condamnation aux dépens; on dit que le tribunal renvoie les parties sans dépens; — elle est au contraire partielle ou proportionnelle quand une partie est condamnée à supporter ses propres frais, plus une fraction de ceux de son adversaire qui ne payera ainsi que le surplus; dans ce dernier cas, on voit qu'il y a une condamnation aux dépens; enfin la compensation partielle peut ne pas comprendre l'ensemble des frais du procès, elle peut ne porter que sur un acte déterminé ou sur une procédure particulière. La compensation a lieu, soit entre certains parents, dans un intérêt de conciliation et de bonne entente dans la famille; elle doit être, en ce cas, restreinte entre les personnes désignées par le texte, soit entre parties respectivement succombantes, suivant l'appréciation souveraine du juge qui peut répartir les dépens comme il l'entend: le pouvoir des tribunaux sur ce point est discrétionnaire (2),

(1) Cass., 9 mai 1892. Pand. Fr., chr. 1893, 1.215. — Nancy, 10 février 1894. — *Gaz. Pal.*, 1894, 1.423. — Cass., 11 novembre 1895. D. 96.1.47. — 7 juillet 1896, Pand. Franc., chr. 1897, 1.406. — 17 janvier 1898, S. 99.1.486.

(2) Cass., 1^{er} décembre 1891. Pand. Fr. chr. 1894, 1.103. — 4 janvier 1893. D. 1895, 1.294. — 6 décembre 1898. D. 98.1.572. — 21 février 1899, Pand. Fr., chr. 1899, 1.138.

et il est de jurisprudence à peu près constante que leur décision à cet égard échappe à la censure de la Cour de Cassation. Cependant, ce pouvoir ne peut aller, pour la première espèce de compensation (entre parents), jusqu'à pouvoir décharger la partie succombante de la totalité des dépens, car il n'y aurait plus alors de compensation.

C'est ainsi qu'un jugement qui mettrait à la charge du gagnant la totalité des dépens, violerait manifestement la loi, et sa décision donnerait ouverture à Cassation (1). Au contraire, entre parties respectivement succombantes, les juges peuvent mettre tous les frais à la charge d'une seule, bien que toutes deux aient succombé sur quelques chefs. Pour opérer cette compensation, le tribunal, en pratique, procède ainsi : ou bien il excepte de la compensation les frais de tel ou tel acte de procédure ou de telle ou telle production frustatoire ou inutile, — ou bien il permet de comprendre dans la répartition tels frais non prévus au tarif, — ou bien enfin, il décide qu'il sera fait masse des dépens pour être supportés par les parties suivant une proportion déterminée.

(1) Mêmes arrêts.

SECTION IV

Recouvrement des dépens

Lorsqu'une instance est terminée et qu'il y a lieu d'en faire solder les frais, on commence par les liquider ; puis ils sont taxés ; enfin l'avoué en opère le recouvrement, soit contre son client, soit contre l'adversaire qui doit les supporter. Nous n'envisageons ainsi le recouvrement des frais qu'autant qu'il est opéré par l'avoué ou par la partie.

Pour opérer le recouvrement des dépens, il faut un titre exécutoire. Ce titre sera, soit le jugement de condamnation lui-même (c'est le cas des matières sommaires en principe), soit un exécutoire distinct obtenu dans l'unique but de ce recouvrement.

Nous allons donc examiner rapidement : 1° la liquidation des dépens dans le jugement en matière sommaire ; — 2° la taxe et l'obtention de l'exécutoire, qui est la façon de liquider les dépens en matière ordinaire ; — 3° la poursuite en recouvrement des frais liquidés ou taxés.

Cette matière est régie par l'art. 543 du Code de procédure civile et le 2° décret du 10 février 1807 ; elle a été complétée par la loi, relativement récente, du 24 décembre 1897.

A. — *Liquidation des dépens en matière sommaire*

La liquidation des dépens en matière sommaire sera faite par les jugements qui les auront adjugés, dit l'art. 1^{er} du 2^e décret du 16 février 1807, spécialement consacré à cette matière. Cette liquidation est soumise à l'appréciation de la Cour ou du tribunal qui la fait. « A cet effet, l'avoué qui aura obtenu la condamnation « remettra, dans le jour, au greffier tenant la plume « à l'audience, l'état des dépens adjugés et la liquidation en sera insérée dans le dispositif de l'arrêt ou « jugement ». (Art. 1^{er}.) Cette condamnation de la partie envers son avoué, au paiement des frais, est toujours présumée renfermer la condition tacite « sauf « la taxe des frais, si elle est demandée et n'a pas été « faite », car la partie condamnée pourra toujours requérir la taxe; ce droit est pour elle d'ordre public et ne peut être compromis par aucune renonciation.

Cette liquidation, faite en bloc, est une des dispositions du jugement; la force exécutoire s'applique à elle, comme à toutes autres condamnations qui y sont contenues. Le jugement constitue donc un titre exécutoire qui permettra de faire payer, à la partie qui succombe, les frais auxquels elle est condamnée; sauf le droit pour elle d'exiger, de ces frais liquidés, la taxe régulière, au cas où ils ne l'auraient pas été sur l'état soumis au juge, dans les vingt-quatre heures de la prononciation du jugement et avant la signature de la feuille d'audience; et nonobstant encore le droit

pour elle de faire opposition à la taxe effectuée, dans les formes indiquées par la loi.

La liquidation des dépens, en matière sommaire, n'est pas cependant une formalité substantielle; et un jugement, en ces matières, n'est pas nul, s'il a été rendu sans contenir la liquidation des dépens adjugés; il suffit que la taxe soit ultérieurement insérée dans la minute du jugement. De même, le défaut d'insertion aux jugements et arrêts, en matière sommaire, de la liquidation des dépens, ne peut influer sur les dispositions du jugement ou de l'arrêt qui a statué sur le fond et fournir, à leur égard, une ouverture à cassation; cette omission peut seulement donner lieu au paiement de l'exécutoire des dépens, par la partie ou l'avoué qui ont rendu nécessaire la levée de cet exécutoire (1).

Le résultat de la liquidation des dépens, dans le jugement qui les adjuge, sera l'économie de frais d'un autre jugement exécutoire qui leur soit spécial; aussi, a-t-il été décidé, sans que cette décision soit définitive en jurisprudence, que l'art. 1^{er} du décret du 16 février 1807, exigeant qu'en matière sommaire la liquidation des dépens soit faite dans le jugement, et qu'à cet effet, l'avoué qui a obtenu la condamnation, remette dans le jour, au greffier, l'état des dépens adjugés, — entraîne cette conséquence que l'avoué, qui ne s'est pas conformé à cette disposition, doit supporter personnellement le coût des exécutoires et de leur signification,

(1) Cass., 16 juin 1884. D. 85.1.161. — 29 mai 1894. D. 94.1.555.

formalités rendues nécessaires par l'inobservation de la loi.

En fait, cette prescription est de nos jours souvent omise et bien des tribunaux ont perdu l'habitude de faire cette liquidation. On procède à cet égard comme en matière ordinaire ; avec cette différence que, dans ce cas, la liquidation ne peut être réglée et rendue exécutoire par un magistrat seul, mais par le tribunal ou la Cour qui a rendu la décision.

Il y a deux autres cas où la production du mémoire de l'avoué et l'insertion de la liquidation des dépens, dans le jugement ou l'acte qui les adjuge, est requis ; c'est en matière d'ordre et de vente judiciaire par adjudication devant le tribunal. La production du mémoire taxé est ici exigée à peine de nullité. Nous n'entrons pas dans le détail de ces cas spéciaux, que nous signalons seulement à raison de l'analogie qu'ils présentent avec la liquidation en matière sommaire.

B. — *Taxe des dépens en matière ordinaire*

Pour les affaires ordinaires, l'art. 2 du 2^e décret de 1807 indique un autre mode de liquidation des dépens : ces dépens seront soumis à la taxe d'un des juges qui aura assisté au jugement. Pour y parvenir, l'avoué dresse un mémoire de ses frais conformément au tarif et sur trois colonnes dont une renferme les frais revenant au Trésor dont il a fait l'avance, la seconde les déboursés, la troisième les honoraires et émoluments. Le juge de son côté, chargé de liquider,

taxe chaque article en marge de l'état sans qu'il doive donner aucun motif d'admission ou de rejet ; il somme le total au bas, le signe et appose la mention de taxe ainsi conçue : Taxé le présent état à la somme de. Il est ensuite signé par le greffier ; toutefois on s'accorde à reconnaître que la loi ne prononçant aucune nullité, pour le cas d'omission de la signature du greffier, cette omission ne suffit point pour faire annuler une taxe d'ailleurs régulièrement faite. Cette opération constitue l'ordonnance de taxe. Le juge taxateur a des pouvoirs assez larges : ainsi, il peut réduire les demandes exagérées, rejeter les actes frustratoires et ceux dont l'existence ne se trouve pas justifiée au dossier ; — cette mission est réglée par l'article 4 du décret du 16 février 1807. — Toutefois, il a été jugé que le juge taxateur, qui a rendu à l'avoué le dossier et l'état taxé, ne peut exiger, alors que les intéressés ne font aucune réclamation, la représentation de ces documents, dans le but de faire une nouvelle taxe ou de faire réviser la première par le président (1). Il a été en outre jugé que le refus de communication des actes d'une procédure passés en taxe, ne peut autoriser le rejet de la taxe, alors que la partie a en main la copie de ces actes et se trouve ainsi à même d'en vérifier l'exactitude (2). A la différence de la liquidation faite dans le jugement, cette ordonnance n'est pas par elle-même un titre

(1) La Martinique, 9 mars, 1868. Dall. Alph. Rep. supp. V^o, frais et dépens, n^o 194.

(2) Cass., 6 mai 1867. D. 68.1.173.

exécutoire, il faut qu'elle le devienne au moyen d'un exécutoire.

L'exécutoire est délivré par le greffier dans la forme des expéditions des jugements ; il contient l'ordonnance de taxe signée du juge taxateur, et la signature du greffier au bas de la formule exécutoire, il est par lui-même un titre exécutoire susceptible d'une seule voie de recours, l'opposition telle qu'elle est réglée par l'article 6 du décret de 1807 qui nous occupe (1). L'appel sur l'exécutoire n'est recevable que s'il y a appel de quelques dispositions au fond ; et d'autre part, la Cour d'appel, qui confirme le jugement de première instance, ne peut reviser la taxe que s'il y a eu appel sur ce point.

En conséquence, la copie de l'exécutoire en tête du commandement suffit sans qu'il soit besoin d'y ajouter celle du jugement qui a dû être signifié lui-même, antérieurement à la délivrance de cet exécutoire.

C. — *Poursuite en recouvrement*

Les règles que nous venons d'étudier concernent plus spécialement le recouvrement des frais lorsqu'il est poursuivi par la partie à laquelle ils ont été adjugés. Mais le recouvrement des frais est plus souvent poursuivi par l'avoué lui-même, qui a une action contre ses clients pour obtenir le paiement de ses frais, mais qui peut aussi obtenir un droit direct

(1) Cass., 26 novembre 1900, *Bull. taxe*, t. XXI, p. 86. — Trib. civ. Lyon, 11 juillet 1902, eod. t. XXIII, p. 76.

contre la partie condamnée, au moyen de la distraction des dépens. En effet, sur la demande de l'avoué et sur son affirmation d'en avoir fait l'avance, le tribunal prononce à son profit la distraction des dépens qui lui donne le droit de les recouvrer contre la partie perdante adverse.

« Comme presque toujours, dit Boucher d'Argis, ce
« sont les avoués qui font l'avance des frais, de telle
« sorte, qu'en réalité, ils en sont les véritables créan-
« ciers, la loi leur permet d'en demander la distrac-
« tion, c'est-à-dire de faire séparer à leur profit la
« condamnation aux dépens, des condamnations pro-
« noncées en faveur de leurs parties » (1). A défaut
de cette distraction, ils n'auraient d'action que contre
leur client auquel incomberait le soin de les répéter
contre son adversaire dans les conditions que nous
venons de voir.

Ce droit de recouvrement des avoués est régi actuellement par la loi du 24 décembre 1897. Elle établit une procédure plus rapide et moins coûteuse, relative à l'obtention et à l'exécution de la taxe. Elle s'applique, principalement, aux frais dus aux notaires, avoués et huissiers par leurs parties ; mais l'art. 5 étend les mêmes règles aux frais non liquidés et réclamés par un avoué distractionnaire des dépens contre la partie adverse condamnée à les payer ; elle est inapplicable dans tous les autres cas, et, notamment,

(1) Boucher d'Argis et Sorel, V^o, Distraction des dépens, n^o 1, p. 218.

quand il s'agit de dépens liquidés au jugement; ces dépens, qu'il y ait ou non distraction au profit de l'avoué, continuent à être régis par le deuxième décret du 16 février 1807. Il faut, en ce dernier cas, obtenir l'exécutoire et, s'il y a lieu, procéder au règlement de l'opposition conformément aux principes de ce décret. — Enfin, s'il s'agit de dépens non liquidés qui sont dus et réclamés par la partie qui a obtenu gain de cause, il faut encore procéder conformément au même deuxième décret de 1807, car la loi du 24 décembre 1897 a pour objet les frais qui sont dus aux officiers ministériels ou à leurs représentants, et non ceux avancés par les parties qui en sont personnellement créancières.

Jusqu'à la loi du 24 décembre 1897, on le voit, la taxe n'était réglementée que dans les cas prévus au deuxième décret du 16 février 1807, c'est-à-dire lorsqu'il s'agissait de dépens adjugés en justice et seulement contre la partie condamnée; — les notaires, avoués, huissiers ne pouvaient, quelque minime que fût la somme par eux réclamée, obtenir contre leurs parties un titre exécutoire sans procéder par voie d'action en justice, il en résultait qu'ils devaient, en vertu de l'art. 60 du Code de procédure civile, porter devant le tribunal de leur domicile les demandes en payement de frais et honoraires à eux dus. De là, une nouvelle charge pour les débiteurs,

Ce régime présentait un premier grave inconvénient pour l'avoué qui hésitait à suivre cette procédure coûteuse et désagréable et préférerait abandonner sa légi-

time créance; de son côté, le client ne pouvait contraindre l'officier ministériel, à se faire taxer qu'en se faisant assigner, ce qui exposait inutilement des frais exagérés. La taxe elle-même n'empêchant pas l'officier ministériel d'obtenir jugement : — une loi du 5 août 1881 tenta un progrès pour les actes notariés en facilitant l'obtention de l'exécutoire de taxe, mais elle ne supprimait nullement, pour le notaire, la nécessité d'introduire une demande en justice ; il eut fallu que l'exécutoire de taxe put lui conférer tous les avantages de l'action en justice, c'est-à-dire : interrompre la prescription, faire courir les intérêts et conférer l'hypothèque judiciaire. Enfin, cette loi n'était relative qu'aux notaires et refusait le bénéfice du droit de poursuite par voie d'exécutoire aux avoués et aux huissiers.

Ce fut la loi de 1897, complétant celle de 1881, qui combla ces lacunes. Elle supprima pour les notaires, avoués et huissiers, le droit d'agir directement en justice pour obtenir le paiement de leurs frais ; il leur faut recourir à la procédure de taxe, telle qu'elle est organisée par les articles 3 et 4. — L'ordonnance de taxe est rendue par le président du tribunal, ou à son défaut par un juge commis par lui ; elle est revêtue sur minute de la formule exécutoire et contient, à peine de nullité, contitution d'avoué pour le réquérant et la déclaration que cette ordonnance deviendra définitive si elle n'est pas frappée d'opposition dans les quinze jours de sa signification. — Cette signification interrompt la prescription et fait courir les intérêts,

l'ordonnance vaut titre exécutoire et emporte hypothèque judiciaire, mais elle ne peut être exécutée et l'inscription d'hypothèque ne peut être prise qu'après l'expiration du délai d'opposition. — L'opposition est recevable dans les quinze jours de la signification ; elle est formée par acte motivé d'avoué à avoué, s'il y avait avoué constitué, sinon, par ajournement. Les débats ont lieu en Chambre du Conseil sans procédure. Le ministère public est entendu. Le jugement est rendu en séance publique et est susceptible d'appel dans les formes et dans les cas ordinaires. Il résulte enfin, des travaux de cette loi, que l'article 60 garde son application et qu'il n'a rien été innové aux règles de la compétence à cet égard ; en conséquence, les demandes relatives aux frais doivent donc être portées au tribunal devant lequel les frais ont été faits.

Il reste à faire observer que ces droits des notaires, avoués et huissiers, au payement de leurs frais, sont susceptibles de s'éteindre par une courte prescription que détermine l'article 1^{er} de la loi du 24 décembre 1897 et les articles 227 et 2273 du C. civ. D'autre part, les demandes en taxe et les actions en restitution de frais se prescrivent par deux ans, du jour du payement ou du règlement de compte arrêté, reconnaissance ou obligation (art. 2 de la loi de 1897).

Le but de cette loi a été clairement établi au cours des travaux parlementaires. « Le gouvernement
« estime que, pour rendre utile la réforme et pour ré-
« pondre aux vœux de l'opinion publique qui réclame
« partout où elle est possible, la diminution des frais

« de justice, il y a lieu d'écarter nettement et résolument la procédure de l'action ordinaire en justice et d'appliquer aux demandes en paiement des notaires, avoués et huissiers, une procédure expéditive et peu coûteuse, qui consisterait simplement dans la demande et l'ordonnance de taxe et dans la signification de cette ordonnance avec droit d'opposition dans un délai de huit jours (porté depuis à 15 jours) à partir de la signification ».

CHAPITRE II

LE TARIF DE 1807

§ I. — *Économie générale*

L'article 545 du Code de procédure portait que la manière de procéder à la liquidation des dépens et frais dans les matières autres que les matières sommaires serait déterminée par un ou plusieurs règlements d'administration publique. De son côté, l'art. 1042 décidait qu'avant le 1^{er} janvier 1807, époque de mise à exécution du Code nouveau, il serait fait, tant pour la taxe des frais que pour la police et la discipline des tribunaux, des règlements d'administration publique et que, dans trois ans au plus tard, les dispositions de ces règlements qui contiendraient des mesures législatives seraient présentées au Corps législatif en forme de loi. — C'est en vertu de cette double délégation que parut, le 16 février 1807, le premier décret de loi contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ; un second décret, portant la même date, étendit les dispositions de ce tarif aux Cours d'appels et tribunaux. — En vertu de ce tarif, les

tribunaux sont divisés en trois classes. Il y a le tribunal de la Seine et les tribunaux des grandes villes d'une population supérieure à 100,000 habitants. Il y a ensuite les tribunaux des villes d'une population supérieure à 30,000 habitants et des villes, sièges d'une Cour d'appel : ce sont les tribunaux de 2^e classe, auxquels est appliqué le tarif de Paris, c'est-à-dire le tarif des tribunaux de 1^{re} classe diminué de un dixième. Il y a enfin les tribunaux de 3^e classe avec une tarification réduite d'un quart. A côté de cette première distinction des tribunaux en classes, il y en a une seconde relative à l'importance des affaires, suivant qu'elles sont ordinaires ou sommaires. Le mode de rémunération des avoués est essentiellement différent, suivant qu'on est en matière ordinaire ou en matière sommaire ; — enfin il existe pour les ventes une troisième tarification différente.

A. — *Matières ordinaires*

En matière ordinaire, c'est-à-dire dans toutes les affaires qui se trouvent en dehors de l'art. 404, et en général toutes celles qui sont au-dessus de 1,500 francs, le tarif accorde à l'avoué un droit fixe par chaque acte de procédure qu'il signifie, qu'il s'agisse d'actes relatifs à l'instance principale ou ceux des incidents. — De plus, à côté des droits fixes à raison de chaque acte de procédure, l'avoué a droit à des vacations pour les différentes opérations, déplacements, recherches, comparutions, etc. — Chaque cause donne, en outre,

droit à la perception d'un droit de conseil, et chaque jugement à la perception d'un droit d'obtention. — Enfin, dans les déboursés, il est alloué à l'avoué un certain nombre de taxes sur les copies de pièces tarifées à tant la ligne. — Dans cette catégorie rentrent les frais de grossoyers, dont nous avons déjà parlé, sur lesquels l'avoué perçoit un émolument assez considérable, qu'il peut multiplier à son gré sans autres limites que le contrôle plus ou moins bienveillant du juge taxateur. — Le tarif de 1807 entre dans tous les détails et fixe les droits afférents à chaque acte de procédure, à chaque vacation qu'il examine les uns après les autres. — C'est ainsi qu'il taxe séparément chacun des actes des huissiers ordinaires, les émoluments des huissiers-audienciers et ceux des avoués ou des greffiers, experts et dépositaires de pièces. C'est dans les articles 68 et suivants, qui forment le chap. II, que sont tarifés les droits des avoués en matière ordinaire. Nous ne pouvons entrer dans le détail de tous ces droits, il nous suffit, en renvoyant à l'étude de ce tarif, d'indiquer que les taxes sont rangées en douze catégories : droit de consultation ; actes de première classe et de seconde classe ; requêtes et défenses qui peuvent être grossoyées et copies de pièces ; requêtes qui ne peuvent être grossoyées et copies d'actes ; droits de plaidoirie et d'assistance aux jugements ; qualités et significations de jugements ; vacations diverses ; droits de poursuites de contribution, de saisie immobilière, d'ordres et actes divers.

Observons, enfin, que le tarif contient une diffé-

rence dans la quotité des droits et vacations alloués, suivant qu'il s'agit d'un jugement contradictoire ou par défaut; et que, d'autre part, la rémunération portant en principe sur chaque acte de procédure ou opération faite, il en résulte une différence notable entre les frais de la demande et ceux de la défense.

Nous ne pouvons insister davantage sur cette tarification, en matière ordinaire, qui ne rentre point dans notre étude.

B. — *Emoluments des ventes*

Nous n'insisterons pas non plus sur ce second point; qu'il nous suffise d'indiquer que, dans ces matières, les émoluments des avoués se composent de quatre parties :

Ils touchent, d'abord, un droit fixe sur chaque acte de procédure et une vacation pour chacune de leurs démarches, ce qui rend très nombreuses les vacations; à ces deux premiers chefs de rémunération s'ajoutent un droit de rôle et de rédaction du cahier de charges; ce droit est de 2 francs par chaque rôle de la grosse du cahier des charges, et leur nombre est illimité; l'avoué grossit le cahier de charges, sans autre contrôle que celui du tribunal qui l'admet entier ou le restreint en taxe; en dernier lieu, l'avoué a droit à une remise proportionnelle, variant suivant que la vente a été ou non précédée d'une expertise. Les droits ont été, sur ce point, modifiés par des lois postérieures qui ont restreint l'émolument, notamment

celle du 23 octobre 1884, pour les ventes au-dessous de 1.000 francs.

C. — *Matières sommaires*

C'est l'article 67 composant le chapitre 1^{er} du titre II, réservé aux avoués de première instance, qui contient les principes de la tarification en cette matière. Cet article interdit toute allocation d'honoraires pour les actes quels qu'ils soient autres que ceux spécifiés dans cet article. Ces droits se résument dans l'allocation à forfait, outre les déboursés d'un droit d'obtention de jugement et quelques autres droits que nous allons rapidement passer en revue. La constitution d'avoué et la mise au rôle ne sont attribués que comme déboursés, il n'est donc dû à l'avoué, à raison de ces deux actes, ni émolument, ni vacation, il en est de même de la distribution des causes et des remises qu'elles entraînent. Quant à la requête abrégative, il est généralement admis que, bien qu'elle ne soit pas inscrite sous la rubrique des affaires sommaires et qu'en principe elle n'entraîne pas l'émolument de l'art. 77, § 1, cet émolument est cependant admis en taxe, car cet acte est considéré comme antérieur à l'instance, aussi bien que l'ajournement en tête duquel il doit être signifié.

Relativement aux conclusions, nous avons vu que bien que l'art. 67 n'admette aucun droit, l'avoué peut, néanmoins, les rédiger et les motiver, à condi-

tion qu'elles ne soient pas rédigées en grossoyé. — La question se pose de savoir si elles doivent être passées en taxe, et si elles donnent droit à des émoluments et quels sont ces émoluments ; un élément nouveau d'appréciation résultait des art. 33, 70, 71 et 72 du décret du 30 mars 1808, prescrivant le dépôt et la signification des conclusions motivées, et applicables aussi bien en matière sommaire qu'ordinaire ; — la Cour de Cassation a reconnu que ce décret de 1808, postérieur au tarif, innovait, en ce qui concerne le dépôt et la signification des conclusions motivées, que les actes qu'il prescrit impérieusement en vue de l'instruction plus utile et plus développée des affaires, constituait un travail nouveau à la charge des avoués, qu'il y avait lieu, en conséquence, de les admettre en taxe (1).

En effet, si le tarif établit un forfait pour la rémunération, dans ces affaires, ce forfait n'a été évalué que sur les termes de la procédure, telle qu'elle venait d'être établie par le Code de 1807 ; il était équitable de mettre les actes nouveaux, en dehors de ce forfait. — La seconde conséquence est que le montant de ce droit doit être calculé d'après les émoluments portés à l'art. 71, § 12, du tarif (5 francs, 4 fr. 50, 3 fr. 75, et pour chaque copie le quart en sus), telle est la jurisprudence de la plupart des Cours de France. Sur le droit de dépôt, le coût de la vacation généralement admis est (1 fr. 50, 1 fr. 35, 1 fr. 15). — Mais, en

(1) Cass., 13 mai 1861. D. 61. I.492.

dehors de ces droits, il n'est alloué aucun émolument pour les significations de requêtes, défenses, ou, en réponse, aucun texte législatif n'en autorise ici la signification.

Si l'on se trouve dans le cas d'une demande incidente ou en intervention, ces demandes, aux termes de l'art. 406, doivent être introduites par requête d'avoué à avoué, ne contenant que des conclusions motivées ; dans le silence de l'art. 67, il n'est alloué aucun émolument pour ces actes, seul le jugement sur l'incident donne droit aux divers émoluments dus pour toute la procédure incidente.

L'avoué ne peut, d'autre part, prétendre à aucun émolument de communication de pièce à la partie ou au ministère public ; ni au droit de consultation qui lui ferait obtenir, pour la seule consultation, autant et plus quelquefois, que l'art. 67 ne lui accorde pour l'obtention de jugement, et pour tous ses soins et démarches pendant toute la durée de la cause.

Une question naît à propos du droit de correspondance et de port de pièces. La jurisprudence s'est longtemps divisée sur le point de savoir si ces droits devaient être alloués en matière sommaire comme en matière ordinaire, et s'il fallait, ici, faire l'application de l'art. 145 du tarif qui fixe ce droit à 10 francs et 7 fr. 50 par chaque jugement définitif, et à 5 francs et 3 fr. 75 par chaque jugement interlocutoire. — La Cour de Cassation a encore, ici, définitivement fixé la jurisprudence en jugeant que cet émolument ne pouvait être alloué en matière sommaire et qu'il y avait

lieu d'admettre seulement en taxe les simples déboursés occasionnés et dont il est justifié (1).

Il a été jugé, également d'une façon constante, par la Cour de Cassation, qu'il ne peut, en notre matière, être alloué d'honoraires pour frais de voyage aux avoués; la loi est également muette sur ce point, comme sur celui du voyage des parties; elle accorde les simples déboursés. Mais il appartient au tribunal d'apprécier, d'après la justification faite pour la partie, quels sont les simples déboursés à allouer à cette partie pour frais de voyage (2).

Nous arrivons au droit d'obtention de jugement, qui constitue la seule rémunération vraiment appréciable des avoués en matière sommaire; il y a lieu de distinguer suivant la nature du jugement obtenu, car le droit est alloué, en principe, pour tout jugement obtenu par les soins de l'avoué, sauf les jugements préparatoires qui ne peuvent être expédiés, ni signifiés; la quotité du droit d'obtention peut, seule, être différente suivant les cas.

Pour les jugements préparatoires, qui ne sont susceptibles d'aucune expédition, ni signification, tels que jugements de remise ou d'indication de cause, jugement commettant un juge en remplacement d'un autre, ou recevant le serment des experts, ou mettant la cause en délibéré, il n'est alloué aucun émolument.

(1) Cass., 4 mai 1857. D. 57.1.302. — 13 juin 1874, *Journ. des Av.*, t. 99, p. 221.

(2) Cass., 14 décembre 1887. D. 89.1.150.

Parmi les autres jugements préparatoires et interlocutoires, la jurisprudence et les auteurs s'accordent à décider qu'il n'est alloué d'émoluments que pour ceux visés expressément par le tarif dans les § 8 à 11, car, dans le § 5, l'art. 67 du tarif n'oppose les jugements contradictoires et les jugements définitifs que pour ne pas exclure les jugements qui pourraient être définitifs, sans être contradictoires (exemple : les jugements par défaut de débouté d'opposition). Le texte, au contraire, fait une démarcation évidente entre ces deux cas; les § 1 à 7 s'appliquent aux jugements définitifs et les § 8 à 11 aux jugements avant faire droit. Pour ces jugements, il est alloué un demi-droit — Le droit d'obtention, alloué aux avoués, est un droit gradué, correspondant au chiffre de la demande (15 francs par 1,000 francs — 20 francs au-dessus jusqu'à 5,000 francs; 30 francs au-dessus de ce chiffre), avec faculté pour le juge de le proportionner à son gré, si la valeur du litige est indéterminée; de plus, si le jugement est par défaut, ce droit est réduit de moitié (7 fr. 50 — 10 et 15 francs.)

Enfin, il existe une autre proportion fixant chacun des droits d'après l'importance des tribunaux près desquels les avoués exercent et d'après le degré de juridiction (la réduction est des trois quarts des droits de la Cour de Paris pour les tribunaux du ressort).

S'il existe plus de deux parties en cause ayant des intérêts contraires, le § 10 alloue un quart en sus des droits d'obtention de jugement à l'avoué qui aura suivi contre chacune des autres parties, et autant de fois

qu'il y aura de parties en cause ayant un intérêt distinct, à moins qu'on ne se trouve dans une instance d'ordre instruite et jugée comme sommaire.

A côté du droit d'obtention de jugement, l'art. 67, § 2, alloue à l'avoué pour le dressé des qualités et la signification du jugement contradictoire (et rien que pour le jugement contradictoire), le quart du droit d'obtention du même jugement; cet émolument comprend aussi l'opposition aux qualités et leur règlement, lesquels ne peuvent plus, dès lors, donner lieu qu'aux déboursés de la sommation à se régler. Ce droit, toutefois, ne s'applique qu'à la rédaction de l'original des qualités et ne comprend pas les copies qui peuvent en être faites.

Tels sont les seuls émoluments alloués aux avoués en matière sommaire, et l'économie de frais qui résulte dans ces sortes d'affaires pour les plaideurs.

§ II. — *Motifs de révision*

Ainsi constitué, le tarif de 1807 ne cadre plus depuis longtemps avec les besoins et la situation nouvelle des fortunes.

Les motifs de plainte étaient nombreux et par conséquent nombreuses furent les réclamations et les demandes de révision; le tarif avait trop vieilli et ses dispositions avaient en fait, dans l'application, subi presque partout des modifications nombreuses et variées.

Nulle part il n'était appliqué dans la totalité de son

texte et chaque tribunal avait adopté une tarification adaptée aux milieux et une façon de taxer particulière.

En effet, comme les tarifs de 1807 ont l'énorme inconvénient de n'être déjà pas très clairs en eux-mêmes, les juges taxateurs, au milieu de tous les actes de procédure, de tous les émoluments et vacations divers, ne s'y reconnaissent que difficilement. De leur côté, les parties ne s'y reconnaissent pas du tout et ne peuvent se rendre un compte suffisant des frais qu'entraîne leur procès.

Le système de l'allocation des droits fixes à raison de chaque acte a aussi pour résultat de pousser les avoués à multiplier les actes de procédure pour parvenir à compenser les charges qui, depuis 1807, n'ont cessé de s'accroître pour eux. En effet, outre que les exigences de la vie en s'affirmant toujours d'avantage ont pour eux une répercussion sur les frais généraux, on les a soumis à la patente en 1851. — Une autre plus lourde charge leur a été imposée, celle de l'assistance judiciaire (lois de 1851 et de 1901), dont les affaires se sont accrues depuis 1851 dans une proportion telle qu'actuellement dans les études elle représentent (c'est le résultat des statistiques officielles) 30 à 40 pour cent des dossiers et pour Paris seulement 50 % des dossiers.

La loi récente de 1898 sur les accidents du travail accrut encore le nombre de ces affaires dans des proportions considérables et rendit plus nécessaire la révision du tarif. Dans ces conditions la rémunération des avoués devenant insuffisante, la conséquence vint

se produire dans les abus dont on s'est plaint violemment.

Ajoutons à ces considérations sur l'influence du tarif de 1807 que l'argent lui-même a beaucoup perdu de sa valeur ce qui rend encore l'ancien tarif moins rémunérateur.

Non seulement le tarif ne répond plus aux nécessités actuelles de l'existence, mais il porte en lui-même les éléments les plus défectueux ; comme nous l'avons fait voir, il divise le travail, au lieu de le grouper, est trop minutieux, dissemine trop la rémunération de l'avoué dans un détail d'opérations souvent insignifiantes, au lieu de la concentrer dans une appréciation d'ensemble ; loin de proportionner l'émolument à l'importance de l'affaire ou du travail effectué, il accorde un droit exagéré pour tel acte secondaire et est avare au contraire pour tel autre qui est le nerf du procès ; un procès d'importance relative peut donner lieu aux mêmes droits qu'un gros procès roulant sur un gros chiffre et d'une difficulté plus considérable.

Enfin, le tarif ne rémunère que le travail matériel ; il ne tient dans son appréciation aucun compte du travail personnel et intellectuel de l'avoué, souvent plus considérable que la procédure matérielle effectuée ; et, surtout, il n'est pas tenu compte dans l'allocation des émoluments composant la rémunération des avoués, de la responsabilité qu'ils peuvent encourir à raison des litiges qui leur sont confiés.

A ces différents motifs de révision du tarif, il en a été ajouté un autre : c'est qu'il y aurait nécessité de

simplifier le Code de procédure civile, mais, a-t-on dit avec raison « cette amélioration de nos lois sur la procédure n'est possible et ne peut porter ses fruits « que si les études n'en sont pas troublées par la pré-occupation de sauvegarder la situation des officiers ministériels, dont le concours est nécessaire à la bonne administration de la justice. L'intérêt de l'avoué et celui du plaideur sont, en effet, liés l'un à l'autre. Si le justiciable demande à l'avoué des connaissances juridiques, le talent nécessaire pour faire triompher sa cause, la probité qui inspire confiance à la justice, l'officier ministériel, en retour de ces diverses garanties professionnelles, est en droit d'exiger une rémunération qui lui assure une existence digne et indépendante ».

Tels étaient les différents motifs de revision qui sautaient aux yeux de tout le monde, qui étaient l'objet des plus vives réclamations, non-seulement de la part des avoués, mais surtout de la part des législateurs eux-mêmes et des différents rapporteurs de projets sur la réforme des lois de procédure.

CHAPITRE III

LE TARIF NOUVEAU DE 1903

SECTION I

Elaboration du nouveau tarif

C'est en considération des motifs puissants et des vives réclamations que nous venons de signaler dans le chapitre précédent, que le gouvernement dut prendre l'initiative d'élaborer un nouveau tarif plus équitable et plus rémunérateur que celui de 1807. Il s'agissait de donner une juste satisfaction aux plaintes qui s'étaient élevées de toutes parts. On devait, en effet, s'inspirer de la légitime pensée de diminuer les frais de justice, mais il y avait aussi nécessité à ne pas sacrifier les intérêts, non moins légitimes, des officiers ministériels et spécialement des avoués. C'est dans ce double but que l'œuvre fut entreprise. On avait vu, dans la législation postérieure au Code, la tendance de plus en plus marquée vers la diminution ou une plus juste proportion des droits du trésor : c'est ainsi que plusieurs lois avaient transformé beaucoup de droits fixes en droits proportionnels. La proportionnalité des droits et frais de justice : voilà la

juste tendance de la législation moderne sur les frais de justice. Ce progrès, dont la réalisation était commencée pour les droits du trésor, il a paru logique de l'étendre à la rémunération des auxiliaires de la justice, et spécialement aux émoluments des avoués. On comptait rendre ainsi plus facile la réforme de la procédure, en en supprimant le principal obstacle.

Ce fut à la date du 4 décembre 1900 que le garde des sceaux d'alors, M. Monis, prit une initiative plus directe ; son arrêté portait la nomination d'une commission extraparlamentaire, avec mission de reviser le tarif des avoués, huissiers et greffiers de justice de paix :

« Nous, garde des sceaux, ministre de la justice ;
« considérant que les tarifs des frais et dépens, en
« matière civile, tels qu'ils ont été établis par les dé-
« crets de 1807 et les lois ou les décrets postérieurs,
« ne correspondent plus ni aux exigences de la vie
« moderne, ni à l'idée de proportionnalité entre les
« ressources des plaideurs, l'importance du litige et le
« service rendu, qui devrait être la base d'une tarifi-
« cation de ce genre ; que, d'autre part, à raison de
« la multiplicité des textes et de la diversité des émo-
« luments qui varient souvent pour des actes de même
« nature, il est impossible au justiciable de se rendre
« compte, avant d'entamer un procès, des frais qu'il
« entraînera et, après l'avoir engagé, de contrôler les
« états de frais qui lui sont présentés ; — avons ar-
« rêté et arrêtons ce qui suit : Une commission est
« instituée au ministère de la justice, à l'effet d'exa-

« miner quelles sont les modifications qui pourraient
« être apportées aux tarifs des frais et dépens en
« matière civile ».

Cette commission était ainsi composée des noms suivants :

MM. Forichon, premier président de la Cour d'appel de Paris, sénateur ; Vallé, sénateur ; Odilon-Barrot, député ; Laborde, conseiller à la Cour de cassation ; Malapeyre, directeur du personnel et du cabinet au ministère de la justice ; Ditte, conseiller d'Etat, directeur des affaires civiles et du sceau au ministère de la justice ; Aubry, juge au tribunal de la Seine ; Allais, syndic de la chambre des huissiers de l'arrondissement d'Epernay ; Cartot, président de la chambre des avoués près le tribunal de première instance de la Seine ; Legrand, sénateur, président de la conférence des avoués des départements ; Pouzin, président de la chambre des avoués près la Cour d'appel de Paris ; Bompard, député ; Petit, président du tribunal civil du Havre ; Bouisson, conseiller à la Cour d'appel de Riom ; Lalle et Monteux, avocats à la Cour d'appel de Paris. — M. Forichon en fut nommé président par décret du 4 décembre 1900.

Cette commission était, on le voit, composée de magistrats éminents et expérimentés, de hauts fonctionnaires de la chancellerie, de députés et de sénateurs connus pour leur grande compétence en ces matières, de deux avocats ; enfin, les intérêts des avoués étaient admirablement présentés par les trois plus éminents présidents de chambre de discipline. Telle était l'as-

semblée qui était chargée d'élaborer le nouveau tarif, sous le contrôle de la haute assemblée du Conseil d'Etat.

La première réunion, présidée par M. le garde des sceaux Monis, eut lieu au ministère de la justice, le 10 janvier 1901 ; le ministre exposa l'orientation qu'il convenait de donner à cette œuvre : « ce qu'il
« importe, disait-il, c'est de créer un tarif simple,
« permettant, d'une part, aux officiers ministériels de
« subvenir aux charges qui leur incombent et, d'autre
« part, aux justiciables de reconnaître quels sont les
« frais qui doivent ressortir des instances engagées
« par eux ou des actes de poursuites dirigés contre
« eux ».

Ce fut, ensuite, M. le président Forichon qui précisa les idées d'ensemble à fixer, la méthode de travail à adopter ; montrant, en outre, sur quels points nombreux se rencontrent sans se heurter les intérêts des plaideurs et ceux de leurs divers représentants.

Puis la discussion s'engagea sur un point préliminaire ; celui de savoir s'il convenait de maintenir le tarif de 1807. A l'unanimité, l'abolition en fut votée. L'assemblée décida alors d'aborder en premier lieu la question des émoluments des avoués, réservant ainsi les questions relatives aux autres officiers ministériels. En conséquence, elle chargea l'un de ses membres, M. Aubry, de dresser un premier projet de tarif concernant les avoués de première instance et d'appel. Quelque temps après, le projet était présenté. Il était conçu sur des bases nouvelles et restreintes ; il n'attri-

buait aux avoués pour émolument, tant pour le travail intellectuel que pour les formalités de la procédure, qu'un minime droit proportionnel, calculé non pas sur le chiffre de la demande, mais sur le montant de la condamnation. Moyennant cette allocation, les avoués devaient supporter certains déboursés qui, parfois, pouvaient excéder leurs émoluments. — Ce tarif était désastreux pour les avoués, son application n'aurait permis ni aux avoués de première instance, ni aux avoués d'appel de subvenir à leurs charges. La Commission le comprit si bien qu'elle accueillit, le 27 juin 1901, les justes protestations des intéressés, et sur les déclarations mêmes du Garde des sceaux protestant que l'esprit de la réforme ne devait pas être hostile aux avoués, mais que la révision du tarif devait être conforme à la justice, émit à la presque unanimité et sans qu'il fut combattu le vœu suivant : « La Commission émet l'avis que les tarifs civils des frais de justice devront répartir ces frais d'une manière plus claire, plus équitable, plus avantageuse aux plaideurs, mais sans réduire en principe et même en l'améliorant, le produit global des études d'avoués tel qu'il ressort des tarifs actuels ». Ce vœu qui impliquait le rejet du projet Aubry, fixait définitivement l'esprit de la réforme dont devaient s'inspirer les projets suivants. — Pour hâter et assurer l'élaboration d'un nouveau projet officiel, une sous-commission fut instituée avec MM. Vallé, sénateur, président ; Legrand, Odilon-Barrot, Aubry, et Lalle, rapporteur. La Chambre des avoués de Paris, les délégués de la conférence

des avoués de première instance et du comité des avoués d'appel des départements furent entendus ; le rapporteur se fit remettre une série d'états comparatifs fournis par ces Chambres, prit connaissance de plusieurs projets particuliers : dont un dû à l'initiative de M. Monteux et allouant aux avoués un assez faible émolument proportionnel, calculé en partie d'après le montant de la demande, et en partie d'après le chiffre de la condamnation ; — dont un autre était rédigé par les soins des chambres et conférences des avoués de première instance et d'appel, basant les émoluments des avoués sur le principe de proportionnalité calculée sur le chiffre de la demande, avec indication d'un minimum au-dessous duquel l'émolument ne devait pas descendre ; — enfin dont, un dernier projet calculait l'émolument proportionnel sur la même base, mais le combinait avec des droits fixes ou gradués.

M. Lalle combina ces différents projets et rédigea un nouveau tarif qu'il fit précéder d'un rapport et suivre de tableaux comparatifs et de formules d'état d'émoluments. Le tout fut présenté à la sous-commission Vallé qui décida de le faire examiner et adopter par la Commission entière. La discussion eut lieu et occupa trois séances. Le projet Lalle en sortit avec quelques modifications de détails, mais adopté en principe.

Le Conseil d'Etat eut alors à l'examiner pour se rendre un compte exact des résultats probables de son application ; dans ce but, la chancellerie dut faire connaître les produits réalisés dans un certain nombre

d'études d'avoués de première instance et d'appel pour l'année 1900, et dresser des états indiquant les produits que procurerait le nouveau tarif appliqué aux affaires des mêmes études.

Un projet de décret fut ensuite rédigé par les soins de M. de Riouville, discuté et adopté après quelques modifications sur le rapport de M. Legrand, par la section de législation, puis par les sections réunies du Conseil d'Etat, les 29 et 31 mai 1902, 11 et 25 juin, 1^{er}, 22, 23 et 30 juillet 1903.

Le projet, ainsi élaboré et admis par le Conseil d'Etat, fit l'objet d'un rapport de M. Vallé, garde des sceaux, ministre de la justice, au Président de la République. Le ministre rappelait l'insuffisance du tarif de 1807 et les critiques soulevées, la nécessité d'une révision, les travaux des commissions instituées à cet effet, la consultation et l'avis favorable du Conseil d'Etat. Il indiquait que le système adopté reposait sur le principe de la proportionnalité qui constitue, disait-il, « une plus juste rémunération du service rendu par l'avoué et la contre-partie plus exacte de sa responsabilité. Le principe fondamental du nouveau tarif est donc, ajoutait-il, l'allocation aux avoués d'un émolument proportionnel à l'intérêt pécuniaire des procès ou à l'importance de la procédure ». Il montrait, enfin, les conséquences nouvelles et les innovations apportées en matière d'accidents du travail, de ventes judiciaires, d'ordre, l'unification de toutes les matières au point de vue des dépens, l'abolition de la distinction des avoués en classes, de celles des affaires commer-

ciales et civiles en matière de tarifs. Il concluait en ces termes : « En résumé, le nouveau tarif, par sa clarté, « sa simplicité et la facilité de son mécanisme, la « suppression d'un certain nombre d'abus et une meilleure répartition des frais de justice, offre, aux « justiciables, autant que l'ont permis la prudence et « la justice, des garanties certaines et des avantages « appréciables. Il constitue, à ce titre, une œuvre de « progrès ; son application va, enfin, rendre possible la « révision et la refonte des lois de la procédure civile, « réclamée depuis longtemps par les hommes compétents ».

Le projet définitif fit ainsi l'objet d'un décret du Président de la République, en date du 15 août 1903, promulgué au *Journal Officiel*, le 28 août suivant, pour être mis en vigueur à partir du 16 octobre 1903,

Pour préciser les conditions d'application de ce nouveau tarif, le ministre de la justice fit paraître une circulaire explicative, qui porte la date du 5 octobre 1903. Ce document, rédigé avant la date de l'application du nouveau tarif, en précisait encore les termes et en expliquait le détail. Il ne fut publié au *Journal Officiel* qu'un peu plus tard, le 20 octobre 1903. Il était accompagné de tableaux annexes, indiquant la manière dont il fallait compléter les mentions à inscrire sur les placets, conclusions et états de frais.— La circulaire indiquait encore, notamment, le mode d'application des art. 11, 12, 80 et 81.

SECTION II

Economie générale

Le nouveau tarif était divisé en quatre titres : le premier consacré aux droits et émoluments alloués aux avoués des tribunaux de première instance ; le second, aux droits et émoluments alloués aux avoués d'appel ; le titre troisième donnait la tarification des frais de voyage des parties, de taxes des experts, dépositaires de pièces et témoins ; enfin, le dernier titre consacrait certaines dispositions générales et transitoires. Il comprenait en tout 107 articles, dont le dernier portait abrogation : 1° des art. 67 à 151 et 159 à 167 du premier décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ; 2° du tarif des frais de taxe faisant suite au deuxième décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens ; 3° du troisième décret du 16 février 1807, les décrets des 12 juin 1856, 30 avril et 13 décembre 1862, en tant qu'ils ont rendu communes, à plusieurs cours d'appel et tribunaux, les dispositions ci-dessus abrogées du tarif du 16 février 1807, pour la cour d'appel et les tribunaux du ressort de la Cour de Paris, et en ont fixé la réduction pour les autres ; 4° les articles 7 à 13 et 15 à 19 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires des biens et immeubles ; 5° de l'article 5 du décret du 9 mai 1893, portant règlement d'administration publique, en exécu-

tion de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893, relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire, et généralement de toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

Nous ne voulons point entrer dans tous les détails des nombreuses dispositions de ce décret; nous voulons simplement en signaler l'économie générale, la physionomie, en donner seulement une vue d'ensemble. Dans ce but, nous diviserons ces courtes explications sous trois rubriques : principes généraux consacrés par le décret tarif, rémunération des avoués, mode d'évaluation du montant des litiges.

§ 1. — *Principes généraux*

Le décret consacre un certain nombre de principes généraux nouveaux, qui en composent toute l'originalité et qui constituent un progrès certain. Ils se résument dans deux idées : unification et simplification.

Le tarif apporte en cette matière l'unification nécessaire; on peut l'envisager à deux points de vue : au point de vue des avoués et au point de vue des affaires. Le tarif de 1807 divisait les avoués de première instance, nous l'avons vu, au point de vue du tarif, en trois classes, suivant le tribunal ou la Cour dont ils ressortissaient, et les avoués à la Cour d'appel en deux groupes. L'unification de tous les avoués s'imposaient par l'application de la proportionnalité de la rémunération. La division se comprenait d'autant

moins, croyait-on, que des études et une préparation professionnelle semblables, des opérations, des responsabilités, dépenses et charges de même nature, mettent sur un pied d'égalité tous les avoués qui ont même intérêt et même avenir. L'unification n'a pas lieu seulement, à ce point de vue, mais encore au point de vue des affaires. Le principe est posé dans l'art. 1^{er} : dans toute instance contradictoire ou par défaut, en matière sommaire ou ordinaire, etc. C'est la première fois, et ce point nous intéresse plus spécialement, qu'est consacrée la suppression de toute distinction entre ces sortes d'affaires. Au point de vue des frais, cette distinction est donc abolie. Nous ne la jugeons pas en ce moment, on retrouvera, dans la dernière partie de notre étude, des appréciations sur l'opportunité de cette suppression d'une façon absolue. Disons, seulement, que cette disposition du nouveau décret se justifie assez par ce fait que le travail et la responsabilité des avoués sont, en principe, les mêmes dans toutes ces affaires.

Le second effet du tarif nouveau est la simplification des taxes et de leurs applications. Dans cet ordre d'idées rentre le principe de la proportionnalité des émoluments des avoués ; substituant aux droits fixes établis par le décret de 1807, une tarification graduée sur l'importance de l'affaire envisagée relativement à la demande, ce qui est plus juste et plus *adéquat* aux contingences de la procédure vécue et des mœurs modernes, mais adoptant néanmoins deux droits fixes pour le conseil donné avant le début de l'affaire et

pour l'accomplissement matériel des formalités nécessaires.

Ce principe est exclusif et a pour résultat de supprimer bon nombre des actes de rédaction et des vacations trop fréquemment répétées sous l'ancien tarif.

Unification et simplification du tarif, voilà donc la première innovation portée par le nouveau décret : le principe est appliqué sans distinction de matières ; il est uniformément applicable à tout le territoire et pour tous les avoués.

Une seconde innovation résulte d'un principe nouveau adopté pour les ventes d'immeubles : celui de la gratuité en tant que ces ventes ne dépassent pas 500 francs, et celui de la proportionnalité d'après lequel un droit proportionnel et unique remplace les différentes remises applicables, d'après l'ancien tarif, aux diverses natures de ventes. Cette dernière réforme constitue un progrès nouveau sur la loi de 1884, qui avait pour but d'alléger sensiblement les charges que les formalités légales de l'adjudication font peser sur la petite propriété.

Une troisième innovation résulte, dans les dispositions applicables aux avoués d'appel, de l'assimilation faite au point de vue des émoluments de ces officiers ministériels, entre les affaires civiles et commerciales.

Telles sont, d'une façon très générale, les principales innovations qu'apportait le décret du 15 août 1903 et qui constituait la physionomie originale du nouveau tarif.

§ 2. — *Rémunération des avoués*

A. ÉMOLUMENTS. —

L'article 1^{er} dispose : « Dans toute instance contra-
« dictoire ou par défaut, en matière sommaire ou
« ordinaire, il est alloué aux avoués en cause, indé-
« pendamment de leurs déboursés : 1^o un droit de
« conseil; 2^o un droit de formalités; 3^o un droit d'ins-
« truction. Ces différents droits constituent la seule
« rémunération due à l'avoué pour tous les actes de
« procédure, copies de ces mêmes actes et vacations
« de toute nature, y compris l'obtention et la levée du
« jugement définitif. L'obtention du jugement com-
« prend la rédaction et la signification des qualités,
« leur règlement, la signification du jugement à avoué
« et à partie et le certificat de signification dudit ju-
« gement ».

Le texte ne parle ici que des émoluments dans les instances. Il faut le rapprocher des articles 31 et 32 relatifs aux émoluments dans les ventes d'immeubles.

Art. 31. — « Il n'est passé aucun émolument pour
« les ventes judiciaires de meubles ou d'immeubles,
« auxquelles il est procédé conformément aux dispo-
« sitions du Code civil ou du Code de procédure;
« lorsque le montant de l'adjudication n'excède pas
« 500 francs les avoués n'ont droit qu'à la répétition
« de leurs déboursés dûment justifiés ».

Art. 32. — « Lorsque le montant de l'adjudication
« excède 500 francs, il est alloué à l'avoué poursui-

« vant, sur le prix des biens adjugés, pour les actes
« de procédure avec ou sans expertise, la rédaction
« du cahier des charges et l'accomplissement des di-
« verses formalités prescrites par la loi pour parvenir
« à l'adjudication, l'un des droits gradués et une re-
« mise proportionnelle qui sont fixés comme suit : etc. ».

Dans ces deux ordres d'idées, les droits se correspondent et sont l'application d'un même principe sous des dénominations différentes.

Il y aura donc lieu d'envisager les deux situations :
1° émoluments à raison des litiges ; 2° émoluments à
raison des ventes judiciaires ; enfin, nous ferons un pa-
ragraphe spécial des émoluments alloués en matière
d'accidents de travail par application de l'art. 6 du tarif.

a. RÉMUNÉRATION A RAISON DES LITIGES. — Le tarif
ne fait aucune distinction à ce point de vue entre l'a-
voué demandeur et l'avoué défendeur. Tous deux ont
la même rémunération, les mêmes droits ; il n'y a au-
cune différence entre eux ;

La rémunération comprend deux droits fixes et un
droit proportionnel : droit de conseil, droit de forma-
lité et droit d'instruction.

Le droit de conseil est dû à tout avoué constitué
dans une instance contradictoire. Il ne peut être attri-
bué, aux termes de l'art. 3, plus d'un droit par chaque
avoué et par cause quel que soit le nombre des parties
danderesses ou défenderesses ayant le même
intérêt ou des intérêts distincts. — Les incidents qui se
produisent au cours de l'instance, quels qu'en soient

le nombre et la nature et l'intervention d'un ou plusieurs appelés en garantie ne donnent pas lieu non plus à un nouveau droit de conseil.

Le montant du droit de conseil est, soit de 10 francs, soit de 20 francs, suivant que l'intérêt du litige est au-dessous de 1.500 francs ou dépasse cette somme. — Dans une instance par défaut, ce droit est diminué de moitié et s'élève ainsi à 5 et 10 francs.

Ce droit ne subit plus d'autre modification. — En dehors des instances principales et générales, il est encore alloué dans diverses autres procédures telles que : en matière de surenchère (art. 34), de folle enchère, en matière d'incidents d'ordre et de contribution qui portent sur le fond du droit, dans les affaires en chambre du conseil (art. 60) et pour les requêtes préliminaires d'une instance si l'assignation n'est pas délivrée (art. 69). Il sert à rémunérer, comme son nom l'indique le conseil de l'avoué au client et l'étude à laquelle il doit se livrer pour donner à son client les éclaircissements et les renseignements que comporte l'affaire.

Le droit de formalités est le pendant du droit de conseil ; c'est aussi en principe un droit fixe. Le droit précédent rémunère le travail intellectuel, l'étude des questions du dossier ; le droit de formalités rémunère le travail matériel, les soins et démarches ; le rapporteur du projet, M. Lalle, disait à ce propos : « qu'il existait dans chaque procès, quelle que soit son importance, une besogne matérielle qui exige le même

« travail, les mêmes soins, des démarches nécessaires
« toujours identiques, qui donne lieu, en un mot, aux
« mêmes frais généraux. — Cesont, ajoutait le rappor-
« teur, ces frais fixes, invariables quelle que soit la
« valeur du litige, qu'a pour but de rémunérer un droit
« superposé au droit proportionnel d'instruction et
« appelé droit de formalités. » — Ce droit est fixé,
en principe, à 40 francs, il est réduit à 30 francs ou à
15 francs, selon le plus ou moins d'importance de
l'affaire. Il descend même, pour diverses procédures,
jusqu'à 10 francs et même 6 francs. Le même rappor-
teur faisait observer au sein de la Commission extra-
parlementaire « qu'à l'inverse du droit d'instruction
« qui suit une progression décroissante, le droit de
« formalités est gradué et devient plus élevé à mesure
« que l'importance de l'affaire augmente. Il répond
« donc à l'idée de proportionnalité et présente ce
« double avantage de s'appliquer à toute procédure
« pour laquelle il constitue un émolument *minimum*,
« et de substituer un honoraire facilement détermi-
« nable à une rémunération proportionnelle dont la
« fixation, nécessairement incertaine, peut être hors
« de proportion avec la formalité à remplir. Combiné
« avec le droit d'instruction, il répond à tous les
« besoins du tarif et assure son bon fonctionnement ».

Le droit d'instruction est celui qui constitue, à proprement parler, la véritable réforme du tarif. Il constitue la principale rémunération de l'avoué. Autrefois, sous l'ancien tarif, l'avoué était rémunéré à raison de

chaque acte de procédure, qui donnait lieu à l'allocation d'un droit fixe ; il bénéficiait, en plus, de droits fixes appelés vacations, pour chaque déplacement ou formalité accomplie ; enfin, il lui était alloué un droit fixe pour l'obtention du jugement et la rédaction des qualités. De telle sorte qu'on a pu dire qu'à ne tenir ainsi aucun compte de l'importance des affaires et en n'allouant que des droits fixes, à raison de chaque acte, on donnait à l'avoué l'occasion de les multiplier, avec ce résultat que l'intérêt des avoués se trouvait souvent en opposition avec celui du plaideur. Le nouveau tarif comporte à ce point de vue un grand avantage, puisqu'il proportionne la rémunération de l'avoué à l'importance du litige.

Le système de proportionnalité n'est pas absolu, il a ceci de particulier qu'il suit une proportion descendante, qu'il évolue entre 2 fr. 50 % dans les instances jusqu'à 1,500 francs et 0.05 % sur le dernier excédent dans les instances qui dépassent un million, en passant par une gradation qui diminue d'autant que l'intérêt du litige augmente. Voici, d'ailleurs, comment l'article 7 en dresse la progression :

Article 7 : « Le droit d'instruction est proportionnel
« à l'intérêt du litige. Il est fixé comme suit :

« Jusqu'à 1.500 fr., 2.50 p. 100.

« Sur l'excédent, jusqu'à 5.000 fr., 1.50 p. 100.

« — — 10.000 fr., 0.50 p. 100.

« — — 100.000 fr., 0.25 p. 100.

« — — 1.000.000 fr., 0.15 p. 100.

« Sur l'excédent au-dessus de un million, 0.05 p. 100 ».

Mais ce droit ne peut être inférieur à 100 francs, ni supérieur à 1.000 francs, dans les demandes dont l'intérêt du litige ne résulte pas de la demande. Le tarif entre dans des détails et des classifications, entre les différentes natures d'affaires ; il est réduit tantôt au quart, tantôt à la moitié. Pour les instances par défaut, le droit d'instruction est encore réduit au quart des taux indiqués par l'article 7. Il resterait à indiquer le mode d'évaluation de l'intérêt du litige ; comme cette question comporte des distinctions, nous la renvoyons pour être examinée dans le paragraphe suivant.

b. RÉMUNÉRATION A RAISON DES VENTES. — Dans les ventes judiciaires, le droit gradué correspond au droit de formalités. La commission extra-parlementaire avait même confondu ces deux droits. Le droit gradué varie (art. 32) entre 60 francs pour les ventes jusqu'à 5.000 francs, et 100 francs sur les excédents au-dessus de deux millions, indéfiniment selon le montant du prix d'adjudication. Il est totalement supprimé, ainsi que tout autre émolument, comme nous l'avons déjà dit, dans les ventes judiciaires dont le montant n'excède pas 500 francs, en sorte que les avoués font gratuitement ces ventes.

Les actes de procédure et les formalités dont il s'agit sont, d'après le texte même dudit article, ceux qui sont prescrits par la loi pour parvenir à l'adjudication. L'avoué a donc à réclamer en dehors des droits alloués par l'article 32, les droits des procédures

qui précèdent les formalités d'adjudication et qui tendent, par exemple, à faire ordonner la vente; il lui est dû, en outre, les frais de l'adjudication proprement dite qui incombent à l'adjudicataire; — mais la rédaction du cahier des charges est comprise dans les droits gradués.

Le droit gradué, dont il est ici parlé, se calcule par graduation ou degré et ne doit être accordé qu'une fois; cela résulte des termes de l'art. 32; disposant qu'il est alloué: « l'un des droits gradués ». Mais les avoués ne sont pas tous placés sur le même pied d'égalité, car les droits ci-dessus sont alloués à l'avoué poursuivant; il n'est alloué à chacun des avoués défendeurs, aux termes de l'article 44, que la moitié du droit gradué accordé à l'avoué poursuivant.

Il s'ajoute à ce droit une augmentation en cas de vente par lots; — lorsque les lots sont composés d'immeubles distincts, le droit gradué est augmenté pour chaque avoué d'un dixième en sus par lot, mais seulement jusqu'à concurrence de quatre lots. Il faut entendre cette disposition, dans ce sens que ce droit supplémentaire ne doit s'appliquer que sur l'excédent d'un lot. Ainsi, dans une vente composée d'immeubles distincts, il ne doit être alloué qu'un dixième en sus pour deux lots, deux dixièmes pour trois lots, trois dixièmes pour quatre lots, etc.; les avoués défendeurs ont droit également à ces dixièmes supplémentaires, dans la proportion indiquée par l'article 44.

De même que le droit gradué correspond au droit de

formalités, de même la remise proportionnelle allouée en matière de ventes judiciaires correspond au droit d'instruction.

Cette allocation, comme le droit gradué, est destinée à rémunérer tout ce qui concerne, mais rien que ce qui concerne, les formalités légales pour parvenir à l'adjudication.

C'est l'article 32 qui énumère parallèlement au droit gradué le montant de la remise proportionnelle ; le tableau en est présenté comme pour le droit d'instruction.

Il est alloué à l'avoué poursuivant, sur le prix des biens adjugés :

Jusqu'à 5.000 fr. (y compris les pre-		
miers 500 fr.		3 p. 100.
Sur l'excédent, jusqu'à	15.000 fr.	1.50 p. 100.
—	—	100.000 fr.
—	—	500.000 fr.
—	—	deux millions
		0.25 p. 100.
Au-dessus de deux millions, indéfini-		
ment		0.10 p. 100.

Cette remise est réduite de moitié en matière de saisie immobilière non suivie de conversion. Elle est calculée sur la totalité de l'adjudication des meubles et des immeubles, et elle porte, non-seulement sur le prix principal, mais sur tous les éléments qui le composent, tels que rentes, pots-de-vin, épingles, en un mot sur tout ce qui profite directement ou indirectement au vendeur. — En cas de vente par lots, lorsque les lots sont composés d'immeubles distincts, elle est

calculée séparément sur le prix d'adjudication de chaque lot ; si, au contraire, les lots sont composés de valeurs mobilières et autres droits incorporels, la remise proportionnelle est calculée sur la totalité du prix d'adjudication des lots.

S'il se produit une réadjudication sur baisse de mise à prix, ou sur folle enchère, la remise proportionnelle est calculée sur le prix d'adjudication définitif. Dans ce dernier cas, la réduction du tiers, qui est portée par l'art. 36, est calculée sur le prix de la nouvelle adjudication.

Cette allocation est faite à l'avoué poursuivant, sauf à lui d'en opérer le partage avec les avoués qui représentent des parties dans la vente. (d'après les dispositions de l'article 43).

c. REMUNÉRATION EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL. — En ces matières et à raison de l'intérêt spécial qui s'y attache, les différents droits sont très réduits et plus simples.

Ainsi, par exception, aux règles posées par l'article 2, le droit de conseil est toujours de 10 francs quel que soit l'intérêt du litige. De même, le droit de formalités est invariablement fixé à 15 francs. Ces deux droits joints au droit d'instruction constituent la seule rémunération due à l'avoué pour tous les actes de procédure, y compris l'obtention et la levée du jugement définitif.

Le droit d'instruction est aussi lui-même évalué d'après des règles spéciales. L'article 9 établit deux

bases de fixation de ce droit, il admet d'abord le chiffre de la demande jusqu'à 250 francs de rente, et il prend au delà de cette somme le chiffre de la condamnation. Ces chiffres sont multipliés par quatre. A ces droits sur le jugement définitifs s'adjoignent, comme d'ailleurs dans les autres instances en général, un droit de conseil de 10 francs et un droit de formalités de 15 francs par jugement interlocutoire, sur une mesure d'instruction.

B. DÉBOURSÉS. —

Le décret tarif nouveau n'a pas eu pour but d'apporter un changement aux déboursés dus aux avoués ; il était fait uniquement pour réformer le principe des émoluments. Néanmoins, les art. 73 à 76 sont consacrés à cette partie de la rémunération des avoués, sans modifier sensiblement l'état de choses existant à ce point de vue sous l'empire de l'ancien tarif de 1807. L'article 73 dispose en effet : « Le tarif ne comprend que l'émolument net des « avoués ; les déboursés sont payés en sus ». Le texte ajoute, non pas à titre d'énumération, mais à simple titre d'exemple :

« Sont comptés comme déboursés :

« 1° Les frais des impressions autorisées, par délibération régulière des Cours et Tribunaux ;

« 2° Les copies ou extraits des pièces à signifier, « s'il s'agit de jugements, actes notariés ou sous-seings « privés, procès-verbaux, expéditions de toutes sortes « délivrées tant par les greffiers que par tous autres « fonctionnaires et tous officiers publics ;

« 3° La copie collationnée, prévue à l'art. 2194 du
« Code civil, et les copies de l'extrait à dénoncer aux
« créanciers inscrits ;

« 4° Les frais de voyage ;

« 5° Les frais de correspondance ».

Le tarif est particulièrement énonciatif en ce qui concerne les copies et extraits de pièces à signifier. Sont exclus de ces déboursés toutes les copies des actes de procédure que le droit de formalités est spécialement destiné à rémunérer. De ce nombre sont les significations d'actes de procédure échangés au cours de l'instance, la signification des qualités, la signification du jugement à avoué et à partie ; pour tous ces actes de procédure, l'avoué n'a rien à réclamer à quelque titre que ce soit.

Le § 2 de l'art. 73 s'applique, au contraire, aux copies ou extraits de jugements, d'actes notariés, procès-verbaux ou expéditions, qui sont délivrés par les greffiers ou autres officiers publics et qui constituent des pièces d'information, des documents de la cause sans qu'il y ait lieu de distinguer s'il s'agit d'instances proprement dites, ou ventes, d'ordres et de contributions ; en un mot, à toutes sortes de procédures et en toutes matières. Il semblerait, d'après les termes du texte de l'art. 1^{er}, que la signification du jugement à avoué et à partie ne doit donner lieu à aucune rétribution particulière, mais on doit interpréter ce texte strictement et n'en appliquer les dispositions qu'à la signification même et non pas aux copies de pièces qui les précèdent et auxquelles s'applique l'allocation de 0 fr. 25

par rôle, telle qu'elle est déterminée par l'art. 74. Mais, comme sous l'ancien décret, il faut que les copies de pièces soient lisibles, sous peine d'être rejetées de la taxe.

L'art. 75 alloue à l'avoué des frais de voyage. Il n'a fait sur ce point que consacrer les anciennes dispositions du tarif de 1807, mais avec une rémunération beaucoup inférieure, basée sur les tarifs de transports modernes. Cette taxe n'est perçue qu'autant que le déplacement de l'avoué est autorisé par la loi, autrement l'indemnité de transport reste à la charge personnelle de la partie qui a demandé la présence de l'avoué à l'opération ou mesure d'instruction, pour laquelle la loi ne l'autorisait pas.

Enfin, il est alloué aux avoués un droit forfaitaire de correspondance, sans qu'ils doivent justifier les déboursés à cet égard, mais aussi sans pouvoir réclamer plus. Il est alloué en toutes matières, dans toute procédure et à chaque avoué, sans distinction entre le demandeur et le défendeur ; en certains cas seulement, il se produit qu'il peut être diminué des deux tiers.

Le texte n'a pas clos ainsi la liste des déboursés que les avoués peuvent se faire allouer après justification ; ils pourront encore faire porter tous les déboursés, par eux légalement engagés dans l'intérêt de l'instance. Le texte n'est pas limitatif, mais énonciatif seulement.

C. HONORAIRES. —

Bien que le nouveau tarif ait semblé vouloir restreindre la rétribution des avoués aux émoluments

qu'il détermine et aux déboursés qu'il admet en taxe, néanmoins l'art. 102 du même tarif leur reconnaît le droit de réclamer des honoraires particuliers à raison des travaux, démarches et soins en dehors des procédures rémunérées par le tarif. Les émoluments de ce dernier sont, en effet, destinés à rémunérer l'avoué des travaux de son ministère légal; mais il a toujours été admis que les avoués pouvaient avoir droit à des honoraires spéciaux, en dehors de ceux auxquels ils ont droit, comme mandataires *ad litem*, par exemple, pour travaux, démarches, soins, études, faits en qualité de *negotiorum gestor*.

Le tarif nouveau n'a donc fait, sur ce point, que consacrer un principe déjà admis par la jurisprudence. En effet, des décisions constantes, il résulte que l'avoué a droit à des honoraires pour travaux, démarches et soins en dehors de son ministère légal, soit qu'il s'agisse de fournir aux parties les renseignements et documents nécessaires pour faire comprendre et justifier leurs prétentions, soit qu'ils dussent avoir des entretiens, consultations et conférences avec les clients et les avocats, ou rédiger des notes ou mémoires, recherches de jurisprudence, etc. (1). Ensuite, les avoués, dans beaucoup de tribunaux où il n'existe pas de barreau, plaident eux-mêmes les affaires; ou même, lorsqu'il existe un barreau, ont à plaider les

(1) Voy. notamment Cass., 24 avril 1901. *Journ. des Av.*, 1901. p. 194. — Pand. Fr. Rép. V^o, avoué, n^o 8,041.

demandes incidentes qui, par leur nature, doivent être jugées sommairement.

De ce fait, ils ont droit à des honoraires de plaidoirie, pour le recouvrement desquels ils doivent nécessairement avoir une action. Enfin, si l'avoué, au cours d'une instance, ou même en dehors de tout litige, a dû opérer des recouvrements, ou effectuer des versements de fonds, ou procéder à des règlements de compte, il est juste que de ce fait il lui soit accordé une rémunération spéciale, que le projet primitif avait particulièrement spécifié sous le nom de droit de comptabilité et qui n'a pas été porté dans le décret, par le seul motif que le Conseil d'État considéra qu'il rentrait dans les honoraires qui doivent être fixés à l'amiable, plutôt que dans des émoluments tarifés.

On peut, en effet, constater avec Glandaz : « que
« chaque jour la confiance des justiciables a agrandi
« le cercle des attributions de l'avoué. Chargé de
« l'instruction des procès, il a cherché à les concilier.
« Ses efforts ont été souvent couronnés de succès ; des
« transactions nombreuses sont devenues son ouvrage.
« Admis dans le sein des familles, il a été appelé à
« éclairer ses clients de ses conseils dans tous les actes
« de la vie civile. Ces nouveaux devoirs que la loi ne
« lui avait pas prescrits, mais qu'une confiance spontanée lui avait imposés et qu'il a acceptés, doit-il les
« remplir gratuitement ? » (1).

Quant à la fixation de ces honoraires, la loi en

(1) *Encyclopédie du Droit*, V^o, avoué, n^o 32.

détermine le mode spécial. Cette partie de la rétribution des avoués n'est pas susceptible de taxe ; il faut distinguer deux hypothèses pour leur règlement.

Lorsque l'avoué et ses clients sont d'accord pour les régler amiablement, cette fixation s'opère à l'amiable, et il ne peut plus être ensuite question de réclamation de part ou d'autre. Mais lorsqu'ils sont en désaccord, il y a lieu d'en faire fixer l'évaluation par la Chambre de discipline qui est appelée à donner son avis, puis par le premier Président à la Cour ou le Président du Tribunal civil, ou à leur défaut par un magistrat délégué à cet effet ; mais cette évaluation n'a pas l'efficacité d'une décision judiciaire, ni d'une taxe revêtue de la forme exécutoire ; si le client refuse de les payer, l'avoué devra le poursuivre judiciairement dans les termes du droit commun ; les tribunaux auront, en ces cas, à apprécier les honoraires au double point de vue des droits de l'avoué et de la situation pécuniaire du client.

D. DROIT DE RETENTION. —

Signalons enfin un dernier avantage reconnu aux avoués par le nouveau tarif, destiné à leur assurer plus facilement le recouvrement de leurs frais et honoraires : le droit de retention.

Le tarif a encore, ici, ratifié et consacré un système assez généralement adopté déjà en jurisprudence. En effet, faisant application du principe général écrit dans l'art. 1948 du C. civ. aux mandataires en général et en particulier aux avoués, la jurisprudence a proclamé

que l'avoué qui n'a pas été payé de ses frais a le droit de retenir les pièces de procédure qui émanent de lui et qu'il a également le droit de retenir les pièces et titres pour l'obtention desquels il a fait des déboursés.

Enfin, il avait même été jugé que le droit de rétention s'applique aussi aux titres confiés par le client à l'avoué pour instruire l'affaire.

L'article 103 du décret du 15 août 1903 reproduit les résultats de cette jurisprudence, avec cette seule restriction que « la communication de ces pièces, titres
« et actes de procédure peut toujours être faite,
« provisoirement, dans un intérêt légitime par la
« Chambre de discipline à tout officier public ou
« ministériel mandataire de la partie, à charge par
« celui-ci de s'engager à les rétablir aux mains de
« l'avoué lors qu'ils ne lui seront plus nécessaires » afin que l'exécution des jugements et décisions ne puisse être entravée. Ce droit de rétention est destiné, d'ailleurs, à assurer le recouvrement des honoraires aussi bien que celui des déboursés et émoluments. Il y a, en effet, même raison de décider.

§ 3. — *Mode d'évaluation du montant des litiges*

Le nouveau tarif, nous l'avons dit, contrairement aux dispositions proposées par plusieurs projets, et notamment par celui de M. Aubry, ne fait pas calculer la rémunération proportionnelle des avoués sur le montant de la condamnation, mais veut, au contraire, qu'elle soit établie sur le montant de la demande et

l'intérêt du litige (art. 7). L'évaluation de l'intérêt du litige présente donc une importance capitale. Elle résulte, dans la plupart des cas, de la demande elle-même, et l'article 8 calcule « le droit d'instruction sur le montant « des conclusions tant principales qu'incidentes et « reconventionnelles, déduction faite de la partie « qui n'a pas été contredite ou n'a pas été soutenue ». Mais, dans bien d'autres cas, cette évaluation ne résulte pas de la demande même, qui ne fournit pas d'éléments d'appréciation à cet égard. Il faut alors sous distinguer suivant que ces litiges présentent un intérêt pécuniaire, ou peuvent être évalués en argent d'après d'autres bases que la demande et suivant qu'au contraire ces affaires, par leur nature ou leur objet, ne sont pas susceptibles d'une évaluation en argent ; pour ces dernières, le tarif indique un mode d'évaluation forfaitaire.

« Ces règles constituent, disait le Garde des sceaux « dans sa circulaire du 5 octobre 1903, l'une des « parties les plus importantes et les plus délicates du « nouveau tarif. Elles méritent donc une attention « particulière, parce que, de leur application plus ou « moins exacte et rigoureuse, dépend en grande partie, « le succès de la réforme ».

1^{re} HYPOTHÈSE. — Instances dont l'évaluation résulte de la demande. — Nous venons de reproduire l'art. 8, spécialement fait pour ce cas le plus simple. Dans cette catégorie on fait rentrer les demandes en paiement de sommes d'argent, de pension alimentaire, de

rentes viagères ou de rentes à raison d'accidents du travail, les demandes en dommages-intérêts et en général toutes celles dont la condamnation réclamée aux conclusions, est d'un chiffre déterminé ou facilement déterminable.

La détermination du litige est ainsi chose facile : 1° Lorsque la contestation a pour objet une somme d'argent : 2° Lorsque les éléments du calcul sont fournis par la demande elle-même.

Le calcul des droits doit porter sur le total des demandes, et non sur chaque demande, ou chef de demande considéré isolément, sans que ce calcul puisse cependant devenir pour l'avoué la source d'un double émolument, perçu à la fois sur les conclusions qui tendent à faire triompher la demande et sur celles qui tendent à la faire repousser. Ce sont donc, en principe, les prétentions du demandeur qui fixent l'importance du litige.

2° HYPOTHÈSE. — L'intérêt du litige n'est pas évalué dans la demande, mais celle-ci est susceptible d'une évaluation pécuniaire.

Cette hypothèse est prévue par les articles 9, 10 et 11. Il faut encore, ici, sous distinguer entre toutes les demandes non évaluées quoique pouvant l'être : ou bien la détermination de l'intérêt du litige ne peut être tirée de la demande, faute d'éléments d'appréciation, mais peut être, faite d'une autre façon (art. 9), ou bien l'évaluation n'était pas possible dans la demande qui est relative soit à la possession, soit à

la propriété mobilière ou à ses démembrements (art. 10); ou bien, enfin, l'intérêt pécuniaire du litige ne peut être établi, ni par les éléments intrinsèques de la demande, ni par les circonstances extrinsèques, mais par une déclaration émanant des avoués parce que toute base d'appréciation fait défaut.

Pour le premier cas, l'article 9 précise les moyens d'évaluation, suivant qu'ils s'agit de demandes en exécution ou résiliation de baux, de demandes en constitution de rente viagère, de demandes relatives aux rentes, de pension pour accidents ou de pension alimentaire, de celles relatives aux contrats d'assurances de toute nature; ou, enfin, de demandes relatives à des prestations en nature.

Pour le second cas, l'article 10 dispose que la valeur d'un immeuble, lorsqu'elle n'est pas exprimée dans l'acte, est obtenue en multipliant le revenu annuel par 25 pour les immeubles ruraux et par 20 pour les immeubles urbains. Quant à l'usufruit et la nue-propriété, ils sont respectivement évalués à la moitié de la valeur de la propriété. Enfin dans les demandes relatives, soit à la possession, soit à la propriété immobilière ou à ses démembrements, l'intérêt du litige ne peut être, d'après l'article 10, inférieur à 1.600 francs.

Le troisième cas est visé dans l'article 11, qui dispose : « Que pour les demandes portant sur un
« intérêt pécuniaire, lorsque l'intérêt du litige qui sert
« de mesure à l'allocation du droit proportionnel
« d'instruction et à la réduction des droits de formali-
« tés et de correspondance, n'est pas déterminé, les

« avoués doivent en faire préalablement, à la mise au
« rôle, la déclaration de la manière et dans les formes
« prescrites par les chambres de discipline qui, en cas
« de divergence, donnent leur avis. La déclaration
« aura lieu au moment de la mise au rôle, elle pourra
« toujours être modifiée et, en tous cas, sera soumise
« à la taxe. Aucune limitation maxima ou minima
« n'est imposée ».

3^e HYPOTHÈSE. — La demande de sa nature ne comporte pas un intérêt pécuniaire et n'est pas susceptible d'être évaluée en argent.

Cette hypothèse est voisine du dernier cas que nous venons d'examiner dans l'hypothèse précédente. On fait rentrer dans cette 3^e catégorie, notamment, les demandes qui concernent l'état civil, la nationalité, la jouissance des droits civils ou civiques et la capacité juridique des personnes ; les instances relatives au mariage, divorce, séparation de corps, à la paternité ou filiation, à l'adoption, la puissance paternelle, à l'interdiction et au conseil judiciaire, etc. — C'est une déclaration de même nature que précédemment, qui est exigée des avoués, mais, avec cette différence, que le texte de l'article 12 qui vise notre hypothèse établit une fixation dans deux limites du droit d'instruction. Pour ces sortes d'instances, ce droit ne peut être inférieur à 1.500 francs ni supérieur à 10.000 francs avec augmentation de moitié, en cas de demande reconventionnelle. Mais, dans son rapport à la commission extra-parlementaire, M. Lalle disait, au sujet de ces

affaires, que la fixation d'un chiffre maximum (en apparence inutile) avait été adoptée pour faire ressortir que le minimum du droit accordé ne pouvait devenir, dans la pensée de la commission, une règle pour la taxe.

Ici une observation s'impose. Puisque le décret reconnaît que ces demandes ne sont pas susceptibles d'être évaluées en argent, il y a contradiction à exiger que l'intérêt du litige soit déterminé par une somme d'argent. On ne voit pas bien comment l'intérêt des affaires de cette nature pourra être apprécié en argent, à moins de prendre pour base la situation pécuniaire des parties et, si celles-ci obtiennent l'assistance judiciaire, l'évaluation qui sera faite ne peut l'être autrement que de façon arbitraire, résultat peu satisfaisant dans un tarif. Ce qu'il eut mieux valu prescrire, c'est la déclaration faite par les avoués, du montant du droit d'instruction qu'ils jugent devoir leur revenir en l'instance avec justifications.

La chambre de discipline a un contrôle à exercer en cette matière. Elle est juge d'apprécier la déclaration ainsi faite sur les termes de laquelle les avoués en cause doivent s'être mis d'accord; s'ils ne s'entendent point dans la fixation, la chambre donne son avis. Et pour assurer l'exacte observation de ces prescriptions, la circulaire ministérielle interdit aux greffiers de recevoir aucun placet, aucune feuille de conclusions de nature à modifier l'évaluation dans les affaires visées par les art. 11 et 12, s'ils ne sont accompagnés d'un certificat signé par le Président ou un membre délégué de la

chambre de discipline, constatant la date de la déclaration, le chiffre de l'évaluation, soit de l'intérêt du litige (art. 11), soit du droit d'instruction (art. 12), et l'avis de la chambre, lorsque les circonstances ont provoqué cet avis. Ce certificat est rendu aux avoués par le greffier, après visa.

Aussi, le placet de toute affaire mise au rôle général mentionne, en tête de la première page : « *a.* — la
« nature de la demande ou de l'affaire ; *b.* — son objet ;
« *c.* — l'intérêt du litige, calculé ou évalué, et s'il s'agit
« d'une affaire indéterminée, ne pouvant être évaluée
« en argent, cette dernière sera remplacée par celle-ci :
« droit d'instruction ». (Circulaire ministérielle du
5 octobre 1903).

« Le nouveau tarif n'atteindrait, ajoute le ministre,
« qu'imparfaitement son but s'il n'avait cherché à
« prévenir certains abus dont l'expérience a fourni de
« trop fréquents exemples. »

Telle était, dans son ensemble, la physionomie du nouveau tarif, en tant qu'il intéresse les avoués de première instance, — car nous avons voulu mettre de côté les questions qui concernent les avoués d'appel, pour rester plus parfaitement dans les limites que nous nous sommes tracées.

SECTION III

Retrait du Tarif de 1903. — Ses Conséquences

Au lendemain de sa promulgation, le nouveau tarif a soulevé d'assez vives protestations, dont la presse s'est faite l'écho. Sans encore bien connaître le résultat, des nouvelles dispositions qu'il apportait, beaucoup de publicistes, et même des députés, ont cru devoir faire entendre des récriminations et échafauder des critiques que n'apaisèrent point les termes de la circulaire ministérielle du 5 octobre 1903. Ces protestations prirent corps peu à peu et aboutirent à un grand débat parlementaire, dont M. Charles Bos, député, très compétent d'ailleurs en la matière, crut devoir prendre l'initiative. Dans une interpellation, qui fut discutée à la Chambre, le 6 novembre 1903, il présenta l'ensemble des critiques d'ordre général, qu'avait soulevées l'apparition du nouveau tarif de M. Vallé. En prenant l'un après l'autre les nouveaux droits créés par les tarifs, et en empruntant quelques exemples de procès très fréquemment intentés par de petits justiciables, pour établir la comparaison des honoraires et états de frais établis, d'après les anciens tarifs et d'après les nouveaux, il s'attacha à démontrer que, dans la plupart des cas, les honoraires des avoués sont singulièrement augmentés; et qu'en édictant ce nouveau tarif, on créait, en réalité, un impôt illégal pesant sur l'ensemble des petits justiciables.

Après avoir contesté l'utilité d'une tarification nouvelle, l'interpellateur chercha à établir que ce décret était illégal, une disposition de ce genre n'étant possible qu'en vertu d'une délégation législative, et les tarifs ne pouvant être fixés que par des décrets-lois ; illégal encore en ce qu'il abolit une disposition consacrée législativement : le régime spécial des matières sommaires et le régime créé pour les ventes judiciaires par la loi du 15 octobre 1884. Il critiqua ensuite l'assimilation des études d'avoués de province à celles de Paris et des grandes villes, et établit qu'elle est injuste. Puis il aborda l'examen des droits nouveaux, cherchant à prouver qu'ils ont doublé et même triplé les honoraires anciens ; il adressa les plus vives critiques au système de proportionnalité du droit d'instruction ; qu'il prétendit être trop élevé dans les petits procès et trop restreint dans les grands ; par conséquent, réforme antidémocratique. Il critiqua, non moins énergiquement, les émoluments attribués dans les ventes ; et il conclut en proclamant que le nouveau tarif augmente dans des proportions « fantastiques » les honoraires dus aux avoués, et, dit-il : « comme ce tarif a été « institué par décret, tout le monde constate que c'est « bien là une création d'impôts parfaitement illégale, « en admettant même que ce décret fut légal », — et il demandait, en conséquence, que la Chambre invitât le garde des sceaux à rapporter ce décret.

M. Buyat, qui lui succéda à la tribune, réédita les mêmes critiques et les mêmes protestations, et spécialement ses critiques s'adressèrent aux dispositions re-

latives aux affaires qui ne peuvent, par leur nature, être évaluées en argent et au pouvoir arbitraire et excessif accordé en ce cas à l'avoué. Sans demander le rapport du nouveau tarif, il concluait à sa modification dans un sens plus démocratique et plus favorable aux petits procès. — Un troisième interpellateur, M. Charpentier, tout en adhérant pour la plus grande partie aux critiques formulées contre ce nouveau tarif, s'attacha à démontrer que la remise en vigueur de l'ancien tarif, ne présenterait aucun avantage pour les justiciables, et qu'il n'y avait aucune solution absolue à faire prévaloir en la circonstance. « Il y a lieu de garder suivant moi, disait-il, ce que le tarif peut présenter d'avantageux, c'est-à-dire le système suivant lequel on taxe, on tarife, mais il y a peut-être lieu aussi d'apporter à l'établissement du tarif des modifications ».

Il proposa notamment d'établir la proportionnalité également dans deux autres droits et de diminuer le taux de la graduation. Il concluait en demandant qu'on se borne à faire au nouveau tarif toute modification dans le sens indiqué par les critiques des autres interpellateurs.

La défense du tarif fut très brillamment présentée par M. le Garde des sceaux Vallé, qui répondit aux principales critiques d'ordre général, et notamment celles de l'illégalité du nouveau décret, avec les décisions de la jurisprudence et du Conseil d'État ; puis il s'attacha à démontrer que les nouveaux tarifs étaient plus avantageux pour le justiciable, en prouvant com-

bien leur était nuisible et défectueuse l'ancienne base de la tarification de 1807 ; combien injuste le défaut de proportion entre les frais des grosses affaires et celles des petites, et peu claires les dispositions du tarif où les juges taxateurs eux-mêmes se perdaient.

Ensuite, il prouva combien il était équitable de relever les émoluments des avoués dont les charges s'étaient augmentées et aggravées, et de leur assurer, dans l'intérêt même du plaideur, une rémunération raisonnable ; il retraça le travail de la Commission qui élaborait le tarif et le soin scrupuleux qu'elle apporta à sa rédaction ; puis à l'aide de documents officiels et d'états de frais spécialement prélevés en divers tribunaux, il établit que les nouveaux tarifs se traduisaient par une diminution d'émoluments de 9 pour 100 pour toutes les affaires et même de 18 pour 100 pour les petites affaires ; résultat dont la commission, dit-il, acquit la certitude avant de clôturer ses travaux. Répondant aux objections spéciales de M. Bos, il rectifia ses statistiques, releva les erreurs d'appréciations par lui commises et démontra que la graduation dans le système de proportionnalité adopté n'a pu être faite autrement sous peine de ruiner un très grand nombre d'études de petits tribunaux qui n'ont que de petites affaires au plus grand avantage des études de Paris et des grandes villes.

Enfin, ayant ainsi retracé comment les tarifs avaient été établis, dans quel esprit et sur quelles bases, le ministre concluait en demandant qu'on reconnaisse les bons résultats des applications qui en ont été faites.

Cependant, avec une bonne foi à laquelle toute la Chambre s'accorda à rendre hommage, il se déclara disposé à nommer une commission composée de parlementaires et de quelques personnes compétentes en matière de tarifs, mais composée de telle sorte que l'élément parlementaire dominât, pour suivre l'application du tarif et présenter ses observations à ce sujet. La Chambre l'entendit ainsi et adopta l'ordre du jour Gerville-Réache, approuvant les déclarations du ministre.

L'expérience ne devait pas tarder à démontrer, hélas, combien avait été sage la concession si loyale de M. le Garde des Sceaux, à la séance de la Chambre du 6 novembre 1903.

Dans une circulaire du 3 février 1904, M. Vallé prescrivait en effet, aux Premiers Présidents et aux procureurs généraux près les Cours d'appel, de lui faire connaître dans un rapport, avant la fin d'avril, les premiers résultats de l'application, dans leur ressort, du nouveau tarif, pour ce rapport être communiqué à la commission de contrôle qu'il venait d'instituer à cet effet, au ministère de la justice, en conformité du vote de la Chambre des Députés.

« Ma volonté, disait-il dans cette circulaire, est
« de faciliter les travaux de cette commission dont le
« contrôle ne peut s'exercer d'une manière efficace,
« qu'à l'aide d'éléments de comparaison et par une
« vérification des documents originaux ».

Il demandait, à cet effet, l'envoi d'une série complète d'états de frais, dans toutes les instances introduites

ou procédures engagées soit en première instance, soit en appel, depuis le 16 octobre 1902, et pour toute affaire terminée, le 15 avril 1904. « Chacun des « avoués doit, ajoutait-il, établir deux états dressés l'un « d'après le tarif ancien, l'autre d'après le tarif « nouveau et soumis à la taxe d'un juge ». Il annonçait enfin qu'une seconde épreuve dans le même sens, serait reprise à la fin de l'année judiciaire pour amener une délibération plus éclairée dans les changements à apporter au tarif.

De son côté, la conférence des avoués de première instance des départements, faisait procéder à une enquête de ce genre pour pouvoir mieux discuter les statistiques.

De cette double information, il devait sortir des éléments nouveaux et certains d'appréciation.

Dès le mois de mai suivant, la consultation officielle près des Cours d'appel et tribunaux était close et les rapports des Premiers Présidents et Procureurs généraux parvenus au ministère de la Justice. De ce jour, il se produisit une série d'incidents dont le résultat déplorable devait être l'ajournement définitif de cette réforme si désirable et si utile, après deux ans d'études et de travail.

Voici, tels qu'ils ont été rapportés à la tribune par M. le Garde des Sceaux les résultats de ces rapports des Procureurs généraux et des Premiers Présidents (1).

(1) *Journal Officiel*, Débats Parlementaires, Chambre des Députés, séance du 10 juin 1904. (Journal du 11 juin, p. 1396, 2^e colonne).

« Les rapports des chefs des Cours d'appel com-
« mencent tous par constater que, dans son principe,
« le tarif est excellent en ce sens qu'il proportionne
« l'émolument de l'avoué à l'importance de l'affaire,
« mais que le chiffre qui a été adopté comme base de
« la proportionnalité est trop élevé et, qu'en consé-
« quence, il y aurait lieu, pour que ce tarif donne
« toute satisfaction, de diminuer purement et simple-
« ment le chiffre adopté comme base fondamentale.
« Quant aux augmentations, il faut que la Chambre
« sache leur chiffre approximatif. Le travail de ces
« évaluations n'est pas encore achevé.

« Il n'y a encore que 6.000 à 7.000 états de frais
« qui aient été établis avec l'ancienne et la nouvelle
« tarification. Dans un certain nombre de Cours
« d'appel, les tableaux différentiels entre les tarifica-
« tions ne sont pas encore dressés. Ce travail sera
« achevé dans quelques jours. Ce que je puis dire à
« la Chambre c'est que pour 16 Cours d'appel, les
« résultats comparatifs sont établis.

« Dans la Cour d'Agen, sur 415 taxes il y a une
augmentation de 15.000 francs. — Dans la Cour d'Aix,
« pour la Cour d'appel, sur 45 taxes, il y a une dimi-
« nution de 1.186 francs. Pour les tribunaux de Mar-
« seille et de Toulon, qui sont les deux tribunaux les
« plus importants de cette Cour, on constate que les
« tarifs nouveaux apportent une diminution notable :
« à Marseille, de 14.90 pour cent ; à Toulon, de 12.90
« pour 100 ; — à Angers, sur 280 taxes, il y a une dif-
« férence en plus de 4.349 francs ; — à Bastia, sur

« 60 taxes, la différence est de 1.896 francs; — à Be-
« sançon, sur 653 taxes, de 9.944 francs. Vous voyez,
« Messieurs, que je ne masque pas la vérité. — A
« Bordeaux, sur 906 taxes, l'augmentation est de
« 10.108 francs. — La Cour de Caen n'a pas envoyé
« d'états, mais le tarif se traduit, dit le rapport, par une
« diminution de 12 pour 100. — A Chambéry, sur
« 183 taxes, il y a une augmentation de 7.786 francs;
« — à Douai, sur 1.288 taxes, de 31.956 francs; —
« à Dijon, sur 86 taxes, de 2.251 francs; — à Gre-
« noble, sur 208 taxes, de 4.970 francs; — à Limoges,
« sur 575 taxes, de 16.665 francs; — à Nancy, sur
« 82 taxes, de 879 francs; — à Poitiers, sur 612 taxes,
« de 26.636 francs; — à Rouen, sur 830 taxes, de
« 12.155 francs.

« Au total, pour les Cours d'appel, l'augmentation
« est de 145.039 francs, (au mois d'avril, époque à
« laquelle les rapports ont été envoyés). — Voulez-
« vous que la proportion soit la même pour les sept
« Cours d'appel qui n'ont pas encore envoyé leurs
« rapports? Nous arriverons alors à un chiffre total
« de 210 à 220.000 francs, pour sept mois. Voilà à
« quoi se réduisent les 2, 3, 4 et même huit millions
« dont on a parlé. C'était loin du chiffre exact puisque
« l'augmentation est au plus de 200.000 francs ».

Aussitôt ces résultats connus, le ministre avisa
le Conseil d'État, à la date du 2 juin, de son intention
de suspendre les effets de ce tarif et de revenir à
l'ancien.

Une commission de contrôle du tarif avait été, comme

nous l'avons dit, instituée au ministère de la Justice par M. Vallé suivant sa promesse. Cette commission spéciale, sous la présidence de M. Millerand et composée de quinze membres du Parlement, auxquels furent adjoints quatre magistrats, un avocat, un liquidateur judiciaire et quatre officiers ministériels, avait pour mission d'examiner les résultats du nouveau tarif et de prendre connaissance des rapports adressés à la chancellerie par les chefs de Cours.

Cette commission s'est réunie le 6 juin 1904. M. Fabre, directeur des affaires civiles, s'est au nom du ministre, rendu à cette réunion, à laquelle il fit connaître les conclusions des parquets ainsi que les résultats de la grande consultation entreprise. Il indiqua enfin, que M. le Garde des Sceaux, à raison des rapports, à l'unanimité défavorables, par lui reçus des Cours d'appel, avait décidé, sous réserve de l'avis du Conseil d'État, de suspendre immédiatement l'application du tarif des avoués, résultat du décret du 15 août 1903. — « L'expérience est faite, conclut-il, il faut se hâter de la terminer ; il faut supprimer immédiatement l'application de l'arrêté » (1).

Cependant, les Premiers Présidents et les Procureurs généraux ayant déclaré que le principe du nouveau tarif était excellent, que les nouvelles taxes étaient claires, simples, qu'elles mettaient fin à une procédure surannée, mais qu'il était nécessaire de diminuer leur base d'évaluation ; il ne restait, semble-t-

(1) *Journal Officiel* cité, p. 1398, 1^{re} colonne.

il, qu'à tenir compte de ces conclusions et qu'à remanier le tarif dans ce sens. Tous les membres de la commission ne l'entendirent pas ainsi, MM. Millerand, Charles Bos, Klotz, Caillaux et Renault-Morlière donnèrent leur démission en déclarant que dans ces conditions, le ministre devant retirer son décret tarif, ils considéraient leur mandat comme terminé.

Peu de jours après, M. Charles Bos, député, portait à la tribune de la Chambre, une seconde interpellation sur les frais de justice. On sait comment la discussion qui eut lieu à ce propos, le 11 juin suivant, n'a qu'imparfaitement renseigné sur les motifs qui avaient pu pousser M. le Garde des Sceaux à prendre une mesure aussi grave que la révocation des tarifs en plein cours de l'année judiciaire.

Nous avons fait connaître une partie des déclarations du ministre, relative aux rapports des chefs de Cours d'appel.

L'interpellateur de son côté reprit ces conclusions (1).

« Voici, dit-il, pris au courant de la plume, au fur
« et à mesure que M. le Directeur des affaires
« civiles faisait sa lecture, quelques-uns des chiffres
« qui m'ont frappé, ainsi qu'ils ont frappé les mem-
« bres de la sous-commission.

« Cour d'Agen. — M. le Procureur général
« constate tout de suite des majorations de 38,

(1) *Journal Officiel* cité, p. 1392, 3^e colonne.

« 68 et 94 pour 100. Il ajoute que, dans quelques
« petites affaires, les honoraires, les émoluments des
« avoués sont portés du simple au sextuple.

« La cour de Dijon, dont le Premier Président est
« M. Cunisset-Carnot, gendre du regretté président de
« la République, a envoyé un rapport tout à fait
« remarquable, M. le Premier Président Cunisset-
« Carnot déclare que les majorations sont toujours de
« 25, 30, 60, 70 p. 100.

« A Pau, se trouve un procureur, M. Haffner, que
« je tiens pour un magistrat des plus distingués de ce
« pays. Il a étudié le nouveau tarif et adressé un
« rapport tout à fait complet. Se servant lui-même
« d'une expression que j'avais employée ici, il déclare
« qu'on a créé un nouvel impôt, au profit d'une caté-
« gorie d'hommes d'affaires. Il constate, lui aussi,
« une majoration énorme.

« Le Procureur Général de Besançon, déclare très
« nettement, après avoir protesté contre l'accrois-
« sement d'émoluments considérables, que lorsque
« l'avoué est satisfait, le justiciable a le devoir de se
« plaindre.

« A Lyon, M. le Premier Président relève des
« augmentations dans des proportions inadmissibles,
« 25, 30, 40, 100 p. 100 et l'âpreté inouïe des avoués
« à défendre leurs intérêts.

« A Rennes, mêmes constatations.

« A Poitiers, 15, 20, 30, 100, 200 p. 100 de
« majoration.

« A Douai, mêmes observations.

« Pour la Cour de Bastia, M. le Directeur des
« affaires civiles nous a lu à peu près tout le rapport
« de M. le Procureur Général et du Premier Président,
« en nous faisant remarquer quelles étaient les sévé-
« rités de ce rapport à l'égard du nouveau tarif.

« Et M. le Directeur des affaires civiles ajoutait
« que si la Cour est petite, le tarif n'en avait pas moins
« produit de très gros bénéfices. Il est certain que ce
« sont surtout les petits plaideurs qui sont frappés.

« Ce que j'avais dit, moi-même, s'est donc réalisé
« et dans des proportions telles que, la Chambre le
» voit, je n'avais rien exagéré.

« La cour de Riom déclare que ce sont, surtout, les
« petits plaideurs qui font les frais de la réforme et
« demande que la taxe soit rendue obligatoire.

« Enfin, tous les rapports se plaignent que ce sont
« les affaires de vente et de saisie, les instances en
« payement, les questions d'ordre, qui donnent le
« double ou le triple des émoluments de jadis.

« J'ajoute immédiatement, toujours d'après les rap-
« ports de ces hauts magistrats, que la vérité n'est pas
« complète. Pourquoi? parce que jusqu'ici, en effet,
« on n'a fait que régler les petites affaires; les
« grosses affaires sont encore en cours. Il faut, en
« effet, s'attendre à ce que les émoluments prévus, en
« vertu des nouveaux tarifs, atteignent, pour ces
« affaires, un total considérable à cause du droit
« d'instruction et de la remise proportionnelle. »

De son côté, répondant à M. Vallé, qui persistait à
déclarer que le préjudice subi dans cette expérience

par les justiciables ne serait que de 210 à 220,000 francs tout au plus, M. Millerand, très vivement, a répondu :
« A qui espérez-vous faire croire que c'est par
» 200,000 francs que se chiffre, dans tous les arron-
« dissements de France, la surcharge imposée depuis
« six mois à tous les justiciables ? On nous a lu à la com-
» mission des rapports des Premiers Présidents et des
« Procureurs Généraux, d'où j'extrais deux ou trois
« phrases qui suffiront à prouver à la Chambre à quel
« point l'appréciation de M. le Garde des Sceaux est
« au-dessous de la vérité.

« En effet, on citait tout à l'heure un chiffre qui, je
« crois, n'est pas nié : c'est que, bon an mal an, il
« entre 32 millions dans les caisses des officiers minis-
« tériels. Eh bien ! que disent M. le Garde des Sceaux,
« vos Premiers Présidents et vos Procureurs Génér-
« raux dans les rapports qu'ils vous adressent sur
« l'application du nouveau tarif ?

« Le Procureur de Besançon écrit : « Une épreuve
« plus complète et plus prolongée ne fera, j'en ai la
« conviction, que confirmer et rendre plus sensibles
« encore ces premières constatations. Sauf pour les
« très petites affaires, le nouveau décret aggrave la
« situation des justiciables dans une proportion encore
« difficile à déterminer, mais certainement — n'oubliez
« pas qu'il s'agit de 32 millions — notable et impor-
« tante. »

« Celui de Dijon : « La justice, dans les conditions
« du tarif actuel, n'est guère accessible qu'aux plai-
« deurs fortunés ou pourvus de l'assistance judi-

« ciaire; les classes moyennes ne peuvent guère
« plaider ». .

« Celui de Lyon, reproduisant les rapports des
« Présidents des tribunaux, entre autre le rapport du
« Président du tribunal de Saint-Étienne, s'exprime
« ainsi : « Le nouveau tarif constitue, pour les justi-
« ciables, une augmentation sensible de l'état anté-
« rieur; on arrive à une majoration de plus de
« moitié de l'état ancien. »

Et l'orateur concluait : « Ainsi, le premier point
« que je voulais établir est, je crois, hors de contesta-
« tion. Une erreur très grave, très lourde, de beaucoup
« supérieure au chiffre de 200,000 francs, dont par-
« lait M. le Garde des Sceaux, a été commise. Cette
« erreur a été commise au détriment des justiciables,
« au profit de certains particuliers et sans qu'un sou
« des sommes déboursées allât au Trésor, car il ne
« s'agit, dans le nouveau décret, que des frais et
« dépens pour les officiers ministériels; non seulement,
« pas un sou des sommes versées à tort n'est entré
« dans les caisses du Trésor, mais un des auteurs des
« rapports envoyés à la Chancellerie déclare : le tarif
« est au détriment du Trésor, car il ne peut qu'écarter
« les plaideurs de la barre. »

Sur ces entrefaites, le débat ayant devié, la Chambre
après avoir rejeté les ordres du jour de MM. Ch. Bos
et Buyat, impliquant tous les deux plus ou moins un
blâme pour le Gouvernement, votait l'ordre du jour
pur et simple.

Quoiqu'il en soit, le 14 juin était promulgué

au *Journal Officiel*, un décret d'abrogation ainsi conçu :

Article premier. — Est rapporté le décret du 15 août 1903, qui fixe le tarif des frais et dépens devant les tribunaux de première instance et les Cours d'appel.

Art. 2. — Sont remis en vigueur :

Les articles 67 à 151 et 159 à 167 du premier décret du 16 février 1807, contenant le tarif des frais et dépens pour le ressort de la Cour d'appel de Paris ;

Le tarif des frais de taxe faisant suite au deuxième décret du 16 février 1807, relatif à la liquidation des dépens ;

Le troisième décret du 16 février 1807, les décrets des 12 juin 1856, 30 avril et 13 décembre 1862, en tant qu'ils ont rendu communes, à plusieurs Cours d'appel et tribunaux, les dispositions du tarif du 16 février 1807, pour la Cour d'appel et les tribunaux du ressort de la Cour de Paris et en ont fixé la réduction pour les autres ;

Les articles 7 à 13 et 15 à 19 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, contenant le tarif des frais et dépens relatifs aux ventes judiciaires de biens immeubles ;

L'article 5 du décret du 9 mai 1893 portant règlement d'administration publique, en exécution de l'article 4 de la loi du 16 mars 1893, relative à la publicité à donner aux décisions prononçant une interdiction ou nommant un conseil judiciaire ;

Et généralement toutes dispositions abrogées par l'article 107 du décret du 15 août 1903.

Art. 3. — Les procédures introduites devant les tribunaux et les cours, à partir du 16 octobre 1903 et terminées soit par un jugement avant faire droit, soit par un jugement sur le fond lors de la publication du présent décret, seront taxées conformément au tarif établi par le décret du 15 août 1903. Toutes autres procédures seront réglées par les tarifs remis en vigueur (1).

La gravité de cette expérience malheureuse, pour les plaideurs qui se sont ainsi trouvés surtaxés pendant près d'une année, aussi bien que pour le Gouvernement, qui s'est trouvé en état de conflit au moins latent avec la commission qu'il avait lui-même instituée,

(1) Cela ne va pas sans jeter un certain trouble dans les études d'avoués. Ainsi, la situation, au point de vue des états de frais, se trouve être momentanément la suivante :

Il est trois classes d'affaires pour lesquelles il n'y a pas d'hésitation :

1° Les affaires commencées avant le 16 octobre 1903, qui sont restées soumises aux anciennes taxations de 1807 ;

2° Les affaires commencées depuis le 15 juin 1904, qui sont aussi soumises au tarif de 1807 ;

3° Les affaires commencées après le 16 octobre 1903 et terminées avant le 16 juin 1904, par un jugement avant faire droit (jugement ordonnant enquête, ou interrogatoire sur faits et articles, ou visite de lieux, etc.), soit par un jugement sur le fond devenu définitif. Ces affaires n'ont connu que la taxe du tarif de 1903. Mais il en est d'autres qui sont, pour ainsi dire, à cheval sur les deux tarifs.

Ce sont les affaires commencées avant le 15 juin 1904, instruites sous le régime du tarif de 1903, et qui n'étaient, lors du décret de retrait, ni en état de jugement sur le fond, ni en état de jugement avant faire droit. Pour celles-là, elles devraient supporter l'application des deux tarifs successivement. Ne doivent-elles pas être taxées, pour toute la partie de

la gravité de cet incident, disons-nous, ne saurait échapper à personne. Grâce à l'erreur commise et avouée, disons-le, des justiciables, déjà accablés d'impôts, auront dû subir, et cela pendant plus de six mois, un impôt supplémentaire qui ne leur sera pas remboursé. Il ne nous appartient pas de rechercher sur qui doit en retomber la responsabilité ; ce qu'il nous suffit de constater, c'est le déplorable résultat obtenu ; conformément aux promesses faites, depuis plus de trente ans, dans tous les programmes électoraux, il s'agissait, sinon de diminuer les frais de justice, tout au moins de les mieux répartir. Si le décret de 1903, contrairement à ce programme, aboutit à une augmentation, c'est que la réforme, basée sur des états non contrôlés, a été insuffisamment étudiée.

Le danger d'une telle situation, c'est qu'elle crée au

procédure, avant le 15 juin 1904 sous le tarif de 1903 et depuis par le tarif de 1807 ? — Ce qui doit donner lieu à de nombreuses difficultés qu'auront à trancher les tribunaux.

A titre d'exemple, voici quelques chiffres pris dans deux instances courantes :

1^o Demande de pension alimentaire. Intérêt du litige : 864 fr.

A. Tarif de 1903.

Trésor. 89^f23 Débours. 23^f66 Emolum^{ts}. 55^f35 Total. 168^f24

B. Tarif de 1807.

Trésor. 89^f23 Débours. 23^f66 Emolum^{ts}. 67^f63 Total. 180^f52

2^o Demande en paiement de 245 francs.

A. 1^{er} état. Régime du tarif de 1807.

Trésor. 37^f95 Débours. 19^f90 Emolum^{ts}. 52^f15 Total. 110^f »

B. 2^e état. Régime du tarif de 1903.

Trésor. 37^f95 Débours. 19^f90 Emolum^{ts}. 22^f53 Total. 80^f38

C. 3^e état. Avec les deux tarifs successifs

Trésor. 35^f20 Débours. 20^f91 Emolum^{ts}. 52^f63 Total. 108^f74

sein du Parlement, où les besoins et les desiderata des différentes catégories d'officiers ministériels sont encore insuffisamment connus, un état d'esprit défavorable à toute révision, à toute modification de tarifs. Cette seconde conséquence est peut-être encore plus déplorable que la première dont on a peut être, dans un but politique, exagéré l'importance.

Ce qui se passe, à propos du nouveau tarif, montre ainsi, une fois de plus, combien certaines réformes sont difficiles à réaliser et à quels mécomptes on s'expose lorsque la portée et les conséquences d'une innovation n'ont pas été suffisamment prévues et vérifiées. Les tarifs des frais et dépens, en matière civile, tels qu'ils ont été fixés par les décrets de 1807 et les lois et décrets postérieurs étaient, de l'avis de tous, à réviser. Après deux années d'études approfondies, cependant, et consciencieuses, d'une commission offrant des garanties de savoir et d'expérience, on aboutit à un résultat dangereux qu'il a fallu s'empres- ser de faire cesser. Il y a eu là un manque de prudence incontestable qui démontre, dans une réforme de cette nature, l'utilité de consulter ceux qui seront appelés à la mettre en pratique et qui démontre, d'autre part, la fragilité de certaines statistiques.

Déplorons donc cet insuccès de la réforme proposée et souhaitons pourtant qu'on en retire une réforme utile et désirée.

L'expérience, en effet, a montré que dans ce tarif de 1903 il y avait un certain nombre d'avantages généraux qu'on ne peut nier et qu'il faut retenir :

Ainsi, M. le Garde des Sceaux a pu établir, dans les débats sans être contredit, au moins sur ce point, combien son économie générale était plus claire et son mécanisme plus simple à comprendre ;

D'autre part, il n'a pas été méconnu, et les rapports des magistrats l'ont assez proclamé, que ce tarif était plus juste en permettant de mieux proportionner à l'importance du litige l'émolument accordé aux avoués.

Ce tarif devait être plus équitable que l'ancien, et si l'on est tombé dans l'exagération, il faut garder une juste mesure et se souvenir que l'augmentation des charges de toutes natures, inconnues en 1807, qui maintenant retombent sur les avoués, doit avoir pour corollaire un rehaussement dans les honoraires. Ce principe est à retenir en même temps que celui de la proportionnalité de l'émolument.

Par contre, cette réforme n'était pas à l'abri de toute critique. Tout d'abord, il n'était peut-être pas bien juste, à raison de l'inégalité des charges, et de situations existant entre les avoués des différents pays, d'assimiler tous les officiers ministériels et de ne pas maintenir l'ancienne division en classes, correspondant à des tarifications différentes suivant l'importance des études et celle des charges qui incombent aux avoués.

D'autre part, il paraissait également peu équitable de ne pas établir, dans l'émolument, de différence entre l'avoué demandeur et l'avoué défendeur, ce dernier ayant, en général, dans une instance, moins de procédure, moins de recherche à faire, moins d'avances, à

effectuer que l'avoué demandeur et devant, par suite, être moins rémunéré.

Le principe de la proportionnalité étant reconnu excellent, il fallait savoir l'utiliser et prévoir toutes les conséquences de la tarification. C'est cette imprévoyance qui a malheureusement fait échouer la réforme. Le mécanisme en était délicat, on ne l'a pas assez étudié sur le vif, et surtout le point de départ, la base, a été fixée trop largement sans donnée exacte. A ce point de vue encore, le tarif n'établissait pas une correspondance efficace entre les droits de formalités et d'instruction, qu'il aurait fallu rendre assez élastiques pour permettre une juste balance entre, d'une part, l'importance du litige, et d'autre part, le travail intellectuel ou la responsabilité qu'il procure à l'officier ministériel. Comment obtenir ce résultat en apparence très difficile ? La difficulté est, en effet, très sérieuse, mais n'est pas impossible à tourner.

Si l'on ne doit pas, comme l'a fait le tarif de 1903, laisser à l'arbitraire de l'officier ministériel la fixation du montant du litige, dans les causes qui, par leur nature, ne sont pas susceptibles d'une évaluation en argent, c'est parce que le tarif doit comporter à cet égard une base certaine et déterminée d'évaluation ; qui, en aucun cas, ne devrait être laissée à l'arbitraire de l'officier ministériel et en dehors de l'appréciation et du contrôle des tribunaux.

Mais pourquoi, par exemple, ne pas laisser à l'avoué le soin de déterminer lui-même la base de la première partie de sa rémunération, le droit d'instruction,

sous le contrôle nécessaire de la Chambre de discipline, d'abord, du juge taxateur ensuite, qui forcément doit avoir siégé dans l'affaire et est, par conséquent, à même d'apprécier l'effort intellectuel qu'il a suscité chez l'avoué.

Malgré l'échec de cette première expérience, précisément parce qu'elle nous fournit de sérieux renseignements pour les réformes futures, il ne faut pas désespérer d'obtenir une juste solution dans cette question des frais de justice et de réaliser, en cette matière en procurant à la procédure les progrès désirables, l'idéal entrevu est si impatiemment attendu.

Nous sommes par là tout naturellement amenés à étudier l'avenir de la procédure sommaire et les réformes dont le Code est susceptible, dans le sens surtout de la simplification des petits procès si intéressants à plus d'un titre.

QUATRIÈME PARTIE

LES RÉFORMES

CHAPITRE PREMIER

LES TRAVAUX LÉGISLATIFS

Nous arrivons à une question que nous ne pouvons laisser de côté, car elle se rattache utilement à l'étude de notre matière des affaires sommaires. Nous voulons parler de la question de la réforme de la procédure.

Mais si nous nous proposons d'aborder, à cette place, la grave question de la réforme de la procédure, ce n'est pas que nous ayons la prétention de trancher ce problème que des auteurs très nombreux et fort compétents en leur qualité d'anciens magistrats ou d'anciens praticiens, ont traité déjà avec plus d'autorité et de science ; mais il nous a paru utile de détacher de cette question complexe le point tout particulier qui nous intéresse et que nous formulerons ainsi : Quel est, dans cette refonte totale que proposent les réfor-

mateurs, l'avenir fait à la procédure et spécialement aux affaires et à la procédure sommaires ? L'ancienne distinction entre les affaires sommaires et les affaires ordinaires sera-t-elle maintenue ? Ou bien la procédure ordinaire ne tend-elle pas à disparaître et l'exception d'aujourd'hui ne va-t-elle pas devenir demain la règle générale ?

Voilà des questions qu'on ne peut résoudre qu'en étudiant, tant les projets de réforme officiellement produits devant le pouvoir législatif que les travaux spéciaux des philosophes réformateurs et des jurisconsultes autorisés en la matière. Cette étude même serait encore hors de proportion avec le cadre restreint de notre travail. Aussi, nous faudra-t-il nous contenter d'un exposé plus modeste en choisissant dans les nombreux documents sur la réforme judiciaire, ceux qui nous paraîtront les plus saillants et les plus aptes à faire comprendre l'importance de la question de la procédure sommaire dans l'avenir de notre procédure civile.

Ce qui fait de cette réforme de la procédure une question d'actualité, ce sont les plaintes chaque jour grandissantes qui s'élèvent contre le vieil édifice de 1807. Dès son début, l'œuvre de Napoléon, en cette matière, n'eût pas le succès légitime qui salua le Code de 1804 (1) ; cependant, voilà près d'un siècle qu'elle

(1) Dès 1813, les plaintes éclataient de nouveau. Elles sont bien exposées dans un livre intitulé : *Tableau des Désordres dans l'Administration de la Justice*, par J.-B. Selves, ex-législateur et ancien magistrat.

résiste aux critiques, fondées d'ailleurs, que n'ont cessé de lui prodiguer tous ceux qui rêvent de voir notre procédure devenir plus rapide et moins coûteuse.

Ces plaintes ont souvent été officiellement formulées tant à la Chambre qu'au Sénat, dans les rapports de nombreux projets de loi garnissant les cartons de ces Assemblées ; elles se font jour dans la presse, dans les revues, dans la littérature elle-même ; elles sont inscrites (il vaudrait mieux dire transcrites) dans tous les programmes électoraux, si bien que tous les Gouvernements qui se succèdent prennent l'habitude de promettre cette réforme dans leurs discours et déclarations.

Malheureusement, les projets de loi qui se sont multipliés, ont à peine vu le jour, qu'ils ont disparu dans les archives. Un jour ou l'autre on les découvre, et quelque député a l'initiative de les représenter à nouveau, mais ce beau zèle se trouve paralysé par le consolant renvoi à la commission compétente.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que rien n'a été tenté dans cet ordre d'idées ; en dehors de réformes de détails et d'améliorations sérieuses, que nous n'avons pas à signaler, les pouvoirs publics ont, à plusieurs reprises, tenté une réforme générale tout au moins en la préparant.

Ainsi, en 1850, parut au concours de l'Académie des Sciences morales et politiques le sujet suivant :
« Quelles sont au point de vue juridique, et au point de
« vue philosophique, les réformes dont notre procédure
« civile est susceptible ». Différents mémoires furent

présentés, dont quelques-uns fort remarquables, entre autre l'ouvrage de Raymond Bordeaux, ancien bâtonnier du barreau d'Evreux, ouvrage qui fut couronné par l'Académie dans sa séance du 25 juin 1853, et édité en 1857 sous le nom de *Philosophie de la Procédure civile*. De même, il faut citer le travail de Séligman, juge au Tribunal civil de Reims et lauréat de l'Institut, auquel fut décerné, dans la même séance, une première mention honorable (1).

Douze ans plus tard, en 1862, M. Delangle, Garde des sceaux, jugea opportun d'instituer une commission, dans le but de préparer la révision du Code de 1807. Cette Commission fut complétée plus tard et par deux arrêtés successifs de M. Baroche, Garde des sceaux, des 29 octobre et 21 novembre 1864. Elle se réunit une première fois en 1864, sous la présidence du Ministre lui-même, et acheva ses travaux dans le commencement de l'année 1868. Ils furent envoyés et discutés au Conseil d'État dans un ordre peu logique, à telles enseignes que la dernière partie, celle qui constituait à elle seule tout le système d'ensemble de la procédure, le corps de la législation, fut présentée en dernier lieu. La guerre de 1870 vint malheureusement interrompre la discussion du Conseil d'État, et par un autre malheur, les documents ont disparu dans l'incendie du Palais du Conseil d'État pendant la Commune; il n'en est resté que des feuillets épars qui

(1) Comptes rendus de l'Académie des Sciences morales et politiques. Rapport du comte Portalis, t. XXVI, 1853, p. 3 et suivantes.

ont pu servir, cependant, à la reconstitution pour partie de l'œuvre disparue, afin de servir aux rapporteurs des projets postérieurs (1).

En 1886, nouvelle tentative. Un projet semblable à celui de 1862 est présenté à la Chambre des Députés par M. Rémoiville et plusieurs de ses collègues « tendant à la nomination d'une Commission de « 33 membres, chargée d'examiner les projets déjà « déposés et qui le seraient ultérieurement relative- « ment à la modification du Code de procédure, et « d'étudier et proposer à la Chambre, toutes les « améliorations à apporter à ce Code et aux tarifs « des frais de justice. » Cette proposition, prise en considération par la Chambre, dans sa séance du 25 mai 1886, fut définitivement adoptée dans la séance du 29 juin suivant (2).

Nous ne pouvons examiner tous les projets qui furent alors présentés à cette Commission, qui dut les classer pour la plupart comme dictés par un sentiment plus généreux que pratique, l'imagination des réformateurs semblant un peu trop s'y donner libre cours. Il n'y a lieu de s'arrêter qu'à un petit nombre de propositions basées sur une savante expérience des affaires, et qui furent présentées sur l'initiative de membres influents du Parlement ou de ministres de

(1) Voy. Migneret, *Réforme de la Procédure*, revue critique de législation et de jurisprudence, 1873-74, p. 359.

(2) Documents Parlementaires, Chambre, sess. ord. 1886, annexe 388, p. 964.

la Justice. Nous allons les passer rapidement en revue, mais seulement en ce qu'ils touchent notre matière.

1^o Projet Thévenet

En 1890, M. Thévenet, ministre de la Justice, présentait au nom du Gouvernement, à la séance de la Chambre du 6 mars, un projet de loi portant révision des titres 1 à 25 du livre II et titre 16 du livre V (1).

S'inspirant d'un projet antérieurement présenté par M. Brisson, dès 1885, le projet nouveau n'abolit pas la distinction des affaires ordinaires et des affaires sommaires, mais supprime les écritures grossoyées pour les conclusions dans toutes matières, abrogeant ainsi l'article 20 de la loi du 13 brumaire an VII, et l'article 72 du décret tarif de 1807 pour les avoués, et pour les greffiers l'article 6 de la loi du 21 ventôse an VII et l'article 4 du décret du 8 décembre 1862. De plus, le projet établit pour le tribunal, le choix de faire procéder à l'enquête devant un juge commis ou de l'entendre à l'audience, pourvu qu'elle ait un caractère contradictoire, c'est-à-dire que l'enquête et la contre-enquête puissent avoir lieu simultanément.

Ainsi, le projet Thévenet en reproduit deux autres antérieurement présentés, l'un par M. Demôle, au nom de M. Grévy, le 19 octobre 1886, l'autre par M. Ferrouillat, au nom de M. Carnot, le 12 juillet 1888.

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1890, p. 441.

Ces deux derniers n'ayant pu être mis en discussion avant l'expiration des pouvoirs de la dernière Chambre, furent représentés à nouveau par M. Thévenet, le 6 mars 1890, qui les réunit simplement en un seul corps. C'est l'exposé des motifs du projet de 1886 que reproduit M. Thévenet.

2^o *Projet Brisson*

Reprenant les dispositions de son projet de 1885, M. Brisson en présenta un nouveau le 27 janvier 1891, « relatif à la suppression des droits d'enregistrement, « de greffe et de timbre et leur remplacement par un « droit proportionnel perçu sur le jugement » (1).

L'exposé des motifs est fort remarquable et digne d'être consulté. « Nous croyons très sincèrement « aujourd'hui, dit-il, pour les motifs que nous venons « d'exposer, que nous n'arriverons à la réforme du « Code de procédure, qu'en passant par la transfor- « mation des droits d'enregistrement, de greffe et de « timbre en un droit unique sur le jugement ». L'unification des frais de justice en un droit proportionnel sur le jugement, telle est la base de la réforme proposée par ce projet.

L'extrait suivant en démontre l'esprit : « Puisque « la question de la réforme de la procédure a deux « faces, la complicité de ses formes et l'iniquité dans « la répartition des frais ; puisque la gravité de ce « second vice dépasse de beaucoup, nous l'avons vu, les

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1891, p. 315.

« inconvénients du premier ; pourquoi ne pas rem-
« placer ces frais par un droit unique et proportionnel
« sur le jugement ? Remarquons-le, d'ailleurs, la
« diminution des frais de justice serait réalisée pour les
« petits plaideurs, les plus intéressants sans contredit.
« D'autre part, M. le Ministre des finances, assuré
« du maintien de ses ressources actuelles, trouvant
« même dans cette transformation un avantage, serait
« complètement désintéressé du Code de procédure,
« dont M. le Ministre de la justice pourrait pour-
« suivre rapidement la réforme devant le Conseil
« d'État et le Parlement, en y joignant, s'il le jugeait
« à propos, une taxation nouvelle des honoraires
« établie sur la même base. Enfin, à cette série de
« droits fixes si compliqués, dont la classification
« fiscale est si peu faite, qu'il est difficile de se rendre
« compte des résultats financiers de la suppression
« de tel ou tel d'entre eux, l'on aurait substitué une
« taxe proportionnelle, sans arcanes et sans mystères
« dont la base serait une, dont le produit serait un,
« assez simple et assez souple, par conséquent, pour se
« prêter, en des circonstances meilleures, à un degré-
« vement par l'abaissement du taux. Nous croyons
« très sincèrement aujourd'hui, pour les motifs que
« nous venons d'exposer, que nous n'arriverons à la
« réforme du Code de procédure, qu'en passant par la
« transformation des droits d'enregistrement de greffe
« et de timbre, en un droit unique sur le jugement. La
« réforme proposée aurait ainsi ces deux consé-
« quences, toutes deux dans le sens démocratique :

« de rendre à l'impôt sa proportionnalité exacte et
« d'abaisser les frais de justice pour les classes
« ouvrières et agricoles ». (Voy. exposé des motifs.)

En conséquence, le projet remplaçait tous les droits de timbre, d'enregistrement et de greffe, perçus sur les actes de procédure et sur les jugements par un droit unique sur le jugement définitif proportionnel, toutes les fois que l'instance aura pour objet des sommes, valeurs, biens mobiliers ou immobiliers, ou des droits réels.

Au cas où l'instance aurait pour objet une question d'état ou un intérêt matériel, ou encore si elle aboutissait à un débouté, — c'est-à-dire dans un nombre de cas relativement restreints ou l'application du droit proportionnel serait impossible faute de base de proportion, le droit restait fixe. —

De plus, cette suppression s'appliquait non seulement aux droits mais encore aux formalités, même de l'enregistrement et du timbre, qu'il paraissait inutile de maintenir à cause du retard qu'entraîne leur accomplissement.

Enfin, les droits étaient gradués suivant le tribunal appelé à connaître du litige de manière à dégrever, dans une mesure assez large, les procédures engagées devant les tribunaux inférieurs.

Ce projet abolissait, par voie de conséquence, la distinction des matières sommaires et ordinaires, dont le principal intérêt se trouve, comme nous l'avons déjà dit, dans la différence de tarification. Cette souhaitable conséquence n'apparut peut-être pas assez clairement

à cette époque ; quoi qu'il en soit, la réforme proposée dut paraître prématurée et ce fut encore la crainte de voir affaiblir le budget qui la fit échouer.

Dans un projet qu'il déposa, le 14 novembre suivant (1), M. Rouvier, ministre des finances, tout en reconnaissant l'utilité de la proportionnalité, dut avouer que l'intérêt du Trésor exigeait qu'on n'allât pas jusqu'à la suppression radicale des droits fixes, qui eut fait perdre au fisc des sommes considérables. — Toutefois, il proposa l'abolition de tous les droits de greffe perçus au profit du Trésor, l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes d'avoué à avoué et l'abaissement du tarif d'un tiers pour les droits applicables aux significations entre parties dans les instances civiles et commerciales, ainsi qu'en matière d'ordre et de contribution, enfin la réduction d'un quart pour les droits de timbre des expéditions d'actes judiciaires ou de jugements et arrêts, au moyen de l'obligation imposée aux greffiers d'insérer un plus grand nombre de syllabes à la ligne.

Nous n'insistons pas d'avantage sur ces réformes fiscales proposées qui n'atteignent qu'indirectement notre matière ; disons seulement que l'honorable M. Rouvier nous paraît étrangement s'être abusé en se flattant, comme il le dit, dans son exposé des motifs de 1891, de faire disparaître, au moyen de cette maigre

(1) Séance de la Chambre du 14 novembre 1891. Doc. Parlem., Chambre, sess. extraord. 1891, p. 2370 et 2372.

réforme, l'entrave sérieuse apportée à la révision de la procédure par les considérations d'ordre budgétaire. Ainsi le constatait, dans la séance du 21 novembre suivant, M. Brisson, rapporteur du budget, tout en applaudissant à cette première victoire du principe de la proportionnalité qui, dit-il « produira ses conséquences dans toute la législation de l'enregistrement » (1). De fait, le projet Rouvier devint la loi du 26 janvier 1892 insérée dans le budget de 1892. La distinction entre les matières sommaires et les matières ordinaires ne fut donc pas atteinte encore, mais elle devait subir plus d'une attaque dans les projets suivants.

3° Projet Dupuy-Dutemps

Dès 1893, un autre projet s'attaquant à d'autres obstacles de la réforme judiciaire, fut présenté par MM. Dupuy-Dutemps, Brisson et Pourquery de Boisserin, députés (2). Cette fois, l'on ne s'attaquait plus seulement au tarif, mais encore et en même temps au Code de procédure. M. Dupuy-Dutemps, bien que constatant que pour arriver à une simplification idéale, il faudrait, comme en matière commerciale, supprimer l'intermédiaire des avoués, — question irréalisable pour le moment, — raisonne cependant dans l'hypothèse de la constitution d'avoué, quitte à diminuer seulement le nombre et l'importance

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. extraord. 1891. p. 2372.

(2) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1894. p. 635.

des actes de leur ministère. « On aurait tort, dit-il, « de croire qu'en opérant ainsi nous avons en quelque « sorte voulu opérer une expropriation partielle; les « honoraires des officiers ministériels qui sont aujourd'hui « tarifés d'après les actes qu'ils signifient, ne « sont nullement en rapport avec l'importance des « procès. Les matières sommaires qui donnent « souvent lieu aux difficultés les plus grandes et qui « font quelquefois encourir les responsabilités les plus « lourdes (en matière d'ordre notamment), sont « tarifées à des taux illusoires, tandis que les matières « ordinaires les plus simples donnent lieu à des droits « élevés, qu'on ne peut rendre proportionnels que par « l'usage immodéré des requêtes en défense. Aussi, « sera-t-il nécessaire de continuer l'œuvre commencée « dans la dernière législature, en rendant absolument « proportionnels aux intérêts mis en jeu les frais de « justice et en appliquant cette même proportion-
« nalité aux honoraires des officiers ministériels. »

Le point qui nous intéresse dans ce projet, c'est la suppression des matières ordinaires. Toutes les affaires seront sommaires; mais aussi, pour proportionner les dépens à l'importance des affaires, la réforme proposée s'étend au tarif des officiers ministériels; plus de droits fixes par chaque acte de procédure, mais un droit proportionnel de un pour cent sur le montant du litige. De cette façon, une foule d'actes inutiles se trouvent supprimés et notamment les conclusions grossoyées, qui font tant crier, mais qu'en définitive on fut obligé, avec le tarif de 1807, d'imaginer dans le

but de proportionner les émoluments aux intérêts en jeu et pour faire rendre à des procès les honoraires que les officiers ministériels étaient en droit d'en attendre. Il est très juste, en effet, que les officiers ministériels, soient équitablement rétribués du travail matériel qui leur est souvent imposé par les affaires complexes. On ne pouvait qu'applaudir à cette partie de la réforme ; mais il convient de faire des réserves sur le reste du projet, en tant qu'il propose d'étendre la compétence des juges de paix, en matière immobilière même limitée au taux de 200 francs, en dernier ressort, et 1.000 francs à charge d'appel.

Dans le rapport de M. Vallé (séance du 17 mars 1894, sur le projet que nous étudions), ce principe est combattu. Seule, la compétence en matière personnelle et mobilière est admise quoique étendue au chiffre de 1.500 francs en premier ressort.

Ce rapport refuse donc au juge de paix la plénitude de juridiction et lui maintient son caractère de juge d'exception, contrairement aux dispositions du projet de M. Dupuy-Dutemps.

Cette réforme qui envisageait la question sous le double rapport du tarif et de la procédure, faisait du projet de M. Dupuy-Dutemps l'une des tentatives les plus importantes qui aient été tentées ; mais cet effort ne fut point couronné du succès qu'il devait avoir, et cette œuvre très étudiée et très documentée, fut simplement renvoyée à la commission de la réforme judiciaire, où elle y dormit longtemps. Ce n'est que tout récemment, nous l'avons vu, que son principe a été

pour partie consacré par le décret de M. le Gardé des sceaux Vallé, sur la reformation du tarif des avoués.

4° Projet Dubost

M. Antonin Dubost, alors Garde des sceaux, reprit, dans le projet de révision du Code de procédure, qu'il présenta à la séance de la Chambre le 5 mai 1894 (1), le principe du précédent projet. Lui aussi reconnaît que le système des réformes partielles est insuffisant, pour produire un résultat vraiment utile, et qu'il est nécessaire d'entreprendre une révision générale. Aussi, propose-t-il toute une refonte du Code de procédure ; notamment, il supprime notre titre XXIV « des matières sommaires » et toute différence de procédure pour toutes les affaires jugées en première instance. Il y eut cependant au sein de la commission, des dissentiments sur ce point, que nous révèle l'exposé des motifs. « Quelques membres de la commission extraparle-
« mentaire, chargée d'élaborer le projet, auraient ce-
« pendant voulu que l'on distinguât les affaires ju-
« gées en première instance, suivant leur importance,
« pour confier à un juge unique le soin de juger seul et
« vite les affaires les plus minimes ; mais la majorité
« de la commission a repoussé cette innovation.

« Le Parlement est actuellement, en effet, saisi d'un
« projet étendant la compétence civile des juges de
« paix, et l'innovation demandée a paru rentrer bien

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1894, p. 665.

« mieux dans les dispositions de ce dernier projet, le
« juge unique par excellence étant chez nous le juge
« de paix, dont la compétence doit s'étendre à toutes
« les affaires ne mettant en jeu que des intérêts de
« minime valeur. Quant aux affaires exigeant une
« solution prompte, il y est pourvu par la procédure
« spéciale des référés ».

On voit que ce projet envisage la question des petits procès dans le sens de l'extension de la juridiction des juges de paix, mais ne se prononce pas sur cette grave réforme. Il préfère supprimer radicalement les affaires ordinaires et unifier la procédure dans toutes les affaires sans distinction. Cette préoccupation de soustraire les affaires peu importantes à la procédure compliquée et lente qui est actuellement la règle, nous l'avons déjà constatée dans d'autres projets, elle se retrouve maintenant dans tous, et les partisans de la procédure ordinaire se feront de plus en plus rares.

La suppression préconisée par le projet Dubost entraîne la conséquence suivante fort importante en matière de liquidation des dépens. L'art. 543, en effet, dispose qu'en matière sommaire la liquidation des dépens et frais, sera faite par le jugement qui les adjugera ; l'art. 544, d'autre part, abandonne à des règlements d'administration publique le soin de déterminer pour les matières ordinaires le mode de liquidation. Par suite de la suppression de la distinction des affaires ordinaires et des affaires sommaires, le projet est amené à décider qu'en toute matière la liquidation des dépens sera faite par le jugement. « C'est la généra-

« lisation de la règle qui est ainsi l'exception. Ce pro-
« cédé, actuellement suivi en matière commerciale, a
« paru pouvoir s'appliquer sans difficulté aux matières
« civiles, il permettra d'arriver plus facilement à un
« règlement définitif ». (Exposé des motifs : Livre V.
Titre IV). Vient ensuite l'organisation contre la liqui-
dation ainsi opérée, d'une voie de recours sous forme
d'opposition au jugement du fait, seulement de la li-
quidation portée dans le délai de huit jours et devant la
chambre du conseil. — Quant aux frais postérieurs
au jugement, l'exécutoire est supprimé ; seule la
taxe est mise au bas de l'état et l'ordonnance
de taxe, quand elle est devenue définitive (c'est-à-dire
huit jours après la signification), vaut titre exécutoire
pour l'avoué, tout comme un jugement de condamna-
tion, au moyen duquel il pourra poursuivre sur le
champ son débiteur. Cette ordonnance emporte encore
les effets suivants : elle est interruptive de prescription,
fait courir les intérêts et emporte hypothèque judi-
ciaire. Cette disposition devait donc dispenser l'a-
voué d'avoir recours à une action en justice pour
obtenir les garanties, qui lui permettent de faire à son
client un crédit plus long sans risquer de compromettre
le sort de sa créance.

Ces dernières dispositions du projet, relatives à la
liquidation des dépens, sont entrées dans la loi du
24 décembre 1897 sur le recouvrement des frais dus
aux notaires avoués et huissiers.

Quant au reste du projet, il a fait d'abord en 1895,
l'objet d'un rapport de M. Mougeot relatif spéciale-

ment aux justices de paix (1); puis, en 1898, il a été repris par M. Sarrien, Garde des sceaux, qui l'a présenté à la chambre textuellement dans la séance du 25 octobre. (Renvoyé à la Commission de réforme judiciaire) (2). Nous avons cru pour ces raisons qu'il était utile de le signaler.

5° *Projet Lhopiteau*

C'est encore dans le but de rendre la procédure plus rapide et moins coûteuse, que fut élaborée la même année, la proposition de loi de M. Lhopiteau (3).

La réforme proposée, s'étend particulièrement sur les affaires sommaires. A ce titre, elle mérite de fixer notre attention. Certains avaient déjà proposé, comme remède à la longueur de la procédure si préjudiciable, notamment aux petits procès, d'étendre la compétence des juges de paix jusqu'à 1.500 francs. Notre rapporteur signale l'inconvénient de cette extension, qui lui paraît une mesure antidémocratique, « car elle offrira, » dit-il, au plaideur forcément moins de garantie que « le tribunal civil », il explique, en effet, dans son exposé des motifs, que ce sera moins le rentier, le gros propriétaire ou l'industriel, que le petit plaideur, le paysan, l'ouvrier, sur qui se fera plus sentir la perte d'un procès, roulant sur 7 ou 800 francs », quel

(1) Séance de la Chambre, 21 décembre 1895.

(2) Doc. Parlem., Chambre, sess. extraord. 1898, p. 162 et suiv.

(3) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1894, annexe 346, p. 122.

« désastre pour ces derniers, peut entraîner l'erreur
« d'un juge unique. Cette diminution de garantie est-
« elle donc la condition indispensable et, pour ainsi
« dire fatale, de l'abréviation des délais et de la diminu-
« tion des frais ? En aucune façon ». Aussi, propose-
t-il de concilier ces deux conditions avec le maintien
des garanties actuelles, et cette conciliation, il la trouve
dans une simplification nouvelle de la procédure som-
maire, destinée à rendre cette procédure ni plus longue,
ni plus coûteuse que celle devant le juge de paix.

Dans ce but, les actes de la procédure sont réduits à
l'ajournement, les actes de palais supprimés comme
entraînant trop de longueurs; de plus, comme en matière
commerciale, l'accès du tribunal est rendu libre aux
plaideurs pour y exposer, eux-mêmes, les procès peu
compliqués. La citation en conciliation est remplacée
par une simple lettre d'avertissement, le procès-verbal
n'est dressé que dans le cas de conciliation, dans le
cas contraire, ou lorsqu'il y a défaut du défendeur,
une simple mention sur l'assignation remplace ce
procès-verbal. L'ajournement indique un jour fixe de
comparution devant le tribunal où les parties se
présentent en personne ou par avoués ou avocats
dispensés de produire une procuration ; les pièces sont
communiquées à l'audience, ou au greffe, sans signifi-
cation, et les conclusions simplement déposées sur le
bureau du tribunal.

Si l'instruction de l'affaire ne peut être terminée à
la première audience, on évite les remises trop nom-
breuses. Un délai d'un mois est suffisant au tribunal

pour rendre un jugement préparatoire ou un jugement définitif, excepté pour les incidents compliqués qui nécessitent une plus profonde instruction. Enfin, le greffier a la charge de rédiger les qualités, comme en matière commerciale, et de citer les témoins par simple avertissement, mis à la poste, au moins quatre jours avant la date de l'enquête.

Tels sont les moyens proposés pour rendre encore plus rapide, peut-être même trop rapide, la procédure sommaire. Avec ce projet, la distinction des affaires sommaires et des affaires ordinaires se trouve maintenue. Mais si ce projet réduit encore dans une proportion notable la procédure et les frais des petits procès, il ne résout qu'une partie de la question en n'établissant pas une réforme correspondante dans le reste des affaires soumises à la juridiction de droit commun pourtant fort intéressantes, elles aussi. Du reste, nous aurons à revenir, plus loin, sur cette question de la réforme de la procédure sommaire.

6° *Projet Cruppi*

Nous ne pouvons passer sous silence, parmi les projets actuellement à l'étude, celui de M. Jean Cruppi (1), qui a attiré l'attention publique et celle de la presse. Ce projet a trait à la réorganisation des justices de paix. M. Cruppi s'intéressant au sort des juges de paix, dont le traitement est insuffisant, propose d'élever notablement ce traitement.

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1902, p. 662.

Après avoir rehaussé le juge, le rapporteur veut encore rehausser la juridiction, en étendant la compétence du juge de paix, soit comme juge de dernier ressort, soit comme juge de premier degré, à des matières qui étaient déjà de sa juridiction et à de nouveaux cas qui seront dorénavant portés devant lui. Le but est toujours le même qui a guidé tous les rapporteurs de propositions de loi : « réaliser une économie de « frais et une plus rapide expédition d'un certain « nombre de petits procès qui encombrant le rôle des « tribunaux civils ». — (Rapport de M. L. de Castellane) (1).

De plus, le projet étend la compétence des juges de paix à 300 francs en premier ressort, et à 600 francs à charge d'appel.

Ce projet, joint à une proposition adoptée par le Sénat, a été discuté à la Chambre. Beaucoup d'articles ont été déjà adoptés (Séances des 16 et 18 juin 1903) (2). Les difficultés ont surtout porté sur l'extension de cette compétence en matière commerciale dans les mêmes limites du taux civil, et en matière de contestations relatives aux colis postaux.

Nous aurons, plus loin, l'occasion de revenir sur l'économie de ce projet de loi que nous réservons.

(1) Doc. Parlem., Chambre, sess. ord. 1902, p. 667.

(2) La proposition de loi sur les Justices de Paix, de M. Jean Gruppi, a été votée par la Chambre des Députés dans sa séance du 9 février 1904 (V. *Officiel* du 10.); elle attend maintenant la sanction du Sénat.

CHAPITRE II

LES CRITIQUES

On a pu voir par l'exposé des quelques projets de loi dont nous avons parlé au chapitre précédent, que, dans presque tous, se reflète la même pensée et se retrouve la même préoccupation : rendre notre procédure civile plus rapide et moins coûteuse.

La lenteur des procès et l'énormité des frais de justice ; tels sont, en effet, les deux grands griefs que l'on fait à la procédure.

Successivement, les divers législateurs, instruits par le spectacle de la malice et de l'âpreté des plaideurs, ont reconnu la nécessité d'établir tout un système de précautions et de garanties, pour assurer la plus grande égalité possible dans la lutte judiciaire. Et, comme l'expérience a prouvé que la ruse et l'arbitraire des hommes sont savants et multiples, il a fallu que la loi en suivît la trace dans ses mille détours afin d'y opposer des embûches et des complications sous la forme de procédures et de délais protecteurs.

Mais, on n'a pas tardé à s'apercevoir que cette extrême prévoyance avait entraîné aussi des abus importants ; que toutes les affaires ne se ressemblaient point en gravité et en difficulté ; que, s'il y avait des

gros procès pour lesquels la multiplicité des formalités ne constitue que des avantages, il était aussi des petits procès fort intéressants sans doute, mais pour lesquels cet excès de précautions était plutôt dommageable; il fallut les y soustraire et instituer pour eux une procédure plus simple et surtout moins coûteuse.

Ces petits procès sont fort nombreux et notre procédure sommaire qui leur est appliquée n'est encore qu'une procédure exceptionnelle, la procédure ordinaire étant restée la règle. Beaucoup d'esprits rêvent de voir disparaître cette dernière et s'élèvent contre elle en de violentes critiques, lui reprochant d'être trop lente et trop coûteuse. Examinons donc rapidement à quoi tiennent ces lenteurs et ces frais et comment on peut y remédier.

§ 1. — *Lenteurs*

Ce qui fait que les justiciables trouvent leurs procès trop longs, c'est qu'étant impatients de voir consacrer le droit qu'ils se supposent, ils ne comprennent pas que la justice cherche à s'instruire complètement avant de se prononcer, et que cette instruction qui comprend deux termes puisqu'il y a un demandeur et un défendeur, est forcément trop longue pour leurs désirs. Si le demandeur est pressé pour se faire rendre justice, le défendeur ne l'est pas moins pour faire repousser l'attaque dont il est l'objet; mais entre eux, le juge, qui n'a de préférence ni pour l'un ni pour l'autre, tient à assurer à chacun d'eux toutes garanties et toutes

libertés de moyens, propres à lui faciliter la pleine connaissance du litige, l'impartiale justice dans sa sentence.

« Sage est le juge qui écoute et tard juge, disait
« Loysel, car de fol juge briève sentence, et qui veut
« bien juger écoute parties » (1). Montesquieu disait
aussi : « Si vous examinez les formalités de la justice,
« par rapport à la peine qu'a un citoyen à se faire
« rendre son bien, vous en trouverez sans doute trop ;
« si vous les regardez, dans le rapport qu'elles ont
« avec la liberté et la sûreté, des citoyens, vous en
« trouverez souvent peu et vous verrez que les peines,
« les dépenses, les longueurs, les dangers même de
« la justice sont le prix que chaque citoyen donne
« pour sa liberté » (Esprit des lois). (2).

Avec la complication des formalités d'instruction, il faut voir la cause de cette lenteur dans la multiplicité même des procès. Les tribunaux peuvent à peine y suffire et le rôle est tellement chargé que les affaires y prennent difficilement leur tour ; beaucoup de causes bénéficient du tour de faveur, de ce nombre sont les affaires sommaires qui sont, de beaucoup, les plus fréquentes, ce qui retarde les autres. Ainsi, en 1890, le tribunal civil de la Seine avait déjà trois années d'arriéré, la Cour de Paris une année, la chambre des requêtes à la Cour de Cassation une année, la chambre civile à la même Cour deux années (3).

(1) *Institutes coutumières*, L. VI, t. III, art. 12.

(2) *Esprit des Lois*, L. VI, chap. II.

(3) Pacaud, *Lenteurs et frais de Justice civile*, L. I, ch. I, p. 17.

Voilà une cause de lenteur qui ne peut disparaître qu'en supprimant les procès. Il serait bon, pour certains plaideurs qui ne rêvent que chicane, de méditer le sage conseil de Montaigne : « A combien de fois me
« suis-je fait une bien évidente injustice, pour fuir le
« hasard, de la recevoir encore pire des juges, après
« un siècle d'ennuis et d'ordes et viles pratiques, plus
« ennemies de mon naturel que n'est la géhenne et le
« feu ? » Sous cette formule un peu vive, le conseil est excellent, mais il ne faudrait pas y voir une règle de conduite absolue ; il est des circonstances où c'est un devoir impérieux de se défendre et où les concessions deviennent une lâcheté. La suppression des procès n'est donc pas possible.

S'il est encore une cause de lenteur, qui mérite d'être signalée dans les procès, c'est bien le grand nombre d'étapes que l'affaire doit parcourir. Il faut pour arriver à une solution, absolument définitive, épuiser de nombreux degrés de juridiction : première instance, appel, pourvoi à la chambre des requêtes, cassation, renvoi après cassation, où l'encombrement que nous avons signalé se retrouve dans de plus grandes proportions. Le moyen de mieux faire est difficile à réaliser, sans priver les justiciables des garanties sur lesquelles ils sont en droit de compter.

Nous voyons encore une cause bien naturelle de lenteur dans la difficulté de juger. Il est fort difficile et souvent très long d'établir nettement les faits auxquels il s'agit d'appliquer les règles du droit ; d'autre part, le droit lui-même, à cause de son incertitude et de la

complexité des lois, est assez délicat d'applications. La discussion, d'après l'audition de laquelle le juge se forme un jugement, est souvent très vaste et nécessaire, dans certaines affaires, de longues et multiples audiences, et très fréquemment on voit des affaires, dont la procédure d'instruction est terminée, subir de longs retards du fait des avocats trop occupés qui doivent les plaider. Les juges qui tiennent à ces plaidoiries accordent, avec raison, de nombreux renvois, que les parties, elles-mêmes, acceptent de bonne volonté, dans l'espoir du succès plus probable si la plaidoirie est présentée par le maître de leur choix. De là, une nouvelle cause de lenteur, qu'on ne peut voir disparaître en dépit de toutes les réformes et simplifications proposées.

Si nous passons maintenant aux remèdes proposés contre ces lenteurs, nous serons forcés de reconnaître qu'ils ne sont, pour la plupart, que des utopies irréalisables.

Ne parlons plus de la suppression des procès qui, nous l'avons vu plus haut, est à peu près impossible ; on ne peut supprimer les procès, tout au plus pourrait-on seulement arriver à en diminuer le nombre par une plus grande simplification du droit.

Ne parlons pas, non plus, de cette autre utopie qui consisterait à supprimer comme inutile et frustratoire toute espèce de procédure. Nous aurions mauvaise grâce à vouloir insister sur la nécessité d'imposer aux plaideurs des formes qui garantissent à chacun l'égalité et la liberté en justice.

Non moins réalisable nous paraît être le moyen qui consisterait à reviser nos lois et à les rendre si claires et si simples, que toute discussion se trouve forcément exclue, car la justice des hommes ne peut arriver à cette perfection.

Il n'est, à notre avis, qu'un seul moyen de diminuer un peu la lenteur des procès, c'est de reviser souvent notre procédure avec méthode et à propos, pour la maintenir constamment en rapport avec les modifications et les progrès de la vie sociale ; et de supprimer tout ce qui ne répond qu'à des besoins aujourd'hui disparus.

Il serait peut-être dangereux de procéder par voie de réformes radicales et générales. A quoi sert de détruire ce qu'il faut réédifier. Rien ne se crée, tout se transforme même et surtout dans le droit.

Nous aurons à voir si la suppression de la distinction des matières sommaires et ordinaires répond vraiment à un besoin actuel, et si elle est vraiment de nature à abrégér notablement et sans inconvénients les procès.

§ 2. — *Frais*

Si nous passons, maintenant, au second grief, l'énormité des frais des procès, nous aurons à déterminer, comme pour les lenteurs, quelles sont les causes de ces frais et quels en sont les remèdes proposés.

Les frais de justice, nous l'avons vu, se décomposent en deux parties : l'impôt judiciaire et la rémunération des représentants en justice. L'impôt judiciaire

représente de beaucoup la partie la plus importante des frais que doivent acquitter les plaideurs ; les frais de timbre et d'enregistrement sont très élevés et sont, pour l'État, une source des plus importantes des recettes du budget. L'État met à la disposition du plaideur un service public spécial qu'il est chargé d'assurer, c'est entendu, mais dont il fait les frais. Il est assez juste que les charges de ce service public spécial soient supportées, en définitive, par ceux qui s'en servent et qui ne constituent qu'une fraction restreinte des citoyens. C'est donc sur les plaideurs, qui seuls sont appelés à en bénéficier, qu'il importe de faire retomber ces charges, dans la proportion dont ils usent de l'appareil judiciaire ; ils les acquittent sous les formes de droits de timbre et d'enregistrement.

Une des causes principales de cette énormité des frais de justice dont on se plaint, est l'improportionnalité de l'impôt judiciaire. Ici, contrairement au grand principe proclamé par l'Assemblée constituante de 1787, plus un procès est gros, plus l'immeuble mis en vente a de valeur, moins est élevée la proportion des frais ; il en résulte que le poids de l'impôt porte plus sur les petites affaires que sur les grosses. Le plaideur riche est plus capable de payer que l'ouvrier ou l'artisan. Nous avons vu dans le chapitre précédent, que la règle de la proportionnalité est inscrite déjà dans nos lois, la réforme de 1892 a commencé à consacrer ce principe, mais il reste de ce chef encore beaucoup à faire, et la réforme complète se fera encore longtemps attendre ; actuellement, tous les droits de timbre, d'en-

registrement et de greffe sont fixes, ils n'ont, par conséquent, aucune relation proportionnelle avec la valeur des affaires en litige, ils sont à peu près les mêmes pour une affaire roulant sur une centaine de francs seulement, que pour une affaire s'élevant au chiffre de 100.000 francs. Bien loin de diminuer, l'impôt judiciaire ne fait que croître, car tous les gouvernements qui se sont succédés depuis le Code de 1807, semblent avoir considéré les procès comme une source inépuisable de revenus. Le prix du papier timbré, qui était, en 1816, tarifé 0 fr. 35, 0 fr. 70, 1 fr. 25 et 1 fr. 50, a été successivement élevé et augmenté de doubles décimes. — La loi du 25 août 1871, le fixe à 0 fr. 60, 1 fr. 20, 1 fr. 80 et 2 fr. 40. — Quant aux droits d'enregistrement ils ont été successivement étendus et augmentés dans de plus importantes proportions. Seule, la loi de 1892 est venue, comme nous l'avons vu, apporter une restriction en dispensant du timbre et de l'enregistrement les actes d'avoué à avoué. On comprend ainsi que les exigences du budget, sans cesse grandissantes, sont l'obstacle le plus insurmontable à l'établissement de la justice gratuite que rêvent tant de réformateurs, et qu'ils donnent comme le meilleur remède contre l'énormité des frais de justice. Cependant, le législateur de 1851, dans une pensée généreuse, a voulu en faire l'application pour les indigents. Il suffit de consulter les statistiques officielles, pour se rendre compte de l'abus qui résulterait de la gratuité de la justice. On y constate l'accroissement continu des demandes

d'assistance judiciaire, principalement depuis la loi du 27 juillet 1884 sur le divorce, et depuis celle du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

On peut donc voir que la suppression des frais de justice est une expérience faite ; on l'a pratiquée sur ceux qui ont le moins de procès ou les moins importants, les indigents, parce que ne possédant rien, ils ont moins d'intérêts à défendre ; or, malgré les longueurs et les ennuis des procès, les formalités humiliantes qu'il faut remplir et le temps qu'il faut perdre au détriment du travail quotidien, on est bien obligé de constater que ceux qui n'avaient autrefois point de procès, sont aujourd'hui ceux qui en ont le plus, on n'a réussi qu'à développer leur humeur processive.

Un autre résultat déplorable, c'est le retard apporté dans presque tous les tribunaux ou les cours, par cette accumulation des affaires, à l'instruction de toutes les autres affaires. Qu'on ne parle donc plus de la gratuité de la justice civile ; si théoriquement, elle offre certains attraits, il faut bien reconnaître qu'en pratique elle ne saurait produire que de déplorables résultats.

Les frais de justice ne comprennent pas seulement l'impôt judiciaire, ils représentent encore sous le nom de dépens, la rémunération qui est due aux auxiliaires du plaideur, avoués, huissiers, etc., et de tous ceux qui concourent à la préparation ou à l'instruction du procès : greffiers, experts, etc. ; contre ceux-là les plaintes se font encore plus vives que contre l'impôt judiciaire, on trouve exagérées les sommes qu'ils ré-

clament et si l'on ne dit rien en voyant s'accroître les frais du Trésor, on oublie que les émoluments de ces auxiliaires de la justice sont restés ce que les a fait le tarif de 1807 établi pour une époque où la vie était moins coûteuse que de nos jours (1). Les avoués sont tout particulièrement atteints et leur suppression était encore demandée récemment à la Chambre. Nous n'entreprendrons pas de défendre ici les avoués, cette étude sortirait de notre cadre ; nous nous contentons de rappeler l'expérience qui a été faite il y a près d'un siècle. Le décret du 3 brumaire an II les avait supprimés, la loi du 27 ventôse an VIII dut les rétablir sous la pression de l'opinion publique : « On ne fait, « disait l'exposé des motifs de cette loi, en rétablissant « les avoués, que céder aux vœux de tous les hommes « qui sont instruits de la marche de la procédure ; « elle ne peut être régulière sans cette institution :

(1) « Observons, d'ailleurs, que les divers chiffres des émoluments, accordés par le tarif de 1807, ont considérablement perdu de leur importance, par suite de la diminution de la valeur de l'argent et de l'augmentation des frais généraux dans la profession d'avoué. Parmi les causes de cette augmentation, citons notamment : le prix toujours croissant des offices ; la progression incessante des impôts, particulièrement de la patente ; l'assistance judiciaire, qui transforme les études d'avoué en de véritables bureaux de bienfaisance ; enfin, nos exigences actuelles en fait d'hygiène et de confort ; l'avoué d'aujourd'hui qui se fourrerait, avec ses dossiers et ses clercs, dans un de ces logements misérables où s'installaient les avoués d'il y a cinquante ans, verrait d'abord fuir tous ses clients et arriver ensuite la commission des logements insalubres. » — (Pacaud, *Lenteurs et frais de Justice civile* L. III, chap. III, § 104.

« c'est l'unique moyen de prévenir les abus, ce qui
« ne pourrait surprendre que ceux qui n'ont aucune
« expérience dans cette partie, et de diminuer beaucoup
« les dépenses à la charge des plaideurs ».

Si la suppression des avoués paraît impossible et n'est pas sérieusement mise en question, en revanche, on serait assez porté à supprimer la vénalité des offices, ce qui équivaut à une expropriation plus ou moins complète et des combinaisons fort ingénieuses et admirables en théorie sont édifiées pour persuader au rachat facile des charges d'avoué sans trop dégrever le budget. Mais, cette réforme, quoi qu'on dise, paraît trop irréalisable à l'heure actuelle et, dernièrement, le rapporteur de la commission de réformes judiciaires en faisait encore l'aveu au sujet d'une proposition de loi présentée au Sénat par MM. Clémenceau et Delpech, portant suppression de la vénalité des charges des officiers ministériels (1). « Nous nous serions, dit M. Gomot (2),
« parlant au nom de la Commission, unanimement
« associés à toute réforme de notre Code de procédure,
« entreprise dans le but de faciliter les transactions,
« de simplifier les formalités, de diminuer les frais de
« justice, mais nous ne croyons pas que l'abolition
« de la vente des charges, dans les conditions où
« elle nous est soumise, puisse amener à aucun degré
« ce résultat. Néanmoins, il convient de noter que

(1) Doc. Parlem., Sénat, 1902, p. 494-504.

(2) Rousseau et Laisné, Recueil, 1903, fascicules 3 et 5.

« des voix se sont élevées parmi nous en faveur du
« rachat des offices des greffiers et des huissiers ; on
« a demandé que les titulaires soient désormais des
« fonctionnaires nommés par l'État, mais la majorité
« ne se range pas à cet avis ».

Puisque les officiers ministériels sont indispensables à la bonne administration de la justice, et qu'en définitive, c'est d'eux que le plaideur reçoit le plus de garanties d'honnêteté et de science, il est bien juste qu'ils soient rémunérés d'une façon convenable et en rapport avec les services qu'ils rendent. C'est d'évidence ! De son côté, l'officier ministériel qui avance des sommes souvent assez considérables pour ses clients, qui met à leur disposition ses connaissances et son activité, et qui assume seul, en définitive, la responsabilité du procès, est en droit de compter que l'État lui assure, par des tarifs consciencieux et conformes aux nécessités actuelles de la vie, des émoluments convenables. Nous avons déjà vu précédemment, que le tarif de 1807 est loin de répondre à ce légitime désir, et qu'aussi les avoués durent employer certains moyens pour rétablir ce juste équilibre : ce fut d'abord l'emploi des conclusions grossoyées, qu'on a tant décriées, et qui leur a permis de proportionner leur émoluments avec l'importance de l'affaire, ce fut en second lieu, l'usage des honoraires particuliers que la jurisprudence, plus sage que la loi, a consacré depuis longtemps déjà. Inévitablement, les abus se sont produits, et c'est pour y remédier, que fut décrété, nous l'avons dit, le nouveau tarif d'août 1903.

Grâce à cette réforme, on voyait définitivement disparaître ces inutiles conclusions grossoyées et consacrer le principe des honoraires des avoués sous un certain contrôle. S'il ne diminuait pas notablement les frais dus aux avoués, il les établissait toujours sur une base plus juste. Qu'on les diminue encore, soit, mais qu'on ne descende pas au-dessous d'une limite raisonnable, car on commettrait une grave injustice envers ces officiers ministériels, et c'est peut-être le plaideur qui s'en trouverait le plus atteint ; on pourrait craindre de voir les hommes de valeur s'éloigner de cette carrière, pour en adopter de plus lucratives. — Mais, si bas que l'on descende dans l'abaissement des tarifs, on n'arrivera pas à faire cesser les récriminations du plaideur. Il se figure aisément qu'une étude d'avoué est une mine d'or inépuisable, et il ne compte pour rien, les longues et coûteuses études, la lourde charge du prix de l'office, le cautionnement, le fonds de roulement pour tous les frais, toutes les avances que l'avoué supporte.

Du reste, on se tromperait fort, de croire que les officiers ministériels sont ennemis des réformes et des simplifications.

Nous n'en voulons pour preuve, que l'avis d'un des hommes les plus intéressés et les plus compétents à ce sujet. M. Denormandie, ancien avoué, l'un des plus célèbres et des plus honorés, s'exprimait ainsi, au Sénat, dans la séance du 28 décembre 1882 :
« Le jour où l'on aura mis sur pied, une réforme
« complète du code de procédure, celui que l'on appelle

« L'agent de la loi sera très satisfait. Il est aujourd'hui
« le serviteur sincère de l'idée de réforme, il cessera
« de travailler dans des conditions ingrates et injustes
« pour lui. Comme il est nécessaire, comme il est géné-
« ralement un homme instruit, comme il a fait des études
« juridiques, comme il est un intermédiaire indispen-
« sable entre le juge et le plaideur, pour instruire les
« affaires, au point de vue du droit et du fait, il faudra
« rémunérer équitablement les services qu'il rend, et
« on le fera certainement. Il faut donc écarter cette
« objection, tirée de la prétendue opposition des agents
« de la loi ; les officiers ministériels, du reste, ne
« peuvent pas perdre à la réforme ».

Voilà deux causes de frais les plus importantes, sans contredit, et qui s'imposent absolument.

D'ailleurs voyons, à titre d'exemple, ce qu'il faut penser d'une procédure qui est extrêmement rapide et peu coûteuse ; nous voulons parler du contentieux des listes électorales. Pour ce genre d'affaires, le décret de 1852, puis les lois du 7 juillet 1874 et 30 novembre 1875, règlent la procédure. Le premier degré de juridiction est rempli par une commission administrative présidée par le maire ; l'appel est porté devant le juge de paix, puis l'affaire est portée directement en cassation devant la Chambre civile. Or, cette dernière Chambre est littéralement débordée par le nombre exagéré des pourvois en cette matière ; encore, beaucoup d'entre ceux-ci ne sont-ils même pas motivés et la Cour doit se contenter de les rejeter comme ne contenant

aucun moyen de cassation (1). D'ailleurs, voici comment s'exprimait M. le Conseiller Crépon, dans son ouvrage sur le *Pourvoi en matière civile* (2) : « C'est
« pour la Chambre civile une charge tellement lourde,
« qu'elle en devient écrasante et grandement préjudi-
« ciable aux intérêts généraux du service. Dans
« l'année 1888, le chiffre des pourvois en matière
« électorale est monté à presque un millier. Cette
« masse de pourvois, pour être expédiée d'une façon
« utile, a dû l'être dans un espace de six à huit semaines.
« Ce résultat n'a pu être obtenu que par la suspension
« de tout le service ordinaire. Nous ne parlons point
« du surcroît énorme de travail donné par ces mille
« rapports, répartis entre quinze magistrats et élaborés
« dans le temps que nous venons d'indiquer. Il est vrai
« qu'à la tribune du Corps législatif, on dénonçait
« les lenteurs de la Cour de cassation dans l'expédi-
« tion des pourvois en matière électorale, l'état de
« choses créé par la loi de 1875 est de ceux, après
« l'expérience faite, qui appellent à nouveau l'inter-
« vention du législateur pour modifier l'effet des
« mesures adoptées ».

Rappelons-nous, d'autre part, l'abus des procès que produit la loi de 1851, relative à l'Assistance judiciaire ; ainsi que la profusion d'appels et de pourvois inutiles qui se produisent en matière criminelle

(1) Voy. le Rapport de M. le Conseiller rapporteur Ballot-Baupré et les conclusions de M. l'Avocat général Cruppi, sur l'arrêt du 26 novembre 1894. D. P., 1895, I, 100.

(2) Paris, 1892, vol. I. p. 183.

où les condamnés étant pour la plupart insolvables, on peut dire que pour eux la justice est gratuite, et nous nous persuaderons aisément, que la précipitation et la gratuité de la procédure sont un obstacle des plus sérieux à la bonne administration de la justice ; que si l'on veut obtenir la rapidité et l'économie parfaite dans les procès, c'est au détriment, en définitive, des véritables intérêts des justiciables. Nous n'en voulons, pour dernière preuve, que ce qui se passe en matière de saisies de salaires et petits traitements, où la loi de 1895 a institué une procédure particulièrement simple et à peu de frais. Le but de cette loi était louable, sans doute, mais celle-ci se retourne encore contre l'ouvrier ; en effet, les patrons ne reçoivent que de mauvaise grâce les oppositions, ils redoutent les ennuis et les difficultés et n'attendent qu'une occasion pour remercier l'employé dont le salaire est arrêté entre leurs mains ; sans préjudice encore du tort que ces mesures de protection apportent au crédit de l'ouvrier.

Jusqu'ici, nous n'avons envisagé que les procès en général. Nous ne saurions ne pas reconnaître qu'ils diffèrent beaucoup entre eux en importance et en valeur, et qu'il serait injuste de généraliser. Il est une foule de cas, en effet, où les lenteurs et les frais doivent être en rapport, soit avec le montant du litige, soit avec la difficulté de l'affaire, sous peine de voir les frais dépasser le principal, ou cesser l'intérêt du procès avant sa solution. C'est à cette nécessité que répondent nos deux formes de procéder : la procédure ordinaire, pour les affaires importantes, et la procé-

ture sommaire, pour les petits procès. Nous avons à examiner maintenant, s'il y a lieu de faire droit aux demandes de réformes qui tendent à unifier la procédure, par la suppression de la forme ordinaire et avec celle-ci, par voie de conséquence, de la distinction des affaires en ordinaires ou sommaires. Enfin, nous verrons s'il y a des modifications nouvelles à apporter à cette procédure sommaire, devenue de droit commun.

CHAPITRE III

RÉFORMES PRINCIPALES PROPOSÉES

§ I. — *Extension de la compétence des Juges de Paix.*

Il est beaucoup d'auteurs et de jurisconsultes, désireux d'abrégér la procédure et tout spécialement d'alléger les petits procès, qui proposent comme plus sûr moyen l'extension de la compétence des juges de paix. Plusieurs projets de loi ont été déposés sur les bureaux du Corps législatif et les Chambres sont encore, actuellement, saisies d'une proposition votée par le Sénat et à laquelle s'est jointe une proposition de M. Cruppi, député. Sur le principe, on est assez d'accord. Mais le point qui a divisé les différents rapporteurs de projets similaires est celui du taux auquel on doit élever cette compétence.

L'art. 1^{er} de la loi du 25 mai 1838 fixe ainsi le taux de la compétence des juges de paix :

« Les juges de paix connaissent de toutes actions
« purement personnelles ou mobilières en dernier
« ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et, à charge
« d'appel, jusqu'à la valeur de 200 francs ».

Nous laissons de côté les articles suivants qui règlent cette compétence, pour les matières exceptionnellement attribuées à la connaissance du juge de paix, et dont il connaît certaines à quelque taux que la demande puisse s'élever.

Or, ces chiffres extrêmes de 100 francs en premier ressort et 200 francs en dernier ressort semblent à beaucoup, insuffisants.

On est allé radicalement jusqu'à demander l'extension de ce taux à la valeur de 1.500 francs. — Successivement, les projets Brisson, en 1885 — Labussière, en 1888, 1889 et 1890 — Dubost, en 1894 — Million, en 1899, pour ne citer que les plus importants, ont proposé ce chiffre extrême et qui paraît élevé. La proposition faite en 1890, au nom de la commission de réforme judiciaire par M. Labussière, fut même adoptée en première délibération; mais l'encombrement de l'ordre du jour et les événements qui se passèrent ne permirent pas de procéder à une seconde lecture.

Cette extension de compétence aboutissait à enlever aux tribunaux d'arrondissement pour les confier aux juges de paix, les affaires dites sommaires.

Elle souleva comme l'on pense, les plus vives critiques, surtout de la part de la corporation des avoués, et nous croyons ces critiques assez fondées.

Voici quelle était la pensée d'un des promoteurs de cette réforme, M. Labussière :

« Etendre la compétence des juges de paix à toutes
« les causes civiles et commerciales d'une importance

« minime ou d'une décision facile, c'est procurer aux
« justiciables peu fortunés, les plus nombreux et les
« plus dignes de la sollicitude du législateur, le double
« avantage d'une justice expéditive et peu coûteuse,
« parce qu'elle est exempte des formes compliquées
« de la procédure ordinaire.

« Et exiger, pour le recrutement des juges de paix,
« des conditions plus sérieuses d'aptitudes, des con-
« naissances juridiques plus grandes et relever, en
« même temps, les traitements de ces magistrats,
« pour rendre leur recrutement plus facile, c'est assu-
« rer à ces mêmes justiciables une justice éclairée
« sans qu'elle cesse d'être paternelle ; c'est répondre
« au vœu du pays ».

Cette idée peut paraître digne d'attention et séduire, mais peut-elle atteindre le but qu'on se propose, nous ne le croyons pas.

Il ne s'agit pas, disons le tout de suite, de savoir si, tenant compte de l'augmentation de valeur du signe monétaire, même dans une large mesure, on peut étendre d'une façon corrélatrice la compétence des juges de paix.

Sur ce point, on peut certainement trouver un terrain de transaction. Mais ce sera à la condition de conserver à la juridiction du juge de paix son caractère, celui qui a présidé à son institution et à son développement. Si un tel projet était adopté, de cette belle et sage institution, qui est l'œuvre de la Révolution, il ne resterait que le nom et personne ne songerait à retrouver le médiateur, l'homme pourvu des simples

lumières « du bon sens » tel que l'a dépeint, à la Convention, Thouret, député de Rouen, en 1790 (1), dans le magistrat qui formerait, à lui seul, un tribunal plus important et plus occupé que le tribunal d'arrondissement.

Mais, laissant de côté ces considérations, demandons-nous si d'abord, avec cette réforme les frais supportés par les justiciables seraient moindres.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, les droits du Trésor sont supérieurs devant le tribunal civil ; mais, et c'est une observation qui s'impose en première ligne, il suffirait au législateur de ramener les droits du Trésor au tarif qui les régit devant les justices de paix pour effacer la différence.

Restent les émoluments de l'avoué. — La réforme les supprime, puisque le ministère de l'avoué n'est pas forcé en justice de paix ; mais la dépense n'existera

(1) « La compétence des juges de paix, disait-il, doit se borner
« aux choses de convention très simples et de la plus petite
« valeur et aux choses de fait qui ne peuvent être bien jugées
« que par l'homme des champs qui vérifie, sur les lieux
« mêmes, l'objet du litige et qui trouve, dans son expérience,
« des règles de décision plus sûres que la science des termes
« et des lois ne peut en fournir aux tribunaux. La Justice de
« Paix ne doit pas être sujette aux rigueurs de la procédure ;
« un règlement très simple en doit faire tout le Code. Il faut
« aussi en écarter les formes, parce qu'elle doit être bonne,
« simple et exempte de frais. Il faut que tout homme de bien,
« pour peu qu'il ait un peu d'expérience et d'usage, puisse être
« élu juge de paix. Il n'aura à prononcer que sur des décisions
« simples, qu'il pourra juger sans appel, jusqu'à concurrence
« de 50 francs dans les causes personnelles. » (Projet de l'organisation du pouvoir judiciaire, Paris, 1790.)

pas moins pour le plaideur et sera même plus lourde pour lui que par le passé.

En effet, ou bien le plaideur se présentera en personne, ou il se fera représenter par un avoué, un avocat, ou par un agent d'affaires.

Dans le premier cas, qui sera d'autant plus l'exception qu'il s'agira d'intérêts plus élevés, il lui faudra se déplacer, assister à l'audience, y consacrer sa journée au moins, subir toutes les dépenses directes ou indirectes, pertes de salaires, frais de voyage et autres qui en résultent, presque toujours revenir deux fois, trois fois et plus, pour l'instruction de l'affaire, l'examen des pièces, les enquêtes, visites de lieux, expertises, les remises forcées à cause de l'encombrement du rôle qui se produira fatalement, le prononcé du jugement...., etc...

Un simple examen dira vite que l'instruction de la cause par les avoués, leur concours matériel, même abstraction faite de la valeur de leurs conseils et de leur expérience, évitent aux parties une somme de déboursés supérieure aux émoluments supprimés.

Si la partie charge un avoué ou un avocat, il est clair que les émoluments ou les honoraires dont ils peuvent se contenter au siège de leur domicile seront doublés, triplés et plus, lorsqu'ils auront à se déplacer une ou plusieurs fois, à désertir l'audience civile et leurs affaires.

Sera-ce un agent d'affaires que la partie chargera ? que les auteurs de la loi le veuillent ou non, c'est à la création de barreaux interlopes plus coûteuse, sans

garantie, sans frein, sans discipline, sans savoir comme sans scrupules, qu'ils vont forcément. Dans tout ce système, on semble ignorer que la qualité du mandataire en matière litigieuse n'intéresse pas seulement le mandant, mais intéresse, non moins peut-être, et l'adversaire et le juge, qui ont droit à un débat loyal avec armes égales et courtoises, à des affirmations contrôlées, à des communications de pièces sans danger, à une instruction sérieuse, intelligente et juridique, sans lesquelles il n'y a pour le juge et ses décisions, ni sécurité, ni lumière, ni justice.

On semble oublier encore, que devant le tribunal civil, les émoluments de l'avoué entrent dans les dépens supportés par la partie condamnée, et que dans le système nouveau, la partie supporte seule. en faisant consacrer son droit, tous les émoluments dus à son mandataire, résultat qui décharge la partie condamnée mais en grevant injustement la partie qui a gain de cause.

Dira-t-on que le mandat n'étant pas forcé, ce résultat ne serait pas choquant ? Les faits protestent.

En réalité, même avec la compétence restreinte des juges de paix, les parties recourent presque toujours à des mandataires ; que sera-ce avec la compétence étendue où des intérêts graves seront en discussion, où il serait téméraire et dangereux de les laisser sans soutien.

Ce n'est pas tout. La réforme souhaitée inaugure un système qui, entre 300 et 1,500 francs, augmentera singulièrement les frais actuels. Car, en l'état, les

procès de 200 à 1,500 francs ne subissent qu'un seul degré de juridiction, et avec raison, puisqu'ils bénéficient des garanties normales d'une bonne justice. Dorénavant, ils seront grevés en appel des frais, délais et déplacements nouveaux.

Eufin, devant le tribunal civil, et cela touche profondément les plaideurs miséreux, les petits et les humbles ; l'assistance judiciaire leur assure gratuitement avoués et avocats, les met en situation d'égalité avec leurs adversaires ; c'est encore un avantage et un bénéfice que le projet de loi leur enlève. Même dispensés des frais de timbre et d'enregistrement, ils en seront réduits à rédiger eux-mêmes leurs demandes et conclusions, à instruire leur procès, à se défendre en personne dans des conditions d'infériorité manifestes vis-à-vis d'adversaires plus fortement armés.

On voit, par ces courtes observations, que ce serait s'abuser étrangement que d'attendre de cette réforme une diminution sensible des frais de justice. Sans doute, la statistique officielle triomphera facilement et dans les comptes rendus de la justice, on se félicitera officiellement d'une diminution de frais apparente, faible d'ailleurs, qui donnera bonne figure aux tableaux ; mais ce que la statistique ne dira pas, c'est qu'à côté des frais officiels, le justiciable payera davantage et beaucoup pour être mal jugé.

Passons maintenant à la prétendue rapidité des litiges. Peut-on l'espérer ? Rien n'est moins sûr.

N'aperçoit-on pas que si dans l'état actuel de leur compétence, ce qui est contestable d'ailleurs, les juges

de paix jugent plus rapidement, il n'en sera plus de même, après l'extension de leur compétence, pour bien des raisons que le législateur doit prévoir. L'augmentation du nombre des affaires, leur importance nouvelle, la diversité et l'universalité des questions qui en résulteront, multiplieront les mesures d'instruction, allongeront les débats de chaque affaire, multiplieront du même coup les remises et les frais de déplacement et autres, comme nous l'avons dit ci-dessus, au détriment de la célérité. Ce n'est pas à l'audience que peuvent se faire brièvement et utilement l'étude et l'instruction d'une affaire ; et si les questions ne sont pas bien clairement posées devant le juge, les débats n'en sont que plus longs, plus confus, les solutions moins préparées, moins sûres et moins justes. Que si l'instruction se fait, néanmoins, à l'audience dans ces mauvaises conditions, la célérité n'y gagnera rien ; ce n'est pas sous les yeux du juge que se feront rapidement le classement, le dépouilement, l'examen des pièces, le dégagement des questions de fait et de droit qui en dérivent.

Si tout cela est rigoureusement possible dans un débat simple, comme en l'état actuel, devant les justices de paix, telles qu'elles ont été constituées et conçues à l'époque de la Révolution, cela n'est plus possible quand on sort des limites de la compétence actuelle. On arrive au-delà, et nécessairement, à rencontrer toutes les natures de transactions, tous les contrats, toutes les questions, toutes les difficultés, au lieu de n'avoir à régler que les questions simples nées des

opérations de la vie ordinaire, entre habitants d'un même rayon de pays.

La célérité diminuera encore par une autre raison. Au lieu d'une entente facile entre avoués ou avocats pour plaider les litiges centralisés, au siège de l'arrondissement où ils se rencontrent tous les jours, ce sera une complication et une difficulté de trouver jour à la convenance commune de tous les intéressés quand les affaires seront disséminées dans dix cantons et plus ; de là, nécessité de remises indéfinies.

Qu'on juge maintenant s'il faut attendre de cette réforme les avantages que l'on prône si fort.

Mais il y a plus. Non seulement la procédure menace avec cette loi d'être plus coûteuse et plus longue, mais encore il y a tout lieu de craindre que la justice ne soit plus mauvaise. Même rapide et économique, il faudrait encore qu'elle fut bonne et, sur ce dernier point, les rapports gardent un silence prudent. Quels sont les principes fondamentaux de notre législation en cette matière ? Notre organisation judiciaire admet, avec raison, que la pluralité des juges, leur inamovibilité, leur indépendance, certaines études, certains grades et des connaissances juridiques sont les garanties nécessaires et irréductibles d'une justice bonne et impartiale.

— Elle admet également que, pour éclairer cette justice, l'instruction des affaires doit être soumise à de certaines règles. Que cette instruction ne peut être complète ni loyale, ni rassurante pour la sécurité des parties et pour la conscience des juges, si elle n'est confiée à des mandataires dont on ait toutes garanties. — On aboutit

à un système absolument inverse avec la réforme proposée. Aux petits plaideurs, ceux qu'on veut avantager, on offre : un juge unique, amovible, dépendant, soumis à l'influence inévitable de la vie quotidienne ; — des affaires non instruites, sans conclusions écrites ; pas de certitude de trouver des mandataires sûrs. Rien de plus antidémocratique. Au moins, les juges de paix et leurs suppléants seront-ils à la hauteur de la tâche qu'on leur impose ? Les projets reconnaissent eux-mêmes, qu'à l'heure actuelle, il n'en serait pas ainsi, et proposent de relever les garanties de capacité, comme d'augmenter les traitements. Ces mesures ne feront jamais disparaître les infériorités, signalées plus haut, des juges de paix et de la justice par eux rendue. En tous les cas, reste le recrutement des suppléants, si difficile, surtout dans les campagnes ; pour être intermittents, ceux-ci n'en sont pas moins juges complets et dans les mêmes limites de compétence que les titulaires.

Il y aurait encore à signaler bien d'autres conséquences désastreuses de ces projets d'extension de compétence ; notamment la suppression d'une notable partie de tribunaux d'arrondissement et, par contre, l'expropriation directe ou indirecte d'une quantité d'officiers ministériels. Nous nous sommes contenté de mettre en lumière les critiques qui répondent à un intérêt plus général et c'est assez, croyons-nous, pour prouver que l'extension de la compétence des juges de paix jusqu'à 1.500 francs, établie comme règle, est inutile et dangereuse.

Le projet voté par le Sénat, joint à celui présenté à la Chambre par M. Jean Cruppi n'adopte pas, il est vrai, ce chiffre, il le réduit, en établissant les limites nouvelles à 300 francs en premier ressort, et 600 francs en dernier ressort. Devons-nous supposer que tout danger est désormais écarté et qu'on ne dépassera pas ce taux ? Il serait peut-être téméraire d'y compter en présence des déclarations faites dernièrement à la Chambre des Députés, lors de la discussion du projet Cruppi. En voici deux extraits (1) :

M. Edmond Lepelletier : « Cette augmentation de
« la compétence des juges de paix jusqu'à 1.500 francs
« est une réforme accessoire que nous aurons à dis-
« cuter, soit par une proposition spéciale ultérieure,
« soit par amendement, quand on discutera la ré-
« forme judiciaire des tribunaux de première instance.

« Je me garde actuellement de soulever ce long
« débat ; je le note en passant afin que la Chambre y
« revienne ultérieurement, au moment opportun. —
« Je tiens avant tout à ce que le projet actuel soit voté.
« Pour cela, nous réservons la question de la compé-
« tence portée à 1.500 francs ; elle comporte trop
« d'intérêts à examiner et j'admets donc la compé-
« tence telle qu'elle a été proposée par M. le rappor-
« teur, c'est-à-dire la compétence jusqu'à 300 francs
« en premier ressort, et à 600 francs à charge d'appel
« dans les conditions indiquées ».

M. Jean Cruppi, rapporteur : « Ecoutez en effet ce

(1) *Officiel*, Débats Parlem., Chambre, 16 juin 1903, p. 1998 et 2004.

« qui a été voté en 1891 : les juges de paix connaissent
« en matière civile de toutes actions purement person-
« nelles ou mobilières en dernier ressort jusqu'à la
« valeur de 300 francs et à charge d'appel jusqu'à la
« valeur . . . — non pas de 600 — mais de 1.500 francs.
« Et alors un cri a été jeté, je ne dirai pas par la
« France entière, mais par la plupart des officiers mi-
« nistériels ; ils ont dit : le juge de paix compétent
« jusqu'à 1.500 francs ! Mais c'est la ruine de nos
« charges ! et un mouvement de résistance s'est or-
« ganisé si vigoureux que, quatre ans après, en 1896,
« l'honorable Garde des Sceaux, qui est en ce moment
« à son banc, était battu au Sénat — non pas en per-
« sonne, mais dans ses idées — puisqu'on revenait à
« ce projet si simple, si modéré, si mitigé, si timide
« et si *insuffisant à mon gré*, qui consiste en matière
« personnelle et mobilière, à limiter la compétence
« des juges de paix à 300 francs et à 600 francs.

« Depuis lors, les législatures se sont succédées. En
« 1898, je suis arrivé parmi vous, messieurs, non
« pas jeune, mais plein d'illusions.

« J'ai fait mon rapport sur les justices de paix, je
« me suis dit : il faut être sage. Si je commets les im-
« prudences que le téméraire M. Vallé a commises,
« si je demande l'extension de la compétence jusqu'à
« 1.500 francs, je compromets le succès d'une propo-
« sition qui m'est chère ; il faut que j'accepte les chif-
« fres votés par le Sénat. J'irais plus loin peut-être,
« j'aurais plus de témérité, mais il convient d'être
« modeste si je veux conserver mes chances d'aboutir ».

Ainsi diminuée la réforme demandée paraît plus acceptable. Nous ne croyons pas cependant qu'il faille la souhaiter, la plupart des critiques que nous avons examinées se reproduiraient avec avantage ici, surtout en ce qui concerne le premier ressort élevé à 600 francs. Cette somme, malgré la dépréciation monétaire (l'un des principaux arguments du rapporteur), est encore assez importante surtout pour les petits plaideurs ; que de litiges, dont connaît le tribunal civil, qui n'excèdent pas ce chiffre !

Ne serait-il pas d'ailleurs préférable de se ranger à cet autre parti : de n'étendre que la compétence en dernier ressort en la portant jusqu'à 300 francs.

On éviterait ainsi de soumettre au juge unique des débats qui prennent déjà, entre 300 et 600 francs, une certaine importance. Sans doute, ici les dangers seraient en partie corrigés par la faculté d'appel ; mais cette faculté ne va pas sans délais et frais nouveaux, et il serait peut-être plus sage de les éviter.

Les législateurs du passé, codifiant les principes fondés sur une longue expérience avaient établi une règle de même nature, devant chacune des deux juridictions.

Devant l'une et devant l'autre, les affaires de moindre importance étaient jugées en dernier ressort, jusqu'à 300 francs par le juge de paix, devant lequel la procédure est sommaire ; au-delà, jusqu'à 1.500 francs, devant le tribunal d'arrondissement qui dispose également d'une procédure sommaire présentant plus de garanties du fait surtout de la pluralité des juges et

de la représentation forcée qui assure l'égalité entre les plaideurs.

Enfin, avec ce moyen, on ne risque pas de ruiner les plaideurs ou de leur fermer indirectement le prétoire sous prétexte d'améliorer leur situation.

§ 2. — *Suppression de la Procédure ordinaire*

Nous arrivons au second moyen proposé pour améliorer le sort des procès : la suppression de la distinction entre les affaires ordinaires et les affaires sommaires, en faisant de la procédure sommaire, la règle unique de la forme judiciaire des procès civils, la procédure de droit commun.

Beaucoup de projets de lois, nous l'avons vu, proposent cette réforme, mais l'idée n'est pas moderne.

Déjà, en 1857, les pouvoirs publics ont eu à s'occuper d'une proposition émanée de M. le baron de Crouzeilles, tendant à « diminuer les frais de justice, « en rangeant parmi les matières sommaires, toutes « les actions personnelles et mobilières jusqu'à la « valeur de 10.000 francs, et les actions immobilières « jusqu'à 400 francs de revenu ». — Lorsque parut ce projet, la corporation des avoués, indirectement atteinte et aussi, croit-on, intentionnellement visée, s'émut, elle demanda et obtint de l'Empereur Napoléon III, qu'il reçut une délégation des avoués de première instance des départements. L'audience particulière eut lieu, et le *Moniteur* nous apprend que l'Empereur se rendit aux arguments qui lui furent présentés,

reconnaissant que « si la pensée de diminuer les frais
« de justice devait être appliquée, ce serait surtout
« en modérant les droits du Trésor » (1).

Cette réforme, qui ne devait être que partielle, fut donc abandonnée dans la crainte de jeter une trop grande perturbation dans le monde des officiers ministériels. Voici que de nos jours, on ne parle rien moins que de supprimer la procédure ordinaire et de rendre sommaires toutes les affaires. Comme en 1857, on se butte à la résistance des officiers ministériels, pour lesquels incontestablement cette réforme constituerait un sérieux dommage et une expropriation partielle sans indemnité. Mais avant de l'entreprendre, nos législateurs se sont d'abord préoccupés de réformer le tarif, et de ce nouveau tarif, nous l'avons vu, résultait pour les avoués une rémunération plus rationnelle et plus en rapport avec l'importance des affaires, d'une part et d'autre part, avec les nécessités nouvelles de la vie contemporaine. Tout permettait d'espérer que cette modification des tarifs rendrait plus facile notre réforme du Code de procédure, dont l'un des gros obstacles était précisément l'intérêt des avoués qu'il était si équitable de sauvegarder. Il est à regretter, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que l'expérience tentée par ce tarif, n'ait pas donné les résultats que l'on en attendait et qu'il ait fallu en revenir aux anciens tarifs.

Examinons donc maintenant rapidement quelles

(1) *Moniteur universel* du 21 juin 1857.

sont encore les objections qui s'élèvent contre notre réforme, et quels sont d'autre côté les avantages qu'elle peut offrir ; enfin, s'il ne sera pas nécessaire d'entourer la nouvelle procédure de certaines des garanties de l'ancienne.

La procédure sommaire telle qu'elle existe actuellement, n'est pas sans soulever de nombreuses critiques.

Le principal reproche qu'on lui fait, c'est de sacrifier les droits de la défense et de diminuer les garanties que la justice doit aux plaideurs.

En effet, toutes les complications et les formalités de la procédure ordinaire sont, dit-on, autant d'embûches dressées contre la mauvaise foi et la méchanceté des plaideurs, surtout des demandeurs. — Il faut que la justice prenne des précautions constantes et à l'infini, pour arrêter le mal croissant toujours en science. C'est dans cette intention que le législateur de 1807 a édifié le Code de procédure et a fait de l'instruction ordinaire, telle qu'elle nous régit encore, la règle et la forme habituelle des procès. « La sagesse
« du législateur, a dit d'Aguesseau (13^e mercuriale),
« est obligée de faire le même progrès que la malice
« de l'homme, afin que chaque mal trouve son remède,
« chaque fraude ses précautions, et chaque crime sa
« peine. La loi qui avait d'abord été établie pour
« réprimer la violence, n'est presque plus occupée
« qu'à désarmer la subtilité (les ruses de la chicane
« et les surprises des demandeurs). Indocile à sup-
« porter le joug de la règle, l'esprit humain veut

« s'échapper par mille détours secrets, dans lesquels
« il faut que le législateur le suive. La vérité n'est
« plus une, pour ainsi dire ; elle est obligée de se
« multiplier par une infinité de distinctions, pour se
« défendre contre les artifices non moins infinis de
« l'erreur, et dans ce combat perpétuel de l'homme
« contre la loi et de la loi contre l'homme, la multi-
« tude des règles n'est pas moins l'effet nécessaire
« que la preuve sensible de notre dérèglement ».

Sans doute, il est beaucoup de plaideurs de bonne foi, ils sont même la majorité, mais il est indiscutable qu'il est plusieurs classes de plaideurs intraitables et contre lesquels sont utiles et même nécessaires les précautions de la loi. C'est d'abord cette classe de plaideurs en leur nom personnel qui sont atteints de cette manie des procès, que signalait déjà, autrefois, l'auteur des *Plaideurs*, gens pour qui « vivre sans plaider, n'est pas contentement », à qui l'on exagère, ou qui s'exagèrent eux-mêmes ce qu'ils appellent « leur droit », se laissent guider par des conseils de bas étage, et menacent constamment les autres d'un procès, pour bénéficier, par la crainte, d'avantages personnels, prétentions qu'enfle leur vanité, jusqu'à obscurcir en eux leurs plus intimes sentiments de probité (1) ; —

(1) Boileau trace un tableau peu flatteur de la procédure de son temps dans l'allégorie suivante :

Entre ces vieux appuis, dont l'affreuse grande salle
Soutient l'énorme poids de sa voûte infernale,
Est un pilier fameux des plaideurs respecté
Et toujours de Normands, à midi, fréquenté.

à cette catégorie, joignons les acheteurs de créances et de droits incorporels, qui n'ont recherché, autre chose qu'une spéculation, et qui veulent gagner d'autant plus qu'ils ont acheté moins cher, soit qu'ils plaident en leur nom personnel, soit que, pour s'éviter des droits d'enregistrement, ils se fassent délivrer des procurations par leur vendeur. Contre ceux-là, jamais on ne prendra trop de précautions. A côté de cette catégorie de demandeurs peu estimables, il en est une autre plus digne de considération, mais aussi redoutable : ce sont tous les mandataires légaux, le mari pour sa femme, le tuteur et subrogé tuteur pour leurs pupilles, les administrateurs ou gérants, soit de Sociétés jouissant

Là, sur des tas poudreux de sacs et de pratique,
Hurle, tous les matins, une Sibylle étique :
On l'appelle Chicane ; et ce monstre odieux
Jamais, pour l'équité n'eut d'oreilles ni d'yeux.
Sans cesse feuilletant les lois et la coutume,
Pour consumer autrui, le monstre se consume ;
Et dévorant maisons, palais, châteaux entiers,
Rend, pour des monceaux d'or, de vains tas de papiers.
En vain, pour le dompter, le plus juste des rois
Fit régler le chaos des ténébreuses lois :
Ses griffes, vainement par Pussart accourcies,
Se rallongent déjà, toujours d'encre noircies ;
Et ses ruses, perçant et dignes et remparts,
Par cent brèches déjà, rentrent de toutes parts.

(*Le Lutrin*).

Dans l'épître à l'abbé Des Roches (*Contre les Procès*, 1669), il dit encore :

Crois-moi, dut Auzanet t'assurer du succès,
Abbé n'entreprens point même un juste procès,
N'imite point ces fous, dont la sotte avarice
Va de ses revenus engraisser la Justice ;
Qui, toujours assignant et toujours assignés,
Souvent demeurent gueux de vingt procès gagnés.
« Soutenons bien nos droits : sot est celui qui donne. »
C'est ainsi, devers Caen, que tout Normand raisonne.
Ce sont là les leçons, dont un père manceau
Instruit son fils novice au sortir du berceau.

de la personnalité civile, soit de l'État, ou des établissements publics. — Ceux-ci mettent aux procès qu'ils soutiennent pour autrui, une ardeur qu'excite à bon droit le sentiment de leur responsabilité, et, comme en général, c'est avec l'argent d'autrui qu'ils plaident, ils n'hésitent pas à mettre en œuvre tout l'arsenal de la procédure, usant au besoin de tous les degrés de juridiction, alors que, bien souvent, ils reculeraient devant ces extrémités coûteuses, pour leurs propres procès. Il n'est que trop juste, pour ces plaideurs aussi, de se montrer rigoureux, et de leur appliquer strictement les règles d'une procédure dont ils savent si bien se servir envers autrui.

Précisément, ajoutent les détracteurs de la procédure sommaire, les formes trop sacrifiées et trop rapides, énoncées aux art. 404 et suivants du Code de procédure, sont une arme nouvelle et dangereuse entre les mains de ces plaideurs, parce qu'elles leur livrent les défenseurs dans un état d'infériorité réelle.

Voici ce que disaient à ce sujet les avoués de la Cour impériale de Toulouse, dans leur supplique au Sénat en 1857 (1): « Le peu de temps accordé à la défense est le principal défaut des procédures sommaires.

« Qu'un demandeur astucieux prépare lentement
« et dans l'ombre ses moyens d'attaque ; qu'il s'éto-

(1) Coin-Delisle. *De la limite législative des causes sommaires*, revue critique de législation et de jurisprudence, t. X, année 1857, p. 523 et suivantes.

« die lui-même, avant de rompre le silence, à mettre
« hors de la portée de son adversaire les moyens de
« défense que celui-ci aurait à lui opposer; qu'il
« tombe à l'improviste sur le défendeur ainsi desarmé,
« qu'arrivera-t-il? Son droit est certain, il le sait;
« mais il n'en connaît pas bien l'origine ou le fon-
« dement. Les titres qui le constatent ne sont pas en
« ses mains. La trace qui pourrait y conduire, on l'a
« habilement dérobée à ses yeux. Pour qu'il se pro-
« cure un dossier complet ou seulement satisfaisant,
« il faut des études, il faut des recherches, il faut du
« temps. Mais la procédure sommaire ne s'accommode
« pas de ces retards. Vous comptez étudier votre pro-
« cès, il faut le plaider, rechercher vos titres, il faut
« les produire, gagner du temps: votre juge en voudra-
« t-il perdre sur votre seule allégation que vous en
« avez besoin? »

Ce noir tableau des résultats de la procédure sommaire tend bien à démontrer que les intérêts de la défense sont très difficiles à sauvegarder ainsi que les garanties que la justice doit à tout individu cité devant elle, notamment les privilèges suivants : 1° un délai de quinzaine pour préparer ses défenses (art. 77 du Code de procédure civile); 2° un second délai de huitaine imparti au demandeur pour lui faire produire ses réponses avant que l'audience puisse être poursuivie (art. 78 et 80, même Code); 3° une forme d'enquête entourée de toutes garanties et dont il pourra discuter utilement le résultat par un procès-verbal écrit relatant les paroles mêmes des témoins;

4° l'avantage enfin de ne pas voir juger son affaire pendant le temps des vacances, époque préjudiciable à ses intérêts. — Ces quatre privilèges, auquel tout plaideur a droit, ne peuvent lui être enlevés à moins que sa cause étant tellement modique, le législateur estime qu'ils deviennent inutiles.

En étendant la forme sommaire à tous les procès sans distinction, vous supprimez, dit-on, ces garanties au préjudice des défendeurs qui sont souvent pris à l'improviste.

Ce résultat est inique, ajoute-t-on, et déjà notre Code actuel se montre trop large en l'appliquant à des procès relativement importants, notamment aux demandes immobilières jusqu'à 60 francs de revenu, ainsi que cela résulte des extensions de la loi de 1838 sur la compétence, en dernier ressort, des tribunaux civils de première instance. De même, la forme sommaire est préjudiciable aux défendeurs dans les demandes pures personnelles, qui ne sont pas basées sur un titre incontesté, lorsque, d'ailleurs, elles ne dépassent pas 1.500 francs.

Si l'on conçoit, en effet, que le demandeur qui s'est pourvu d'un titre (dans les demandes au-dessus de 1.500 francs) jouisse du bénéfice de la procédure ordinaire lorsque ce titre n'est pas contesté, on doit en conclure que celui qui, pouvant s'en procurer un, a cependant négligé de le faire, n'aurait jamais dû pouvoir profiter du même avantage.

Ainsi, dit-on, voyez ce qui se passe dans les demandes formées sur un titre non contesté. Le défendeur, ne

s'en prenant pas à ce titre, vient-il à prétendre un paiement ou à opposer une compensation, voir même l'extinction totale ou partielle de la dette, ce qui n'empêche pas l'affaire de demeurer sommaire ? Quel est le juge assez peu conscient de ses devoirs pour refuser, dans ce cas, au défendeur qui le demande, un délai pour rechercher ses pièces engagées dans d'autres procès, ou restées dans quelque étude d'avoué ou de notaire ? Cette nécessité, pour le juge, d'accorder aux défendeurs d'affaires sommaires des délais non prévus par la loi, démontre que cette procédure est de sa nature conforme au droit et qu'il n'est pas de bonne justice de chercher à l'étendre.

Si l'on oppose à ces critiques le légitime désir de rendre la procédure plus rapide et moins coûteuse, on nous répond : Vous vous illusionnez. La suppression des garanties, dont nous parlons, n'aura même pas le résultat de diminuer les frais de justice ou d'accélérer les procès. Car, pour vouloir en diminuer les frais, vous les rendrez plus coûteux.

Qu'arrivera-t-il, en effet, dans la plupart des causes importantes ? Le justiciable surpris, (souvent au temps des vacances, par une assignation imprévue) n'aura point le temps de méditer sa défense, il fera défaut, d'abord, faute de constituer avoué ; sur opposition, il fera de nouveau défaut, faute de conclure, pour ne pas se présenter à la Cour dans une instance où il se serait défendu. C'est en ayant ainsi gagné du temps qu'il aura pu rassembler ses moyens et plaider utilement. Résultats : lenteur démesurée du procès et frais ;

conséquence forcée des procédures rapides. — Plus les procès seront faciles, plus il y en aura, dit-on encore, et il est douteux que le nombre croissant des litiges soit un bien pour une société. Car, dans le nombre, il en sera de véritablement urgents, qui souffriront des retards plus grands et plus préjudiciables ; les juges sauront-ils assurer, à ces derniers, la rapidité nécessaire, en présence de l'encombrement du rôle et de l'arriéré fatal qui s'y produira.

Telles sont, bien imparfaitement résumées, les objections qui sont faites à la procédure sommaire et, par contre-coup, au projet d'extension de cette forme de procéder à toutes les affaires civiles. Elles ont bien certainement une part de vérité ; mais si nous envisageons, d'autre côté, les inconvénients de la procédure ordinaire, nous constaterons facilement combien elle est plus dangereuse pour les plaideurs et combien plus avantageuse paraît être la procédure sommaire.

C'est d'abord, l'abus des écritures, significations, formalités de toute nature, la facilité, pour les plaideurs de mauvaise foi, de faire traîner les litiges, de susciter des moyens nouveaux, souvent sans aucun fondement et sans autre utilité que de se ménager des délais, pour assurer leur insolvabilité le jour du règlement (1). Des

(1) La Bruyère en constatait, déjà en son temps, l'abus scandaleux :

« L'on applaudit à la coutume, qui s'est introduite dans les
« tribunaux, d'interrompre les avocats au milieu de leur
« action, de les empêcher d'être éloquents et d'avoir de l'esprit,
« de les ramener au fait et aux preuves toutes sèches, qui

procès célèbres de notre temps ont révélé jusqu'à quel point peut être porté cet art de faire traîner les procédures. D'autre part, il n'est pas rare de voir des instances de divorce et autres durer plusieurs années sans être jugées. La conséquence, qui se produit souvent, c'est qu'une fois l'affaire terminée, on s'aperçoit que l'intérêt du litige a cessé, ou que les parties elles-mêmes sont disparues (1).

Quant aux frais qu'entraîne la procédure ordinaire, ils sont démesurés et dépassent souvent toutes proportions avec l'importance de l'affaire. C'est de ce côté,

« établissent leurs causes et le droit de leurs parties ; et cette
« pratique si sévère, qui laisse aux orateurs le regret de n'avoir
« pas prononcé les plus beaux de leurs discours, qui bannit
« l'éloquence du seul endroit où elle est en sa place, et qui va
« faire du Parlement une muette juridiction ; on l'autorise par
« une raison solide et sans réplique, qui est celle de l'expédi-
« tion ; il est seulement à désirer qu'elle fût moins oubliée en
« toute autre rencontre, qu'elle réglât, au contraire, les
« bureaux comme les audiences, et qu'on cherchât une fin aux
« écritures, comme on a fait aux plaidoyers. » — Plus loin :
« Une belle maxime pour le Palais, utile au public, remplie de
« raison, de sagesse et d'équité, ce serait précisément la
« contradictoire de celle qui dit que la forme emporte le fond ».
— *Caractères*, chap. XIII : De quelques usages.

(1) Rabelais a mis dans la bouche de Pantagruel un mot qui paraît, à première vue, n'être qu'une charge spirituelle et qui est cependant d'une observation très exacte. Appelé à examiner l'affaire du seigneur B..., contre le seigneur H..., Pantagruel commence par demander : « Ces deux puissants seigneurs sont-ils encore vivants ? » Eh bien ! à Paris, actuellement, il n'est pas un avoué qui ne recommande à ses clercs de vérifier soigneusement, lorsqu'une affaire sort du rôle, s'il n'y a pas lieu d'y faire une reprise d'instance par suite du décès de l'une des parties en cause. (Note dans Pacaud, op. cit., p. 328).

d'ailleurs, que se sont élevées les plaintes ; mais nous avons vu que, pour la plus grande part, c'est à l'État que reviennent ces frais ; l'impôt judiciaire grandit sans cesse et c'est en définitive toujours sur l'avoué que le contribuable retombe.

Quoiqu'il en soit, la suppression de beaucoup de formalités inutiles de la procédure ordinaire ne peut qu'alléger les dépens ; il suffit, d'ailleurs, de jeter les yeux sur un état de frais, dans une affaire sommaire, pour se rendre compte de la diminution des frais qu'elle entraîne. Nous n'avons point besoin d'insister, cela est d'évidence.

Revenons aux objections que nous énumérions plus haut. Que prouvent-elles ? Elles prouvent que, dans tout procès, il est nécessaire de garantir les intérêts des défendeurs. Soit. Mais, on ne prouve pas que la procédure sommaire compromette, forcément, ces intérêts ; et qu'on ne puisse, même avec cette forme de procéder, maintenir les garanties dont on parle ; sinon il faudrait proscrire entièrement la procédure sommaire et retrancher du Code le titre XXIV. Il faut que le défendeur jouisse de certains délais. On doit les lui maintenir, mais on est en droit aussi de les diminuer ; en effet, ces délais fixés à une époque où les communications n'étaient pas celles d'aujourd'hui, nous paraissent maintenant trop longs. Les conditions de la vie économique ont changé, les moyens de communication se sont perfectionnés, l'instruction a pénétré partout et avec elle l'esprit des affaires, enfin, les développements du commerce, de la circula-

tion, des fortunes, surtout mobilières, ont imprimé un mouvement nouveau et une accélération certaine dans notre mode de vivre. On comprend aisément qu'au milieu du tourbillon des affaires de toute nature, on se plaigne de voir la justice toujours aussi lente qu'il y a cent ans, et pour le justiciable d'aujourd'hui, tout procès requiert célérité. Rappelons-nous enfin les développements successifs de la procédure; comme elle s'est déjà bien simplifiée depuis l'époque de sa formation. Toutes les simplifications ont-elles diminué les intérêts des justiciables? Il n'y a pas à le supposer, puisque ces réformes n'ont jamais soulevé de bien vives récriminations.

« Voilà des siècles que le législateur ne touche à
« nos délais de procédure civile que pour les réduire.
« Lorsque les formes savantes et compliquées des
« tribunaux ecclésiastiques se furent peu à peu substituées aux formes barbares et sommaires des
« juridictions féodales, la justice se trouva soumise
« à d'interminables délais. C'est ainsi qu'avant l'ordonnance de 1667, les plaideurs avaient ordinairement trente ans pour faire appel d'une décision.
« Les réformateurs de 1667 crurent faire un énorme sacrifice à la prompt liquidation des procès en réduisant ce délai d'appel à dix ans pour les particuliers et à vingt ans pour certaines personnes morales. — Le Code de 1806 fut beaucoup plus hardi. De nombreux délais y furent considérablement allégés. — Enfin la loi du 3 mai 1862 a encore réduit plusieurs délais. L'importance de

« ces abréviations est telle, que si nous prenons, à
 « titre d'exemple, le délai d'appel, nous voyons qu'il a
 « été réduit de trente ans à deux mois, pour les matières
 « ordinaires et à quelques jours seulement dans plu-
 « sieurs matières spéciales. Et cependant, on a pu
 « donner à l'appareil judiciaire une aussi formidable
 « impulsion, sans que son fondement en fût bien troublé
 « et accélérer l'allure de la procédure, sans exposer
 « la justice à plus de dangers, de surprises et de
 « réclamations » (1).

On voit, par tout ce que nous venons de dire, qu'il existe de très puissantes raisons d'alléger les procès des longueurs aujourd'hui inutiles et de formalités qui ne répondent plus à nos besoins actuels. Pourquoi donc maintenir entre les différentes affaires une distinction qui ne répond plus à un intérêt pratique. Faisons de la procédure sommaire, la règle. Dans tous les tribunaux d'exception on ne connaît que cette forme, et le justiciable est loin de s'en plaindre.

La plupart des législations étrangères ignorent ou ont aboli cette distinction, c'est qu'elle leur semble inutile. Elles considèrent avec raison, qu'on peut s'en remettre à la sagesse du juge pour faire la part de chaque affaire, pour lui appliquer l'instruction qu'elle exige, et qu'il est nécessaire de ne pas le lier par des distinctions légales souvent très critiquables — (2).

Voici, à ce propos, comment le professeur Bellot

(1) Pacaud, *op. cit.*, p. 328.

(2) Voyez appendice, *infra*, p. 377.

appréciait notre distinction, dans l'exposé des motifs de la loi de Genève de 1819, réformant le Code de procédure (1).

« Je signalerai, dit-il, sur l'objet qui nous occupe, « deux erreurs également capitales, qu'on retrouve « dans toutes les lois et dans tous les traités de pro- « cédure.

« La première erreur est la prétention de ranger, « quant au mode de l'instruction, toutes les causes, « nonobstant leur infinie variété, sous deux classes, « l'une des causes ordinaires, l'autre des causes « sommaires, d'après certains caractères, tirés tantôt « de leur nature, tantôt de leur valeur pécuniaire, « tantôt, enfin, de la circonstance d'être jugées en « premier ou dernier ressort.

« Mais, lit-on plus loin, la complication d'une cause « dépend-elle de la somme réclamée? Celle-ci ne peut- « elle pas être excessive sans que la cause offre, pour « cela, de difficulté sérieuse? Et, au contraire, les faits « les plus embrouillés, les questions de droit les plus « abstruses ne peuvent-elles pas s'élever sur les intérêts « les plus faibles en apparence? La distinction des causes « tirées de la circonstance d'être jugées en premier ou « en dernier ressort, offre les mêmes vices que la « précédente, puisque cette circonstance, elle-même, « est réglée sur la valeur pécuniaire.

« Mais l'inconséquence de la distinction est, ici, « plus frappante encore. On procède avec mesure et

(1) *Loi de Genève*. Exposé des motifs du titre IV, p. 52 et suiv.

« réserve, on multiplie les précautions dans les causes
« ou la voie de l'appel est ouverte; et dans toutes celles
« ou ce recours est fermé, on précipite tout, on
« diminue, on supprime les garanties contre les chances
« d'un mauvais jugement

« La seconde erreur, que nous nous sommes
« proposés de relever, est celle d'avoir considéré
« constamment, comme ordinaires, les causes moins
« simples et, comme non ordinaires, les causes les plus
« simples; d'avoir adopté, comme règle, la marche
« d'instruction nécessaire aux premières et, par excep-
« tion, la marche établie pour les secondes.

« Aussi, le Code de procédure, après avoir tracé,
« dans les vingt-trois premiers titres du livre II, la
« marche compliquée qu'il faut suivre dans les causes
« qu'il appelle ordinaires, indique dans les titres XXIV
« et XXV, les exceptions qui simplifient cette marche
« pour les matières sommaires et de commerce.

« Le parti inverse eut été seul raisonnable, soit parce
« qu'il est plus naturel de remonter du simple au
« complexe que de descendre du complexe au simple;
« soit parce que les affaires que ce Code répute som-
« maires ou non ordinaires, excédant au moins, dans
« le rapport, de trois à un, celles auxquelles il réserve
« la dénomination d'ordinaire, il convenait mieux
« d'adopter, comme règle, la marche applicable au
« plus grand nombre de cas, que celle qui ne l'était
« qu'au plus petit nombre.

« On se tromperait si l'on ne voyait là qu'un simple
« défaut de méthode. En plaçant en tête la marche

« compliquée, en la présentant pour la règle, il est
« hors de doute qu'on a rendu l'emploi beaucoup plus
« fréquent qu'il ne l'eut été dans un système opposé,
« ou l'exception serait devenue la règle et la règle
« l'exception. — Or, cela n'a pu avoir lieu sans de
« graves inconvénients pour les parties, à raison de
« l'augmentation des frais et des délais qu'elles ont
« eu à supporter ».

On voit combien ces reproches s'appliquent justement à notre système actuel de procédure, quoi qu'il fasse, le législateur est incapable de rendre rationnelle cette distinction, et c'est bien plutôt la division des affaires en sommaires et ordinaires qu'il faut critiquer, que telle ou telle forme de procédure. La tendance est très marquée depuis quelques années, et nous applaudissons à cette tendance, de ranger le plus grand nombre possible des affaires parmi les affaires sommaires. Dans toutes les lois où le législateur doit indiquer une forme de procédure, c'est la forme sommaire qu'il adopte.

Les tribunaux d'exception ne connaissent que cette forme; et ce n'est pas le défaut d'instruction des affaires de ces tribunaux, qui les fait habituellement infirmer en appel.

Voici comment, dans la pratique, on traite maintenant les affaires sommaires : les avoués les instruisent, en général, comme les affaires ordinaires et avec les mêmes écritures. Seules, les affaires qui requièrent célérité, bénéficient en fait d'un tour de rôle de faveur (c'est que les juges ne peuvent faire autrement); quant

aux autres, leur caractère sommaire ne les différencie que peu et aux deux seuls point de vue établis, des autres affaires, car les affaires sommaires sont de beaucoup les plus nombreuses, de celles qu'inscrivent à leur rôle nos tribunaux d'arrondissement. Les procès modiques, peu difficiles, célèbres, c'est-à-dire tous ceux que vise l'article 404, sont les plus fréquents, les procès ordinaires sont plutôt exceptionnels.

Ces considérations pratiques nous montrent combien la procédure sommaire est devenue plus importante que la procédure ordinaire ; dans ces conditions, pourquoi continuer de faire de cette dernière, la règle ? Mais, comme on ne peut, *a priori*, attribuer à telle ou telle affaire l'une ou l'autre qualification, parce que leur importance pécuniaire n'est pas forcément en rapport avec leur difficulté, il est plus logique de n'attribuer à aucune, une qualification spéciale.

Enfin, l'intérêt de cette distinction s'est considérablement réduit. De toutes les différences de la procédure ordinaire et de la procédure sommaire, bien peu subsistent encore. Nous venons de voir que les juges ne peuvent faire bénéficier toutes les affaires sommaires d'un tour de rôle de faveur ; nous avons vu, d'autre part, que le tarif établi, pour les avoués, un mode uniforme de rémunération ; il reste encore quelques différences dont la plus importante est la forme d'enquête. Dans un autre chapitre, nous avons étudié l'enquête secrète et l'enquête orale, avec leurs avantages et leurs inconvénients respectifs ; et nous

avons conclu qu'il était souhaitable de voir étendre la forme orale d'enquête à toutes les affaires, tout en réservant la faculté pour les juges, de recourir exceptionnellement, et sous le contrôle de la Cour d'appel, à l'enquête secrète.

Le tribunal devra ainsi avoir égard forcément à la nature et à l'importance de l'affaire, comme aussi au caractère plus ou moins urgent qu'elle peut revêtir, pour décider de la forme de l'enquête qu'il est préférable d'employer.

Quant à cet avantage des affaires sommaires, de pouvoir être instruites et jugées pendant le temps des vacances, il ne saurait nous retenir ni modifier notre appréciation, car il est facile de trouver une solution : la plus simple et la plus avantageuse serait peut-être de supprimer purement et simplement les vacances judiciaires ; mais, si on n'en vient pas à ce moyen un peu radical, il est facile de décider qu'on ne devra admettre en plaidoirie, pendant ce temps de trêve judiciaire, que les seules affaires dont l'urgence est justifiée et reconnue par le tribunal des vacances avant toute instruction sur le fond.

Enfin, il faudrait maintenir aux avoués la faculté de plaider les demandes incidentes dans toutes les affaires, car, c'est éviter au procès une foule de remises et de retards qui proviennent, très involontairement c'est vrai, mais aussi d'une façon quelque peu préjudiciable, du fait des avocats pour lesquels l'étude et la présentation de l'affaire au fond, réserve encore une assez grande importance et un rôle assez indis-

pensable, en même temps qu'une assez grande occupation, pour qu'ils n'aient point à se plaindre de voir confier à l'avoué la procédure et la plaidoirie de l'incident, qui leur sera toujours réservée si elle présente de très sérieuses questions de droit.

CONCLUSION

Pour toutes ces considérations, l'heure nous paraît venue d'abolir la distinction ancienne entre les affaires sommaires et les affaires ordinaires, en faisant de la forme sommaire la règle uniforme de procéder.

La réforme paraissait déjà presque opérée en fait par la modification apportée par le décret tarif de M. Vallé, le 20 août 1903 ; l'un des obstacles à la réforme du Code de procédure se trouvait ainsi supprimé, et on n'a pas caché qu'on avait cherché surtout à applanir toute difficulté et à rendre inutile toute résistance venant des avoués qui se trouvaient être, en quelque sorte, presque désintéressés dans la question. La réforme est à recommencer sur des bases identiques avec une tarification plus modérée.

Les projets de réforme que nous avons examiné, au cours de cette quatrième partie, et particulièrement celui qui tend à l'unification de la procédure, vont cependant, il faut l'espérer, revenir en débat, et aboutir, comme on l'attend depuis déjà longtemps, à une saine

réforme et à une sage simplification du Code de 1807, sans qu'il soit besoin de prendre plus longtemps en considération des propositions de réformes à côté, sans intérêt véritable, tel que le projet de rachat des offices ministériels. Il y a lieu d'espérer que les Chambres persévéreront à cet égard dans les sentiments d'équité et de sage modération, dont elles ont déjà fait preuve, pour ne se laisser distraire par rien dans cette œuvre de législation si utile et si réclamée dans l'intérêt des justiciables, dans l'intérêt de la justice et du pays tout entier. Il est temps de chercher un moyen sûr, mais vraiment et sagement efficace, de rendre les procès moins coûteux et plus rapide la procédure. Si l'unification de la procédure par l'application des formes sommaires à toutes les affaires, n'arrive pas absolument à supprimer les lenteurs et les frais qui, nous l'avons vu, tiennent à des causes plus difficiles à faire disparaître, du moins on aura fait un grand pas, dans cette voie, en rendant la procédure plus logique et en la débarrassant des formalités et distinctions inutiles.

Toutefois, s'il faut souhaiter une telle simplification des formes et des délais, il est absolument nécessaire de conserver celles qui constituent les plus sérieuses des garanties auxquelles ont droit les justiciables ; et, en fait, les tribunaux les ont depuis longtemps déjà appliquées aux affaires même sommaires et malgré la loi. Il faut en faire la règle.

C'est, entre autres d'abord, le délai de huitaine accordé au défendeur pour comparaître en justice

et se défendre, sauf le cas d'urgence apprécié par le Président du tribunal; mais il serait souhaitable de voir abrégé ici, notablement, les délais de distance en raison de la facilité actuelle des communications.

D'autre part, il faudrait encore conserver, pour le défendeur, un second délai pour préparer ses défenses, tout en réduisant à un délai de huitaine, celui de quinzaine usité dans les affaires ordinaires.⁵

L'usage des conclusions motivées nous paraît aussi nécessaire pour la bonne instruction de toutes les affaires, mais on peut, avec profit, adopter à cet égard l'institution suivante inscrite dans la loi de Genève précédemment citée (1).

« Dans les écritures ci-dessus (conclusions), les
« faits seront posés en tête, sans mélange de moyens.
« La partie, qui se prévaudra desdits faits, sera tenue
« de les articuler avec précision, et celle à laquelle ils
« seront opposés, de les reconnaître ou dénier catégo-
« riquement. Le silence et toute réponse évasive pour-
« ront être pris pour un aveu desdits faits. »

Voici en quels termes M. Bellot, dans l'exposé des motifs, expliquait le but et la portée de cet article :

» L'institution du jury au civil, n'étant ni dans nos
« mœurs, ni dans nos lois, nous avons cherché à la
« suppléer.....

« Nous exigeons, ici, que dans les écritures dont
« se compose l'instruction préalable, une première

(1) *Loi de Genève* précitée, t. VI, Instruction préalable à la plaidoirie, art. 78.

« partie, suivant nous la principale, soit exclusive-
« ment réservée à l'exposition et à l'éclaircissement
« des faits, que celui qui s'en prévaut les articule avec
« précision ; que celui à qui on les oppose soit tenu de
« s'expliquer catégoriquement. Nous ne lui permet-
« tons ni silence, ni réponse évasive.

« Ainsi, d'entrée, l'avocat et le juge savent à quoi
« s'en tenir, leur tâche se simplifie. Autant de
« faits d'accord, autant de points élagués de la discus-
« sion, autant de données pour assurer la marche de
« celle-ci. L'attention, moins partagée, se concentre
« tout entière sur le véritable objet du litige et en
« accélère la solution. Que de procès ont dû leur
« origine et leur prolongation à cet art des praticiens
« d'embrouiller les faits, de se réserver la faculté de
« les reconnaître ou de les dénier, d'éluder jusqu'à la
« fin toute explication, toute réponse positive ! »

Cette disposition nous paraît excellente et praticable dans le plus grand nombre des procès, nous la proposons donc et la trouvons souhaitable. Seules, les affaires véritablement urgentes, c'est-à-dire dont l'urgence est reconnue et déclarée par le tribunal, pourraient être dispensées de cette formalité, encore les juges devraient-ils tenir compte de la nature et de l'importance de l'affaire.

De même, les juges auraient à apprécier si, dans certains procès compliqués, il n'y aurait pas lieu d'autoriser d'autres écritures que ces conclusions motivées, mais en impartissant des délais calculés suivant les circonstances de la cause. Nous renvoyons aussi pour

la liquidation des incidents et les formes de l'enquête, aux conclusions que nous avons déjà posées dans les chapitres qui en ont traité.

Avec ces améliorations qui peuvent assurer une prompte, loyale et moins coûteuse instruction, et que nous avons empruntée à des esprits forts compétents, il nous semble que la procédure sommaire serait apte à rendre le service qu'on attend d'elle, sans que la justice soit privée des garanties qu'elle doit être en mesure de procurer aux plaideurs.

Et par l'extension, comme par l'importance des appréciations du fait et de formes laissées à de sages magistrats avec un contrôle efficace, on pourra se rapprocher plus près de l'idéal de justice et d'équité, vers lequel tendent les esprits en s'inspirant des principes dont Bigot de Préameneu donnait la genèse dans l'exposé des motifs du Code de procédure, en 1807, dans cette admirable formule : « La sagesse
« consiste, non à tenter sans choix et dans tous les cas,
« la même espèce de bien, mais à assurer dans chaque
« position, l'espèce de bien dont elle est susceptible ».

APPENDICE

LES DEUX SYSTÈMES DE PROCÉDURE

EN DROIT COMPARÉ

Les nations étrangères de l'Europe, plus désireuses que nous du perfectionnement de leur législation, ont depuis quelques années, presque toutes, repris l'œuvre de leurs lois codifiées. Avec les tendances modernes qui se sont imposées partout, les législateurs étrangers ont eu à résoudre le même problème que chez nous : celui du double système de procédure. Les Codes qui ont été élaborés dans ce siècle qui vient de finir, chez les autres Etats de l'Europe ont résolu cette question de plusieurs façons différentes, que l'on peut ranger sous trois types distincts.

Quelques législations conservent la base du système français et ont comme nous deux systèmes types de procédure, suivant la nature des causes, et non pas seulement à côté d'une procédure régulière, une forme extraordinaire de procéder pour une catégorie spéciale d'affaires.

D'autres, au contraire, ont choisi pour règle de procéder, une forme unifiée, où l'instruction est essentiellement orale, dégagée des complications et des lenteurs des procédures ordinaires. Ici, l'exception, à l'inverse de notre procédure française, consiste à permettre au juge, lorsque l'intérêt de la cause l'exige, l'emploi de formes plus compliquées, de mesures d'instruction exceptionnelles et d'accorder des délais inusités en principe.

Enfin, dans d'autres pays, très peu nombreux, où l'évolution des idées est plus lente et chez lesquels les tendances et les besoins nouveaux n'ont pas encore hâté la simplification des formes de procéder, on ne constate qu'à titre exceptionnel une procédure plus simple, usitée seulement devant une juridiction particulière; alors que, pour le reste, la procédure est en principe formaliste, l'instruction écrite lente et compliquée.

Dans le premier type, il y a deux systèmes de procédure usités parallèlement; dans les deux autres, il n'y a qu'une forme, qu'une règle de procédure, sauf des exceptions déterminées, à l'inverse dans l'une et dans l'autre.

A. — Législations qui ont deux systèmes de procédure

§ 1. — Belgique

Le Code de 1841 (1) a adopté des dispositions identiques à celles de notre Code de procédure civile. Il ne s'en est pas écarté depuis, bien que la réforme de ce Code ait été inscrite au programme et étudiée (2). Une première loi de 1876 a seulement réglé la compétence en matière contentieuse, une autre du 9 septembre 1895, relative aux enquêtes sommaires, ajoute à l'article 407 qui est calqué sur notre Code, une disposition nouvelle, d'après laquelle bien que l'enquête en ces matières doive être faite à l'audience, le tribunal a néanmoins la faculté d'ordonner qu'elle aura lieu devant un juge commis (3).

Le projet de réforme consiste principalement dans la fusion de la procédure ordinaire et de la procédure sommaire en une seule, qui n'est autre, à peu de chose près, que la procédure sommaire actuelle généralisée (4).

(1) Voy. Beltjens, Code de procédure civ. belge annoté. Liège 1897, 2 vol. in-8°, — et Bormans, Commentaire législatif du Code de procédure civ. belge. Bruxelles 1885, 2 vol. in-8°.

(2) Une commission extra-parlementaire a été instituée, par arrêté royal du 23 juillet 1866, pour préparer la révision du Code de procédure civ.; elle n'a abouti qu'aux deux lois citées.

(3) *Annuaire de Législation étrangère*, 1895, p. 428.

(4) V. Allard, p. 73 et suiv., cité par Bormans, *Op. cit.*, p. 123.

§ 2. — *Autriche*

L'Autriche connaît, depuis longtemps déjà, les deux formes de procéder. De même qu'en France, la procédure ordinaire est la règle, la procédure sommaire l'exception. Pour cette dernière, la loi du 27 avril 1873 (1) l'appliquait aux procès relatifs à une somme d'argent déterminée, ne dépassant pas 25 florins ; aux affaires relatives à tout autre objet, dans lesquelles le débiteur peut se libérer par le paiement de pareille somme ; enfin, toutes les fois que le demandeur offre transaction moyennant semblable somme, en tant que ces procès sont portés devant le juge du canton, dont la compétence peut-être d'ailleurs prorogée par les parties qui peuvent ainsi lui soumettre, comme affaires sommaires, des procès plus importants, jusqu'à concurrence de la somme de 500 florins, pourvu que les autres conditions exigées pour l'emploi de la procédure sommaire soient réalisées ; c'est à cette dernière somme de 500 florins, que la loi du 16 mai 1874 (2) sur la procédure orale, l'instruction par écrit et la procédure sommaire, a élevé le taux des matières sommaires. Cette dernière loi a encore, ici, abrégé les délais, simplifié l'administration des preuves, l'enquête. Elle décide, enfin, que, dans les autres affaires, la procédure orale peut toujours remplacer l'instruction par

(1 et 2) V. *Annuaire de Législation étrangère*, 1875, p. 213 (note Glasson), et 1878, p. 348 (note Garsonnet). — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1875, p. 212 et suiv.

écrit, à condition que les parties y consentent et que leur accord soit authentiquement constaté par le juge.

La loi du 1^{er} août 1895, sur l'exercice de la juridiction et de la compétence des tribunaux ordinaires en matière civile, a maintenu ces dispositions (1).

D'autre part, la loi du 27 avril 1873 (2) avait emprunté à l'Allemagne la procédure sommaire dite de mandat (Mahnverfahren), donnant au créancier sans titre exécutoire, un moyen facile et prompt d'agir contre son débiteur. La loi de 1895 précitée maintient également cette procédure, que nous allons avoir l'occasion de retrouver plus loin.

§ 3. — Hongrie

La Hongrie a adopté les mêmes formes de procéder que l'Autriche. La loi XXII de 1877 (3) y a institué la même procédure sommaire pour les litiges de peu d'importance, ne dépassant pas 50 florins (Baggatellverfahren). La loi LIX de 1881 avait élevé à 500 florins, le taux de ces matières discutées oralement (4).

Les lois XVIII et XIX de 1893 (5) se sont

(1) *Annuaire de Législation étrangère*, 1895, p. 300 (note Garsonnet). — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1895, p. 678.

(2) *Ann.* cité, 1874, p. 189.

(3) *Ann.* cité, 1878, p. 232.

(4) *Ann.* cité, 1882, p. 366.

(5) *Ann.* cité, 1893, p. 250.

inspirées : la première, en ce qui concerne l'organisation de la procédure sommaire, des principes français et quelque peu du système allemand ; la seconde, en ce qui concerne les ordonnances de paiement, des procédures de mandat usitées en Allemagne et en Autriche.

La compétence des tribunaux de district est étendue, sans distinction, à toutes les actions personnelles dont l'intérêt ne dépasse pas 500 florins, et aux actions immobilières jusqu'à la valeur de 200 florins.

Pour ces affaires, la procédure est orale au second degré de juridiction (Cour royale et Cours de justice), comme en première instance, ce qui est l'innovation la plus importante de la nouvelle loi. Une autre innovation importante, empruntée au Code allemand, consiste à obliger le juge, quand l'objet du procès est divisible et qu'une partie est susceptible de jugement immédiat à statuer sur cette partie, pour obvier à ce que les jugements soient tenus en suspens par un point de détail, lorsque les points principaux sont liquides et n'ont plus besoin d'instruction ultérieure. D'ailleurs, un grand nombre des dispositions des lois de 1868 et de 1881, sont restées en vigueur pour la procédure sommaire.

Quant à la procédure sur les ordonnances de paiement, nous la réservons également pour être étudiée avec les autres dispositions du Code allemand, auquel elle est entièrement empruntée.

§ 4. — *Bulgarie*

Le nouveau Code de procédure, promulgué à la date des 15-27 décembre 1891 (1), a pris la place du Code de procédure russe en vigueur depuis l'organisation de la principauté; les rédacteurs se sont principalement inspirés des Codes italien, russe et français.

Le chapitre XIII traite de la procédure abrégée devant les tribunaux départementaux, qui peut être appliquée, sur la demande des parties, à toutes les affaires portées devant le tribunal civil, à l'exception de celles qui concernent le Trésor public. Cette procédure est caractérisée par la réduction des délais de comparution, qui sont alors compris entre une semaine et un mois.

La loi du 30 novembre 1897 (2), complétant le Code de 1891, a adopté la procédure par voie de sommation usitée en Allemagne. Nous y renvoyons.

§ 5. — *Suisse*

Le Code de procédure du canton de Valais, du 30 mai 1856, admet la distinction de la procédure ordinaire et de la procédure sommaire. La forme orale est réservée à cette dernière, et les parties ne peuvent déposer d'autres mémoires écrits que des conclusions motivées. Dans la même audience le juge

(1) *Ann.* cité, 1891, p. 720.

(2) *Ann.* cité, 1897, p. 817 (notice de L. Lamouche).

doit entendre les explications orales et appointer la cause à jugement ; ce jugement doit être rendu immédiatement après que les parties ont fourni leurs conclusions.

La même distinction est consacrée pour le canton d'Unterwald, par la loi du 9 avril 1890.

Il en est de même dans le canton d'Argovie. Le Code de procédure promulgué le 12 mars 1900 (1), admet, à côté de la procédure ordinaire, la procédure sommaire. Cette dernière peut encore être simplifiée ; c'est la procédure accélérée (sect. VI, titre 7). Dans tous les cas où les lois cantonales ou fédérales prescrivent cette procédure, le Président cite les parties à comparaître à un délai maximum de six jours et le débat est purement oral. Le jugement est rendu immédiatement par le tribunal qui peut confier au greffier le soin de recueillir les preuves. Il n'est dérogé en rien aux règles édictées en matière ordinaire, pour ce qui touche les voies de recours, sans exceptions, insérées dans les textes. L'affaire doit être solutionnée dans les six mois.

Dans le canton de Lucerne (2), le Code de procédure, promulgué le 5 mars 1895, établit, avec la procédure ordinaire pour règle, la procédure sommaire qui est tantôt obligatoire, tantôt facultative. Elle est obligatoire en certains cas déterminés par la loi. La procédure sommaire facultative est ordonnée par le

(1) *Ann. cité*, 1901, p. 355.

(2) *Ann. cité*, 1895, p. 547.

Président dans tous les cas où il y a urgence, et contradictoirement entre les parties ; en cas de refus de l'une des parties, un recours est ouvert devant la Commission de justice dans les dix jours. Les effets de la procédure sommaire sont les suivants : 1° tous les délais sont abrégés de moitié ; 2° pour les recours la Commission de justice remplace le tribunal supérieur.

B. — Législations qui ont adopté la procédure sommaire comme règle de droit commun

§ 6. — Monaco

Une ordonnance du 5 septembre 1896 a promulgué un nouveau Code monégaste qui n'est que le perfectionnement de l'ancien Code de 1818. (1).

Les rédacteurs du Code de 1818 n'avaient pas adopté le système du Code français. Ils firent, au contraire, de la procédure sommaire le type de la procédure ordinaire, pour n'admettre, qu'à titre exceptionnel, tout ce qui complique les formes, entraîne des lenteurs et accroît les frais ; c'est au juge seul qu'était laissé le pouvoir d'apprécier les mesures que comportent les affaires qui lui sont soumises.

L'ordonnance nouvelle de 1896 a consacré ce système en le complétant. Toute cause doit être d'abord portée à l'audience sans écriture préalable. Dès le premier appel, les parties ou leurs défenseurs sont entendus. Si leurs explications suffisent à éclairer les juges, ceux-ci statuent immédiatement.

Dans le cas contraire, ils renvoient l'affaire à une autre audience et ordonnent aux parties de se communiquer réciproquement des conclusions motivées, qui seront suivies, au jour fixé, de débats approfondis à la barre (art. 81 à 87 et 157 combinés du Code de 1818 et 77 du Code de 1896).

(1) *Ann.* cité, 1896, p. 449.

Mais, comme il peut arriver que, par suite de complications extraordinaires des chiffres et d'autres, le tribunal ne trouve pas dans les conclusions motivées toutes les lumières dont il a besoin pour former sa conviction, et qu'il ne puisse, d'autre part, les espérer, ni d'une discussion orale, ni même de l'examen des pièces produites, l'art. 78 lui permet, alors, d'exiger un supplément d'écritures qui permettra, tout à la fois aux parties, d'éclairer les points demeurés obscurs, lesquels leur seront, au besoin, signalés par le Président, et de répondre aux arguments déjà respectivement invoqués; cela n'a lieu, d'ailleurs, qu'à titre exceptionnel.

Il existe encore, au sujet de ces écritures préparatoires, une autre différence entre le système du Code monégaste et celui du Code français (art. 77 et suiv.), c'est qu'aucun texte n'établit de délai préfixe pour leur notification. Le tribunal a, sur ce point, un pouvoir d'appréciation absolu, comme en ce qui concerne l'opportunité de la mesure elle-même. Cette latitude laissée au juge lui permet, très heureusement, de tenir compte des circonstances spéciales à chaque cause, ce qui lui serait impossible avec l'inflexibilité des délais uniformes et déterminés d'avance par la loi (1).

Enfin, le Code monégaste adopte, comme règle absolue, le système de l'enquête orale et à l'audience.

(1) Voy. Rolland. *Projet de révision du Code procédure civile de la principauté de Monaco*, présenté en 1893. — *Exposé des motifs*, t. III, § 4, p. 134 et suiv.

§ 7. — *Italie.*

Le système français était, à peu de chose près, suivi sous le régime de l'ancien Code de 1866 (1) qui distinguait la procédure formelle, alors la règle, dans laquelle s'observaient les formalités, les délais et toutes les prescriptions normales ; et la procédure sommaire qui était l'exception, appliquée devant les conciliateurs, les prêteurs et aussi dans les cas déterminés par la loi, devant les tribunaux de commerce, mais avec certaines différences marquées (art. 155, art. 189 et suivants).

Un projet de réforme avait été étudié et approuvé, en 1878 (2), par la Chambre des Députés. Après de longs atermoiements, il a abouti à la loi du 31 mars 1901 (3). Cette loi modifie le système général de procédure. Toutes les causes sont instruites au moyen de la procédure sommaire, à l'exception de celles pour lesquelles la procédure formelle (*Procedimento formale*) a été ordonnée par le Président, sur l'accord des parties, ou par le tribunal, ou par la Cour, à l'instance des parties ou encore d'office.

Dans la procédure sommaire, la cause doit être instruite et jugée dans une seule audience. Néanmoins, pour causes graves, ou à raison de la commu-

(1) Al. Allard. Examen critique du Code de procédure civile du Royaume d'Italie. *Revue de Droit international*, t. I, p. 198 et 313, — t. II, p. 217 et 377.

(2) *Ann. cité*, 1879, p. 306.

(3) *Ann. cité*, 1901, p. 251, traduction F. Arnaud.

nication de documents nouveaux et importants, ou, enfin, pour l'échange de conclusions ou d'ajournements reconnus utiles, le juge peut renvoyer à une autre audience. S'il y a lieu à une instruction, un juge est commis pour la suivre et en dresser un rapport. L'instruction achevée, le juge délégué renvoie les parties à une audience fixe, au moyen d'une ordonnance inscrite au procès-verbal.

D'autre part, le Code italien, de même que l'ancien Code monégaste de 1818, laisse aux juges le soin de décider si l'enquête doit avoir lieu à l'audience ou devant un juge commissaire.

§ 8. — *Pays-Bas*

Dans le Code de 1828, il existait plusieurs espèces de procédures. D'abord une procédure simple et rapide, exceptionnellement applicable dans le cas où une demande avait été formulée à bref délai. Ensuite, il y avait la procédure par écrit, réservée pour les affaires qui ne paraissaient point susceptibles d'être jugées sur simples plaidoiries. Enfin, pour les autres affaires ne rentrant point dans l'un ou l'autre de ces deux premières catégories, il y avait la procédure sommaire et la procédure ordinaire. En théorie, la procédure ordinaire constituait le droit commun. La procédure sommaire était réservée aux affaires simples et de minime importance : la loi ou les parties elles-mêmes indiquaient les causes qui devaient être réputées sommaires.

Dans la pratique, le système du Code de 1828 n'avait

point été rigoureusement observé. La notion des affaires sommaires avait été considérablement étendue, et en fait, la procédure sommaire était devenue de droit commun. Le projet présenté par M. Hartog, en 1895 a voulu régulariser le fait.

Ce projet est devenu le nouveau Code du 7 juillet 1896 (1).

Dans le système nouveau, la procédure rapide des demandes formées à bref délai, la procédure par écrit sont maintenues, et, pour l'ensemble des affaires, la procédure est unifiée.

Mais, le législateur a fait un pas de plus, il a supprimé les délais légaux, dans lesquels les divers actes de la procédure devaient être posés et il a confié aux parties elles-mêmes, le soin de statuer à cet égard. De plus, le législateur a exigé du défendeur qu'il fit valoir toutes les exceptions conjointement avec la défense au fond. L'ensemble du système nouveau est fixé par l'art. 18 de la loi de 1896, qui donne aux articles 135 à 151 du Code une nouvelle rédaction.

§ 9. — Suisse

A GENÈVE, il n'existe qu'un seul système de procédure. La procédure ordinaire n'a lieu que dans les cas où le juge l'ordonne par un jugement d'avant faire droit.

La loi de procédure civile genevoise du 29 septembre 1819, œuvre d'un jurisconsulte éminent, P.-F. Bel-

(1) *Ann.* cité, 1896, p. 521 et suiv.

lot, a été pendant longtemps citée comme modèle (1). Mais, avant que l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la poursuite pour dette vint signer son arrêt de mort, elle avait dû subir de nombreuses modifications.

Les auteurs de la nouvelle loi du 15 juin 1891 (2), ont consacré le même plan fondamental, ils ont conservé beaucoup de ses dispositions et ont cherché d'une part à éloigner ce qui s'y trouvait de suranné ou de superflu, à alléger la marche de la procédure ; d'autre part, à y faire rentrer diverses règles de procédure éparses dans le Code civil ou diverses lois spéciales.

Il n'est reconnu, pour toutes les affaires qu'une seule procédure dont l'instruction préalable reste à la discrétion des magistrats ; elle est exclue devant certaines juridictions et devant les autres tribunaux, si l'affaire est urgente ou simple. Ce sont les juges qui décident, en ce cas, si une instruction préalable est nécessaire et ils déterminent également, suivant la nature de la cause, les délais qui doivent être accordés, soit au demandeur soit au défendeur ; ils veillent enfin à ce que l'instruction soit sérieuse.

La loi de Genève consacre, en outre, le principe exclusif de l'enquête à l'audience.

Pour le canton de Berne, le Code, révisé en 1883, édicte des règles semblables. Il n'y a qu'un seul

(1) Bellot, Schaub et Brocher. *Loi sur la procédure civile du canton de Genève*, 3^e édition, p. 32, 415 et suiv.

(2) *Ann.* cité, 1891, p. 733.

système de procédure aux formes sommaires, qui est simplifié encore pour certaines causes particulières.

Enfin, le Code de procédure civile du canton de Vaux, du 25 novembre 1869, indique bien une procédure spéciale pour certaines affaires, mais n'admet pas non plus la division des affaires en affaires sommaires et affaires ordinaires, ni deux systèmes de procédure.

§ 10. — *Allemagne*

La section III du Code de procédure civile de l'Empire d'Allemagne, promulgué le 30 janvier 1877, a pour objet les formes de procéder. Elle peut être considérée comme la plus importante de toute la loi, en ce qu'elle formule les principes généraux et caractéristiques du système de procédure, adopté par le nouveau Code. Conformément à ce qui avait été établi par le Code hanovrien de 1850, et admis par le projet de la Commission fédérale de 1870; le nouveau Code, dans son article 119, décide que le débat est oral et que, par suite, le juge ne peut et ne doit statuer que sur les conclusions et moyens produits de vive voix à l'audience, par les parties ou par leurs avocats avoués; l'acte d'ajournement introductif d'instance et les conclusions écrites, dont le Code autorise mais ne prescrit pas la signification, ne servent qu'à préparer le débat sans le circonscrire aux moyens qui y sont indiqués et sans pouvoir suppléer à la discussion orale.

Le Code répudie aussi le système de l'instruction écrite, suivi jusque-là dans la procédure civile alle-

mande comme dans la loi prussienne ; il s'écarte aussi du Code de procédure civile français, en ce qu'il n'admet pas comme lui la pose des qualités, qui rend l'affaire contradictoire et permettrait à la rigueur de juger sans plaidoirie, après que les conclusions ont été respectivement prises à l'audience.

Mais le débat oral est néanmoins préparé par des écritures préliminaires, dans les procédures par ministère d'avocat-avoué, sans que d'ailleurs l'inobservation de cette prescription entraîne des déchéances juridiques quant au fonds. Dans les autres procédures (art. 120), les écritures préparatoires sont facultatives.

Il existe cependant pour une classe particulière d'instances, une procédure spéciale plus expéditive, dite du *Mahnverfahren*, ou procédure sur sommation, au moyen de laquelle les titres qui ont pour objet le paiement d'une dette liquide et exigible de sommes d'argent, de choses fongibles ou de valeurs négociables ont en quelque sorte voie parée (1).

L'idée fondamentale de cette loi est que, dans beaucoup de procès, et même dans la très grande majorité des procès de cette nature, la résistance du défendeur n'est pas fondée sur une discussion sérieuse d'un point de fait ou de droit, mais sur la difficulté de payer ou la mauvaise volonté de s'exécuter, et qu'il importe alors de remplacer la procédure ordinaire par

(1) Glasson, Lederlin et Dareste. *Code de procédure civile pour l'Empire d'Allemagne*, Paris 1887, 1 vol. in-8°, p. 53 et 215. — Add. Ann. cité, 1875, p. 233. — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1875, p. 185.

des formes très rapides, toutes les fois qu'il n'y a pas lieu à discussion ou que cette discussion n'est pas sérieuse. C'est dans le même esprit que le Code français a soumis à une procédure sommaire, les demandes personnelles, à quelque somme qu'elles puissent s'élever, pourvu que le titre ne soit pas contesté.

Les art. 628 et suivants du livre VII, du Code allemand de 1877, organisent cette procédure. A la demande du créancier, le tribunal de bailliage décerne contre le débiteur une ordonnance de paiement conditionnelle (*bedingter Zahlungsbefehl*), avec sommation d'avoir à satisfaire le créancier dans le délai de deux semaines, à partir de la signification¹, ou de former opposition dans le même délai, devant le tribunal (art. 632) ; après ce délai, si le débiteur n'a pas payé ou formé opposition, le demandeur obtient du juge l'autorisation de procéder à l'exécution forcée ; le commandement est alors déclaré exécutoire par provision (art. 638). Cet exécutoire équivaut à un jugement au fond, rendu par défaut et portant exécution provisoire ; il est lui-même susceptible d'opposition. La signification de la première ordonnance, ou commandement de payer, offre ceci de particulier : c'est qu'elle produit les effets de la litispendance, cette conséquence subsiste même en cas d'opposition, pourvu que la demande régulière à intenter soit de la compétence du tribunal de bailliage qui a délivré le commandement et la demande est, en ce cas, considérée comme introduite à partir de la signification ; chacune

des parties peut assigner son adversaire au débat oral, le délai d'ajournement doit être au moins de trois jours (art. 635 et 636). Enfin, il importe de remarquer que la demande en délivrance d'un commandement de payer, ou d'un exécutoire, ainsi que l'opposition, ne sont pas notifiés en copie à la partie adverse ; si elles sont faites verbalement, il n'est pas nécessaire d'en dresser procès-verbal (art. 640). Cette procédure se trouvait établie dans une loi autrichienne du 27 avril 1873 (1). Elle donne au créancier, sans titre exécutoire, un moyen facile et prompt d'agir contre son débiteur quand la créance est exigible et a pour objet de l'argent ou d'autres choses fongibles, ne dépassant pas 200 florins.

Le créancier peut alors demander au juge du canton un commandement de payer qui est donné sans que l'assignation du débiteur, qui a toutefois le droit d'y former opposition, soit nécessaire. La loi de 1895, sur l'exercice de la juridiction et la compétence des tribunaux ordinaires, a conservé cette procédure (2).

— En Hongrie, la loi de 1893 (loi XIX), sur les ordonnances de paiement, a pris pour modèle ce système du *Mahnverfahren* du Code allemand et de la loi autrichienne. Mais, la loi n'applique ce système qu'aux demandes en paiement de créances dont le montant ne dépasse pas 1.000 couronnes (500 florins) en argent

(1) *Ann. cité*, 1874, p. 189.

(2) *Bulletin de la Société de Législation étrangère*, 1895, p. 678. — *Ann. cité*, 1895, p. 300. — Cf. *Bulletin cité*, 1875, p. 213.

ou en choses fongibles. Cela exclut les demandes en nullité de contrat ou les demandes relatives à d'autres choses mobilières et, enfin, à des immeubles (1).

— Enfin, la Bulgarie, dans une loi spéciale du 30 novembre 1897, a adopté la même procédure, complétant ainsi son Code de procédure civile. La loi bulgare s'applique au paiement des dettes en argent et à l'évacuation des lieux occupés par un locataire. Le créancier dont la créance s'appuie sur un acte notarié ou un acte privé authentifié, peut demander au tribunal (justice de paix ou tribunal départemental, selon la valeur de la créance) un commandement de payer contre son débiteur. Le tribunal examine sommairement la demande, et s'il la trouve fondée, il délivre le commandement, ainsi que le fait le juge allemand. Un propriétaire peut demander, dans les mêmes conditions, un commandement à l'effet d'inviter son locataire à vider les lieux occupés par lui et à payer les loyers encore dus. Le demandeur doit fournir la preuve, non seulement de sa propriété, mais encore celle que le contrat qui le lie avec le locataire est expiré ou qu'il est susceptible d'être rompu en vertu des motifs prévus par la loi ou par le contrat lui-même. La procédure est la même, mais les délais, tant pour l'opposition que pour la décision du tribunal, sont réduits à sept jours (2).

(1) *Ann.* cité, 1878, p. 232, — 1882, p. 366, — 1893, p. 250.

(2) *Ann.* cité, 1897, p. 817.

C. — Législations qui ne connaissent que la procédure ordinaire

§ 11. — *Russie*

En Russie, où l'unification de la procédure est encore un progrès à réaliser, le Code d'organisation judiciaire de 1864 n'a pas institué de procédure sommaire, proprement dite; devant certaines juridictions la procédure est réduite à des formes très simples : ainsi le tribunal du Volost institué pour juger les différents qui s'élèvent entre paysans.

Mais, d'autre part, la loi du 29 décembre 1889 ayant organisé, pour les contestations soulevées devant les chefs cantonaux et les juges urbains, à l'occasion des créances constatées par acte notarié ou légalisées suivant le mode établi, une procédure abrégée et accélérée, il était urgent d'établir une procédure analogue pour les affaires de même genre devant les tribunaux ordinaires. C'est ce qui a été fait par la loi du 3 juin 1841.

Toutefois, il importe de remarquer que cette procédure très exceptionnelle ne constitue pas un système comme en France, mais une dérogation aux principes ordinaires en faveur d'une classe spéciale d'affaires : 1^o les instances tendant au payement d'une somme due en vertu d'une lettre de change, d'une hypothèque, d'une lettre de gage et, en général, d'une

obligation écrite, ainsi que d'une somme d'argent due en vertu d'un contrat de location d'immeuble, si l'exécution de l'obligation ne dépend pas de conditions insérées dans l'acte lui-même, dont l'arrivée doit être préalablement prouvée par le demandeur, et, 2^o aux instances tendant à la remise, après le délai du contrat écoulé, du bien qui se trouve en location.

Ces affaires sont soumises à l'examen et à la décision d'un des membres du tribunal d'arrondissement, désigné, à cet effet, en assemblée générale du tribunal. Il devra juger seul. Ce juge cite le défendeur dans le plus bref délai, pourvu qu'il y ait au moins 24 heures entre la remise de la citation et le jour de l'examen, sans compter le délai de distance. La non comparution des parties à l'audience, n'arrête pas l'examen ni la décision de l'affaire. Tous les moyens du défendeur doivent être présentés verbalement ou par écrit, au plus tard, à l'audience fixée pour l'examen de l'affaire, qui doit être résolue dans l'audience consacrée à son examen, mais si le défendeur présente des documents, l'affaire peut être remise sur la réclamation du demandeur. Le demandeur a le droit, en tout état de cause, comme le défendeur, en certains cas, et avant la solution de l'affaire, d'en demander l'examen par voie de procédure ordinaire. — Le jugement rendu en l'absence du défendeur, n'est pas considéré comme par défaut, mais comme notifié du jour du prononcé de la résolution (qui est le jugement sans qualités). Il doit être rédigé, autant que possible, sur le champ, dans sa forme définitive, et dans aucun cas, pas plus tard que

dans les trois jours. Immédiatement après le prononcé de la résolution, sur la réclamation du demandeur, le juge lui remet l'ordre d'exécution. Le défendeur a la faculté d'y formuler des plaintes, dans un délai de sept jours; il y est statué par le tribunal entier. Enfin, le demandeur comme le défendeur ont le droit, dans le délai d'un mois à partir du jugement, de demander que l'affaire soit reprise, par voie de procédure ordinaire, devant le tribunal d'arrondissement. Dans les cas où il n'a pas été édicté de règles spéciales pour la procédure simplifiée, les règles de la procédure ordinaire sont observées (1).

§ 12. — *Portugal.*

Le Code de procédure civile portugais, du 3 novembre 1876, a établi, comme unique système de procéder, la forme ordinaire avec l'instruction écrite. Mais, à côté de cette procédure régulière, on a fait une exception pour un certain nombre d'affaires spéciales, à la procédure desquelles un très long chapitre (ch. III du titre IV, art. 506 à 576.) est consacré. Ces procédures spéciales, qui ne se ramènent pas à un type particulier, mais ont chacune leur physionomie propre, sont excessivement rapides. Le demandeur présente une requête et commence par un

(1) *Ann.* cité, 1891, p. 831 (note de J. Kapnist). — Voy. aussi *Le Code d'organisation judiciaire de l'Empire de Russie*, traduit par le même, Paris 1893, in-8° (Passim).

ajournement où il exprime l'objet et le but du procès et le jour de l'ajournement. Le défendeur, interpellé à l'audience fixée, doit répondre à la demande dans un délai de trois audiences (1).

Le Code espagnol n'a pas de règle fixe, il soumet les causes d'après leur valeur, plus ou moins élevée, à des formes plus ou moins compliquées, sous le nom de « *judicio ordinario de major cuantia* », ou de « *judicio ordinario de menor cuantia* » (art. 483 et 484. — Add. art. 524 et suiv., 680 et suiv.) (2).

§ 13. — *Angleterre.*

La procédure, en Angleterre, est orale, mais assez formaliste ; on n'y rencontre pas une distinction entre des affaires ordinaires et sommaires, ni un double système de procédure organisé. Mais, les causes minimales sont soumises à la juridiction des cours de comtés, instituées en l'acte de 1888, et dont la création a rendu d'éminents services aux classes moyennes (3). La procédure est à la portée de tous, elle est prompte et économique et n'exige qu'un personnel restreint qui peut, conséquemment, être choisi avec soin et convenablement rétribué. Aussi, la législation de nos voisins d'Outre-Manche a une tendance marquée à constituer ces cours de comtés en tribunaux de

(1) *Ann.* cité, 1877, p. 434 et suiv. (note de H. Midosi).

(2) Id. id. id.

(3) Pour plus détails, Cf. Franqueville, *Le Système judiciaire de la Grande-Bretagne*, Paris 1893, t. II, p. 676.

première instance, ayant compétence dans la plupart des cas qui sont aujourd'hui portés devant la haute Cour, ou aux assises civiles (1).

(1) *Id.* Chap. XXII, *Organisation de la procédure de Cours de comté*, p. 203 et suiv.

VU :

Le Professeur, Président de la Thèse,

VU :

R. BIVILLE.

Le Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZEVORT.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Bibliographie	XI
Introduction.....	21

PREMIÈRE PARTIE

Les Affaires sommaires.....	39
-----------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Détermination générale des Affaires sommaires (article 404).....	39
Section I ^{re} . — Affaires sommaires en raison de la modicité.....	41
§ 1 ^{er} . — Appels de Justice de Paix.	41
§ 2 ^e . — Demandes n'excédant pas 1.500 francs.....	42
Section II ^e . — Affaires sommaires en raison de la simplicité.....	50
Section III ^e . — Affaires sommaires en raison de l'ur- gence.....	60
§ 1 ^{er} . — Demandes provisoires ou qui requièrent célérité..	60
§ 2 ^e . — Demandes en paiement de loyers et fermages ou ar- rérages de rentes.....	68

CHAPITRE II

Affaires sommaires en dehors de l'article 404.....	71
Section I ^{re} . — Question préliminaire.....	72
Section II ^e . — Jurisprudence étendant l'article 404.	78
§ 1 ^{er} . — Demandes en partage.....	78
§ 2 ^e . — Demandes en validité desai-	
sie arrêt.....	85
§ 3 ^e . — Incidents de saisie immobi-	
lière.....	88
§ 4 ^e . — Instances d'ordre et de con-	
tribution.....	90
§ 5 ^e . — Demandes en pension ali-	
mentaire.....	92
§ 6 ^e . — Demandes en main-levée	
d'inscription hypothécaire	92
§ 7 ^e . — Actions en règlement de	
frais.....	93
§ 8 ^e . — Demandes urgentes consi-	
dérées par la jurispru-	
dence comme ordinaires.	94
Section III ^e . — Lois spéciales déterminant des ma-	
tières sommaires.....	96

DEUXIÈME PARTIE

La Procédure sommaire.....	99
----------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Caractères généraux de la Procédure sommaire...	99
---	----

CHAPITRE II

Intervention de Procédure.....	107
--------------------------------	-----

CHAPITRE III

Formalités de la Procédure ordinaire qui s'appliquent dans la Procédure sommaire.....	113
Préliminaires de conciliation.....	113
Comparution : ministère forcé des avoués.....	115
Communication au ministère public.....	116
Délibéré sur Rapport.....	117
Incidents, Jugements. — Exécution provisoire....	117

CHAPITRE IV

Particularités de la Procédure sommaire autres que l'enquête.....	119
Section I ^{re} . — Simplification des Actes d'information.....	122
Section II ^e . — Accélération de la marche du procès.	139

CHAPITRE V

L'Enquête sommaire.....	145
Section I ^{re} . — Notions générales sur l'enquête judiciaire.....	147
Section II ^e — Caractère spécial de l'enquête sommaire.....	153
Section III ^e — Procédure de l'enquête sommaire..	161
§ 1 ^{er} . — Demande d'enquête.....	161
§ 2 ^e . — Préparation de l'enquête..	166
§ 3 ^e . — Audition des témoins. — Rédaction du procès-verbal.....	171
§ 4 ^e . — Prorogation d'enquête....	183
Section IV ^e — Observations critiques.....	188

TROISIÈME PARTIE

Le Tarif des Frais.....	191
--------------------------------	------------

CHAPITRE PREMIER

Considérations préliminaires sur les frais et dépens.....	191
Section I ^{re} . — Que représentent les frais et dépens ?	193
Section II ^e . — Nature de la condamnation aux dépens.....	196
Section III ^e — Règles générales en matière de condamnation aux dépens.....	204
Section IV ^e . — Recouvrement des dépens.....	217
A. — Liquidation des dépens en matière sommaire.....	218
B. — Taxe des dépens en matière ordinaire.....	220
C. — Poursuite en recouvrement..	222

CHAPITRE II

Le Tarif de 1807.....	229
§ 1 ^{er} . — Économie générale.....	229
A. — Matières ordinaires,.....	23
B. — Émoluments des ventes.....	232
C. — Matières sommaires.....	233
§ 2 ^e . — Motifs de révision.....	238

CHAPITRE III

Le Tarif nouveau de 1903.....	244
Section I ^{re} . — Élaboration du nouveau tarif	244
Section II ^e . — Économie générale.....	251
§ 1 ^{er} . — Principes généraux.....	252
§ 2 ^e . — Rémunération des avoués.....	255
§ 3 ^e . — Mode d'évaluation du montant des litiges.....	270
Section III ^e — Retrait du tarif de 1903. — Ses conséquences	277

QUATRIÈME PARTIE

Les Réformes.....	299
-------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

Les Travaux législatifs.....	299
§ 1 ^{er} . — Projet Thévenet.....	304
§ 2 ^e . — Projet Brisson.....	305
§ 3 ^e . — Projet Dupuy-Dutemps...	309
§ 4 ^e . — Projet Dubost.....	312
§ 5 ^e . — Projet Lhopiteau.....	315
§ 6 ^e . — Projet Cruppi.....	317

CHAPITRE II

Les Critiques.....	319
§ 1 ^{er} . — Lenteurs.....	320
§ 2 ^e . — Frais.....	324

CHAPITRE III

Réformes principales proposées.....	337
§ 1 ^{er} . — Extension de la compétence des Juges de Paix.....	337
§ 2 ^e . — Suppression de la Procédure ordinaire.....	350
Conclusion.....	371

APPENDICE

Les deux Systèmes de Procédure en Droit comparé....	377
A. — Législations qui ont deux sys- tèmes de Procédure.....	379
1 ^o Belgique. — 2 ^o Autriche. — 3 ^o Hongrie. — 4 ^o Bulgarie. — 5 ^o Suisse.	

B. — Législations qui ont adopté la Procédure sommaire comme règle de droit commun.....	386
6° Monaco. — 7° Italie. — 8° Pays- Bas. — 9° Suisse. — 10° Alle- magne.	
C. — Législations qui ne connais- sent que la Procédure ordi- naire	397
11° Russie. — 12° Portugal. — 13° Angleterre.	
Table des Matières.....	403

LE MANS — IMP. CH. BLANCHET — 35305
